

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

I

JX
3
A6

Digitized by the Internet Archive
in 2024

ÀRCHIVES DIPLOMATIQUES 1871-1872

RECUEIL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME PREMIER

11^e ET 12^e ANNÉES

JANVIER, FÉVRIER, MARS

1871-1872

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1871-1872

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

RELATIFS A LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE 1870-1871

N° 1.

LE COMTE BENEDETTI AU MARQUIS DE LA VALETTE.

Berlin, le 27 mars 1869.

Monsieur le Ministre, l'Espagne a été représentée à Berlin, pendant plusieurs années, par M. Rancès y Villanueva, et ce diplomate a été remplacé par N. Tenorio, quelques mois seulement avant la dernière révolution. Au moment où le nouveau gouvernement espagnol a pourvu aux postes diplomatiques, on a confié celui de Vienne à M. Rancès; il avait été question de lui rendre celui de Berlin, mais on jugea que les convenances ne permettaient pas d'envoyer à la cour de Prusse un agent qui y avait été entretenu tout récemment par le gouvernement de la reine Isabelle.

A l'occasion ou sous le prétexte de la fête du Roi, M. Rancès a fait

une apparition à Berlin, venant directement de Vienne; il y aurait été déterminé, après avoir obtenu l'assentiment du cabinet de Madrid, par le désir, a-t-il dit, d'offrir ses hommages à Sa Majesté, et témoigner ainsi de sa gratitude pour la bienveillance dont il avait été l'objet durant la mission qu'il avait remplie en Prusse. Pendant les cinq jours qu'il a passés à Berlin, il a vu cependant deux fois M. de Bismarck, et on en a conclu que son voyage avait peut-être un but politique. Je n'ai recueilli aucune information m'autorisant à croire que cette conjecture puisse avoir quelque fondement, et je ne suppose pas que M. Rancès ait été chargé de négocier un accord quelconque avec le cabinet de Berlin. Votre Excellence sait toutefois qu'on a cité le prince héréditaire de Hohenzollern parmi les membres des familles souveraines qui pourraient être élevés sur le trône d'Espagne. Ce prince est catholique, et il a épousé une princesse de la maison de Bragance, sœur du roi de Portugal. En présence des difficultés que soulève à Madrid le choix du nouveau souverain, aurait-on de nouveau songé au prince de Hohenzollern, et M. Rancès a-t-il reçu l'ordre de venir en conférer avec M. de Bismarck, ou bien cette pensée aurait-elle été conçue à Berlin même ou à Dusseldorf, et en aurait-on instruit M. Rancès, qui se serait décidé à entreprendre son voyage après avoir pris les ordres de son gouvernement? Je l'ignore entièrement; mais il m'a paru convenable cependant de ne pas vous laisser ignorer ces suppositions, qui vous aideront à contrôler tout autre renseignement à ce sujet.

M. Rancès est parti hier retournant directement à son poste. J'ajouterai que, depuis le départ de M. Tenorio, qui a été révoqué, l'Espagne n'a plus été représentée à Berlin. Il a été nommé successivement plusieurs ministres, qui ont reçu depuis d'autres destinations, et celui qui a été désigné en dernier lieu n'est pas encore arrivé.

Veuillez, etc.

Signé : BENEDETTI.

N° 2.

LE COMTE BENEDETTI AU MARQUIS DE LA VALETTE.

Berlin, le 31 mars 1869.

Monsieur le Ministre, votre Excellence m'a invité hier par le télégraphe à m'assurer si la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne avait un caractère sérieux.

J'ai eu ce matin l'occasion de rencontrer M. de Thile, et j'ai cru pouvoir lui demander si je devais attacher quelque importance aux bruits qui avaient circulé à ce sujet. J'ai pensé qu'il était utile de ne pas lui cacher que je mettais du prix à être exactement informé, en lui faisant remarquer qu'une pareille éventualité intéressait trop directement, à mon sens, le gouvernement de l'Empereur pour qu'il ne fût pas de mon devoir de la lui signaler, dans le cas où il existerait des raisons de croire qu'elle peut se réaliser. J'ai dit encore à mon interlocuteur que mon intention était s'il n'y voyait pas d'inconvénient, de vous faire part de notre entretien.

M. de Thile m'a donné l'assurance la plus formelle qu'il n'a, à aucun moment, eu connaissance d'une indication quelconque, pouvant autoriser une semblable conjecture, et que le ministre d'Espagne à Vienne, pendant le séjour qu'il a fait à Berlin, n'y aurait pas même fait allusion. Le sous-secrétaire d'Etat, en s'exprimant ainsi, et sans que rien dans ce que je disais fût de nature à provoquer une pareille manifestation, a cru devoir engager sa parole d'honneur. Suivant lui, M. Rancès se serait borné à entretenir M. de Bismarck, qui tenait peut-être à profiter du passage de ce diplomate pour se renseigner sur l'état des choses en Espagne en ce qui concerne le choix du futur souverain. Les Cortès aurait-il dit, éliront le roi Ferdinand, qui déclinera la couronne; la majorité se partagera ensuite entre le duc de Montpensier et le duc d'Aoste, mais elle se prononcera vraisemblablement pour le premier de ces deux princes, qui acceptera la résolution de l'Assemblée.

Voilà en substance ce que M. de Thile m'a appris en revenant à plusieurs reprises sur sa première déclaration, qu'il n'avait été et qu'il ne saurait être question du prince de Hohenzollern pour la couronne d'Espagne. Sans révoquer en doute la loyauté du sous-secrétaire d'Etat, je me permettrai d'ajouter qu'il n'est pas toujours initié aux vues personnelles de M. de Bismarck. En vous faisant part des bruits qu'avait provoqués à Berlin la présence de M. Rancès, j'avais soin d'ailleurs de vous faire remarquer que je n'avais aucune raison sérieuse pour croire à leur exactitude, et je ne vous en rendais compte que pour le cas où ces indications pourraient vous servir à corroborer d'autres renseignements.

Veuillez, etc.

Signé: BENEDETTI.

N° 3.

LE COMTE BENEDETTI AU MARQUIS DE LA VALETTE.

Berlin, le 11 mai 1869.

Monsieur le Ministre, en revoyant M. de Bismarck après mon retour de Paris, j'ai pu, sans difficulté, amener l'entretien sur l'état actuel des choses en Espagne, et j'en ai pris prétexte pour l'interroger sur les bruits qui désignent le prince Léopold de Hohenzollern comme l'un des candidats à la couronne.

Le président du conseil n'a pas cherché à déclinier la conversation sur ce sujet ; il m'a représenté que la souveraineté qui pourrait être offerte au prince Léopold ne saurait avoir qu'une durée éphémère, et qu'elle l'exposerait à plus de dangers encore que de mécomptes. Dans cette conviction, le Roi s'abstiendrait certainement, m'a-t-il dit, de lui donner, le cas échéant, le conseil d'acquiescer au vote des Cortès. Le père du prince partage cet avis, a ajouté M. de Bismarck, et il a pu se persuader, par la nécessité où il s'est trouvé d'aller au secours du prince Charles depuis qu'il gouverne la Roumanie, combien la puissance souveraine est onéreuse pour sa fortune personnelle, et il n'est nullement disposé à la compromettre pour aider son fils aîné à monter sur le trône d'Espagne. Sans me dissimuler qu'il avait eu l'occasion de conférer à ce sujet avec le Roi et avec le prince Antoine, M. de Bismarck s'est renfermé dans les observations que je viens de vous indiquer en substance. En prêtant foi à la sincérité de ses paroles, il faudrait absolument en conclure qu'il n'a été fait aucune proposition au prince Léopold, ou que du moins il ne l'a pas favorablement accueillie. Si je m'en rapportais au contraire à l'expérience que j'ai acquise du sens qu'il convient d'attacher à son langage, j'inclinerais à croire qu'il ne m'a pas exprimé sa pensée tout entière. Je lui ai fait remarquer que le prince Léopold ne pouvait déférer au vœu des Cortès, dans le cas où elles l'acclameraient, sans l'assentiment du Roi, et que S. M. aurait donc à dicter au prince la résolution qu'il devait prendre en pareille circonstance. M. de Bismarck l'a reconnu ; mais au lieu de m'assurer que le Roi était irrévocablement décidé à lui recommander l'abstention, il est revenu sur les périls dont serait entouré, dès son avènement, le nouveau souverain de l'Espagne. Il a continué en émettant l'avis qu'il ne sera, au surplus, procédé à l'élection d'aucun prince, que les vues ambitieuses et personnelles des hommes qui se sont emparés du

pouvoir y mettraient un obstacle plus sérieux qu'on ne le suppose généralement et a cité le nom du maréchal Prim. Voulant le déterminer à en préciser exactement la portée, j'ai répliqué que j'aurais soin de vous faire part de ses appréciations, et j'ai représenté que si le gouvernement de l'Empereur observant avec une entière circonspection les événements dont l'Espagne était le théâtre, il avait cependant un intérêt de premier ordre à en suivre le développement. M. de Bismarck a repris, en y revenant, les explications qu'il m'avait déjà données, sans rien y ajouter. Il m'a appris toutefois que le prince Frédéric-Charles aurait été disposé à courir une aventure en Espagne, c'est en ces termes qu'il s'est exprimé, mais qu'il s'élevait devant lui une difficulté insurmontable, celle de la religion, qui ne pourrait être vaincue aux yeux du peuple espagnol, même au moyen d'une conversion. « S'il s'est toujours montré officier vaillant et distingué, a-t-il ajouté, ce prince, d'ailleurs, n'avait jamais fait preuve d'aptitude politique, et ne serait pas en état de se conduire au milieu des complications qui surviendront en Espagne. » Ne voulant pas sortir de la réserve qu'il s'était évidemment imposée, le président du conseil n'a pas consenti à me dire si la candidature du prince Frédéric-Charles a été sérieusement posée et dans quelles circonstances elle aurait été débattue et abandonnée.

Que faut-il penser de l'attitude gardée par M. de Bismarck durant notre entretien, et du langage si mesuré et si peu conforme à ses habitudes qu'il n'a cessé de tenir? Considère-t-il que le prince Léopold peut être élu par les Cortès, et a-t-il pris soin de s'exprimer de manière à ne pas engager absolument la liberté de résolution du Roi dans une semblable éventualité? ou bien s'est-il proposé uniquement de nous laisser soupçonner qu'il lui serait aisé, au besoin, de faire acclamer en Espagne un membre de la maison de Hohenzollern? Si j'en juge par mes impressions personnelles, ces deux conjectures sont également vraisemblables. Il m'a paru tenir, en effet, à me persuader que les bruits dont nous nous entretenions n'avaient aucun fondement; mais il s'est abstenu soigneusement de me donner l'assurance formelle que le Roi ne permettra, dans aucun cas, au prince Léopold d'accepter la couronne qui lui était offerte. Si Votre Excellence veut bien se faire représenter la dépêche que je vous ai adressée sous le n° 71, elle y verra que le sous-secrétaire d'Etat n'avait pas hésité au contraire à me faire une déclaration absolue dans ce sens, et que je presentais dès ce moment que M. de Thile, qui croyait pouvoir engager sa parole d'honneur, n'était peut-être pas exactement renseigné sur les véritables vues du Roi et du comte de Bismarck. Quoi qu'il en soit, je ne saurais, comme vous le voyez, accorder aux explications que m'a données le président du conseil une entière confiance, et si je

n'avais craint d'excéder la mesure qu'il peut convenir au gouvernement de l'Empereur de garder dans une affaire si délicate, j'aurais mis, sans manquer à aucun de mes devoirs, M. de Bismarck en demeure de s'énoncer plus clairement ; mais j'ai pensé que je devais attendre vos ordres avant de me montrer plus pressant et d'insister davantage pour être fixé sur les résolutions éventuelles qui pourraient être prises à Berlin.

Votre Excellence m'a fait hier l'honneur de me demander par le télégraphe si le prince Léopold s'est rendu dans ces derniers temps auprès du roi Ferdinand de Portugal. Comme je vous l'ai appris par la même voie, ce prince a résidé à Berlin jusqu'à la fin de mars, et le séjour prolongé qu'il a fait ici cet hiver autorisait assurément les conjectures que j'ai formées dans la première dépêche, que j'ai adressée au département à son sujet.

En quittant la cour de Prusse, il est retourné à Dusseldorf, où il réside habituellement, et avant la fin d'avril il est parti pour Bucharest, où il est allé rendre visite à son frère, et où il se trouvait encore il y a peu de jours. Ce ne serait donc que vers le milieu du mois dernier qu'il aurait pu entreprendre une rapide excursion jusqu'à Lisbonne ; mais je n'ai pu recueillir aucun indice me permettant de vous éclairer à cet égard.

Veuillez, etc.

Signé : BENEDETTI.

N° 4.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

Berlin, le 30 juin 1870.

Monsieur le Ministre, M. Le Sourd vous a rendu compte, durant mon absence, de tout ce qui se dit à Berlin sur la récente entrevue du roi de Prusse et de l'empereur de Russie, et je n'ai rien à y ajouter. Si je devais vous faire part de mes impressions personnelles, je dirais cependant qu'il suffit de se rappeler dans quelles vues le cabinet de Berlin s'est constamment employé à resserrer les relations intimes qu'il entretient avec celui de Saint-Pétersbourg pour se former une idée du but que le Roi s'est proposé en se rendant à Ems accompagné du chancelier, et des entretiens qu'ils ont eus avec l'empereur Alexandre. En parfait accord, à cet égard, avec son souverain, M. de

Bismarck s'est constamment appliqué à s'assurer le concours éventuel de la Russie; dans cette pensée, il s'est montré, d'une part, favorable à la politique du cabinet de Saint-Pétersbourg en Orient; il n'a cessé, de l'autre, d'éveiller ses susceptibilités dans les questions qui agitent le sentiment national en Russie. Je ne crains donc pas de me tromper en présumant qu'il a eu soin de s'expliquer, sur l'état des choses dans les Principautés danubiennes et dans le Levant, de façon à plaire à l'Empereur, et il ne doit pas avoir manqué de signaler les tendances qui portent le cabinet de Vienne à reconstituer l'autonomie de la Pologne en Galicie. Pendant que le ministre aura pris à tâche de rassurer l'Empereur sur le premier de ces deux points et de l'alarmer de l'autre, le Roi aura déployé cette bonne grâce dont il a toujours su faire un si merveilleux usage pour captiver les sympathies de son auguste neveu, et je ne doute pas, pour ma part, qu'ils n'aient laissé dans son esprit des impressions conformes à leur désir. Quels que puissent être d'ailleurs les moyens qu'ils ont employés, leur but a dû être de raffermir l'Empereur dans les sentiments qu'ils ont su lui inspirer, et ils l'auront plus ou moins atteint. Ils en avaient évidemment un autre; celui de montrer à l'Europe la parfaite cordialité des rapports qui unissaient les deux souverains, et de décourager les efforts que l'on pourrait tenter pour les séparer. On a dû se proposer également de contenir les adversaires de la politique allemande à Saint-Pétersbourg. Ces adversaires sont nombreux et puissants. J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec plusieurs agents diplomatiques accrédités à la cour de Russie, et je les ai trouvés unanimes à croire qu'à Saint-Pétersbourg on ne partage pas les dispositions que l'Empereur n'a cessé de témoigner dans ses rapports avec le roi Guillaume et son gouvernement. Un changement de règne amènerait, à leur avis, un changement de politique. L'opinion publique en Russie qui d'ailleurs ne pouvait voir avec indifférence s'élever entre elle et l'Europe un État dont les prétentions grandiront dans la mesure de sa puissance, ne pouvait s'abuser un seul instant sur les vues du gouvernement prussien, et il faut attribuer à l'instinct qui l'éclaire sur les véritables desseins qu'on nourrit à Berlin, l'éloignement qui se manifeste à Saint-Pétersbourg pour le nouvel état de choses fondé en Allemagne depuis la dernière guerre.

Il ne faudrait cependant pas supposer que M. de Bismarck juge opportun de lier étroitement sa politique à celle du cabinet russe. A mon sens, il n'a contracté et il n'est disposé à prendre aucun engagement qui pourrait, en compromettant la Prusse dans les complications dont la Turquie deviendrait le théâtre, rapprocher l'Angleterre et la France, et lui créer des difficultés ou l'affermir sur le Rhin. Les complaisances du chancelier pour la Russie ne seront jamais de na-

ture à limiter sa liberté d'action; il promet en somme plus qu'il n'a l'intention de tenir, ou, en d'autres termes, il recherche l'alliance du cabinet de Saint-Pétersbourg pour s'en assurer le bénéfice dans le cas d'un conflit en Occident, mais avec la résolution bien arrêtée de ne jamais engager les ressources ou les forces de l'Allemagne en Orient. Aussi ai-je toujours été persuadé qu'il n'a été conclu aucun arrangement officiel entre les deux Cours, et il est certainement permis de penser qu'on y a pas songé à Ems.

Signé : BENEDETTI.

N° 5.

LE DUC DE GRAMONT A M. LE SOURD, CHARGÉ D'AFFAIRES A BERLIN

Paris, le 3 juillet 1870.

Monsieur, Nous apprenons qu'une députation envoyée par le maréchal Prim a offert la couronne d'Espagne au prince de Hohenzollern, qui l'a acceptée. Nous ne considérons pas cette candidature comme sérieuse, et croyons que la nation espagnole la repoussera. Mais nous ne pouvons voir sans quelque surprise un prince prussien chercher à s'asseoir sur le trône d'Espagne. Nous aimerions à croire que le cabinet de Berlin est étranger à cette intrigue; dans le cas contraire, sa conduite nous suggérerait des réflexions d'un ordre trop délicat pour que je vous les indique dans un télégramme. Je n'hésite pas toutefois à vous dire que l'impression est mauvaise, et je vous invite à vous expliquer dans ce sens. J'attends les détails que vous serez en mesure de me donner sur ce regrettable incident.

Signé : GRAMONT.

N° 6.

M. MERCIER DE LOSTENDE AU DUC DE GRAMONT

(Télégramme).

Madrid, le 3 juillet 1870.

L'affaire Hohenzollern paraît fort avancée, sinon décidée. Le général Prim lui-même me l'a dit. J'envoie Bartholdi à Paris pour les détails et pour prendre vos ordres.

Signé : MERCIER.

N^o 7.

M. MERCIER DE LOSTENDE AU DUC DE GRAMONT

Madrid, le 3 juillet 1870.

Monsieur le duc, je suis allé voir hier soir le maréchal Prim, qui i était revenu la veille, dans la nuit, de son excursion aux monts de Tolède, et il m'a fait une communication de la plus haute gravité, que je dois, sans perdre un instant, transmettre à Votre Excellence.

J'étais depuis quelques moments dans son salon et je lui trouvais quelque chose de gêné dans sa manière d'être envers moi, habituellement si amicale, dont je commençais à me préoccuper, lorsqu'il me dit : « Venez, j'ai besoin de causer avec vous. » Et il m'emmena dans son cabinet.

« J'ai, me dit-il, à vous parler d'une chose qui ne sera pas agréable » à l'Empereur, je le crains, et il faut que vous m'aidiez à éviter » qu'il ne la prenne en trop mauvaise part. »

Je n'avais pas besoin d'en entendre davantage pour deviner où il voulait en venir.

« Vous connaissez notre situation : nous ne pouvons pas prolonger indéfiniment l'*intérim*, ni même nous présenter devant les Cortès sans avoir une solution à leur proposer. Vous savez tout ce que j'ai fait pour écarter celles qui n'auraient pas convenu à l'Empereur. Je n'aurais eu qu'à lâcher un peu la main pour que Montpensier fût élu; je n'ai cédé à aucune des avances qui m'ont été faites pour m'attirer du côté de la république. Ce que j'aurais surtout désiré, c'était une combinaison portugaise, ou, à son défaut italienne. Dernièrement encore je suis revenu à la charge à Lisbonne et à Florence, mais tout a été inutile. Cependant il nous faut un roi, et voilà qu'au moment de notre plus grand embarras, on nous en propose un qui a toutes les conditions que nous pouvons souhaiter. Il est catholique, de race royale, il a trente-cinq ans, deux fils, et il est marié avec une princesse portugaise, ce qui préviendra nécessairement beaucoup les esprits en sa faveur, d'ailleurs très-bien de sa personne, et militaire. Vous comprenez que je ne peux pas laisser échapper la seule chance qui nous reste de sauver la révolution, surtout quand elle se présente dans de pareilles conditions. Comment croyez-vous que l'Empereur prendra la chose ?

« Il n'y a pas, répondis-je, deux manières de la prendre. Mais d'abord laissez-moi bien vous rappeler que je ne saurais accepter la conversation sur ce chapitre, comme ambassadeur, car n'ayant

d'autre instruction que l'abstention, je n'ai aucun droit pour engager à un degré quelconque la pensée de l'Empereur; mais si vous me permettez de vous donner mon sentiment personnel, je n'hésiterai pas à vous dire que vous ne pourriez prendre un parti plus grave et pouvant entraîner de plus fâcheuses conséquences. En France, l'élection d'un prince de Prusse au trône d'Espagne, dans les dispositions où sont aujourd'hui les esprits à l'égard de la Prusse, ne peut manquer de produire un effet extraordinaire. Le sentiment national y verra une véritable provocation, soyez-en persuadé, et vous comprenez qu'un Napoléon ne peut laisser le sentiment national en souffrance.

Prim. — « Il est possible que ce soit la première impression, mais on en reviendra vite par la réflexion. Qu'avez-vous à craindre? que signifie aujourd'hui une alliance dynastique? Qu'est-ce que pourra faire chez nous un prince étranger qui devra commencer par jurer la Constitution la plus libérale de l'Europe, et avec un peuple aussi fier et aussi indépendant que le nôtre. Même dans le temps de la monarchie pure, vous avez vu que Louis XIV et son petit-fils avaient été sur le point de se faire la guerre.

— Tout cela est bel et bon, mais il n'en est pas moins vrai que dans le cas d'une guerre européenne, nous n'aurions aucune sécurité pour notre frontière des Pyrénées, si un prince prussien occupait le trône d'Espagne, et qu'il nous faudrait une armée pour la garder. Les alliances dynastiques peuvent, j'en conviens, avec le temps, avoir perdu quelque chose de leur signification; cependant vous avez vu que jamais elle n'ont été considérées par les gouvernements avec indifférence. Lors des mariages espagnols, l'Angleterre, aussi bien que nous, avait prononcé ses exclusions; en Belgique de même; en Grèce, on avait interdit au choix des Grecs un prince appartenant aux familles des Puissances protectrices. Ces exclusions n'ont rien de blessant pour un pays, parce qu'elles ne s'adressent pas à lui, mais à des rivaux dont la prépondérance pourrait devenir menaçante. D'ailleurs, cette première impression, dont vous semblez faire bon marché, est de celles qu'un gouvernement national voudra partager toujours, car c'est du cœur du pays qu'elle s'échappera.

— « Mon Dieu, les conséquences à l'égard de la France, je les accepterais encore, mais c'est l'Empereur qu'il me serait extrêmement pénible de contrarier. »

— « Vous imaginez-vous donc que, dans une pareille question, il soit possible de séparer l'Empereur et la France ?

— « Mais alors que faire? Prenez l'*Almanach de Gotha* et tâchez d'y trouver un prince dont nous puissions nous accommoder. Pour moi, je n'en vois pas d'autre. Il faut pourtant que vous ayez pitié de

cette pauvre Espagne, que vous lui permettiez de se constituer par les seuls moyens dont elle peut disposer. Ma consolation, c'est que ce n'est pas moi qui ai inventé cette combinaison; je ne l'ai même pas cherchée, on est venu me la mettre dans la main. Seulement, dans l'état où nous sommes, je ne peux pas la repousser. Un moment j'ai cru qu'elle avait avorté comme les autres. Les choses s'étaient passées exactement comme je les avais racontées aux Cortès; mais voilà qu'on me la rapporte toute faite.

— « Oh ! je me suis bien aperçu depuis assez longtemps que M. de Bismarck cherchait à se glisser dans vos affaires, et vous avouerez que s'il ne croyait pas avoir beaucoup à y gagner, il ne se hasarderait pas à jouer si gros jeu.

— « Vous vous trompez, les ouvertures sont parties d'ici. Je n'ai jamais parlé politique avec M. Bernhardi ni avec M. de Canitz.

— « Et cette escadre prussienne dont on vous a annoncé l'arrivée ?

— « Je n'en ai rien entendu dire. Mais, encore une fois, si nous laissons échapper cette occasion, nous sommes forcément rejetés sur Montpensier, ou sur la république, qui viendra grand train, et je vous avouerai que je la déteste comme l'enfer.

— « Eh bien, plutôt Montpensier !

— « Comment ! vous croyez que l'Empereur aimerait mieux Montpensier qu'un Hohenzollern ?

— « Il ne me l'a pas dit, mais je n'en doute pas. L'Empereur est français avant tout. »

Cette réplique parut lui faire impression, et je l'accentuai d'autant plus, car, dans cet entretien, il importait essentiellement de frapper son esprit, et j'y employai toute l'énergie possible de langage et de pensée. Cependant, avant de nous séparer, je lui dis : « Je vous ai parlé à cœur ouvert, mais uniquement en mon nom personnel. Maintenant, si vous voulez connaître la pensée de l'Empereur, attendez que je lui ai fait connaître notre entretien, et avant huit jours je pourrai recevoir ses ordres.

A cela, il m'a simplement répondu :

« J'ai hésité si j'informerais l'Empereur par votre canal ou par celui d'Olozaga. Je me suis d'abord adressé à vous, parce que je connais vos sentiments et que je sais que vous éviterez tout ce qui pourrait envenimer les choses; mais je vais écrire à Olozaga pour qu'il puisse entretenir l'Empereur. La commission, je le crains, ne lui sera pas agréable certainement, et, quant à moi, je vous avouerai qu'il m'est bien cruel de recevoir ce coup de poignard, après avoir consacré tant de soin à mettre les rapports entre les deux pays à l'abri de toute mésintelligence. »

Déjà, hier soir, le bruit commençait d'ailleurs à s'accréditer que le gouvernement avait un candidat, et l'on n'hésitait que sur le nom, quoiqu'on supposât assez généralement qu'il devait être allemand. Un député m'a même fait savoir que les Cortès seraient probablement convoquées en session extraordinaire dans le courant du mois d'août, pour procéder à l'élection du monarque. Hier, dans l'après-midi, les ministres ont tenu un conseil auquel a assisté le président de chambre, M. Ruiz Zorilla; aujourd'hui ils se rendent tous à la Granja pour en tenir un autre sous la présidence du régent. Déjà en éveil, l'opinion publique ne conservera, plus aucun doute après cette dernière circonstance, et le nom du candidat ne saurait lui rester longtemps caché. Les partis vont, dès lors, se mettre activement en campagne, et ce sera une raison pour le gouvernement de précipiter le dénouement. Il faut nous y attendre, et agir en conséquence. J'expédie donc en toute hâte M. Bartholdi à Paris, pour qu'il puisse prendre et me rapporter sans retard les ordres de l'Empereur. Comme je l'ai toujours tenu exactement informé de tout ce qui pouvait intéresser le service de Sa Majesté, il pourra ainsi compléter verbalement les renseignements contenus dans cette dépêche, et fournir à Votre Excellence bien des détails sur les hommes et les choses qui trouveraient difficilement place dans une correspondance, mais auxquels les circonstances donnent un prix.

Signé : MERCIER.

N^o 8.

M. LE SOURD AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Berlin, le 4 juillet 1870.

Je viens de voir M. de Thile, et je l'ai entretenu de la nouvelle qui vous était parvenue relativement à l'acceptation de la couronne d'Espagne par le prince de Hohenzollern. Le secrétaire d'État m'a, dès le début de la conversation, demandé si je l'interpellais, et déclaré que, dans ce cas, il devrait, avant de me répondre prendre directement les ordres du Roi. J'ai répliqué que je venais simplement lui signaler une nouvelle qui avait causé à Paris une impression mauvaise, dont je n'avais pas pour le moment à lui développer les motifs. J'ai ajouté que nous avions, avant tout, intérêt à savoir si le gouver-

nement prussien était étranger à cette négociation. Visiblement embarrassé, M. de Thile m'a dit que le gouvernement prussien ignorait absolument cette affaire et qu'elle n'existait pas pour lui; il s'est appliqué par sa déclaration à dégager la responsabilité de son gouvernement; mais Votre Excellence remarquera qu'il s'est abstenu d'affirmer catégoriquement que le cabinet de Berlin ignorât l'existence de la négociation et son résultat. Mon impression première est que le fait signalé à Votre Excellence est réel, et que M. de Thile, avec sa circonspection habituelle, ne veut pas, pour le moment du moins, reconnaître l'exactitude de nos informations; il a paru quelque peu ému du langage ferme que je lui ai tenu en m'inspirant du télégramme de Votre Excellence. Je vous rends en détail par la poste compte de notre conversation.

J'apprends que M. Olozaga a télégraphié hier de Paris au ministre d'Espagne à Berlin que, dans son opinion, la nouvelle de l'offre de la couronne d'Espagne au prince de Hohenzollern est inexacte. M. de Rascon déclare ici qu'il partage ce sentiment, et admet que cette démarche serait de nature à éveiller à juste titre nos susceptibilités.

Signé : LE SOURD.

N° 9.

M. LE SOURD AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Berlin, le 5 juillet 1870.

Le ministre d'Espagne que je viens de voir ne dément pas l'offre faite par le gouvernement espagnol au prince de Hohenzollern et son acceptation de la couronne; mais il affirme qu'il n'a été chargé personnellement d'aucune négociation et d'aucune explication près du gouvernement prussien et du prince lui-même. M. de Rascon m'a laissé entendre toutefois que l'acceptation du prince remontait à quatre mois, et qu'elle aurait été décidée à Berlin, au printemps, avec l'assentiment du prince son père et sans doute celui du Roi et de M. de Bismarck. M. de Rascon reconnaît que notre mécontentement est juste, et rejette sur le maréchal Prim toute la responsabilité de cette intrigue. Il est très-préoccupé de l'impression qu'on ressent à Paris.

Signé : LE SOURD.

N^o 10.

M. MERCIER DE LOSTENDE AU DUC DE GRAMONT.

Madrid, le 5 juillet 1870.

Monsieur le Duc, hier au soir, j'ai vu un ami du maréchal Prim à qui il avait communiqué la lettre par laquelle le prince de Hohenzollern annonce officiellement qu'il consent à régner sur l'Espagne. Cette lettre est très-courte. Le prince y dit simplement qu'il est très-flatté des ouvertures qui lui ont été faites, et sera heureux d'accepter la couronne d'Espagne, si elle lui est offerte par la majorité des Cortès, et que dès lors il ne sera plus qu'Espagnol. Tel est du moins le résumé que m'a donné celui qui l'avait vu. Il a ajouté que le maréchal Prim croyait être sûr du vote de la majorité, mais qu'il l'avait trouvé très-préoccupé de l'effet que la chose produirait en France. Il lui a même dit qu'il ne savait pas s'il oserait aller à Vichy, quoique cela fut nécessaire à sa santé. Il s'attend d'ailleurs à des coups de fusils, et craint, dans ce cas, de ne pouvoir compter que sur la plus grande partie de l'armée, mais non sur toute. A ce sujet, j'ai pu causer avec le général Cordova, qui, comme Votre Excellence le sait, est directeur général de l'infanterie. Il m'a dit que la veille, le maréchal Prim avait reçu les principales autorités militaires pour leur faire part de l'acceptation du prince de Hohenzollern. Pour sa part, il n'avait fait aucune observation en recevant cette communication, mais sa conviction bien arrêtée est que la couronne ne peut pas être relevée en Espagne sans une guerre civile; qu'il a toujours eu cette éventualité en vue en organisant l'armée, et qu'il ne sait pas trop ce qui se passera quand il s'agira de faire battre le soldat pour un prince étranger, allemand, petit-fils de Murat. Ce langage dans la bouche du général Cordova, rapproché de celui que le maréchal Prim tenait à son ami, me paraît tout à fait digne d'attention.

Les carlistes viennent, du reste, de prendre une attitude qui n'annonce pas des intentions pacifiques. Ils avaient, comme tous les autres partis, établi un casino à Madrid, pour s'y réunir et tenir des conférences. Lorsqu'il y a trois jours ce casino a été inauguré, des groupes hostiles se sont formés devant la maison qu'il occupe; des désordres ont éclaté, un jeune homme de bonne famille a été assassiné dans un fiacre, plusieurs autres blessés assez grièvement. Les mêmes manifestations se sont renouvelées le lendemain, quoique d'une manière moins grave, et sans que l'autorité soit intervenue pour les empêcher.

A la demande du député Ochoa, le comité permanent des Cortès s'est réuni hier pour s'occuper de cette affaire; mais le député Ochoa ne s'y est pas présenté, sans doute en conséquence d'une décision prise par la Junte centrale catholique — monarchique, d'après laquelle le casino a dû être fermé et les journaux du parti (une dizaine) cesser de paraître. Cette décision implique nécessairement un appel à la force. Or, si le parti carliste, isolé, n'était pas bien dangereux, il n'en sera plus de même du moment où il se serait produit un fait qui aurait jeté la division dans l'armée. Je remarque d'ailleurs que la préoccupation de la guerre civile commence à s'emparer des esprits. L'affaire échouera, soyez-en sûr, me disait à ce sujet un personnage qui connaît son pays; puisqu'on n'a pas tenu compte de vos intérêts, on ne peut pas vous demander de tenir compte de ceux des autres, et tout en montrant le plus grand respect pour la volonté nationale et pour que son expression soit plus complète, vous n'avez qu'à ouvrir la frontière à tous les électeurs.

Signé : MERCIER.

N° 11.

M. LAYARD AU COMTE DE GRANVILLE.

(Télégramme.)

Saint-Ildefonso, le 5 juillet 1870, midi dix.

Le conseil des ministres, réuni ici la nuit dernière, sous la présidence du Régent, a décidé de proposer le prince héréditaire de Hohenzollern-Sigmaringen, comme candidat au trône.

Les Cortès sont convoquées pour le 20 de ce mois et on s'attend que le prince sera accepté par la majorité.

N° 12.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Paris, le 5 juillet 1870.

Le duc de Gramont m'a dit cette après-midi que le Gouvernement français avait reçu la nouvelle positive que la couronne d'Espagne

avait été offerte par le général Prim au prince Léopold de Hohenzollern et avait été acceptée par le prince.

La France, ajouta M. de Gramont ne se résignera pas à ce fait et quand je dis que nous ne nous résignerons pas, je veux dire que nous ne le permettrons pas et que nous userons de toutes nos forces pour l'empêcher.

M. de Gramont m'informa alors qu'il avait déclaré catégoriquement au baron de Werther, l'ambassadeur de Prusse, que la France ne tolérerait pas l'établissement du prince de Hohenzollern ni d'aucun autre prince prussien sur le trône d'Espagne.

Le baron de Werther, a dit M. de Gramont, a répondu qu'il était sur le point de se rendre à Ems, pour présenter ses hommages à son souverain et qu'il ne manquerait pas d'informer Sa Majesté des sentiments du Gouvernement français.

M. de Gramont ajouta que rien n'était plus éloigné du désir du Gouvernement français que d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Espagne, mais que l'intérêt ainsi que la dignité de la France lui défendait de permettre l'établissement d'une dynastie prussienne dans la Péninsule. Il ne saurait consentir à l'existence d'un état de choses qui l'obligerait, en cas de guerre avec la Prusse, à surveiller l'Espagne ce qui paralyserait une division de l'armée française. La proposition n'était rien moins qu'une insulte faite à la France. Après avoir examiné tout ce qu'une semblable déclaration signifiait, le Gouvernement de l'Empereur déclarait que la France ne le souffrirait pas.

En finissant, M. de Gramont me pria de faire connaître sans retard à Votre Excellence les sentiments du gouvernement de l'Empereur et exprima son vif espoir que le gouvernement de Sa Majesté concourrait avec lui en essayant d'empêcher un événement qui serait gros de dangers pour la paix de l'Europe.

N° 13.

DÉCLARATION DU DUC DE GRAMONT AU CORPS LÉGISLATIF.

Le 6 juillet 1870.

Messieurs, je viens répondre à l'interpellation qui a été déposée hier par l'honorable M. Cochéry.

Il est vrai que le maréchal Prim a offert au prince Léopold de Hohenzollern la couronne d'Espagne et que ce dernier l'a acceptée.

Mais le peuple espagnol ne s'est point encore prononcé, et nous ne connaissons point encore les détails vrais d'une négociation qui nous a été cachée. Aussi une discussion ne saurait-elle aboutir à aucun résultat pratique. Nous vous prions, Messieurs, de l'ajourner.

Nous n'avons cessé de témoigner nos sympathies à la nation espagnole et d'éviter tout ce qui aurait pu avoir les apparences d'une immixtion quelconque dans les affaires intérieures d'une noble et grande nation en plein exercice de sa souveraineté; nous ne sommes pas sortis, à l'égard des divers prétendants au trône, de la plus stricte neutralité, et nous n'avons jamais témoigné pour aucun d'eux ni préférence ni éloignement.

Nous persisterons dans cette conduite. Mais nous ne croyons pas que le respect des droits d'un peuple voisin nous oblige à souffrir qu'une puissance étrangère, en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-Quint, puisse déranger à notre détriment l'équilibre actuel des forces en Europe, et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France.

Cette éventualité, nous en avons le ferme espoir, ne se réalisera pas.

Pour l'empêcher, nous comptons à la fois sur la sagesse du peuple allemand et sur l'amitié du peuple espagnol.

S'il en était autrement, forts de votre appui et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse.

N° 14.

LE COMTE DE BEUST AU BARON DE MUNCH A BERLIN.

Vienne, le 6 juillet 1870.

Lorsqu'il y a quelque temps les premières nouvelles arrivèrent au gouvernement impérial et royal que l'on songeait au prince héritier de Hohenzollern-Sigmaringen pour le trône vacant d'Espagne, nous ne crûmes pas encore qu'il y eût lieu de nous en exprimer d'aucun côté. Aujourd'hui que cette candidature est devenue un fait et déjà dans toute l'Europe est considérée comme un événement gros de conséquences, nous nous trouvons forcés d'exprimer nos vues et en quelques sorte nos pressentiments. Nous n'avons à cet égard aucun autre motif que notre souci des matières de la paix générale. L'Autriche-Hongrie a un intérêt spécial pour ne pas s'immiscer dans les

affaires espagnoles. Nous nous sommes conformés à la volonté de l'Empereur et Roi en restant spectateurs complètement désintéressés des événements qui se sont passés au-delà des Pyrénées. En conséquence, nous nous sommes bornés à entretenir avec le gouvernement qui occupe le pouvoir en Espagne des rapports amicaux, mais nous avons toujours évité toute occasion de nous immiscer dans la question de la réoccupation du trône et en particulier nous nous sommes fortement gardés de réveiller le souvenir qui s'y rapporte et qui est significatif dans les questions de ce genre qu'une série de Rois appartenant à la maison de Habsbourg a régné en Espagne. La question du trône d'Espagne ne nous intéresse aussi seulement que dans la mesure dans laquelle elle intéresse le monde civilisé en général; à savoir qu'elle n'arrive pas à une solution qui pourrait troubler les rapports entre les grandes Puissances et jeter dans de nouveaux périls la paix européenne.

Mais la candidature du prince Hohenzollern, comme nous avons nos raisons de le croire, n'est en aucune manière exempte de cette éventualité. La nation française a réprimé les sentiments qu'avait fait naître en elle l'agrandissement de la Prusse en Allemagne, mais cette méfiance à peine surmontée non-seulement serait réveillée, mais s'élèverait jusqu'à une inquiétude sérieuse, si la tentative était faite de gagner l'Espagne à l'influence prussienne en mettant sur le trône un membre d'une ligne de la famille royale de Prusse. Nos renseignements venus de France ne nous laissent aucun doute qu'une telle tentative y serait considérée comme étant dirigée contre les intérêts nationaux français, et qu'en présence de la candidature du prince Léopold l'attitude de la France serait celle d'un antagonisme décidé et d'un antagonisme qui pourrait avoir pour conséquence la guerre civile en Espagne et en Europe la plus dangereuse tension entre deux de ses grandes Puissances.

En présence d'éventualités si graves, nous avons éprouvé une certaine satisfaction à apprendre de Paris que l'empereur Napoléon a fait exposer à Sa Majesté le roi Guillaume de la façon la plus amicale la position dans laquelle la combinaison nouvelle de la candidature au trône d'Espagne mettrait le chef de la nation française, et exprimer la conviction la plus entière que la sagesse du Roi et son influence comme chef de la maison de Hohenzollern empêcheraient une combinaison si pleine de dangers. Notre désir de savoir la paix assurée est trop vif, et notre appréhension que de sérieuses complications pourraient surgir de l'accession au trône d'Espagne d'un prince de Hohenzollern est trop bien fondée pour que nous ne fassions pas entendre de notre côté notre voix dans ce sens. Votre Excellence ne cachera pas aux hommes d'État de la Prusse d'un côté que nous voyons le danger de

sérieuses perturbations dans la candidature du prince Léopold, et de l'autre elle exprimera en même temps en notre non le ferme espoir que l'amour de la paix et la haute intelligence du Roi empêcheront qu'il entre dans la politique européenne un élément nouveau de discordes si plein de périls.

Votre Excellence peut confidentiellement donner lecture des observations qui précèdent à M. de Thile et dans le cas où le secrétaire d'Etat désirerait conserver une copie de cette dépêche entre ses mains, vous êtes autorisée à la lui laisser.

Recevez etc.

Signé BEUST.

N° 15.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

Foreign-Office, le 6 juillet 1870.

Mylord, j'ai reçu hier soir, à la Chambre des Lords, votre télégramme daté de quelques heures auparavant, pour m'annoncer la première impression qu'a faite sur le duc de Gramont la nouvelle que la couronne d'Espagne était offerte au prince Léopold de Hohenzollern, et j'ai reçu ce matin votre dépêche de même date qui me donne un compte plus détaillé de ce qui s'est passé entre vous et Son Excellence.

A mon retour de Windsor, cette après-midi, l'ambassadeur de France est venu me voir. Son Excellence m'a tenu le même langage que celui que le duc de Gramont vous a tenu. La France, m'a-t-il dit, n'a aucun désir d'intervenir dans les affaires d'Espagne; après avoir énuméré les arguments qui rendent la possession de la couronne d'Espagne par un prince prussien dangereux pour la France, il a terminé en m'assurant que les circonstances avaient un caractère de la plus grande gravité, et qu'à son avis, le Gouvernement de l'Empereur ne pouvait pas, sous la pression de l'opinion publique, admettre un projet d'une telle nature. Il ajouta cependant qu'il n'y avait aucun motif pour qu'on n'essayât pas, par des mesures préliminaires, de détourner un aussi grand malheur que celui qui pourrait en résulter; et il s'adressait au Gouvernement de la Reine, en s'appuyant sur les rapports amicaux existant entre l'Angleterre et la France et, sur le désir du gouvernement de Sa Majesté, de conserver la paix en Europe pour lui demander d'exercer son influence sur la Prusse et sur l'Es-

pagne pour mettre fin à l'installation projetée du prince sur le trône d'Espagne.

J'ai répondu à M. de La Valette que le gouvernement de Sa Majesté avait été surpris à l'annonce de cette nouvelle; que je comprenais parfaitement l'effet fâcheux qu'une telle nouvelle devait produire en France; sans être d'accord avec lui sur toutes les raisons qu'il avait énoncées au sujet de l'importance pour une aussi grande nation que la France de l'élévation d'un prince allemand sur le trône d'Espagne et que je réservais mon opinion à l'égard de faits dont je n'avais encore qu'une connaissance imparfaite.

Je lui dis que je regrettais que des paroles aussi vives que celles que vous m'avez dit avoir été adressées au baron de Werther, aient été employées, mais j'ajoutai que c'était moins le moment d'entrer dans une discussion générale que d'aviser au plus tôt à ce qu'on pourrait faire pour donner une solution favorable à l'affaire.

Je consentais volontiers à ce que le gouvernement de la Reine usât de toute l'influence qu'il peut avoir sur la Prusse et sur l'Espagne, et sans avoir la prétention de rien imposer à l'une ou l'autre de ces Puissances, le gouvernement de la Reine les engagerait à prendre en sérieuse considération, telle que leur gravité le réclamait, toutes les faces de cette question, et je lui promis d'en référer tout aussitôt à Votre Excellence, à lord Augustus Loftus et à M. Layard.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 46.

LE COMTE GRANVILLE A LORD A. LOFTUS, A BERLIN.

Foreign-Office, le 6 juillet 1870.

Mylord, — M. Gladstone et moi avons été pris par surprise hier soir à la nouvelle que le gouvernement espagnol avait offert la couronne d'Espagne au prince Léopold de Hohenzollern; il paraît aussi que l'offre a été acceptée par le prince. Le gouvernement de Sa Majesté n'a aucun désir d'intervenir, de quelque façon que ce soit, dans les affaires intérieures de l'Espagne; beaucoup moins a-t-il la prétention de peser (*to dictate*) en pareille matière sur l'Allemagne du Nord; mais il a certainement l'espoir que ce projet qu'il avait ignoré jusqu'ici, n'a reçu aucune sanction du Roi.

Quelques-unes des plus grandes calamités du monde ont été pro-

duites par des petites causes et par des erreurs insignifiantes à leur origine. Dans l'état actuel de l'opinion en France, la possession de la couronne d'Espagne par un prince prussien produirait sûrement une grande et dangereuse irritation. Nous avons, en effet, une preuve concluante de ce fait dans le compte-rendu que nous recevons à l'instinct de ce qui a été déclaré par le Ministre à la Chambre française.

En Prusse, ce peut-être un objet sans importance qu'un membre de la famille de Hohenzollern occupe le trône le plus catholique de l'Europe. Il n'est pas certain qu'il recevait l'allégeance du peuple espagnol, divisé, comme l'est celui-ci, en un grand nombre de partis, dont beaucoup seraient nécessairement opposés au prince Léopold, et s'uniraient peut-être contre lui. Le succès n'ajouterait que peu de chose à la dignité de la famille royale de Prusse ou à la puissance de l'Allemagne du Nord, tandis qu'un échec ne manquerait pas d'être un pénible incident.

Ce n'est pas cependant autant sur l'importance de cette question pour l'Allemagne du Nord, ce dont le Roi et ses conseillers sont les meilleurs juges, que je désire insister, que sur le résultat qu'elle peut avoir sur le bien-être futur de l'Espagne — but que la Prusse doit avoir autant à cœur que le gouvernement de Sa Majesté. Il est de l'intérêt de la civilisation, de la paix et de l'ordre en Europe, que l'Espagne consolide ses institutions. Il est presque impossible que cela s'accomplisse si l'on y établit une nouvelle monarchie, qui exciterait la jalousie et les sentiments d'inimitié, sinon des actes hostiles, de la part de son puissant voisin immédiat.

De pareils sentiments en France ne trouveraient que trop probablement un écho parmi quelques-uns des partis à l'existence desquels, en Espagne, j'ai déjà fait allusion. Je me plais donc à espérer que le Roi et ses conseillers trouveront compatible avec leurs propres vues sur ce qui convient le mieux à l'Espagne, de décourager efficacement un projet plein de risques pour les meilleurs intérêts de ce pays. Vous ne manquerez point de faire ressortir que si ces sentiments sont justes, le roi de Prusse, dont le règne a amené un agrandissement si considérable de ce pays, a maintenant une occasion non moins signalée d'exercer une magnanimité sage et désintéressée qui aurait l'effet certain de rendre un service inestimable à l'Europe par le maintien de la paix.

Vous aurez soin de ne rien dire qui pourrait donner lieu à la supposition que le gouvernement de S. M. conteste ou même discute le droit abstrait de l'Espagne dans le choix de son souverain. Pour votre information je puis ajouter que nous n'avons admis à aucun degré que l'avénement du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne justifierait le recours immédiat aux armes, dont menace la France.

Sur ce sujet néanmoins vous ne devez pas entrer actuellement en communication avec le gouvernement prussien. La base des représentations que vous avez pour instruction de faire, et de celles que, dans un but analogue, le gouvernement de S. M. a adressées au gouvernement espagnol, est la prudence.

A des considérations de cette nature, je dois toutefois ajouter la réflexion que le strict secret avec lequel les négociations ont été conduites entre le ministre d'Espagne et le prince qui a été l'objet de son choix, semble inconciliable de la part de l'Espagne avec l'esprit amical et les règles internationales, et a donné, ce que le gouvernement de S. M. est bien forcé d'admettre, une juste cause d'offense, que, on pourra peut-être le prétendre, il sera impossible d'écarter tant que la candidature du prince sera maintenue.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 17.

LORD LOFTUS AU COMTE DE GRANVILLE.

Foreign-Office, le 6 juillet 1870.

Mylord, Etant souffrant et ne pouvant sortir, j'ai prié M. Petre de voir M. de Thile pour lui demander s'il pouvait me donner quelques informations sur l'offre de la couronne d'Espagne faite au prince héréditaire de Hohenzollern.

M. de Thile a dit à M. Petre que le chargé d'affaires de France, M. Le Sourd, était venu le voir il y a quelques jours, et lui avait dit que la nouvelle qui était parvenue au gouvernement français qu'une députation avait été envoyée de Madrid pour offrir au prince de Hohenzollern la couronne d'Espagne, et que cette offre avait été acceptée, avait occasionné une impression défavorable à Paris, et que le Gouvernement impérial désirait savoir quelle serait l'attitude du gouvernement prussien dans cette question.

M. de Thile répondit au chargé d'affaires de France, que le choix d'un souverain au trône d'Espagne était une question qui n'existait pas pour le gouvernement prussien et qu'en conséquence il n'était pas en mesure de donner des explications à ce sujet au gouvernement français.

Le gouvernement prussien considérait que les hommes d'État et le peuple de l'Espagne avaient le droit d'offrir la couronne à quicon-

que leur convenait et qu'il ne dépendait d'accepter ou de refuser qu'à la personne à qui l'offre avait été faite.

M. de Thile assura M. Petre que c'était tout ce qui s'était passé entre M. Le Sourd et lui.

Je suis,

Signé : A. LOFTUS.

N° 18.

LE DUC DE GRAMONT A M. LE SOURD, A BERLIN.

Paris, le 7 juillet 1870.

Monsieur, dans l'entretien que vous avez eu avec M. de Thile, conformément à mon télégramme du 3, vous avez reproduit fidèlement la pensée du gouvernement de l'Empereur, et j'approuve votre langage. Nous attendons avec une légitime impatience les premières explications que vous aviez à nous transmettre. Il résulte de celles qui vous ont été données par M. le sous-secrétaire d'État des affaires étrangères que, sans avoir ignoré la négociation engagée en faveur de la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, le gouvernement prussien y serait officiellement étranger et considérerait cette affaire comme n'existant pas pour lui. En un mot, la combinaison dont il s'agit n'intéresserait que le prince Léopold personnellement.

L'opinion publique en a jugé autrement, et le gouvernement de l'Empereur a dû se demander immédiatement la conduite qu'il avait à tenir. L'Europe entière sait quelle a été notre attitude depuis deux ans en présence des événements d'Espagne. Bien loin de vouloir exercer aucune pression sur les décisions de la nation espagnole dans le choix d'un Roi, nous nous sommes au contraire abstenus scrupuleusement de toute ingérence politique dans cette affaire. Nous obéissons à la fois à notre respect pour la souveraineté d'un grand peuple, maître de régler ses destinées comme il lui convient, et aux sentiments d'amitié que nous professons pour un pays qu'aucun intérêt particulier, aucun dissentiment politique ne sépare de nous.

Nos principes restent les mêmes aujourd'hui encore, et nous protestons auprès de tous les Cabinets de notre intention de ne pas nous en écarter.

Mais lorsqu'un prince prussien se présente pour être le souverain

de l'Espagne, une telle démarche, dans l'état actuel de l'Europe, prend une signification qui est à l'instant saisie par tous les esprits. La poursuite d'un pareil plan ne paraîtrait plus qu'un moyen d'étendre l'influence de la Prusse au détriment de la France, en rompant cette longue tradition de rapports amicaux fondés autrefois sur les liens dynastiques, mais dont aujourd'hui, nous cherchons, nous, la garantie uniquement dans l'estime et le bon vouloir des peuples. Comment supposer que nous pourrions admettre un aussi grave changement dans la condition de l'équilibre européen, et souffrir que l'Espagne devint au profit de la Prusse, un point d'appui contre la France. Nous nous refusons à croire que la cour de Berlin en ait véritablement conçu la pensée.

J'ai vu M. le baron de Werther il y a trois jours, et je lui ai présenté ces considérations avec la plus entière franchise. Il m'a annoncé qu'il se rendait à Ems et il n'aura pas manqué de bien faire comprendre à son souverain toute la gravité de la détermination prise par le prince de Hohenzollern. L'émotion causée dans le pays par cette nouvelle a trouvée au sein des Chambres françaises un tel retentissement, que le Cabinet a dû donner des explications publiques. Il l'a fait avec autant de réserves que la situation le permettait; mais il est des sentiments qu'un gouvernement national comme celui de l'Empereur ne peut jamais méconnaître et dont il doit assurer la solidarité. On ne fera jamais croire à personne qu'un prince prussien puisse accepter la couronne d'Espagne sans y avoir été autorisé par le Roi, chef de sa famille. Or si le Roi l'a autorisé, que devient cette soi-disant ignorance officielle du cabinet de Berlin, derrière laquelle M. de Thile s'est retranché avec vous? Le Roi peut, dans le cas présent, ou permettre ou défendre. S'il n'a pas permis, qu'il défende. Il aura peut-être sauvé le prince, son parent, d'un grand désastre, et il dégagera l'horizon politique des graves complications qui menacent la paix générale. Il y a quelques années, dans une circonstance analogue, l'Empereur n'a point hésité : Sa Majesté désavoua hautement et publiquement le prince Murat posant sa candidature au trône de Naples. Nous regarderions une détermination semblable du Roi Guillaume comme un excellent procédé à notre égard, et nous y verrions un puissant gage du désir de la Prusse de resserrer les liens qui nous unissent et d'en assurer la durée.

Recevez, etc.

Signé : GRAMONT.

N° 19.

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE DE BENEDETTI A WILDEBAD.

(Télégramme.)

Paris, le 7 juillet 1870, onze heures quarante-cinq minutes, soir.

Partez pour Ems; un attaché que je fais partir demain matin vous y portera les instructions; il arrivera à Ems à onze heures du soir. Faites prévenir le chef de gare où vous descendrez.

N° 20.

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE BENEDETTI.

Paris, le 7 juillet 1870.

Monsieur le comte, ayant accepté l'offre que vous m'avez faite de vous rendre à Ems auprès du roi de Prusse, je crois utile de vous envoyer ci-incluses toutes les pièces qui peuvent vous mettre au courant de la situation.

Je joins donc ici :

1° Le télégramme et le rapport par lequel M. le baron Mercier me rend compte de l'entretien où le maréchal Prim lui a parlé pour la première fois de la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne;

2° Le télégramme que j'ai moi-même adressé à M. Le Sourd à la réception de cette grave nouvelle;

3° La réponse télégraphique et le rapport de M. Le Sourd, résumant les explications de M. de Thile;

4° La dépêche que j'ai adressée à notre chargé d'affaires à Berlin pour lui exposer la manière de voir du gouvernement de l'Empereur et faire appel à la sagesse et à la modération du roi de Prusse;

5° La déclaration que, pressés par le sentiment public, nous avons cru devoir porter à la tribune du Corps-Législatif;

6° Un nouveau rapport de M. Mercier qui m'est parvenu ce matin, et qui donne un aperçu de l'excitation causée en Espagne par la combinaison dont le maréchal Prim est le promoteur.

Ces documents vous feront connaître l'état des choses et me dispenseront d'insister plus longuement sur la portée de l'intrigue que l'on nous a dérobée avec tant de soin et sur les explications que la seule révélation d'un projet aussi blessant pour notre dignité que contraire à nos intérêts était de nature à faire naître.

En résumé, le prince de Hohenzollern a accepté la candidature au trône qui lui avait été offerte par le maréchal Prim. Le cabinet de Berlin n'a pas ignoré les faits, mais il déclare y être demeuré étranger, officiellement du moins, et, d'après le langage tenu par M. de Thile, le prince de Hohenzollern serait seul engagé dans cette négociation.

Au point où la question en est arrivée, et avec le caractère qu'elle a pris par suite de l'émotion ressentie en France, il est d'un grand intérêt que la lumière se fasse avec les véritables dispositions de la Prusse, et nous attendons les plus utiles résultats de la mission dont vous êtes chargé auprès du Roi, car nous avons le ferme espoir qu'après avoir entendu de votre bouche l'exposé sincère et vrai de la situation telle qu'elle est réellement, S. M., avec sa haute raison, ne voudra pas laisser plus longtemps planer le doute sur les intentions de son gouvernement. Si le chef de la famille de Hohenzollern a été jusqu'ici indifférent à cette affaire, nous lui demandons de ne plus l'être, et nous le prions d'intervenir sinon par ses ordres, au moins par ses conseils, auprès du prince et de faire disparaître, avec les projets fondés par le maréchal Prim sur cette candidature, les inquiétudes profondes qu'elle a partout suscitées.

L'agitation qui en est déjà la conséquence en Espagne, l'ardeur que montrent les partis à reprendre la lutte, annoncent que la guerre civile est certaine si l'exécution de ce plan était poursuivie, et personne ne doute que, prenant possession du trône dans de telles conditions, le nouveau souverain ne fût réduit à l'impossibilité de se maintenir en Espagne. En le détournant de la pensée de s'engager davantage dans cette négociation, en lui donnant le moyen d'en sortir honorablement, le Roi lui épargnerait les épreuves d'une entreprise qui peut faire couler beaucoup de sang espagnol, mais qui ne présenterait réellement aucune chance sérieuse de réussite après les malheurs qu'elle aurait causés.

Quant à nous, monsieur le comte, nous verrions surtout dans l'intervention du roi Guillaume pour mettre obstacle à la réalisation de ce projet, les services qu'elle rendrait à la cause de la paix et le gage de l'affermissement de nos bons rapports avec la Prusse. Le gouvernement de l'Empereur apprécierait un procédé qui, l'on n'en saurait douter, recevrait en même temps l'approbation universelle.

Inspirez-vous de ces considérations, faites-les valoir auprès du

Roi, et efforcez-vous d'obtenir que S. M. conseille au prince de Hohenzollern de revenir sur son acceptation.

J'attache un grand intérêt à connaître aussitôt que possible, et par le télégraphe, le résultat de vos démarches.

Agréez,

Signé : GRAMONT.

N° 21.

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE BENEDETTI.

Paris, le 7 juillet 1870, minuit.

Mon cher comte, je vous envoie le jeune Bourqueney avec un chiffre, afin que vous puissiez me renseigner le plus tôt possible sur le résultat de votre démarche auprès du Roi. Nous savons, par les aveux du prince lui-même, qu'il a combiné toute l'affaire avec le gouvernement prussien, et nous ne pouvons pas accepter la réponse évasive avec laquelle M. de Thile cherche à sortir du dilemme qui lui a été posé. Il faut absolument que vous obteniez une réponse catégorique, suivie de ses conséquences naturelles. Or, voici la seule qui puisse nous satisfaire et empêcher la guerre :

« Le gouvernement du Roi n'approuve pas l'acceptation du prince de Hohenzollern, et lui donne l'ordre de revenir sur cette détermination, prise sans sa permission. »

Il restera ensuite à me faire savoir si le prince, obéissant à cette injonction, renonce officiellement et publiquement à sa candidature.

Nous sommes très-pressés, parce qu'il faut prendre les devants dans le cas d'une réponse non satisfaisante, et dès samedi commencer les mouvements de troupes pour entrer en campagne dans quinze jours.

Vous citerez au Roi tous les exemples que vous connaissez de certaines couronnes interdites à certains princes pour des raisons d'ordre politique : le duc de Nemours en Belgique, un prince anglais, russe ou français en Grèce, un Murat à Naples désavoué par l'Empereur, etc.

J'insiste surtout sur la nécessité de ne pas laisser gagner du temps par des réponses évasives ; il faut que nous sachions si nous avons la paix ; ou si une fin de non-recevoir nous oblige à faire la guerre.

Si vous obtenez du Roi qu'il révoque l'acceptation du prince de

Hohenzollern ce sera un immense succès et un grand service. Le Roi aura, de son côté, assuré la paix de l'Europe.

Sinon, c'est la guerre.

Quant au prince, son règne en Espagne ne durera pas un mois; mais la guerre provoquée par cette intrigue de M. de Bismarck, combien durera-t-elle, et quelles en seront les conséquences?

Ainsi donc, pas d'ambages et pas de lenteurs. Jamais mission ne fut plus importante : puissiez-vous y réussir, c'est mon vœu le plus ardent.

Tout à vous,

Signé : GRAMONT.

P. S. Tenez-vous en garde contre une réponse qui consisterait à dire que le Roi abandonne le prince de Hohenzollern à son sort, et se désintéresse de tout ce qui arrivera; qu'il restera neutre en présence de toutes les éventualités qui pourraient être la conséquence de ses résolutions individuelles.

Nous ne pourrions accepter cette réponse comme satisfaisante, car le gouvernement du Roi ne peut se désintéresser aujourd'hui par de simples paroles d'une situation qu'il a contribué à créer.

Il faut qu'il la modifie, qu'il la redresse, pour que nous acceptions l'assurance de son désintéressement.

N° 22.

M. MERCIER DE LOSTENDE AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Madrid, le 7 juillet 1870, 4 heures 20 minutes
du soir.

J'ai vu le maréchal Prim. Je lui ai communiqué l'impression de l'Empereur. Répétition de notre conversation de l'autre jour, seulement plus accentuée de ma part. Enfin, il m'a dit : « Comment sortir de là? Je ne vois qu'un moyen : que le prince me dise qu'il rencontre des obstacles au consentement du Roi, et alors, au lieu d'insister, je lui facilite sa retraite. » Je lui ai dit : « Prenez l'initiative. » Il m'a répondu qu'il ne le pouvait, et prie qu'on ignore qu'il nous a ouvert cette issue. Il me semble difficile qu'elle mène bien loin.

N° 23.

LE COMTE DE BEUST AU COMTE DUBSKY, A MADRID.

(Télégramme.)

Vienne, le 7 juillet 1870.

D'après une communication que vient de me faire le ministre d'Espagne, le Gouvernement a décidé de proposer la candidature Hohenzollern aux Cortès. Elle déclare que cette résolution n'est prise que pour satisfaire l'opinion nationale et qu'elle ne renferme aucun dessein inquiétant. J'ai répondu que l'idée pouvait être excellente, mais que son effet serait déplorable. La notoriété de la volonté nationale en faveur d'une combinaison qui mettait en péril la paix de l'Europe ne m'était pas connue, et il était à espérer que le peuple et le gouvernement espagnol écouterait l'appel que la France faisait à leur sagesse et à leur amitié. Notre avis était d'autant moins suspect que nous avions en tout temps observé la plus complète impartialité et la plus grande réserve à l'égard des affaires de l'Espagne.

N° 24.

M. SAGASTA, AUX REPRÉSENTANTS DE L'ESPAGNE A L'ÉTRANGER.

(Circulaire.)

Madrid, le 7 juillet 1870.

Monsieur l'ambassadeur, Votre Excellence connaît les importantes déclarations qui ont été faites au sein des Cortès constituantes, le 11 juin dernier, par Son Excellence M. le président du conseil des ministres. En exposant aux représentants de la nation espagnole les démarches jusqu'alors infructueuses qui avaient été faites dans le but de trouver un candidat au trône qu'ils ont relevé en vertu de leur incontestable souveraineté, le président du conseil leur manifesta que le gouvernement provisoire d'abord, puis le pouvoir exécutif, et plus tard le gouvernement de Son Altesse le Régent l'avaient honoré d'une confiance illimitée, l'autorisant à faire toutes les démarches et à entreprendre toutes les négociations nécessaires dans le but d'obtenir dans une question d'une si haute importance un résultat satisfaisant.

Muni de ces pleins pouvoirs, le maréchal Prim avait, dans l'accom-

plissement de sa difficile mission, outre sa haute représentation politique personnelle, l'autorité morale de tout le gouvernement, la force que donne l'unité d'opinion et d'action, et la garantie de la plus absolue réserve. On était donc autorisé à espérer que, malgré le malheureux résultat de ses premières démarches, il pourrait vaincre toute espèce de difficultés et parviendrait à proposer à ses collègues du gouvernement et à présenter à l'approbation des Cortès constituantes un candidat digne de ceindre la couronne d'Espagne et en même temps pouvant être accepté par tous les hommes du grand parti monarchique libéral. Le gouvernement avait cette confiance, qui n'a pas été trompée, et aujourd'hui il a la satisfaction d'annoncer à Votre Excellence, par mon entremise, que le conseil des ministres, réuni à la Granja le 4 courant, sous la présidence de Son Altesse le Régent, a désigné le prince Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen comme candidat au trône d'Espagne.

Les conditions toutes favorables que possède ce prince et le bon accueil que sa désignation a rencontré dans l'opinion publique du pays donnent au gouvernement l'agréable espérance que son candidat sera bientôt nommé roi par les Cortès avec une grande majorité, et qu'ainsi se terminera la glorieuse période constituante commencée en septembre 1868.

Dès hier, aussitôt qu'il fut possible de sortir de la réserve que conseillait jusqu'à ce jour la prudence, je m'empressai de télégraphier à Votre Excellence la résolution du gouvernement et les dispositions qu'il allait immédiatement adopter pour la soumettre à l'approbation des Cortès, en se conformant strictement aux préceptes du code fondamental de la nation et aux règles établies par la loi sur l'élection du monarque. Tout en prévenant Votre Excellence de le communiquer au gouvernement....., je vous donnais quelques indications sur la vraie signification politique de cet événement, qui ne doit en rien affecter nos relations avec les autres puissances, malgré la grande influence qu'il est destiné à exercer sur l'avenir de la nation espagnole,

La situation créée par la révolution de septembre, qui a changé d'une façon si radicale les conditions politiques de notre pays, a pu se soutenir sans difficulté sous une forme provisoire jusqu'au jour où les Cortès ont voté la Constitution monarchique du pays. Mais dès ce moment le provisoire était un danger, parce qu'il laissait sous la puissante sanction des faits l'idée qui s'était révélée comme l'aspiration du peuple espagnol. Si le gouvernement ne trouvait pas le moyen de réaliser cette idée, ses ennemis recouvreraient naturellement des forces en face de ce provisoire qui laissait la porte ouverte à toute sorte d'espérances insensées. Il en résultait une situation diffi-

cile, qu'on n'a pu traverser que grâce aux constants efforts du gouvernement et à la sagesse de l'immense majorité des Espagnols. Digne d'admiration sans nul doute est le spectacle donné au monde entier par notre patrie traversant une période de deux ans au milieu d'une tranquillité dont on ne trouve pas d'exemple dans des circonstances analogues, même dans l'histoire des peuples qui se croient les plus civilisés.

Néanmoins l'opinion publique, tant en Espagne qu'à l'étranger, réclamait impérieusement la fin de cette situation. A l'intérieur, on était ardemment désireux de couronner l'œuvre de la révolution; et à l'extérieur, les gouvernements amis ont mainte fois exprimé, comme Votre Excellence a sans doute eu occasion de l'observer, les vœux qu'ils faisaient pour la consolidation dans notre pays d'une situation définitive qui écartât les craintes de futures complications.

Tel est l'heureux succès que le gouvernement espagnol a aujourd'hui l'honneur de porter à la connaissance du gouvernement.... par l'entremise de Votre Excellence, et je ne doute pas qu'il ne soit accueilli par cette Cour avec la plus vive satisfaction. Les cordiales relations qui, par bonheur, existent entre les deux pays continueront, je me plais à le croire, sur le même pied d'intimité; car le même esprit et le même désir de les conserver continueront d'animer le gouvernement espagnol.

Celui-ci, en ce qui concerne ses relations extérieures, s'est efforcé jusqu'à ce jour de s'inspirer de l'opinion publique en même temps que du bien-être de la nation. Le prince Léopold, s'il parvient à occuper le trône espagnol par le vote des Cortès souveraines, sera roi constitutionnel avec la constitution la plus démocratique de toutes celles qui existent dans les pays régis par des institutions libérales. Son gouvernement ne pourra donc pas se dispenser de continuer à obéir comme dans le présent aux inspirations de l'esprit public qui ne sera pas changé parce qu'un étranger viendra occuper le poste de premier magistrat de la nation. Dès le moment où il montera sur le trône de San Fernando, il sera Espagnol et, à ce titre, il continuera et affermira l'œuvre de la révolution de septembre à un point de vue exclusivement espagnol. Occupé principalement de la régénération politique intérieure de la nation, il observera la plus stricte neutralité à l'extérieur, ce qui lui permettra de consacrer toutes ses forces au développement des intérêts moraux et matériels du pays, et rien ne pourra changer la voie que s'est tracée la politique espagnole.

C'est pour cela que le gouvernement de Son Altesse, usant de sa libre action pour préparer la solution monarchique qui lui était nécessaire, a agi seul pour son propre compte et s'est entendu directe-

ment avec le prince Léopold, sans qu'un seul moment il ait pensé que son honneur lui permettait de transiger avec la moindre influence d'un cabinet étranger. J'appelle très-particulièrement l'attention de Votre Excellence sur ce point, parce qu'il importe beaucoup de faire constater que le gouvernement du Régent a seulement obéi dans cette affaire à ses propres inspirations, et qu'aucun but d'intérêt national à l'extérieur et encore moins d'intérêt étranger n'a guidé son président dans le cours de cette négociation. C'est le désir seul d'accomplir les vœux de la nation et la mission que lui avaient confiée le Régent et ses collègues du cabinet, qui l'a induit à proposer la candidature au trône d'Espagne à un prince majeur, maître absolu de ses actions et qui, par ses relations de parenté avec la plupart des maisons régnantes d'Europe, sans être appelé à la succession au trône d'aucune d'elles, excluait dans cette situation toute idée d'hostilité contre une puissance quelconque.

Par conséquent la candidature du prince de Hohenzollern-Sigmaringen n'affecte en rien les relations amicales de l'Espagne avec les autres puissances, et à plus forte raison elle ne peut ni ne doit affecter les relations que celles-ci peuvent avoir entre elles.

Votre Excellence, — bien pénétrée des intentions qui ont guidé le gouvernement espagnol dans la résolution qui va être soumise aux Cortès, — devra régler d'après elles sa conduite pour tout ce qui dans cette affaire se rapporte à l'exercice de vos fonctions; j'attends de votre zèle et de votre intelligence que vous serez le fidèle interprète des intentions dont le gouvernement de S. A. est animé.

Veuillez donner lecture à M. le ministre des affaires étrangères de cette dépêche et lui en laisser copie.

Dieu garde Votre Exc. plusieurs années !

Signé : PRAXEDES M. SAGASTA.

N° 25.

LE COMTE DE GRANVILLE A M. LAYARD, A MADRID.

Foreign Office, le 7 juillet 1870.

Monsieur, votre télégramme du 5 courant, annonçant que le conseil des Ministres avait décidé de proposer le prince héréditaire de Hohenzollern comme candidat au trône d'Espagne et qu'en conséquence les Cortès avaient été convoquées pour le 20 du mois, nous a

donné le premier avis que le gouvernement de Sa Majesté ait reçu qu'une semblable mesure avait été projetée par le gouvernement provisoire.

A la suite des renseignements qui nous sont parvenus depuis, cette candidature, à ce qu'il paraît, a été reçue avec un grand déplaisir par le gouvernement français et a amené dans le Corps législatif une déclaration très-décidée de la part du Ministre des Affaires étrangères sur la façon dont le gouvernement français envisagerait la chose si l'on perséverait dans ce choix.

Le gouvernement de Sa Majesté n'a pas le désir de recommander aucune personne spéciale à l'Espagne comme son futur souverain, ni d'intervenir d'aucune façon dans le choix de la nation espagnole; mais entretenant, comme il le fait, les vœux les plus ardents pour le bien-être de l'Espagne, il est impossible qu'il ne ressente pas d'anxiété pour les conséquences de la mesure adoptée par le gouvernement provisoire, et il vous invite, tout en vous abstenant d'employer un langage de nature à l'offenser, à user de toute pression sur lui, qui dans votre jugement, peut contribuer à l'induire à abandonner le projet de conférer le trône d'Espagne au prince Léopold de Hohenzollern.

J'ai à peine besoin de vous signaler, néanmoins, l'importance qu'il y a à éviter, soigneusement toute démarche qui pourrait le provoquer à y persister.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 26.

LE COMTE DE GRANVILLE A M. LAYARD, A MADRID.

Foreign-Office, le 7 juillet 1870.

Monsieur, j'ai vu aujourd'hui le ministre d'Espagne. Il m'a tra-
duit un télégramme qu'il a reçu de son gouvernement annonçant
que le gouvernement espagnol avait offert la couronne d'Espagne au
prince Léopold de Hohenzollern et que son offre avait été acceptée
par son Altesse, exprimant en même temps la conviction que le choix
qu'il avait fait d'un souverain pour l'Espagne serait agréable à toutes
les Puissances de l'Europe.

J'ai dit à M. de Rancès que j'avais été surpris par les nouvelles que
j'avais reçues il y a deux jours, qu'en ce qui regardait la satisfaction

avec laquelle cette offre serait reçue par les nations étrangères, je ne parlais pas simplement après l'événement, mais qu'il était impossible de n'avoir pas prévu qu'un pareil choix, fait en secret et annoncé soudainement, causerait une grande irritation en France.

J'ajoutai que rien ne pouvait me faire plus regretter d'avoir succédé à lord Clarendon qu'en ce qui regardait l'Espagne qu'il connaissait si bien et par l'intérêt qu'il avait porté à sa prospérité et qui avait été si apprécié par les Espagnols, son influence aurait pu être très-grande dans ce moment critique, mais mon seul désir était de suivre ses traces et de faire tout mon possible pour aider à tout ce qui pourrait augmenter la prospérité de l'Espagne, sans prétendre lui imposer quoique ce soit, ni intervenir dans ses affaires intérieures.

Je le priai néanmoins d'expliquer à son gouvernement, dans les termes qui seraient scrupuleusement compatibles avec la dignité du cabinet espagnol que je ne pouvais trop insister auprès de lui, pour des raisons de prudence, sur le désir du gouvernement britannique qu'il ne soit pas donné suite à une résolution qui, comme celle d'élever le prince Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne, pourrait occasionner de grandes calamités en Europe et ne manquerait pas, bien certainement, de donner une tournure désagréable, sinon hostile, aux rapports de l'Espagne avec une Puissance qui est sa voisine immédiate.

Je lui dis qu'une monarchie inaugurée sous de semblables auspices ne consoliderait pas les nouvelles institutions de l'Espagne et que les difficultés extérieures trouveraient un écho dans le royaume même.

M. Rancès m'expliqua que le projet avait été formé sans intention hostile contre la France, qu'il était le résultat réel des autres combinaisons qui n'avaient pu aboutir, qu'il avait pour but de satisfaire le désir ardent du parti libéral d'avoir un roi afin de consolider les institutions de l'Espagne. Mais il me pria de remarquer que c'était une simple résolution des ministres à l'effet de soumettre une proposition au pays, que les Cortès auraient à décider, et qu'il n'y avait aucune raison de supposer que les Cortès prendraient une décision précipitée ou téméraire.

M. Rancès me promit d'en écrire à son gouvernement et de lui faire part du vif désir du gouvernement de la Reine de le voir agir dans cette question en vue du maintien de la paix en Europe et du bonheur de l'Espagne.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 27.

LORD LOFTUS AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Berlin, le 7 juillet 1870.

Me trouvant un peu mieux, j'ai vu aujourd'hui le baron de Thile. A l'occasion de la candidature du prince de Hohenzollern à la couronne d'Espagne, son Excellence m'a répété ce qu'elle avait dit la veille à M. Petre tel que je l'ai rapporté dans ma dépêche du 6 courant.

Son Excellence m'a dit qu'elle n'avait reçu aucun renseignement nouveau à cet égard, si ce n'est que le ministre d'Espagne était venu le voir dans la journée et lui avait montré un télégramme qu'il avait reçu *en clair* (sic) de son gouvernement pour lui annoncer que le conseil des ministres s'était réuni à La Granja sous la présidence du Régent et que l'acceptation du prince de Hohenzollern comme roi futur d'Espagne avait été décidée à l'unanimité.

Le télégramme ajoutait que les Cortès se réuniraient le 20 courant et que le 1^{er} août, le vote aurait lieu. Le baron de Thile me parla de la grande irritation qui existait à Paris et du ton hautain du duc de Gramont dans son discours à la Chambre. Son Excellence ajouta que, néanmoins, le gouvernement prussien conserverait une attitude d'un parfait silence et d'abstention.

N° 28.

M. LAYARD AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

La Granja, le 7 juillet 1870.

J'ai reçu cette après-midi le télégramme de Votre Seigneurie relatif à l'anxiété que lui causent les conséquences de l'insulte que ferait l'Espagne à la France en élevant le prince héréditaire de Hohenzollern au trône, ainsi qu'il en ressort de la déclaration très-nette dans les Chambres françaises du point de vue pris à cet égard par le gouvernement de l'Empereur, ce télégramme répudiant en même temps l'intention de l'Angleterre de recommander un souverain quelconque à l'Espagne ou d'intervenir en quoi que ce soit dans le choix

du peuple espagnol. J'ai télégraphié tout aussitôt à M. Seymour, le deuxième secrétaire de la légation, d'aller voir M. Sagasta de ma part et de lui donner le résumé du télégramme de Votre Seigneurie. Mais comme j'avais eu dans la matinée une conversation au sujet de l'élection du prince de Hohenzollern avec le régent, qui après être entré dans tous les détails sur cette question m'a exprimé ses inquiétudes au sujet des nouvelles reçues de Paris sur les impressions du Gouvernement français et des Chambres, j'ai cru bien faire en lui donnant communication de votre télégramme. Son Altesse m'a exprimé sa satisfaction des sentiments du gouvernement de la Reine et m'a fait observer qu'il partageait l'inquiétude de Votre Seigneurie.

J'ai fait valoir à Son Altesse que l'Angleterre n'avait ni le désir ni l'intention de recommander un souverain quelconque à l'Espagne, ni d'intervenir dans le choix libre de son peuple; j'ai ajouté que l'inquiétude qu'exprimait le gouvernement de Sa Majesté en présence de l'attitude de la France ne devait être attribuée qu'à l'intérêt qu'il portait au bonheur de la nation espagnole. Son Altesse m'a paru apprécier pleinement les sentiments amicaux du gouvernement de la Reine et m'exprima sa satisfaction de ce que j'avais fait part du télégramme de Votre Seigneurie au ministre d'État.

N° 29.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait).

Paris, le 7 juillet 1870.

Dans mon télégramme d'hier, j'ai donné de mémoire à Votre Seigneurie la substance de la déclaration faite au Corps législatif par le duc de Gramont au sujet de l'offre de la couronne d'Espagne au prince Léopold de Hohenzollern; et dans ma dépêche d'hier, je vous ai envoyé le texte même de ladite déclaration.

Des observations faites par M. Crémieux et M. Arago, membres de l'extrême gauche ont amené de la part de M. Emile Ollivier l'assurance que la déclaration ne devait pas être prise pour un signe que le gouvernement préparait à dessein ou volontiers la voie à la guerre. Il nia que cette déclaration contint quoi que ce soit qui pût raisonnablement offenser soit l'Espagne, soit la Prusse, et il prononça avec énergie ces paroles : « Le gouvernement désire la paix ; il la désire avec passion... il la désire avec passion, mais avec honneur. »

N° 30.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 7 juillet 1870.

Mylord, dans ma dépêche d'avant-hier, j'ai rapporté à Votre Seigneurie une conversation que j'avais eue dans la soirée avec le duc de Gramont au sujet de l'offre de la couronne d'Espagne au prince Léopold de Hohenzollern.

Dans la soirée, je suis allé à la réception ordinaire de M. Emile Ollivier qui m'a pris à part et m'a parlé longtemps et avec chaleur de cette affaire. Son langage a été en substance le même que celui tenu par M. de Gramont, mais il est entré dans plus de détails et a parlé avec encore plus de précision de l'impossibilité de permettre au prince de devenir roi d'Espagne. L'opinion publique en France, dit-il, ne le tolérerait jamais. Tout cabinet, tout gouvernement qui y consentirait serait immédiatement renversé. Quant à lui, on sait bien qu'il n'a jamais été l'ennemi de l'Allemagne. Mais malgré tout son bon vouloir pour les Allemands, il doit avouer qu'il a ressenti ce procédé comme une insulte et qu'il a pleinement participé à l'indignation du public.

M. Emile Ollivier parla alors de la déclaration que devait faire le lendemain le Ministre des Affaires étrangères à la Chambre. J'exprimai l'espoir qu'elle serait modérée, et M. Ollivier m'assura qu'elle serait aussi modérée qu'il était compatible avec la nécessité de satisfaire l'opinion publique en France ; mais, en fait, dit-il, notre langage est celui-ci : « Nous ne sommes pas inquiets, parce que nous avons le ferme espoir que la chose n'aura pas lieu ; mais si elle avait lieu nous ne la tolérerions pas. »

Après cette conversation, je pouvais difficilement m'attendre à ce que la déclaration serait conçue en termes aussi vifs que l'événement l'a prouvé. Les termes en ont été arrêtés le lendemain matin dans un conseil tenu à Saint-Cloud, sous la présidence de l'Empereur, et, comme Votre Seigneurie le sait, elle a été lue l'après-midi au Corps législatif.

La déclaration, cependant, quelque violente (*forcible*) qu'elle ait été, ne va pas au-delà des sentiments du pays !

Il est seulement trop évident que, sans considérer jusqu'à quel point les intérêts réels de la France sont en question, le pays a pris

la proposition de placer le prince de Hohenzollern sur le trône d'Espagne pour une insulte et un défi de la part de la Prusse. La blessure faite par Sadowa à l'orgueil français n'a jamais été complètement guérie, néanmoins le temps avait commencé à habituer les esprits à accepter ce qui avait été fait et ce qui ne pouvait être empêché; l'irritation allait en s'apaisant. Maintenant cette malheureuse affaire a ravivé toute l'ancienne animosité. Le gouvernement et le peuple se sont faits également un point d'honneur d'empêcher le prince de porter la couronne d'Espagne. Le gouvernement sent que s'il réussit, il gagnera de la popularité à l'intérieur, en donnant énergiquement satisfaction aux sentiments du pays, et qu'il augmentera son influence à l'extérieur, aussi bien qu'à l'intérieur par un succès diplomatique.

Il n'est pas fâché, en outre, d'avoir l'occasion de tâter l'opinion publique à l'égard de la Prusse. En dernier lieu, il est convaincu qu'il aurait été impossible, avec sécurité de laisser faire ce que le pays aurait regardé comme une nouvelle victoire de la Prusse sur la France.

En suivant cette politique, l'Empereur et ses ministres ont encouru le risque d'engager la fierté de l'Allemagne aussi bien que celle de l'Espagne pour la cause du prince de Hohenzollern et ne se sont réservé aucun moyen de retraite. S'ils ne réussissent pas à prévenir le succès du prince par des moyens pacifiques, ils n'ont, de leur propre aveu, aucune autre alternative que la guerre.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 31.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

(*Extrait.*)

Paris, le 7 juillet 1870.

J'ai dit au duc de Gramont cette après-midi que je ne pouvais qu'être inquiet au sujet de la déclaration qu'il avait faite la veille au Corps législatif. Je ne pouvais m'empêcher de penser, ajoutai-je, qu'un langage plus modéré aurait rendu plus facile la tâche de négocier, avec la Prusse et l'Espagne, le retrait des prétentions du prince Léopold de Hohenzollern.

M. de Gramont me répondit qu'il était très-content que je lui aie fait cette remarque, parce qu'il désirait avoir l'occasion de transmettre à Votre Seigneurie l'explication des raisons pour lesquelles cette déclaration publique a été faite dans des termes aussi positifs. Votre Seigneurie comprendrait parfaitement, il en était sûr, comme ministre dans un pays constitutionnel, l'impossibilité de lutter contre l'opinion publique. Le pays, dit-il, était si fortement monté sur cette question qu'il était impossible de résister à ses volontés ou d'en faire bon marché. Il m'avait vu à la Chambre lorsqu'il a fait sa déclaration. J'avais donc été témoin moi-même de l'enthousiasme extraordinaire et de l'unanimité avec lesquels l'annonce de la détermination du gouvernement de repousser l'insulte faite à la nation avait été reçue. Il s'était au contraire retenu, sans quoi il aurait provoqué une explosion encore plus remarquable de sentiment. Maintenant l'indignation, en dehors de la Chambre est également violente, et également générale. Rien de moins de ce qu'il a dit n'aurait pu satisfaire le public. Son discours était, en effet, en ce qui concernait l'intérieur de la France, absolument nécessaire, les considérations diplomatiques doivent céder à la sécurité publique à l'intérieur.

Il ne peut pas non plus admettre que c'était simplement la fierté de la France qui était mise en question. Sa puissance militaire était menacée : quel avait été le résultat de mettre le frère du prince Léopold à la tête du gouvernement de Roumanie ? Ce petit prince avait immédiatement commencé à rassembler des armes, à former une armée, et, obéissant en tous points aux instructions qu'il avait reçues de Berlin, à préparer un arsenal prussien propre à servir en cas de guerre entre la Prusse et l'Autriche. Ce qui s'était fait sur une petite échelle en Roumanie, serait fait sur une plus grande en Espagne. Le prince de Hohenzollern se ferait un souverain militaire et trouverait moyen de paralyser 200,000 hommes de troupes françaises, si la France était engagée dans une guerre en Europe. Ce serait folie d'attendre jusqu'à ce que le fait soit accompli, et s'il doit y avoir la guerre, il est préférable qu'elle ait lieu tout de suite. Le duc de Gramont ajouta que son langage avait été plus modéré à la Chambre que celui qu'il se croyait obligé de tenir en parlant dans son propre cabinet. En effet, dit-il, je suis obligé de vous dire sans réticence que l'avènement du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, c'est la guerre.

Comment, demanda alors M. de Gramont, une si grande calamité pourrait-elle être évitée. Il avouait qu'il s'en fiait beaucoup à cet égard à l'aide du gouvernement de la Russie. En usant de son influence à Berlin et à Madrid, il pourrait ainsi montrer son amitié pour la France et préserver la paix de l'Europe.

En ce qui regarde la Prusse, l'essentiel était de lui faire comprendre que la France ne pourrait se contenter d'une réponse évasive. Les prétextes qui avaient été allégués par l'Autriche, dans le cas du prince Charles, ne seraient d'aucune valeur. Ce serait un enfantillage que d'affirmer que le gouvernement prussien est resté entièrement étranger à toute cette affaire, que le prince de Hohenzollern est majeur et maître de ses actions, que la Prusse ne pourrait l'empêcher de partir pour l'Espagne comme l'avait fait secrètement son frère pour la Roumanie. Il était inadmissible de croire que le roi de Prusse n'avait pas le pouvoir de défendre à un officier de son armée et à un prince de sa famille d'accepter un trône étranger. Telles sont les considérations qu'il serait désirable que le gouvernement de la Reine fit valoir auprès du cabinet de Berlin.

On pourrait rappeler au roi de Prusse dans quelle position misérable se trouverait placé un prince de sa maison qui tenterait d'occuper un trône d'Espagne en opposition à la France. Eh quoi ! le gouvernement français n'aurait qu'à se relâcher de sa vigilance sur la frontière et laisser le champ libre aux nombreux carlistes, isabellistes et républicains qu'il tient en ce moment éloignés de l'Espagne. Le gouvernement de Madrid aurait ainsi amplement de quoi s'occuper, tandis que la France concentrerait toutes ses forces militaires pour une guerre sur le Rhin. Par le fait, il ne manquait pas de raisons qu'une puissance, amie comme l'Angleterre, pourrait faire valoir efficacement, pour décider la Prusse à renoncer à ce malencontreux projet.

C'était, néanmoins, en Espagne que le gouvernement britannique pouvait rendre assistance à la France. Le Régent pourrait être sincèrement convaincu qu'il est de son devoir de se séparer d'une politique qui plongerait l'Espagne dans une guerre civile et briserait la paix de l'Europe. Le Régent pourrait-il, en effet, souhaiter que la réapparition de l'Espagne sur la scène politique fut le signal de ruines et de sang répandu. Pourrait-il désirer que son nom passât à la postérité comme l'auteur de tous ces maux ? Engagez le fortement à empêcher la réunion prochaine des Cortès. De cette façon, l'élection serait empêchée et tout serait arrangé.

Je demandai à M. de Gramont quel était pour le moment l'état de ses rapports avec la Prusse et l'Espagne.

De Prusse, dit-il, il n'avait reçue aucune réponse, et il ignorait encore le résultat des représentations que le baron de Werther s'était chargé de faire au roi à Ems.

Le gouvernement espagnol, d'un autre côté, avait répondu sans façon, qu'il n'était pas surpris que la première nouvelle de l'acceptation de la couronne par le prince de Hohenzollern ait causé quelque émotion en France, mais qu'il espérait que cela passerait et qu'après

réflexion, le gouvernement français admettrait que c'était la solution inévitable de la question espagnole.

N° 32.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Paris, le 7 juillet 1870.

Le comte de Solms-Sonnenwalde, chargé d'affaires de Prusse en l'absence de l'ambassadeur, le baron de Werther, m'a fait visite peu de temps après mon retour de chez M. de Gramont, et il m'a manifesté la surprise que lui a fait éprouver la déclaration qui a été faite hier au Corps législatif. Il m'a fait observer que le baron de Werther s'était engagé à faire part de l'opinion du gouvernement français au roi de Prusse, à Ems, et-qu'il eut été naturel d'attendre le résultat de cette démarche avant de faire une déclaration publique aussi accentuée.

M. de Solms ajouta qu'il n'avait pas de renseignements certains, mais qu'il croyait probable que ni le Roi ni le comte de Bismarck eussent connaissance de l'offre de la couronne d'Espagne faite au prince Léopold, et que sans doute l'arrangement avait eu lieu à Dusseldorf où habite le père du prince. En tous cas, il n'était pas concevable que la Prusse pût avoir un intérêt quelconque à mettre un prince de Hohenzollern sur le trône d'Espagne. Les rapports de parenté de ces Hohenzollern avec la famille royale étaient tellement éloignés qu'il serait assez difficile de les définir.

Je demandai à M. de Solms quelle autorité, comme chef de la maison de Hohenzollern ou comme souverain, le roi de Prusse pouvait exercer sur le prince dans la présente circonstance.

Il me dit qu'il n'en savait trop rien, que certainement le prince Léopold, faisant partie de l'armée, ne pouvait s'en éloigner sans l'autorisation du Roi.

Je fis observer à M. de Solms, que, tout en déplorant toute cette affaire, nous ne pouvions fermer les yeux sur ce fait que les sentiments du peuple français ne permettraient pas maintenant au gouvernement, dans le cas même où il le voudrait, de consentir à l'élévation du prince Léopold au trône d'Espagne. Ni la Prusse, ni aucune autre nation à ma connaissance, n'avait aucun intérêt réel à faire du prince le roi de l'Espagne; mais toutes les nations étaient sérieusement intéressées à empêcher la guerre, et le pays qui mettrait fin à cette

cause d'inquiétude et de danger mériterait le plus la reconnaissance de l'Europe. Il me paraissait que le roi de Prusse, mieux que tout autre souverain, pourrait trouver moyen de mettre fin à toute cette affaire d'une façon digne et honorable.

N° 33.

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE BENEDETTI, A EMS.

(Télégramme.)

Paris, le 8 juillet 1870, 8 heures 40 minutes, soir.

Annoncez-moi votre arrivée; donnez-moi votre adresse, et surtout ne quittez pas Ems sans me prévenir.

N° 34.

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE BENEDETTI.

Paris le 8 juillet 1870, une heure du matin.

Je reçois à l'instant ce télégramme (1). Vous voyez que si le prince de Hohenzollern veut éviter tous les maux que sa candidature rend inévitables, il le peut encore. Dites-le au Roi, et, au besoin, allez le dire au prince lui-même.

N° 35

LE PRINCE DE METTERNICH AU COMTE DE BEUST.

Paris, le 8 juillet 1870.

Je m'étais annoncé chez le duc de Gramont mardi dernier, le 5 juillet.

A peine étais-je entré que le duc me reçut par ces mots : « Je suis heureux de vous voir; j'arrive de Saint-Cloud où le conseil a été très-agité. — Vous savez ce qui se passe? »

J'avais vu l'affaire Hohenzollern dans les télégrammes de la veille

(1) Voir n° 22.

et je pus répondre que je me doutais de ce qu'il voulait me dire; c'était la candidature prussienne en Espagne qui le préoccupait.

Le duc me dit qu'en effet c'était là une grande affaire et d'un ton très-ferme et presque émotionné il ajouta : « Cela ne se fera pas; nous nous y opposerons par *tous* les moyens, dût la guerre envers la Prusse en ressortir. »

Je répondis de suite : « mais comment l'empêcherez-vous? » — « Si le prince Léopold arrive en Espagne, s'il y est acclamé, c'est à l'Espagne qu'il faudra faire la guerre! »

La réponse du duc fut un peu évasive, mais voici le plan que, si je l'en crois, le Gouvernement va suivre.

Vis-à-vis de l'Espagne on ne bougera pas, certain qu'on est que, si à Madrid on savait que le Gouvernement français est contre la candidature du prince Léopold, cela suffirait pour assurer sa nomination.

On s'en tiendra uniquement à la Prusse.

Déjà une explication fort nette a eu lieu entre le duc de Gramont et le baron de Werther. Ce dernier est parti emportant la conviction qu'on ne veut pas laisser se poser cette candidature et il a promis de faire tous ses efforts pour obtenir du Roi, qu'il est allé voir à Ems, d'engager son parent à refuser la couronne d'Espagne.

C'est ce qu'on demande à la Prusse, comme un acte de bon procédé.

J'ai dit au duc que je serais fort étonné que, dans une question qui n'intéresse pas directement la Prusse, cette dernière ne voulut pas céder; — que c'était là un *succès diplomatique* que M. de Bismarck pourra accorder à la France, surtout *s'il en obtient en compensation d'autres procédés dans les questions qui l'intéressent plus directement*.

Le duc me répliqua que le coup était porté, qu'il ressortira de cette affaire une preuve évidente du mauvais vouloir de la Prusse qui ne pourra plus être oubliée lors même qu'elle céderait devant la mise en demeure assez catégorique qu'il allait lui adresser.

Il me demanda si je croyais qu'il serait utile que nous intervenissions dans cette affaire dans le sens de la conciliation.

Je lui ai répondu que, selon moi, nous ne devons le faire que d'une façon fort prudente et dans un but *loyalement pacifique*.

Le duc me dit que le mieux serait que vous voulussiez bien faire comprendre à Berlin qu'en face de l'irritation nationale ici, on ferait bien, dans l'intérêt de la paix, d'engager le prince Léopold à refuser cette candidature. C'est ce que je vous ai mandé par le télégraphe.

Veuillez agréer, etc.,

Signé : METTERNICH.

N° 36.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS.

Foreign-Office, le 8 juillet 1870.

Mylord, le comte de Bernstorff est venu me voir aujourd'hui et m'a informé qu'il avait reçu du roi de Prusse et aussi de Berlin et du comte de Bismarck des lettres de l'ensemble desquelles il paraît que la réponse du gouvernement du Nord de l'Allemagne, à la demande que lui avait faite la France, relativement à une explication au sujet de l'offre de la couronne d'Espagne au prince Léopold de Hohenzollern, portait que cette affaire ne concernait pas le gouvernement prussien. Ce gouvernement a déclaré qu'il n'entend pas violer l'indépendance espagnole et qu'il abandonnait aux Espagnols la mission de régler leurs propres affaires et qu'il n'est en mesure de donner aucune information sur les négociations qui avaient été échangées entre le gouvernement provisoire de Madrid et le prince de Hohenzollern.

Le comte de Bernstorff a déclaré qu'il ne connaissait pas la date à laquelle la demande d'explications avait été faite par le gouvernement français ni celle de la réponse.

Son Excellence a dit que le gouvernement de l'Allemagne du Nord ne désire pas se mêler de cette affaire; qu'il laisse à la France le soin de prendre les mesures qui lui conviennent, et que le représentant de Prusse à Paris a reçu l'ordre de s'abstenir de s'en occuper.

Le gouvernement de l'Allemagne du Nord n'a pas le désir de susciter une guerre de succession; mais s'il plaît à la France de lui faire la guerre à cause du choix d'un roi fait par l'Espagne, un tel procédé de sa part sera la preuve de ses dispositions à faire la guerre sans motif légal. Il est prématuré, toutefois, de discuter la question aussi longtemps que les Cortès n'auront pas pris la décision d'accepter le prince Léopold comme roi d'Espagne; cependant, si la France attaque l'Allemagne du Nord, ce pays se défendra.

Le comte de Bernstorff dit ensuite que le langage qu'il m'a indiqué comme ayant été tenu par le gouvernement de l'Allemagne du Nord avait aussi été tenu par le roi de Prusse. Sa Majesté, a-t-il ajouté, est restée étrangère aux négociations qui ont eu lieu avec le prince Léopold, mais il ne défendra pas au prince d'accepter la couronne d'Espagne.

Le comte de Bernstorff a beaucoup insisté pour faire ressortir le langage violent de la France.

J'ai fait connaître à Son Excellence les principaux arguments de la dépêche que j'avais adressée à lord Loftus, et dans laquelle j'ai fait remarquer qu'il est de l'intérêt du monde que le gouvernement de Sa Majesté appelle l'attention du gouvernement de l'Allemagne du Nord sur l'importance de donner une solution amicale à la question qui venait d'être soulevée. J'ai ajouté que la position de l'Allemagne du Nord n'était pas telle qu'elle céderait à la menace, et qu'elle ne devait pas non plus être poussée dans une autre direction par des paroles précipitées prononcées dans un moment de grande excitation.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 37.

LE COMTE DE GRANVILLE A M. LAYARD, A MADRID.

Foreign-Office, le 8 juillet 1870.

Monsieur, je vous ai envoyé par le courrier de cabinet, capitaine Bagge, des copies des dépêches que j'ai reçues ce matin de lord Lyons.

Vous y verrez sous son vrai jour comment l'offre de la couronne d'Espagne au prince Léopold Hohenzollern est envisagée par le Gouvernement français, et combien de grands malheurs sont imminents si l'on n'avise pas à de promptes mesures pour les détourner.

Le Gouvernement de la Reine ignore s'il y a eu ou quel a pu être le genre de sanction que l'Allemagne du Nord aurait donné à l'offre au prince Hohenzollern de la couronne d'Espagne et à l'acceptation du prince. Il ne sait pas quelle a été l'impression produite sur le roi de Prusse et sur son gouvernement par le langage du gouvernement français. A cet égard, il ne peut donc rien dire; mais il fera tous ses efforts pour calmer toute l'irritation que ce qui s'est passé dans les Chambres françaises a pu provoquer à Berlin, et pour dissuader le gouvernement prussien d'entretenir l'idée de placer sur le trône d'Espagne un prince de la famille de Hohenzollern, qui, par ses rapports de parenté avec la famille royale de Prusse et par sa position dans ce pays, serait dans toutes circonstances toujours vu d'un mauvais œil en France.

Mais en laissant de côté ce qui peut résulter des sentiments blessés de la Prusse, c'est d'abord par l'Espagne que cette cause de dissentiment peut être écartée.

En ce qui concerne le Gouvernement provisoire espagnol, le Gou-

vernement de la Reine est certain qu'il ne désire en aucune façon faire quoi que soit qui put être inutilement offensif par la France, de laquelle il n'a reçu que des sympathies durant la crise dans laquelle se trouve l'Espagne. Le Gouvernement provisoire, en songeant au prince de Hohenzollern n'a envisagé la chose probablement qu'au point de vue espagnol exclusif et non pas au point de vue européen. Convaincu de la nécessité de rétablir le plus promptement possible la monarchie en Espagne, découragé par les obstacles qu'il a successivement rencontrés en cherchant à atteindre ce but, le cabinet de Madrid s'est retourné vers un prince qui pouvait être disposé à accepter la couronne et, à d'autres égards, être acceptable au peuple espagnol.

Le Gouvernement de la Reine ne doute pas que le cabinet de Madrid ne s'attendait nullement à l'excitation que devait produire son choix, au point de vue européen, le gouvernement de Sa Majesté est certain que l'Espagne ne voudrait pas que la restauration de la monarchie causât une perturbation générale en Europe. Le cabinet de Madrid aurait jugé, comme tous les amis de l'Espagne, qu'une semblable combinaison serait pleine de dangers pour l'Espagne elle-même. Quand bien même elle ne se trouverait pas mêlée à l'origine du conflit qui s'en suivrait, l'inquiétude générale que la guerre occasionnerait dans toute l'Europe, et qui s'étendrait bien au delà des pays qui s'y trouveraient engagés, serait fatale au développement du gouvernement constitutionnel en Espagne.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne veut pas imposer son opinion au Gouvernement espagnol, mais il croirait manquer à ses devoirs d'amitié en n'exprimant pas au Gouvernement provisoire les raisons dictées par la prudence qui lui paraissent d'une importance vitale pour le mieux des intérêts de l'Espagne. Le Gouvernement de la Reine espère, qu'en agissant ainsi, le Gouvernement espagnol y trouvera la meilleure preuve de ses vœux pour la grandeur et la prospérité de l'Espagne, et de son admiration de la sage conduite qui a été inaugurée par le Gouvernement provisoire; il espère que cette franche communication pourra décider le Gouvernement espagnol à éviter toute précipitation et à chercher un moyen compatible avec sa dignité et son honneur propre à mettre fin à la crise actuelle.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 38.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 8 juillet 1870.

Mylord, le duc de Gramont m'a exprimé cette après-midi la grande satisfaction qu'il avait éprouvée en apprenant une conversation que votre Seigneurie a eue avec le marquis de la Valette. Il m'a chargé de transmettre à votre Seigneurie ses meilleurs remerciements pour les sentiments amicaux que vous avez manifestés envers la France.

M. de Gramont a dit ensuite qu'il n'avait pas encore reçu de réponse de la Prusse et que ce silence empêchait le Gouvernement français de s'abstenir plus longtemps de faire des préparatifs militaires. Quelques mesures dans ce sens ont déjà été prises, et demain les autorités militaires commenceront à travailler sérieusement. Les mouvements des troupes seront arrêtés dans le conseil de cabinet qui doit être tenu à Saint-Cloud demain dans la matinée.

Lorsque je manifestai la surprise et le regret que j'éprouvais en apprenant que le Gouvernement français agissait avec une telle hâte, M. de Gramont insista pour me faire comprendre qu'il ne lui était pas possible d'attendre plus longtemps. Il avait, dit-il, des raisons pour croire, et d'ailleurs les ministres d'Espagne ne le niaient pas, que le roi de Prusse avait eu connaissance des négociations échangées entre le maréchal Prim et le prince de Hohenzollern, dès le début de l'affaire. Il était donc de la compétence de Sa Majesté, si elle désirait prouver son amitié envers la France, de défendre formellement à un prince de sa maison d'accepter la couronne. Le silence ou une réponse évasive seraient considérés comme l'équivalent d'un refus. On ne pouvait pas dire que la France avait cherché le différend. Au contraire, depuis la bataille de Sadowa jusqu'au présent incident, la France avait montré une patience, une modération et une conciliation d'esprit qui, dans l'opinion d'un grand nombre de Français, avaient été portées trop loin.

Maintenant, quand tout est tranquille, et que l'irritation causée par l'agrandissement de la Prusse se calme graduellement, les Prussiens, en dépit des sentiments et de l'intérêt de la France, cherchent à établir un de leurs princes au-delà des Pyrénées. Cette agression, il est impossible à la France de la tolérer. Il est à désirer sérieusement que le Roi efface l'impression qu'il a causée, et cela en défendant au prince de se rendre en Espagne.

Il y a une autre solution à la question sur laquelle le duc de Gramont m'a prié d'appeler l'attention particulière du Gouvernement de Sa Majesté. Le prince de Hohenzollern pourrait de lui-même abandonner ses prétentions à la couronne d'Espagne. Il aura sûrement accepté l'offre par le désir de faire du bien à son pays d'adoption. Lorsqu'il verra que son accession au trône aurait pour effet d'amener à son nouveau pays une guerre intérieure et une guerre de l'étranger, tout en plongeant dans des hostilités le pays de son berceau et toute l'Europe, il hésitera sûrement à se rendre responsable de telles calamités.

Si cette appréciation de la question lui était soumise, il ne pourrait que comprendre que l'honneur et le devoir exigent de lui qu'il sacrifie la vaine ambition de monter sur un trône sur lequel il serait certain de n'être jamais en sécurité.

Une renonciation volontaire de la part du prince serait, dans l'opinion de M. de Gramont, une solution très-heureuse de questions difficiles et compliquées, et il prie le Gouvernement de Sa Majesté d'user de toute son influence pour l'amener.

Je suis, etc.

Signé : LYONS.

N° 39.

M. MERCIER DE LOSTENDE AU DUC DE GRAMONT

(Confidentielle.)

Madrid, le 9 juillet 1870, 40 heures 20 minutes
du matin.

Le régent est arrivé. J'ai eu avec lui une très-bonne conversation. Il a trouvé les ministres inclinés à la prudence, et il désire sortir de l'affaire d'une manière convenable. Il pense, comme le maréchal Prim, que le meilleur moyen, puisque la Prusse prétend n'avoir été pour rien dans l'entreprise, ce serait que le roi de Prusse refusât son consentement. Il avoue que l'opinion n'est plus ce qu'elle était au premier moment.

N° 40.

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE BENEDETTI, A EMS.

Télégramme.)

Paris, le 9 juillet 1870, 2 heures 27 minutes soir.

Il ne faut pas voir le prince de Hohenzollern : l'Empereur ne veut faire aucune démarche près de lui.

N° 41.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Ems, le 9 juillet 1870, 7 heures du matin.

Je suis arrivé hier soir, à onze heures, avec M. de Bourqueney, que j'étais allé attendre à Coblentz. Je dois voir le Roi aujourd'hui; je suis à la *Ville de Bruxelles*. Je ne quitterai pas Ems sans y avoir été autorisé par vous.

N° 42.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

Télégramme).

Ems, le 9 juillet 1870, 10 heures un quart, matin.

Je serai reçu par le Roi entre trois et quatre heures, et je vous télégraphierai en sortant de l'audience.

N° 43.

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE BENEDETTI, A EMS

Télégramme).

Paris, le 9 juillet 1870, 6 heures 5 minutes soir.

Dans vos conversations avec les membres du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, veuillez faire remarquer que nous ne

demandons rien qui ne soit conforme aux précédents les mieux établis du droit public européen. Nos principes sont ceux qu'en 1831 les grandes puissances ont fait prévaloir en Belgique à l'égard du duc de Nemours, nommé roi des Belges; qu'en 1862 la France et la Russie ont fait prévaloir en Grèce à l'égard du prince Alfred, élu roi des Hellènes par le suffrage universel; qu'en 1862 l'Angleterre et la France réunies ont fait prévaloir à l'égard du duc de Leuchtenberg, candidat russe au trône de Grèce; que l'empereur Napoléon III a appliqués lui-même spontanément au prince Murat, à l'occasion de sa candidature au trône de Naples. Nous ne comprendrions pas qu'on nous refusât le bénéfice d'une doctrine que les puissances ont déjà acceptée et sanctionnée aussi souvent.

N° 44.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Ems, le 9 juillet 1870, 4 heure et demie du soir.

Le Roi me fait savoir qu'il me retiendra à dîner après mon audience. Je ne pourrai donc vous en rendre compte que dans la soirée. J'ai reçu la visite de M. de Werther, qui m'a été évidemment envoyé pour me pressentir, ce qui explique l'heure tardive à laquelle le Roi a décidé de me recevoir. J'ai cru devoir saisir l'occasion qui m'était offerte pour indiquer exactement la résolution que nous attendons de la sagesse du Roi, et pour montrer qu'elle doit être immédiate et nette, afin de prévenir de nouveaux incidents qui pourraient aggraver l'état actuel des choses. Je me suis exprimé avec modération, en mettant ma confiance dans les sentiments personnels de S. M.; M. de Werther m'a assuré qu'il n'a, de son côté, rien dissimulé au roi, mais que S. M. ayant été consultée par le prince de Hohenzollern, elle n'avait pas cru pouvoir mettre obstacle à son désir d'accepter la couronne d'Espagne, et qu'il lui est maintenant bien difficile, sinon impossible, de l'inviter à y renoncer. Il est donc constant maintenant que le roi n'a rien ignoré, et qu'il a donné son assentiment. Le langage de M. de Werther me laisse fort incertain sur le succès de la mission que vous avez bien voulu me confier.

N° 45.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Ems, le 9 juillet 1870, 8 heures du soir.

Le Roi m'a fait demander à l'heure qu'il m'avait indiquée. M'inspirant des considérations développées dans votre dépêche et de celles que m'a suggérées notre entretien, j'ai fait appel à la sagesse et au cœur de S. M. pour la déterminer à conseiller au prince de Hohenzollern de revenir sur son acceptation. Confirmant ce que m'avait dit M. Werther, le Roi m'a appris qu'il avait autorisé le prince Léopold à accueillir la proposition du cabinet de Madrid; mais, comme vous l'aviez prévu, il a longuement insisté sur ce point, c'est qu'il avait été saisi et qu'il était intervenu comme chef de la famille, et nullement comme souverain, et que son gouvernement était resté complètement étranger à cette négociation.

J'ai fait remarquer que l'opinion publique ne se rendrait pas compte de cette distinction, et qu'elle ne voyait dans le prince de Hohenzollern qu'un membre de la maison régnante en Prusse. Le Roi est entré dans d'autres considérations qu'il serait trop long de vous transmettre par le télégraphe, et dont je vous rendrai compte dans un rapport. Il m'a assuré d'ailleurs qu'il s'était mis en communication avec le prince Léopold et son père pour connaître exactement la manière dont ils envisagent l'émotion provoquée par cette affaire, et régler lui-même sa conduite; il a ajouté que, s'ils étaient disposés à retirer leur acceptation, il approuverait cette résolution; qu'il attendait leur réponse, et qu'il s'expliquerait plus complètement avec moi dès qu'elle lui sera parvenue. J'ai vainement cherché à savoir à quel moment S. M. recevrait cette réponse; le Roi m'a seulement dit qu'il ne pouvait traiter un point si délicat par le télégraphe, en me donnant à entendre toutefois qu'il ne saurait tarder à connaître le sentiment des princes.

Faut-il conclure du langage que m'a tenu le Roi, qu'il a résolu de se conformer à nos vœux, en laissant au prince de Hohenzollern l'initiative de sa renonciation au lieu de la lui conseiller, afin d'éviter ainsi de faire personnellement une concession qui pourrait être sévèrement appréciée en Allemagne, ou bien ne veut-il que gagner du temps pour prendre avant nous des dispositions militaires, et laisser en même temps approcher la convocation des Cortès, afin de soutenir ensuite qu'il convient d'attendre le vote de cette Assemblée? En ne considérant que son attitude et ce que j'ai recueilli dans son

entourage, j'inclinerais peut-être à apprécier comme plus vraisemblable la première de ces deux hypothèses, si nous n'étions autorisés à nous montrer incrédules, ou au moins défiant.

Si la réponse du Roi eût été simplement évasive, je ne me serais pas retiré sans le constater respectueusement; mais je ne pouvais rien objecter au désir de S. M. de se concerter avec les princes de Hohenzollern avant de me faire connaître sa résolution, au moment surtout où elle me donnait l'assurance qu'elle ne tarderait pas à me mettre à même de vous en instruire.

Je reçois votre dépêche en date d'aujourd'hui, deux heures; je m'y conformerai.

N° 46.

M. MERCIER BE LOSTENDE AU DUC DE GRAMONT.

(*Très-confidentiel.*)

Madrid, 9 juillet 1870, 11 heures 55 minutes du soir.

Revu le régent. Il est disposé à faire tout son possible; mais il ne peut agir en dehors du maréchal Prim. Il a longuement causé avec lui ce matin, et il peut m'assurer qu'il est plus affecté que personne, et très-désireux de trouver une sortie. Il n'a pas compris la portée de ce qu'il faisait, lui non plus. Voilà ce que c'est que de se mêler de ce qu'on n'entend pas. Il le verra demain matin, et s'il y consent, il ne demande pas mieux que d'envoyer, sous sa responsabilité, une personne de sa confiance auprès du prince pour le décider à une retraite. Il a beaucoup insisté sur le regret et le bon vouloir du maréchal Prim. Il m'a dit aussi que la certitude d'avoir la majorité dans les Cortès diminue de jour en jour.

N° 47.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

Ems, le 9 juillet 1870.

Monsieur le duc, obéissant à la dépêche télégraphique que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser dans la nuit d'avant-hier, je me suis empressé de partir pour Ems, où je suis arrivé hier soir

J'avais rejoint M. de Bourqueney à Coblenz, et j'ai pu prendre en route connaissance des instructions que vous l'avez chargé de me porter.

Mon premier soin en arrivant à Ems a été de solliciter une audience du Roi, et celui de ses aides de camp qui m'a servi d'intermédiaire est venu m'annoncer que S. M. me recevrait aujourd'hui à trois heures. Il était chargé en même temps de m'exprimer les regrets du Roi de ne pouvoir m'admettre plus tôt, les soins qu'il donne à sa santé, et l'arrivée de la Reine, qui s'était annoncée de Coblenz ne le lui permettant pas.

Quelques instants après, je recevais la visite de M. de Werther, qui a pris la peine de m'expliquer, en me donnant les mêmes raisons, le retard que mettait le Roi à m'accorder l'audience que j'avais demandée. L'ambassadeur de Prusse m'était évidemment envoyé pour me pressentir sur l'objet de la mission que je venais remplir à Ems. Il ne m'a pas été difficile de le comprendre; et j'ai jugé convenable de ne pas le lui laisser ignorer. J'ai considéré que je pouvais m'expliquer devant lui avec plus de précision qu'il ne conviendrait ou qu'il ne serait utile de le faire avec le Roi, et que de la sorte je trouverais Sa Majesté parfaitement préparée à la communication du gouvernement de l'Empereur. Je me suis exprimé, du reste, avec toute la circonspection nécessaire et sans m'exposer à éveiller la moindre susceptibilités.

A l'heure qu'il m'avait indiquée, le Roi m'a fait demander, et je me suis rendu auprès de Sa Majesté. Je lui ai exposé l'état de choses créé par la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, l'agitation qu'elle provoquait dans ce pays, et les désordres dont elle ne pouvait manquer d'être le prétexte ou l'occasion. Je ne lui ai pas caché l'émotion qu'elle avait causée en France. et je lui ai donné l'assurance que le gouvernement de l'Empereur n'avait aucun autre désir que celui d'y mettre un terme. J'ai fait remarquer que l'on s'en montrait très-vivement préoccupé dans d'autres pays, et que l'opinion publique, en Angleterre notamment, — tous les organes de la presse autorisaient du moins à le croire, — était unanime pour déplorer une combinaison qui semblait également funeste au repos de l'Espagne et au maintien des bonnes relations qui unissent en ce moment les grandes puissances. « Le Roi, ai-je ajouté, peut conjurer toutes ces calamités et prévenir dans la Péninsule l'explosion d'une guerre civile dont un membre de sa maison serait responsable. Le prince de Hohenzollern ne peut accepter la couronne d'Espagne sans y avoir été autorisé par S. M.; que le Roi le détourne d'une pareille entreprise, et les alarmes qui se sont emparées des esprits cessent à l'instant même. » Faisant alors appel à la sagesse et au cœur du Roi, j'ai

conjuré S. M. de donner à l'Europe ce témoignage de ses sentiments généreux. « Le Gouvernement de l'Empereur, ai-je dit, y verrait une garantie de la consolidation de ses bons rapports avec le Gouvernement de S. M., et se féliciterait hautement d'une résolution qui serait accueillie partout avec non moins de gratitude que de satisfaction. »

Le Roi m'a répondu qu'il ne fallait pas se méprendre sur le caractère de son intervention dans cette affaire; les négociations ouvertes à ce sujet ont été poursuivies entre le gouvernement espagnol et le prince de Hohenzollern; le gouvernement prussien n'y est pas seulement resté étranger, il les a ignorées; le Roi lui-même a évité de s'y associer; il a refusé de recevoir un envoyé du cabinet espagnol, porteur d'une lettre du maréchal Prim, en faisant part cependant à son premier ministre, le comte de Bismarck, de ces divers incidents. Il n'a consenti à s'expliquer que quand le prince Léopold, ayant décidé d'acquiescer aux propositions qui lui étaient faites, a sollicité son consentement, ce qui a eu lieu à l'arrivée du roi à Ems, et, à ce moment, S. M. s'est bornée à lui déclarer qu'elle ne croyait pas pouvoir mettre obstacle à son dessein. C'est donc comme chef de la famille, et nullement en sa qualité souveraine de roi de Prusse, qu'il a été instruit de la détermination du prince et qu'il est intervenu; aussi n'a-t-il ni réuni ni consulté le conseil des ministres, et le gouvernement prussien ne saurait être interpellé sur une affaire qu'il n'a pas connue, et dont il n'est pas plus solidaire qu'un autre cabinet européen.

Comme Votre Excellence l'avait prévu, monsieur le duc, le Roi s'est longuement appliqué, avec une insistance particulière, à dégager le cabinet de Berlin et à bien établir qu'il ne fallait pas confondre le double rôle de S. M., agissant tantôt comme souverain et tantôt comme l'arbitre de sa famille.

Je me suis permis de répliquer que le sens exact de cette distinction n'était ni ne pouvait être saisi par l'opinion publique, qu'elle ne voyait dans le prince de Hohenzollern qu'un membre de la famille régnante en Prusse qui, en acceptant la couronne d'Espagne, réunissait deux trônes dans la même dynastie, et qu'on essaierait vainement de lui démontrer qu'elle s'abuse: que le sentiment national en France était unanime dans cette conviction, et que le Roi devait considérer qu'il est impossible au gouvernement de l'Empereur de s'y montrer indifférent, qu'il est, au contraire, dans la nécessité comme dans l'intention d'en tenir un compte sérieux.

Passant à un autre ordre d'idées, le Roi m'a fait remarquer que le gouvernement actuel de l'Espagne est souverain, et qu'il a été reconnu par toutes les puissances, et que S. M. ne s'imaginait pas à quel titre on pourrait s'opposer au choix d'un souverain qui serait li-

brement élu par la représentation du pays ; que les Cortès, suivant une communication que le ministre d'Espagne a faite avant-hier à Berlin, la première et l'unique communication qu'ait reçue le gouvernement prussien, seraient convoquées pour le 20 de ce mois, et qu'elles repousseront la candidature du prince de Hohenzollern si elle ne satisfait pas le vœu des populations.

J'ai répondu à S. M. que le gouvernement de l'Empereur était loin de vouloir entraver la liberté des Espagnols, mais qu'il lui était démontré que la combinaison conçue par le maréchal Prim serait une cause de désastres ; que le Roi lui-même ne saurait se le dissimuler, et qu'il ne pouvait autoriser un membre de sa famille à recevoir la couronne devant l'imminence de si tristes éventualités ; qu'il était urgent d'y aviser, et que S. M. disposait de l'unique moyen propre à mettre fin à une situation si pleine de périls ; que, dans cette persuasion, j'avais été chargé de m'adresser à sa haute raison, et que j'avais la confiance de ne pas l'invoquer en vain.

Mais les partis, m'a objecté le Roi, sont en Espagne si nombreux et si divisés, qu'il serait dans tous les cas difficile d'éviter une lutte, et la renonciation du prince de Hohenzollern ne la préviendra pas. « Je ne voudrais, ai-je continué, rien préjuger à cet égard ; il est permis d'espérer qu'on parviendra peut-être à combiner une solution qui serait agréée par l'immense majorité du pays ; s'il en était autrement, le prince Léopold n'aurait pas, du moins, à répondre du sang versé. »

Revenant de nouveau sur la part en quelque sorte négative, a-t-il dit, qu'il a prise à cette affaire, le Roi a répété qu'il n'avait nullement encouragé le prince Léopold à accepter les ouvertures du cabinet espagnol, qu'il s'était borné à ne pas le lui interdire, qu'il ne pouvait s'écarter de la position qu'il avait conservée depuis l'origine, et user aujourd'hui de son droit pour le contraindre à renier l'engagement qu'il a contracté, que nous devons porter nos efforts à Madrid et y employer toute notre influence pour décider le gouvernement du régent à renoncer à son projet.

J'ai pris la liberté de représenter au Roi qu'en nous expliquant à Madrid, nous nous exposerions à aggraver les embarras du gouvernement espagnol, et que nous voulions éviter d'y contribuer à un degré quelconque ; que nous donnions au contraire une preuve éclatante de la sincérité de nos sentiments, et que nous rendions en même temps hommage à ceux du Roi en lui demandant d'interposer son autorité toute-puissante dans une question qui nous touche sous tant de rapports et où elle peut assurément s'exercer sans aucun préjudice pour la Prusse. J'ai rappelé les précédents que nous offre l'histoire contemporaine, en faisant observer que dans ces diverses occasions

les princes et les gouvernements avaient sacrifié un intérêt purement dynastique au maintien de la tranquillité générale, et que l'Europe s'attendait certainement à voir le Roi s'inspirer de ces exemples dans les circonstances actuelles; que j'en étais, pour ma part, d'autant plus persuadé que, snivant les paroles mêmes de Sa Majesté, le gouvernement prussien et l'Allemagne n'avaient aucun intérêt à revendiquer, aucune concession à faire, tandis qu'il s'agissait pour la France d'un intérêt de premier ordre; que le sentiment public ne s'y était pas mépris, et qu'il s'était manifesté avec une extrême vivacité; que M. de Werther avait dû informer le Roi de cet état des esprits, et que Sa Majesté voudrait sans doute le prendre en considération.

Sans contester l'exactitude de ces observations et en se référant à la déclaration que Votre Excellence a faite au Corps législatif, le Roi a exprimé l'avis que l'honneur de la France n'avait été ni ne saurait être atteint par la résolution du prince de Hohenzollern; il a relevé qu'elle a été précédée par des négociations que le cabinet de Madrid a librement ouvertes et auxquelles aucun gouvernement n'a pris une part quelconque; qu'il ne pouvait donc y avoir un sujet de dissentiment ni de conflit, et qui ne voulait pas admettre que la guerre pût sortir d'un incident dans lequel nulle puissance n'était intervenue. Je me suis associé à S. M. pour protester contre une pareille éventualité, et j'ai ajouté que ma présence à Ems attestait hautement les intentions pacifiques et conciliantes du gouvernement de l'Empereur. Je n'ai pas manqué toutefois, le Roi m'y obligeant, de revenir sur les considérations qui nous commandaient d'obtenir la renonciation du prince de Hohenzollern.

Dans le cours de l'audience, le Roi m'avait plusieurs fois indiqué que s'il ne pouvait user de son autorité pour déterminer le prince Léopold à retirer la parole qu'il a donnée, S. M. s'abstiendrait de l'en détourner. S'expliquant plus clairement à ce sujet, le Roi m'a assuré qu'il entendait lui laisser, après comme avant son acceptation, son entière liberté; qu'il s'était mis d'ailleurs en rapport avec le prince Antoine, qui se trouvait à Sigmaringen, et qu'il l'avait interpellé sur ses intentions et sur celles du prince Léopold, son fils, ainsi que sur la manière dont ils envisageaient l'émotion causée en France par l'assentiment qu'ils ont donné aux propositions du cabinet espagnol; qu'il lui importait d'être exactement éclairé à ce sujet pour continuer notre entretien et me faire connaître les résolutions qui pourront être adoptées.

J'ai exprimé au Roi le désir d'être fixé sur le moment où S. M. pourrait recevoir les informations qu'elle attend. Le roi m'a répondu qu'il ne pouvait faire usage du télégraphe, ne possédant pas à Ems un chiffre pour conférer par cette voie avec le prince de Hohen-

zollern, mais qu'il ne pouvait tarder à se trouver suffisamment renseigné.

J'ai tâché, monsieur le duc, de reproduire fidèlement le sens, sinon les termes mêmes du langage que le Roi a tenu durant notre conversation. Comme vous le voyez, S. M. a connu les pourparlers ouverts entre le maréchal Prim et le prince de Hohenzollern; elle a refusé de s'y associer, attendu que cette négociation n'intéressait pas son gouvernement, qui ne l'a pas connue; elle n'a consenti à donner son avis que quand la question lui a été soumise en sa qualité du chef de famille, et elle s'est bornée à faire savoir qu'elle ne s'opposerait pas au désir manifesté par le prince Léopold d'accepter la couronne d'Espagne. Comme souverain et roi de Prusse, S. M. n'a pris aucune part à cette affaire, et le cabinet de Berlin n'a pas à répondre d'un arrangement qu'il a totalement ignoré. Telles sont en substance les explications que le Roi m'a données.

Quelles sont en ce moment les intentions du Roi et que devons-nous attendre de ses communications avec le prince de Hohenzollern? S. M. se propose-t-elle de laisser au prince Léopold le soin de revenir spontanément sur le parti qu'il a pris, afin de ne pas sortir de l'abstention qu'elle n'aurait cessé d'observer, et d'éviter de faire personnellement une concession qui pourrait être mal appréciée en Allemagne; ou bien se propose-t-elle uniquement de s'assurer le bénéfice du temps pour prendre des mesures militaires ou pour attendre que les choses soient plus avancées à Madrid et plus embarrassantes pour le gouvernement de l'Empereur? Je ne sais ce qu'il faut en penser. Si, d'une part, il convient de compter sur la prudence du Roi, de l'autre, il ne nous est pas permis d'oublier un instant des faits récents et qu'il serait superflu de rappeler. Le Roi m'a paru regarder le vote des Cortès comme la solution la plus désirable ou celle qui serait la plus conforme à ses vues. Veut-il, autant que les circonstances le permettront, ajourner ses décisions jusqu'à ce moment? Je n'en serais pas surpris, et je signale cette conjecture à l'attention de Votre Excellence.

Pour moi, et en attendant les directions que vous croirez devoir m'adresser, je ne négligerai aucun effort pour obtenir de S. M. une réponse aussi prompte que satisfaisante. J'ai pensé que je ne pouvais, sans m'exposer à laisser croire que j'étais venu à Ems uniquement pour provoquer une rupture, m'abstenir de déférer au désir du Roi quand il m'a demandé d'attendre les avis du prince de Hohenzollern pour continuer notre entretien. Mais, dès ce soir, j'ai déclaré très-clairement à M. de Werther, qui en informera Sa Majesté, que les inquiétudes qu'avait suscitées l'acceptation du prince Léopold et le trouble qui en résultait pour tous les intérêts exigeaient impérieu-

sement que le cabinet impérial fut renseigné sans un long retard, et que je me verrais dans la nécessité d'importuner le Roi si je n'étais mis à même de satisfaire la légitime impatience du gouvernement de l'Empereur.

J'ose penser que Votre Excellence voudra bien donner son approbation au langage que j'ai tenu et à l'attitude que j'ai prise depuis mon arrivée à Ems.

Veuillez, etc.

Signé : BENEDETTI.

P. S. — J'apprends que le prince Antoine de Hohenzollern était avant-hier seul à Sigmaringen, et que le prince Léopold se trouvait sur le lac de Constance; mais je suppose qu'il aura été rejoindre son père.

N° 48.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

(Particulière.)

Ems, le 9 juillet 1870, dans la nuit.

Mon cher duc, vous connaissez déjà mon arrivée à Ems, et les premières démarches que j'ai faites auprès du Roi. Je tiens à vous dire que je n'oublierai aucune de vos recommandations, et que je tâcherai de faire de mon mieux pour justifier votre confiance.

Je ne suis ému ni des difficultés que je rencontre ici, ni des attaques plus absurdes encore que violentes dont je suis l'objet à Paris, et je continuerai ma tâche avec autant de calme que de prudence. Vous m'approuverez, j'espère, de n'avoir pas été plus exigeant avec le Roi, et de ne rien brusquer violemment. Vous serez sans doute d'avis qu'il faut mettre, dans une juste mesure, la modération de notre côté. Je ne sais ce que je puis attendre de la sagesse de Sa Majesté, et je ne puis vous cacher qu'il nous faut peut-être compter davantage avec son habileté et son habitude de recourir à des expédients.

Il y a dans ma dépêche une omission intentionnelle que je dois réparer ici. J'ai fait seulement allusion à ce que le Roi m'a dit de votre langage devant le Corps législatif. Il a été plus explicite et plus long que je ne le raconte. Il a fort approuvé la première partie de votre déclaration, mais il ne m'a pas caché qu'il avait vivement

ressenti la seconde. Prétendant toujours que la Prusse n'avait rien à voir dans cette affaire, il ne pouvait s'empêcher de voir une appréciation mal fondée, et presque une provocation, dans les paroles que vous avez prononcées sur les vues d'une puissance étrangère.

J'ai fait remarquer à S. M. que, devant l'émotion qui s'était emparée de l'Assemblée, il était de la première nécessité de prévenir une discussion qui pourrait donner lieu à des incidents fâcheux et irréparables; que vous ne pouviez, d'un autre côté, vous abstenir, pour répondre au sentiment de la Chambre et l'apaiser, d'indiquer quelle serait la conduite du gouvernement de l'Empereur, dans le cas où les intérêts et l'honneur de la France seraient mis en péril; que le Roi, par conséquent, devait se persuader que votre langage vous avait été uniquement inspiré et qu'il vous était même commandé par votre désir de ne laisser rien compromettre, et de garantir contre toute surprise le maintien de nos bonnes relations avec la Prusse. J'ai développé ces considérations, mais je ne crois pas avoir réussi à redresser complètement l'opinion du Roi.

Je me suis entretenu avec notre consul à Cologne pour faire porter ma dépêche et cette lettre jusqu'à notre frontière.

Veuillez, etc.

Signé : BENEDETTI.

P. S. — Je n'aperçois rien ici qui puisse me donner à croire qu'on prend des mesures militaires. Le Roi n'a toujours auprès de lui que les officiers qui l'accompagnaient à son départ de Berlin. Je vous engage cependant à ne pas attacher une grande importance à cette information. On ne peut pas mobiliser même un seul corps d'armée sans que cette mesure devienne aussitôt de notoriété publique, mais on peut tout disposer dans ce but sans le laisser soupçonner.

N° 49.

LE GÉNÉRAL FLEURY AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Saint-Pétersbourg, le 9 juillet 1870, 7h. 50, soir.

L'Empereur Alexandre comprend tout ce que l'offre du trône au prince de Hohenzollern a de blessant pour la France, et Sa Majesté reconnaît, quelque soit le peu de valeur du candidat, que ce prince

ne deviendrait pas moins un drapeau pour la Prusse à un moment donné.

Aussi le Czar me charge-t-il de faire savoir à l'Empereur qu'il a de fortes raisons de croire que cette trame ourdie par le maréchal Prim n'aboutira pas.

D'un autre côté, le ministre d'Autriche, le comte Chotek, a reçu du prince Gortschakoff l'information que le cabinet russe avait fait entendre au cabinet de Berlin le langage de la plus grande modération. L'accueil si ouvert, si libre d'arrière-pensée que l'Empereur m'a fait aujourd'hui, me donne le droit de penser que le commentaire de ses paroles sobres est qu'il a écrit au roi de Prusse pour lui donner des conseils de sagesse et d'abstention.

Je n'ai pas encore de réponse à la dépêche de Chine.

N° 50.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS.

Foreign-Office, le 9 juillet 1870.

Mylord, j'ai reçu et mis sous les yeux de Sa Majesté les dépêches du 7 courant de Votre Excellence relatives à la crise occasionnée en Europe par l'offre du trône d'Espagne au prince Léopold de Hohenzollern.

Vous remercirez le duc de Gramont pour la franchise avec laquelle il vous a fait sa communication et pour la confiance amicale et certainement non mal placée qu'il a montrée en faisant appel au gouvernement de Sa Majesté pour user de son influence dans le but d'écarter le danger présent.

Le gouvernement de la Reine ne saisit pas complètement que la nomination du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne puisse être d'une telle importance pour une nation aussi grande et aussi puissante que la France, qu'elle puisse pousser à l'extrême un sentiment national de ressentiment. Mais il paraît certain que ce sentiment existe, et il est probable que c'est par déférence pour cette opinion publique qu'a été tenu par les ministres de l'Empereur un langage qui tout d'abord augmente indubitablement les difficultés pour arriver à un règlement amiable de cette question.

Le gouvernement de Sa Majesté est assuré que le gouvernement impérial agira avec modération et ménagement dans la conduite de cette affaire, il espère qu'un arrangement de la question pourra être

effectué sans que la paix de l'Europe soit compromise, et sans que les rapports amicaux entre les différentes puissances plus immédiatement intéressées dans ce conflit soient interrompus.

Le duc de Gramont peut être certain qu'aucun effort ne sera négligé de notre part pour arriver à un résultat aussi désirable et d'une importance aussi capitale.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 51.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS.

Foreign-Office, le 9 juillet 1870.

Mylord, j'ai reçu ce matin la dépêche de Votre Excellence en date d'hier, contenant le récit d'une nouvelle conversation que vous avez eue avec le duc de Gramont au sujet de l'offre de la couronne d'Espagne au prince Léopold de Hohenzollern.

J'ai informé Votre Excellence, par ma dépêche du 6 courant, que lors de ma première entrevue avec l'ambassadeur de France, après réception des nouvelles, je lui avais manifesté mon regret que des termes aussi forts que ceux que vous m'avez rapportés, aient été employés à ce sujet par le duc de Gramont dans sa conversation avec l'Ambassadeur de Prusse à Paris.

Le gouvernement de Sa Majesté n'a pas cessé de regretter la teneur des déclarations successives faites dans les Chambres françaises et dans la presse, déclarations qui tendent à exciter plutôt qu'à calmer les sentiments d'irritation qui se sont manifestés en France, et ne sont que trop de nature à en provoquer de semblables en Espagne et en Allemagne. Les regrets du gouvernement de la Reine ont encore été augmentés par suite de la déclaration que vous a faite le duc de Gramont au sujets des préparatifs militaires qui vont être poussés.

Une telle attitude est calculée, nous le craignons, pour faire avorter les efforts du gouvernement de Sa Majesté en vue d'un règlement amical de la question. Elle est calculée de façon à nous faire douter sérieusement s'il convient de poursuivre ces efforts en ce moment, alors que la précipitation de la France ne peut guère manquer de les rendre vains et illusoires. Peut-être serait-il mieux de réserver notre action pour l'avenir, alors que les deux parties seront disposées à la seconder par leur modération. »

Je suis, etc.,

Signé : GRANVILLE.

N° 52.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS.

Foreign-Office, le 9 juillet 1870

Mylord, le Ministre d'Italie m'a fait part ce matin d'une communication de son gouvernement sur le conflit entre la France, la Prusse et l'Espagne. Il m'a dit que le gouvernement français s'était adressé au cabinet de Florence pour lui demander d'user de son influence en vue de la conservation de la paix et que le gouvernement italien, étant très-soucieux du maintien de la paix générale, était tout prêt à agir, suivant le désir du gouvernement français et tenait à faire savoir au gouvernement de la Reine qu'il était tout prêt à joindre dans ce but ses efforts aux siens.

A ce sujet, M. de Cadorna avait été chargé de s'assurer des vues du gouvernement de Sa Majesté sur l'état critique actuel des affaires, et si et jusqu'à quel point une action commune pourrait avoir lieu entre les deux gouvernements.

J'ai répondu que nous étions très-sensibles à la confiance amicale qui avait dicté cette communication et je lui expliquai en résumé ce que nous avions déjà fait et écrit à cet égard dans les dépêches adressées à Votre Excellence, à lord Loftus et à M. Layard.

Je lui exprimai ma vive satisfaction de la décision sage à laquelle le gouvernement italien était arrivé, de contribuer autant qu'il serait en son pouvoir au maintien de la paix générale. Quoiqu'une action combinée des autres puissances pour concilier le différend qui avait amené tant de crainte, ne parût pas, en tout cas pour le présent, désirable, le gouvernement italien pouvait être certain, que tout en agissant isolément, le gouvernement de la Reine, en toute occasion, agirait avec le cabinet italien cordialement dans le même esprit, dont j'étais heureux de le constater, il était animé.

Je promis que je tiendrais le gouvernement italien au courant des démarches que nous ferions et j'ajoutai que je ne doutais pas un seul instant qu'il agirait de même à notre égard.

Je suis, etc.,

Signé : GRANVILLE.

N° 53.

M. BONAR AU COMTE DE GRANVILLE.

Berne, le 9 juillet 1870.

Mylord, dans une entrevue que j'ai eue ce matin avec le Président de la Confédération, la conversation s'est naturellement tournée sur l'extrême agitation qui s'est manifestée à Paris au sujet de la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne et sur les dernières déclarations du duc de Gramont et de M. Ollivier aux Chambres.

Le langage de M. Dubs m'a clairement démontré qu'il comprenait complètement la gravité de l'état actuel des affaires, mais Son Excellence a reconnu qu'elle n'avait encore reçu du ministre de Suisse à Paris aucune nouvelle, en dehors de ce qu'on trouvait dans les journaux, sur les intentions du gouvernement ou sur l'opinion générale en France.

J'ai etc.,

Signé : A.-G.-G. BONAR.

N° 54.

SIR A PAGET AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Florence, le 9 juillet 1870.

Milord, j'ai vu ce matin M. Visconti Venosta, et la conversation s'est immédiatement tournée vers l'aspect grave des affaires entre la France et la Prusse, par suite de l'acceptation par le prince de Hohenzollern de la couronne d'Espagne.

M. de Visconti Venosta ne doute pas que si le choix du ministère espagnol était ratifié par les Cortès, la France déclarerait la guerre à la Prusse, le nœud de la question était donc à Madrid.

Il a ajouté qu'il avait donné pour instruction à M. Cerruti de profiter du délai jusqu'à la réunion des Cortès pour faire remarquer aux membres du Gouvernement et aux personnages influents combien il était à désirer, dans les intérêts de l'Espagne, que l'avènement d'un nouveau souverain ne devienne pas la cause d'une guerre en Europe;

le gouvernement italien serait toujours prêt à se joindre aux autres gouvernements pour aider le gouvernement espagnol à résoudre la difficulté dans laquelle il se trouverait placé en ce qui concerne l'organisation constitutionnelle du pays, s'il ne renonçait pas à la candidature du prince de Hohenzollern.

N° 55.

SIR A. BUCHANAN AU COMTE DE GRANVILLE.

Saint-Petersbourg, le 9 juillet 1870.

Mylord, je n'ai pas vu le prince Gortschakoff depuis l'arrivée ici du compte rendu télégraphique de ce qui s'est passé le 6 au Corps législatif, Son Excellence étant allée, le 7, à Peterhoff, où elle est restée jusqu'à hier soir.

J'ai cependant lieu de croire que la Russie a reçu simultanément une note de l'ambassadeur de France, déclarant que la guerre avec la Prusse était inévitable pour le cas où le prince Léopold de Hohenzollern monterait sur le trône d'Espagne, et une autre note du ministre de Prusse que son Gouvernement avait déclaré à celui de France qu'il était resté entièrement étranger à l'arrangement proposé et qu'il n'y avait aucun intérêt.

J'ai entendu dire que le général Fleury a représenté au prince Gortschakoff que l'agrandissement de la Prusse et l'extension de son influence en Europe serait pour la Russie aussi bien que pour la France une cause de danger. Le prince aurait répondu qu'en ce qui concerne les relations de la Prusse avec la France, il regarde toute intervention de la Prusse en Espagne comme devant l'affaiblir infailliblement, et quant à ce qui regarde la Russie, elle ne saurait éprouver aucune alarme de la puissance de la Prusse.

On m'a dit aussi que le prince Gortschakoff aurait ajouté que, lorsque le prince Charles de Hohenzollern devint souverain de Roumanie, avec l'appui de la France, et, malgré la Russie, cette dernière s'était bornée à des remontrances, et avait ensuite accepté le fait accompli. Le prince Gortschakoff ne voyait pas pourquoi, aujourd'hui, la Prusse pourrait être davantage responsable de l'élection d'un autre membre de la famille royale au trône d'Espagne, éventualité dans laquelle elle a déclaré n'avoir aucun intérêt.

Le prince Gortschakoff a l'intention de partir demain pour Wilbad,

malgré les événements, à moins toutefois que l'Empereur n'en décide autrement, et s'il part, le prince de Reuss en profitera pour se rendre en même temps à Berlin en congé d'absence.

J'ai, etc.

Signé : A. BUCHANAN.

N° 56,

LORD BLOOMFIELD AU COMTE DE GRANVILLE.

Vienne, le 9 juillet 1870.

Mylord, j'ai vu le comte de Beust aujourd'hui et je l'ai trouvé très-inquiet sur le résultat que produira sur le Gouvernement prussien la nouvelle, arrivée de Paris, au sujet de la candidature du prince Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne. Il m'a dit que les termes dans lesquels les représentations de la France étaient formulées n'étaient points faits pour faciliter un arrangement, cependant il espérait encore pour le mieux, et il avait chargé M. de Münch, le chargé d'affaires à Berlin, de tout faire pour arriver à une solution pacifique du dissentiment entre la France et la Prusse. Il ajouta qu'il avait envoyé copie de ces instructions au comte Apponyi, en lui donnant tous les détails sur cette question, qu'il n'avait encore rien appris de cet ambassadeur, mais qu'il avait la confiance que, dans l'intérêt du maintien de la paix, le Gouvernement de Sa Majesté ne serait pas éloigné d'interposer ses bons offices ou d'agir comme médiateur entre la France et la Prusse.

J'ai répondu au comte de Beust que j'ignorais complètement quelles étaient les intentions du Gouvernement de Sa Majesté; que Votre Seigneurie vient à peine d'être installée dans son nouveau ministère, et n'a pas pu avoir le temps de donner toute l'attention voulue à une question si importante, et encore moins en venir à une décision, mais que je ne doutais pas que vous étiez disposé à faire tout ce qui est en votre pouvoir pour vous efforcer de détourner de l'Europe les sérieuses complications, dont elle paraissait menacée : qu'en tout cas, avant qu'une médiation put être ouverte ou même proposée, une base devait être préalablement établie à cet égard.

La conversation continua sur cette malheureuse affaire, durant laquelle le comte de Beust exprima sa désapprobation et son regret de la façon précipitée avec laquelle le Gouvernement français a parlé aux Chambres, ce qui tendait grandement à augmenter les difficultés

et les dangers de la position, et rendre encore plus difficile une solution amicale.

J'ai, etc.

Signé : BLOOMFIELD.

N° 57.

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE BENEDETTI, A EMS.

(Télégramme.)

Paris, le 10 juillet 1870, 4 heure 20 minutes soir.

J'ai reçu seulement ce matin votre dépêche d'hier soir, et avec des parties tronquées. Il faut employer tous vos efforts pour obtenir une réponse décisive; nous ne pouvons attendre, sous peine d'être devancés par la Prusse dans nos préparatifs. La journée ne peut pas s'achever sans que nous commençons.

Je sais de source certaine qu'à Madrid le régent désire la renonciation du prince de Hohenzollern. Dès que vous le pourrez, envoyez-moi un télégramme et écrivez par la poste en chiffres.

N° 58

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE BENEDETTI, A EMS.

(Télégramme.)

Paris, le 10 juillet 1870, 4 heure 25 minutes du soir.

Écrivez-moi une dépêche que je puisse lire aux Chambres ou publier, dans laquelle vous démontrerez que le Roi a connu et autorisé l'acceptation du prince de Hohenzollern, et dites surtout qu'il vous a demandé de se concerter avec le prince avant de vous faire connaître ses résolutions.

N° 59.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

Télégramme.)

Ems, le 10 juillet 1870, 8 heures du soir.

J'avais déjà expédié mon dernier télégramme quand j'ai reçu ceux que vous m'avez adressés aujourd'hui à une heure vingt-cinq. J'ai d'avance satisfait à vos ordres en vous envoyant le rapport que je vous ai annoncé, et qui arrivera demain à Paris, par la poste, avec le train de dix heures un quart du matin. Vous jugerez sans doute que ce rapport, rendant compte d'un entretien avec un souverain, ne peut être lu en entier devant la Chambre et qu'il est préférable d'en communiquer le sens ou des extraits. Je n'ai, du reste, pas un mot à y retrancher, surtout en ce qui concerne la connaissance que le Roi a eue des propositions faites par le Gouvernement espagnol au prince de Hohenzollern, et l'assentiment qu'il a donné à son acceptation, en lui déclarant qu'il ne croyait pas devoir y mettre obstacle.

M. de Werther vient de me faire espérer que le Roi pourrait me demander demain de reprendre notre entretien. Sa Majesté a reçu aujourd'hui des dépêches du prince Antoine de Hohenzollern; le prince Léopold n'étant pas auprès de son père, les informations parvenues à Sa Majesté sont encore incomplètes ou insuffisantes. Vous me permettrez d'ajouter qu'à mon sens la guerre deviendrait inévitable si nous commencions ostensiblement des préparatifs militaires.

N° 60.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Ems, le 10 juillet 1870, 4 heures du soir.

Je vous ai expédié en toute sûreté mon rapport sur l'audience que le Roi m'a accordée hier : il vous parviendra demain matin. Je n'ai pas revu Sa Majesté aujourd'hui ni reçu aucune communication de sa part; mais je lui ai fait savoir que tout me commande de satisfaire sans trop de retard la légitime impatience du Gouvernement de l'Empereur. Je garde les tables n° 1 et 2 de Berlin, et je continuerai à m'en servir.

N^o 61.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Ems, le 10 juillet 1870, 11 heures 30 minutes du soir.

Je viens de rencontrer le Roi. Sa Majesté m'a arrêté pour me dire qu'elle n'avait aucune réponse du prince Léopold, qui n'a pas encore rejoint son père. Je lui ai répondu que nous touchions au moment où le Gouvernement de l'Empereur ne pourrait plus ajourner les explications qu'il doit aux Chambres et au pays. Je lui ai demandé la permission de lui exposer les nécessités de notre situation. Il me recevra demain matin. J'avais, un moment auparavant, développé à M. de Werther les considérations qui nous obligent à rompre le silence et les dangers d'un plus long retard; il m'a promis de rendre compte au Roi de notre entretien.

Si vous prenez la parole à la Chambre, veuillez dire en quelques mots que j'ai plusieurs fois signalé les démarches faites pour assurer le succès de la candidature du prince de Hohenzollern, candidature qui avait été abandonnée, et à laquelle on est subitement revenu en dernier lieu. *Le Constitutionnel* se réunissant aux journaux de l'opposition pour m'attaquer, vous ne trouverez pas, j'espère, ma suggestion déplacée.

N^o 62.

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE BENEDETTI, A EMS.

(Télégramme.)

Paris, le 10 juillet 1870, 5 heures 50 du soir.

Je vous préviens que votre dernier télégramme chiffré d'hier soir a été tronqué et dénaturé, et que, bien qu'expédié à neuf heures, il n'est arrivé que ce matin à dix heures.

N° 63.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Ems, le 40 juillet 1870, 44 heures
et demie du soir.

Il a éclaté la nuit dernière un violent orage dans la vallée du Rhin. Le directeur du télégraphe attribue à cette circonstance le retard et les erreurs que vous me signalez dans mon télégramme de samedi soir.

A la même date, M. le duc de Gramont m'avait en outre adressé la lettre particulière suivante :

N° 64.

M. MERCIER DE LOSTENDÉ AU DUC DE GRAMONT.

(Très-confidentielle.)

Madrid, le 40 juillet 1870, 2 heures 30
minutes du soir.

Le régent a eu la conférence promise. Il consent à envoyer au prince un agent qui sera autorisé à voir aussi le Roi et M. de Bismarck. Il devra exposer dans les formes les plus courtoises toutes les considérations qui rendent désirable le retrait de la candidature. Ou le général Dominguez, ou M. Silvela recevra cette mission, et partira aujourd'hui même, si c'est possible. Le régent demande que Votre Excellence veuille bien s'engager, à saisir une occasion favorable pour déclarer que le mot *souffrir* ne s'adressait pas à l'Espagne, qui a le droit de se constituer comme elle veut. Il demande aussi le secret le plus absolu, même envers Olozaga.

Bartholdi est arrivé ce matin.

N° 65.

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE BENEDETTI.

Paris, le 40 juillet 1870.

Mon cher comte, j'ai reçu à dix heures et demie du matin votre télégramme d'hier soir. Il a été arrêté en route, et tellement tronqué

dans la partie la plus importante qu'il est presque impossible d'en établir le sens. Je vous envoie le comte Daru, en vous priant de le faire repartir immédiatement, car nous ne pouvons plus attendre. Pendant que le Roi vous remet d'heure en heure, sous prétexte de se concerter avec le prince de Hohenzollern, on rappelle en Prusse les hommes en congé, et on gagne sur nous un temps précieux. A aucun prix nous ne pouvons donner à nos adversaires aujourd'hui ces mêmes avantages qui ont été en 1866 si funestes à l'Autriche. Et d'ailleurs, je vous le dis nettement, l'opinion publique s'enflamme et va nous devancer. Il nous faut commencer; nous n'attendons plus que votre dépêche pour appeler les 300,000 hommes qui sont à appeler. Je vous en prie instamment, écrivez-nous, télégraphiez-nous quelque chose de bien clair. Si le Roi ne veut pas conseiller au prince de Hohenzollern de renoncer, eh bien ! c'est la guerre tout de suite, et dans quelques jours nous sommes au Rhin. Le Roi est désormais en cause. Après l'aveu qu'il a fait d'avoir autorisé l'acceptation, il faut qu'il la défende, ou du moins qu'il conseille et obtienne la renonciation; mais ce qui est pour nous plus important que la renonciation elle-même, c'est de savoir promptement à quoi nous en tenir.

Ainsi donc, mon cher comte, je vous prie de m'écrire par la poste en chiffres pour me confirmer vos télégrammes, et surtout le plus tôt possible par le retour du comte Daru et du comte de Bourqueney.

Pour vous mettre bien au courant de la situation, je vous envoie les derniers télégrammes que j'ai reçus de Madrid et de Pétersbourg. Celui de Madrid vous servira pour mettre à l'aise la conscience du Roi, s'il se croit lié par les avances espagnoles, auxquelles il s'est rendu avec si peu d'égards pour nous.

Mille amitiés et tout à vous.

Signé : GRAMONT.

N° 66.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS.

Foreign-Office, le 40 juillet 1870.

Mylord, dans un entretien que j'ai eu aujourd'hui avec le marquis de La Valette, je lui ai dit confidentiellement que j'avais appris de M. Layard, que le général Prim, d'une façon toute officieuse, s'occu-

pait avec M. Layard de rechercher le moyen de terminer la question de la succession espagnole sans atteinte à l'honneur de l'Espagne.

Le gouvernement de la Reine à la complète persuasion que le gouvernement français ne désire pas la guerre et n'envisage seulement cette extrémité que dans le but d'empêcher la réalisation d'une éventualité qu'il considérerait comme attentatoire à l'honneur et aux intérêts de la France. En exprimant cette conviction au marquis de La Valette, j'ajoutai que les nouvelles de Madrid, dont je venais justement de lui faire part, donnaient lieu d'éviter pour le moment toute décision précipitée.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 67.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Paris, le 40 juillet 1870.

J'ai eu ce matin l'honneur de recevoir les dépêches de Votre Seigneurie, relatives à la question de Hohenzollern, des 6 et 8 courant, ainsi que celle d'hier.

J'ai parlé cette après-midi au duc de Gramont dans le sens des deux premières dépêches d'hier. J'ai remercié Son Excellence au nom de Votre Seigneurie pour la franchise des communications qu'il m'a faites, et pour la confiance amicale qu'il a témoignée au gouvernement de Sa Majesté. J'ai fait observer que le gouvernement de Sa Majesté pouvait difficilement comprendre que le choix du prince de Hohenzollern pour roi d'Espagne fût une affaire d'une assez grande importance pour une grande nation comme la France pour justifier des mesures extrêmes.

Faisant toute concession pour le ressentiment que le secret avec lequel ce choix avait été mûri était de nature à produire en France, toujours est-il, ai-je dit, que le gouvernement de Sa Majesté a la confiance que le gouvernement de l'Empereur agira avec calme et modération dans la direction future de la discussion. Il ne peut que regretter le langage altier (*strong language*) dont ont usé le gouvernement et la presse française. Il est plus inquiet encore des préparatifs militaires qui sont en voie d'exécution, et doit se demander si dans cet état de choses il serait judicieux de persévérer dans ses efforts pour amener une solution amiable. Le gouvernement de Sa Majesté a, M. de Gramont le sait, usé de tous ses efforts pour arriver à une sem-

blable solution, mais il ne peut s'empêcher de craindre que la précipitation des efforts du gouvernement français ne rende tous les efforts négatifs.

M. de Gramont a répondu que, dans cette affaire, les ministres français ne faisaient que suivre et non pas diriger la nation. L'opinion publique ne leur permettrait pas de faire moins qu'il n'ont fait.

Quant aux préparatifs militaires, la prudence ordinaire commande qu'ils ne soient point retardés. Au milieu d'un calme profond et alors que le cabinet français et les Chambres françaises s'occupent de réduire le budget militaire, la Prusse a fait éclater une mine qu'elle avait préparée dans le secret. Il est nécessaire que la France soit au moins aussi avancée que la Prusse dans ses préparatifs militaires.

M de Gramont me dit ensuite qu'il allait m'expliquer exactement la position de la question. Le roi de Prusse avait dit la veille au soir à M. Benedetti qu'il avait, en effet, consenti à ce que le prince de Hohenzollern acceptât le trône d'Espagne et que, ayant donné son consentement, il lui était maintenant difficile de le retirer. Sa Majesté avait ajouté, toutefois, qu'elle donnerait une réponse définitive à la France après son entretien.

Ainsi, a fait observer M. de Gramont, deux choses sont claires, c'est que le roi de Prusse est partie consentante à l'acceptation de la Couronne par le prince, et, en second lieu, que la décision du prince à persister dans son acceptation ou à la retirer sera prise de concert avec Sa Majesté. Ainsi donc, dit M. de Gramont, l'affaire est maintenant, sans conteste, une affaire entre la France et le Roi.

Le gouvernement français voudrait, continua M. de Gramont, différer encore un peu, pendant 24 heures par exemple, ces grands et ostensibles préparatifs de guerre, tels que le rappel de la réserve, qui ont pour effet d'enflammer la France. Tous les préparatifs ostensibles doivent cependant être faits sans retard. Les ministres français seraient imprudents s'ils couraient le risque de permettre à la Prusse de gagner du temps par des prétextes dilatoires.

En terminant, M. de Gramont me dit que je pouvais annoncer à Votre Seigneurie que si le prince de Hohenzollern, sur le conseil du roi de Prusse, consentait à retirer son acceptation de la couronne d'Espagne, toute l'affaire serait finie.

M. de Gramont, toutefois, ne me cacha pas d'autre part, que si le prince, après en avoir conféré avec le Roi, persistait à se poser comme candidat au trône d'Espagne, la France déclarerait immédiatement la guerre à la Prusse.

J'envoie ce soir copie de cette dépêche confidentiellement au mi-

nistre de Sa Majesté à Madrid par le courrier de cabinet, capitaine Bagge.

N° 68.

M. LAYARD AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Madrid, le 40 juillet 1870.

J'ai pensé mieux remplir le but des instructions contenues dans votre télégramme du 7 courant en faisant ressortir à Son Altesse, dans des termes aussi énergiques que je me croyais en droit de le faire, l'immense gravité de la situation où se trouve placée l'Espagne, l'anxiété ressentie à ce sujet par le gouvernement de la Reine et le très-ardent désir de Votre Seigneurie que des mesures compatibles avec la dignité de l'Espagne soient trouvées pour abandonner l'intention de proposer la couronne au prince de Hohenzollern, intention qui a si offensé la France et pourrait même amener la guerre.

Dans mes communications avec le général Prim et M. Sagasta j'ai fait de mon mieux, en obéissance à vos instructions, pour ne pas exercer la moindre pression qui pourrait offenser le gouvernement espagnol, et en même temps je ne leur ai pas caché l'inquiétude du gouvernement de Sa Majesté et son désir que le gouvernement espagnol trouve moyen de renoncer au projet Hohenzollern. Les représentations que j'ai faites ont été reçues d'une façon amicale et j'ai toute raison de le croire, n'ont occasionné aucun sentiment d'offense.

N° 69.

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE BENEDETTI, A EMS.

(Télégramme.)

Paris, le 41 juillet 1870, 4 heure du matin.

Vous ne pouvez vous imaginer à quel point l'opinion publique est exaltée. Elle nous déborde de tous côtés, et nous comptons les heures. Il faut absolument insister pour obtenir une réponse du Roi. négative ou affirmative. Il nous la faut pour demain; après-demain serait trop tard.

Le régent d'Espagne, après une conférence, a décidé d'envoyer au prince quelqu'un qui sera autorisé à voir le Roi et même M. de Bismarck pour demander le retrait de la candidature ; ce sera le général Dominguez ou M. Silvela. Vous pouvez vous servir de cette information si vous le jugez nécessaire au succès de vos efforts ; mais il serait b'en préférable pour le gouvernement de devoir le retrait de la candidature à la seule intervention du Roi.

Si vous réussissez, télégraphiez de suite et venez à Paris apporter vous-même les détails de la négociation.

N° 70.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Ems, 44 juillet, 4 h. 30 m. du soir.

Je quitte le Roi. Durant une audience que j'ai prolongée pendant une heure, j'ai invoqué tous les arguments imaginables pour déterminer S. M. à me permettre de vous annoncer qu'elle invitera le prince de Hohenzollern à renoncer à la couronne d'Espagne, sans lui cacher cependant que je considérais ce conseil comme un ordre. Le Roi s'y est refusé, me déclarant qu'il devait laisser à son parent la plus entière liberté après comme avant son acceptation. Restant sur le terrain où il s'est placé, le Roi a prétendu qu'il sortirait du rôle d'abstention qu'il s'est tracé depuis l'origine en déférant à ma demande, et il m'a donné constamment à entendre que l'initiative de la renonciation devait venir du prince Léopold, qui a pris l'initiative de l'acceptation. J'ai combattu cette manière de voir en représentant au Roi nos nécessités intérieures. Je lui ai parlé de la défiance et de l'irritation des esprits en France, de l'obligation où nous sommes de donner publiquement des explications attendues avec impatience, des dangers nouveaux que créait chaque heure de retard, de la gloire qu'il recueillerait personnellement en interposant son autorité pour prévenir de terribles calamités. Sa Majesté a maintenu sa résolution. Après me l'avoir plusieurs fois demandé dans le cours de l'audience, le Roi, avant d'y mettre fin, m'a vivement engagé à vous télégraphier en son nom qu'il croyait recevoir ce soir ou demain une communication du prince Léopold, qui a dû rejoindre son père à Sigmaringen, et qu'il s'empresserait de me donner une réponse définitive. Vous jugerez de l'importance qu'il faut donner à cette déclaration du Roi, et de la mesure dans laquelle il peut nous convenir d'en tenir compte.

Pendant que j'insistais sur la nécessité d'adopter une prompte résolution, il a échappé au Roi de me dire : « Je n'ignore pas les pré-

paratifs qui se font à Paris, et je ne dois pas vous cacher que je prends mes précautions pour ne pas être surpris. » S. M. a cherché ensuite à atténuer la portée de ces paroles.

Je n'ai pas fait usage des informations qui vous sont parvenues de Madrid. Vous savez déjà que le Roi prétend que nous sommes uniquement fondés à demander au gouvernement espagnol de revenir lui-même sur la combinaison qu'il a conçue, et S. M. n'aurait pas manqué de prendre prétexte de ce que je lui aurais dit pour insister dans ce sens.

Votre dernier télégramme est daté de cette nuit à 1 heure.

N° 71.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

Ems, le 11 juillet 1870.

Monsieur le duc, ainsi que je vous l'ai mandé par le télégraphe, je n'ai cessé, depuis la première audience qui m'a été accordée par le Roi, de lui faire représenter qu'il était absolument urgent de ne pas perdre un temps précieux, et de prendre un parti sans plus de retard. Comme je vous l'ai fait savoir également, j'ai eu l'honneur, hier au soir, de rencontrer le Roi, et S. M. m'ayant arrêté pour m'apprendre qu'elle n'avait encore reçu aucune réponse du prince Léopold et m'en exprimer ses regrets, j'ai pris la liberté de lui dire que nous touchions au moment où le gouvernement de l'Empereur ne pourrait plus ajourner les explications qu'il doit aux Chambres, et je lui ai demandé de lui soumettre les nécessités impérieuses de la situation qui nous était faite. Le Roi a daigné me recevoir ce matin, et je viens de vous rendre sommairement compte, dans un télégramme, de l'entretien que j'ai eu avec S. M.

Me conformant à vos directions, je me suis appliqué à obtenir du Roi une résolution qui fût de nature à nous satisfaire pleinement sans autre délai, et je lui ai demandé de m'autoriser à vous annoncer qu'il inviterait le prince de Hohenzollern à renoncer à sa candidature. « Ce prince, ai-je dit, ne pouvant se dispenser de déférer à l'avis du Roi, nous serions dès à présent en mesure de calmer toutes les appréhensions. »

Pour déterminer S. M. à accueillir favorablement le vœu que je lui exprimais, je ne lui ai caché ni les défiances ni l'irritation du sentiment public en France. Je lui ai fait part de l'impatience du Sénat

et du Corps législatif, et de l'obligation où se trouvait le gouvernement de l'Empereur d'y satisfaire, des périls de cet état de choses et des dangers nouveaux que créait chaque jour de retard. Je lui ai répété qu'en prenant elle-même la résolution de dénouer de si graves difficultés, elle acquerrait des droits précieux à la reconnaissance du monde entier.

Le Roi m'a souvent interrompu pour m'opposer les objections qu'il avait déjà fait valoir dans ma précédente audience, et je ne reproduirai ici que ce qu'il importe que je vous en dise aujourd'hui. S. M. a surtout insisté sur le titre auquel elle est intervenue, celui de chef de la famille, titre qui ne saurait engager, à son avis, ni le souverain de la Prusse, ni son gouvernement.

Je ne me suis pas borné cette fois à répliquer que cette qualité ne serait pas comprise. j'ai ajouté qu'elle était inadmissible à tous les points de vue ; que le Roi était le chef de la famille parce qu'il était le souverain, et qu'il devenait dès lors impossible de séparer, dans le cas actuel, ces deux qualités, et que le prince de Hohenzollern lui devait une obéissance absolue, uniquement parce que S. M. réunissait l'une et l'autre en sa personne ; qu'en ne pouvait pas considérer les choses autrement, et qu'il était par conséquent facile de comprendre pourquoi l'avènement du prince Léopold était considéré en France comme la Restauration de l'empire de Charles-Quint.

Le Roi a contesté cette appréciation, prétendant que l'élection du prince Léopold ne créerait aucun lien national entre l'Espagne et la Prusse. Après avoir demandé à S. M. de souffrir que je m'expliquasse en toute franchise et sans aucune réserve, je lui ai répondu que les relations dynastiques qui s'établiraient d'un pays à l'autre suffisaient pour nous imposer le devoir de conjurer une pareille éventualité.

« Est-il constant, ai-je continué, qu'en cas d'un dissentiment entre le gouvernement de Votre Majesté et celui de l'Empereur, nous devrions observer notre frontière des Pyrénées et par conséquent diviser nos forces ? Personne ne le nierait. Notre conduite nous est donc tracée par les exigences de notre propre sécurité, et nous ne saurions, en cette occasion, être exposés au reproche de soulever volontairement un conflit. »

Selon le Roi, j'exagérais la portée d'une combinaison que, pour sa part, il n'avait jamais désirée. Il lui était d'ailleurs impossible, et les termes dans lesquels il s'est exprimé m'ont porté à croire qu'il considère comme incompatible avec sa dignité souveraine de modifier son attitude et d'exiger du prince Léopold qu'il renonce à la couronne d'Espagne, après lui avoir déclaré qu'il ne lui interdisait pas de l'accepter.

Si je ne m'abuse, ce que surtout le Roi ne veut pas, c'est, comme je vous l'ai écrit, d'assumer la responsabilité d'une retraite ou d'une concession qui blesserait le sentiment public en Allemagne, et son intention bien arrêtée est, s'il n'a pas d'autres desseins, de la rejeter tout entière ou de la laisser peser exclusivement sur le prince Léopold et sur son père.

« Au surplus, a repris le Roi, il n'y a pas péril en la demeure, et un jour ou deux jours de retard ne sauraient rien aggraver. Le prince Léopold terminait une excursion en Suisse et en Bavière pendant que le prince son père s'était établi à Sigmaringen, qui n'est sur le parcours d'aucun chemin de fer. Au moment où j'ai reçu les premiers avis de l'émotion qui s'est manifestée en France, le temps a manqué aux deux princes pour se rejoindre, et je n'ai pas eu moi-même celui de connaître leurs dispositions, j'en serai probablement informé ce soir ou demain, et nous pourrons encore aviser d'une manière opportune.

« — Je ne saurais aujourd'hui, ai-je répondu, plus rien dissimuler au Roi. S. M. est certainement instruite du jugement que le public porte en France sur cette affaire. On s'est persuadé que le gouvernement et ses agents ont été trompés, et que le secret qui a été gardé par nous est la preuve manifeste d'un entente conçue et concertée au préjudice de nos plus précieux intérêts. Cette conviction a réveillée des défiances et une irritation qu'il n'est plus possible de contenir. Pour les dissiper, il faut que les ministres de l'Empereur s'expliquent dès à présent : l'attitude des représentants du pays et de la population ne leur permettant pas d'attendre plus longtemps sans s'exposer à des manifestations regrettables, et qu'ils annoncent que le prince Léopold retirera volontairement l'adhésion qu'il a donnée aux ouvertures du cabinet de Madrid. »

Ne dissimulant pas l'impression que mes paroles produisaient sur son esprit, le Roi m'a fait observer que notre insistance, quand il ne réclamait plus qu'un délai très-court pour s'assurer des intentions des deux princes de Hohenzollern, pouvait lui faire penser que nous avions l'intention de provoquer un conflit. J'ai protesté contre cette supposition, et j'ai ajouté que j'offrais au Roi le moyen de s'assurer de nos véritables sentiments, en sollicitant S. M. de nous garantir la renonciation du prince de Hohenzollern. C'est à ce moment que le Roi, comme vous l'aura appris mon télégramme, m'a dit : « Je n'ignore pas les préparatifs qui se font à Paris, et je ne dois pas vous cacher que je prends moi-même mes précautions pour ne pas être surpris. »

S. M. a essayé plus tard d'atténuer la gravité de ces paroles en cherchant à me prouver qu'elle avait encore une entière confiance

dans la paix. « Elle ne sera pas troublée, a dit le Roi, si l'on veut attendre à Paris que je sois en mesure d'y contribuer utilement, en me laissant le temps qui m'est nécessaire. » J'ai répondu que nous n'étions plus nous-mêmes en situation de remettre les éclaircissements que le pays tout entier nous demandait et que nous ne pouvions lui annoncer, sans offenser le sentiment public et sans susciter les plus légitimes récriminations, que le prince Léopold est en voyage, et que le Roi attend son retour pour prendre un parti. « Votre Majesté peut tout prévenir, tout concilier, en me permettant de faire savoir au gouvernement de l'Empereur qu'il ne sera donné aucune suite à l'acceptation envoyée par le prince à Madrid. Je la conjure encore une fois de m'y autoriser. »

Le Roi m'a répété qu'il ne pouvait céder à mon désir, et il s'est de nouveau retranché derrière les considérations qu'il avait déjà invoquées. S. M. a tenu à m'expliquer l'absence du prince Léopold, et m'a appris qu'au moment où il a adhéré aux pressantes sollicitations du maréchal Prim, il avait été entendu que les Cortès seraient convoquées après un délai de trois mois, et que la combinaison serait seulement rendue publique à l'ouverture de l'Assemblée. Le prince Léopold croyait donc qu'il pouvait s'éloigner sans inconvénient, ne prévoyant pas que le maréchal Prim informerait prématurément notre ambassadeur à Madrid de l'arrangement qu'on venait de conclure.

En faisant remarquer au Roi que tous ces détails n'étaient certes pas de nature à apaiser l'effervescence du public en France, s'ils lui étaient révélés, et que je ne pouvais y voir qu'un motif de plus pour mettre fin, par son intervention personnelle, à ce triste incident, j'ai tenté un dernier effort pour obtenir l'assentiment de S. M. à ma proposition. Vous savez que je l'ai essayé en vain.

Le roi m'a répondu en me demandant de nouveau, et en y mettant une véritable insistance, de vous télégraphier en son nom, sans perdre un instant, qu'il croyait recevoir ce soir ou demain une communication du prince Léopold, qui doit être arrivé auprès de son père à Sigmaringen et qu'il s'empresserait de me donner une réponse définitive. Je copie mon télégramme, parce que j'ai reproduit, en vous l'expédiant, les termes dont le Roi s'est servi.

Le temps me presse, et je ne puis rien ajouter à ce rapport. Je n'aurais, du reste, à vous soumettre que des considérations qui se présenteront d'elles-mêmes à votre esprit. J'attendrai vos ordres.

Veuillez, etc.

Signé : BENEDETTI.

N° 72.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT

(Télégramme.)

Ems, ce 11 juillet 1870, deux heures et demie soir.

M. de Werther m'annonce qu'il part aujourd'hui même pour Paris. J'ai quelque raison de penser que cette résolution a été prise immédiatement après l'audience que le Roi m'a accordée. L'ambassadeur arrivera demain matin, et s'empressera de vous demander une entrevue. J'ai cru comprendre, d'après ce qu'il m'a dit, qu'il n'a d'autre mission que de chercher à vous démontrer la sincérité des sentiments du Roi, et du désir de S. M. d'arriver à une solution pacifique, sans toutefois faire personnellement une concession qu'il juge incompatible avec sa dignité, ou, en d'autres termes, en laissant peser uniquement sur le prince de Hohenzollern la responsabilité de sa renonciation.

N° 73.

EXTRAIT DE LA SÉANCE DU CORPS LÉGISLATIF DU 11 JUILLET 1870.

La parole est à M. le Ministre des Affaires étrangères. (Mouvement général d'attention.)

Le duc de Gramont, ministre des Affaires étrangères. — Messieurs, le Gouvernement comprend l'impatience de la Chambre et du pays. Il partage ses préoccupations, mais il lui est impossible de porter à sa connaissance un résultat définitif. Il attend la réponse dont dépendent ses résolutions. (Mouvement divers.)

M. Emmanuel Arago. — Je demande la parole.

M. le Ministre. Tous les Cabinets auxquels nous nous sommes

adressés paraissent admettre la légitimité de nos griefs. J'espère être très-prochainement en mesure d'éclairer la Chambre; mais aujourd'hui, je fais appel à son patriotisme et au sens politique de chacun de ses membres pour les prier de se contenter, pour le moment, de ces informations incomplètes. (Vives et nombreuses marques d'approbation.)

M. le président Schneider. — L'incident est clos.

M. Emmanuel Arago. — J'avais demandé la parole. (Exclamations.)

M. le président Schneider. — L'incident est clos. (Oui, oui.) Et je vous prierai de vouloir bien ajourner ce que vous avez à dire. (Oui, oui ! Très-bien, très-bien !)

M. Emmanuel Arago. — J'ai une question à adresser à M. le Ministre des Affaires étrangères.

M. le Ministre des Affaires étrangères. — Vous ne m'avez pas prévenu.

M. Emmanuel Arago. — Très-désireux, aussi désireux que personne d'une solution qui assurerait la paix européenne, je demande à M. le Ministre des Affaires étrangères si les questions adressées à la Prusse n'ont trait qu'à l'incident spécial (bruyantes exclamations), qu'à l'offre faite par M. le général Prim à ce prince prussien, qu'à l'acceptation éventuelle de la couronne d'Espagne par le prince Léopold de Hohenzollern.

S'il en est ainsi, je crois que l'on doit espérer une réponse satisfaisante, une assurance de paix (rumeurs); mais si les questions sont complexes et de nature à soulever d'autres discussions que l'incident Hohenzollern, nous serions malheureusement obligés de les considérer comme offrant d'autres prétextes à une déclaration de guerre. (Vives protestations sur un très-grand nombre de bancs, — interruptions diverses.)

M. Belmontet. — On voit bien que vous avez été ambassadeur à Berlin. (Bruits.)

M. Guyot Montpayroux. — Ce ne sont pas des prétextes; ce sont des causes légitimes, et trop légitimes.

M. le Ministre des Affaires étrangères se lève pour parler.

Sur un grand nombre de bancs. — Non ! non ! ne répondez pas !

M. le président Schneider. — L'incident est clos.

M. Emmanuel Arago. — On tirera du silence de M. le Ministre telle conséquence que de raison. (Vives rumeurs.)

N^o 74.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMMONT.

(Particulière.)

Ems, le 41 juillet 1870, 3 h. du soir.

Mon cher ministre,

M. Daru est arrivé il y a à peine une heure. Je vous expédie M. de Bourqueney. Il vous apporte la copie des deux télégrammes que je vous ai expédiés aujourd'hui, et une dépêche dans laquelle je vous rends compte de mon audience de ce matin. Vous le voyez, je ne ménage ni mon temps ni mes forces, et me désole de ne point réussir. Vous voulez une réponse immédiate et nette; le Roi persiste, malgré tous mes efforts, à me déclarer qu'il ne peut ni ne veut prendre sur lui de donner au prince de Hohenzollern l'ordre de retirer la parole qu'il a envoyée au gouvernement espagnol.

S. M. me laisse deviner, et elle me fait donner à entendre par son entourage, ainsi que vous le répétera M. de Werther, que le prince doit renoncer spontanément à la couronne qui lui a été offerte, et que le Roi n'hésitera pas à approuver sa résolution. Il me dit de plus que la communication du prince ne peut tarder à lui parvenir, qu'il devrait la recevoir demain; mais il se refuse absolument à me donner l'autorisation de vous faire savoir, dès à présent, ce qui équivaudrait à une garantie ou à un engagement, que le prince retirera sa candidature.

J'espère que vous me direz par le télégramme, ce soir ou demain, ce que je dois faire. Si je ne reçois aucun avis, je retournerai demain chez le Roi, et je livrerai ma dernière bataille. Vous verrez, par le langage que je lui ai tenu ce matin, que je ne mesure plus mes observations, en mesurant toujours mes paroles et mon attitude.

Je réclame toute votre indulgence pour ma dépêche. J'ai quitté le Roi à une heure; j'ai dû chiffrer mes télégrammes, et chaque page de ma dépêche a été expédiée dès que je l'avais rédigée. J'ai dû me hâter, et employer tous mes jeunes gens à la fois, pour ne pas manquer le départ du train....

Veuillez, etc.

Signé : BENEDETTI.

N^o 75.

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE BENEDETTI.

(Télégramme.)

Paris, 11 juillet 1870, 6 h. 50 soir.

J'ai reçu votre premier rapport du 9 et votre lettre particulière, Au point où nous en sommes, je ne dois pas vous laisser ignorer que votre langage ne répond plus, comme fermeté, à la position prise par le Gouvernement de l'Empereur. Il faut aujourd'hui l'accentuer davantage. Nous ne pouvons pas admettre la distinction entre le Roi et son Gouvernement qui vous a été exposée. Nous demandons que le Roi défende au prince de Hohenzollern de persister dans sa candidature; et si nous n'avons pas une réponse décisive demain, nous considérerons le silence ou l'ambiguïté comme un refus de faire ce que nous demandons, »

N^o 76.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Ems, le 11 juillet 1870, 7 heures du soir.

M. Daru est arrivé. Je vous expédie M. de Bourqueney avec la copie de mes deux télégrammes et un rapport sur mon audience de ce matin. Il arrivera avec M. de Werther.

Il devenait, pour moi, de plus en plus évident que le Roi désirait combiner les choses de manière à dégager, aussi bien devant l'opinion publique en Allemagne que vis-à-vis de la France et des autres Puissances, sa responsabilité personnelle; qu'il voulait, dans ce but, laisser au prince de Hohenzollern l'initiative de son désistement, comme il prétendait lui avoir laissé l'initiative de son acceptation. Je l'ai dit dans ma dépêche et dans mes télégrammes. Par mes pressantes instances, j'avais obtenu d'ailleurs des explications qui me plaçaient dans l'alternative de déférer au vœu du Roi et d'attendre le court délai qu'il demandait pour me donner une réponse définitive, ou de rompre la négociation et de ne plus laisser aucune chance ouverte au maintien de la paix. J'ai pris le premier de ces deux partis, et j'ai demandé des ordres. Le gouvernement de l'Empereur a approuvé ma résolution et mon langage.

Signé : BENEDETTI.

N^o 77.

LE COMTE DE BEUST AU PRINCE DE METTERNICH, A PARIS.

Vienne, le 11 juillet 1870.

Votre expédition du 8 de ce mois nous dépeint la situation sous des couleurs assez alarmantes. Nous ne pouvons pas prétendre à nous ériger en juges des intérêts qui se trouvent engagés dans la question de la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne. Le seul sentiment qui nous anime en cette occasion, c'est le désir de contribuer au maintien de la paix. Nul autre intérêt ne peut guider notre politique, mais celui-ci est assez fort pour nous induire à prendre une part active dans les efforts qui vont être tentés de divers côtés pour empêcher la complication actuelle de prendre des proportions déplorables.

Dès que Votre Altesse nous a fait connaître le désir du duc de Gramont de nous voir agir à Berlin dans le sens de la conciliation; nous nous sommes empressés d'envoyer au baron de Münch les instructions que j'ai communiquées à Votre Altesse par ma dépêche du 9 de ce mois.

Mon télégramme du 7 au comte de Dubsky, dont Votre Altesse connaît également le texte, le charge de signaler de son côté au Gouvernement espagnol les conséquences dangereuses d'un choix capable de froisser les susceptibilités nationales en France, et de faire une question européenne d'une affaire qui devrait être menée de manière à ne concerner que l'Espagne seule.

Nous n'avons pas hésité ainsi à plaider la cause de la paix en cherchant à écarter un incident dont le Gouvernement français s'émeut non sans raison. Aussi, quand M. le marquis de Cazaux est venu avant-hier me donner lecture d'une dépêche dans laquelle M. le duc de Gramont exprime le vœu de voir notre action diplomatique seconder les vues du Gouvernement français, j'ai pu répondre au Chargé d'affaires de France que j'avais déjà agi dans le sens indiqué.

Nous savons que le Gouvernement anglais a tenu à Berlin un langage à peu près semblable au nôtre, et nous sommes persuadés que les autres Cabinets ne tarderont pas à suivre cet exemple, s'ils ne l'ont pas déjà imité.

Nous ne doutons pas que la voix unanime de l'Europe ne se fasse entendre en faveur du maintien de la paix, et il nous paraît évident que le retrait de la candidature du prince de Hohenzollern, qui n'a

point été encore l'objet d'une manifestation imposante de la nation espagnole et qui ne répond à aucune exigence sérieuse de la situation, serait la solution la plus simple de la difficulté qui préoccupe aujourd'hui à juste titre toute l'Europe. Cette solution ne compromet aucun intérêt et n'implique aucun sacrifice, pas même celui de la dignité personnelle du Prince qui, en renonçant à sa candidature à peine proclamée, donnerait un noble exemple d'abnégation dont la valeur serait partout appréciée.

Il me semble impossible que ces considérations ne pèsent pas d'un grand poids dans les déterminations décisives qui vont être prises tant à Berlin qu'à Madrid. Nous avons surtout assez de confiance dans la sagesse du Gouvernement prussien pour croire qu'il n'hésitera pas à donner à l'Europe, dans une aussi grave circonstance, un gage éclatant de ses sentiments de conciliation, non-seulement en déclarant qu'il est étranger à ce qui se passe en Espagne, mais en usant de toute son influence pour faire retirer la candidature posée à Madrid d'une manière aussi inopinée qu'inopportune.

D'un autre côté, nous aimons à croire que la France, tout en se montrant jalouse de veiller à sa dignité, s'abstiendra d'augmenter par son attitude les dangers de la situation. Nous comprenons que le Gouvernement français insiste pour qu'il soit tenu compte des intérêts évidents qu'il doit défendre dans cette occasion, mais la modération ne nuira pas à la fermeté de son langage et ne fera que lui acquérir de nouveaux titres aux sympathies des Puissances qui tiennent à ce que le repos public ne soit pas troublé par des combinaisons imprévues.

Veuillez régler votre langage sur ces indications et recevez, etc.

Signé : BEUST.

N° 78.

EXTRAIT DU MONITEUR BELGE.

Bruxelles, le 11 juillet 1870.

Une Agence télégraphique étrangère annonce que le Gouvernement belge a répondu favorablement à la notification que l'Espagne lui a faite de la candidature du prince de Hohenzollern.

Cette allégation est de tout point inexacte. Le Gouvernement belge n'avait à faire et n'a fait aucune réponse à la communication qu'il a reçue, comme les autres Gouvernements, du cabinet de Madrid.

N° 79.

LE VICE-AMIRAL HARRIS AU COMTE DE GRANVILLE.

La Haye, le 14 juillet 1870.

Mylord, M. Asquerino, le ministre d'Espagne, accrédité auprès des cours de Bruxelles et de La Haye, est arrivé ici avant hier venant de Bruxelles.

Le Ministre des Affaires étrangères m'a informé ce matin que M. Asquerino avait reçu ordre de son gouvernement de lui faire savoir qu'il était entré en négociation avec le prince Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen en vue de son élection au trône d'Espagne, qu'une proposition à cet effet serait prochainement soumise aux Cortès, et que le résultat en serait porté à la connaissance des Pays-Bas.

M. Roest van Limburg observa que ce choix lui paraissait très-inacceptable pour le Gouvernement français.

M. Asquerino répondit que, toute regrettable que fût la chose, de si nombreux obstacles avaient été opposés aux propositions semblables qui avaient été faites antérieurement, que le cabinet de Madrid s'était cru obligé d'adopter cette ligne de conduite.

Je me bornai à exprimer le vif désir que la guerre serait évitée.

Je suis, etc.

Signé : E.-A.-S. HARRIS.

N° 80.

M. LAYARD AU COMTE DE GRANVILLE.

Madrid, le 11 juillet 1870.

Mylord, mon collègue d'Italie m'apprend qu'il a reçu des instructions de son gouvernement pour insister de toutes ses forces auprès du Gouvernement espagnol, afin d'éviter d'amener une rupture avec la France et d'arriver à quelque arrangement pour retirer la candidature du prince de Hohenzollern. M. Cerruti m'a dit qu'il avait vu M. Sagasta et qu'il avait rencontré chez Son Excellence les meilleures dispositions pour accepter le conseil des Puissances amies de l'Espa-

gne, et éviter toute cause d'offense à la France; mais malheureusement par suite, a dit Son Excellence, de la marche suivie par le Gouvernement français, il était difficile de savoir de quelle façon agir. Si l'on avait du temps devant soi, il était persuadé qu'on arriverait à quelque arrangement satisfaisant.

J'ai vu depuis M. Sagasta qui m'a confirmé ce que M. Cerruti m'avait dit et qui m'a assuré que la dernière chose que l'Espagne pourrait désirer serait une rupture avec la France.

Son Excellence a parlé avec indignation des articles de la presse française au sujet des motifs attribués au général Prim et du ministère espagnol dans le choix du prince de Hohenzollern pour candidat au trône d'Espagne. Il me pria d'informer sans retard Votre Seigneurie de la part du Gouvernement espagnol qu'il repoussait de la façon la plus formelle l'intention qu'on lui prêtait de faire alliance avec la Prusse, d'adopter la politique de M. de Bismarck, ou de faire offense à la France en décidant de proposer le prince aux Cortès.

Samedi soir, le général Prim, invité à assister à une réunion du parti libéral, qui était très-nombreuse a prononcé un discours plein de tact et de modération, qui a produit l'effet le plus favorable. En effet, de tous les côtés n'apparaît qu'un vif désir de suivre une politique conciliatrice à l'égard de la France; et quoique quelques-uns des journaux accueillent en termes assez vifs le langage menaçant des chambres et de la presse françaises, après tout le ton général de la presse espagnole est, dans les circonstances, relativement modéré.

J'ai, etc.

Signé : LAYARD.

N° 81.

SIR A. BUCHANAN AU COMTE DE GRANVILLE.

Saint-Petersbourg, le 11 juillet 1870.

Mylord, j'ai fait part ce matin à M. de Westmann du contenu du télégramme de Votre Seigneurie, en date d'hier, au sujet du différend entre la France et la Prusse pour la candidature du prince Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne; Son Excellence a pris note du renseignement que je lui est donné afin de le communiquer à l'Empereur.

Son Excellence m'a dit que des conseils sérieux avaient été déjà

donnés de Saint-Petersbourg au Gouvernement prussien pour lui recommander d'agir avec prudence et modération, et de ne pas se laisser influencer par des sentiments d'irritation par suite du langage du Gouvernement et de la presse en France. M. de Wesmann espère que, si le roi de Prusse déclarait solennellement qu'il n'a pris aucune part quelconque au choix du prince Léopold ou à son acceptation aux ouvertures qui lui ont été faites, le Gouvernement français reconnaîtrait qu'il n'a aucun motif pour faire la guerre à la Prusse. Je répondis que si le Roi faisait un pas en avant, et exprimait sa désapprobation de l'acceptation par le prince Léopold de son acceptation au trône d'Espagne, ce qui pourrait survenir ensuite ne saurait alors devenir un grief contre la Prusse. Mais M. de Westmann dit que, si la France était déterminée à se venger par une guerre contre la Prusse de l'accession d'un prince de Hohenzollern à la couronne d'Espagne, elle pourrait malheureusement trouver un prétexte pour le faire, en mettant le Gouvernement prussien en demeure d'exécuter les stipulations du traité de Prague en ce qui concerne le Schleswig.

L'ambassadeur de France qui en a causé avec l'Empereur, et qui doit le voir demain de nouveau, espère que Sa Majesté pressera le Roi de Prusse d'user de sa légitime influence sur le prince de Hohenzollern pour le décider à retirer son acceptation, et il croit que si son Altesse royale se refusait de se rendre au désir bien manifesté ou à l'ordre du roi, l'avis exprimé à Madrid par la Prusse, de concert avec d'autres puissances contre une pareille élection, empêcherait cette éventualité.

J'ai, etc.

Signé : A. BUCHANAN.

N° 82.

LORD BLOOMFIELD AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Vienne, le 44 juillet 1870.

A la réception du télégramme de Votre Seigneurie, en date d'hier, m'informant de la ligne de conduite adoptée par le Gouvernement de Sa Majesté à l'égard du différend entre la France, la Prusse et l'Espagne, je me suis rendu cette après-midi chez le comte de Beust qui m'a dit avoir déjà reçu à ce sujet des nouvelles du comte Apponyi, et qu'il sentait que dans les circonstances actuelles, le Gouvernement

de la Reine ne pouvait faire plus qu'il n'avait fait. Il m'a dit qu'il n'avait pas reçu un mot encourageant de Paris, que de Berlin il ne savait absolument rien; les retards et l'ironie avec laquelle les journaux prussiens traitaient cette affaire avaient seulement tendu à augmenter l'irritation à Paris; que le prince de Metternich semblait craindre le pire résultat, et que lui (M. de Beust) ne pouvait me cacher, que si le roi de Prusse refusait de désavouer la candidature du prince Léopold de Hohenzollern, il ne voyait aucune chance d'arriver à un compromis entre les deux Puissances; à ce moment tout paraissait sombre et désespéré. Il regrettait d'être obligé de dire, que malgré les louables efforts des autres Puissances pour empêcher une rupture, il n'y avait pour le moment aucune apparence que ces efforts eussent chance d'être couronnés de succès.

N° 83.

LE COMTE DE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

Ems, le 12 juillet, 8 heures et demie matin.

J'ai reçu votre dépêche d'hier soir six heures cinquante.

J'avais compris moi-même qu'au point où en sont venues les choses, je devais tenir un langage plus ferme et me montrer plus pressant. C'est ce que j'ai fait hier, comme vous le verrez par le rapport que vous recevrez ce matin. Vous serez sans doute d'avis que je ne pouvais accentuer mes paroles plus vivement sans nuire à l'objet même de ma mission.

Signé : BENEDETTI.

N° 84.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

Ems, le 12 juillet 1870.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la nuit dernière la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser hier, à six heures cinquante du soir. En m'accusant réception de mon rapport du 9, Votre Excellence me fait remarquer

qu'au point où nous en sommes, le langage que j'ai tenu au Roi dans ma première audience ne répond plus, comme fermeté, à la position prise par le Gouvernement de l'Empereur, et vous m'invitez à l'accroître d'avantage. J'avais pressenti vos ordres et je m'y suis conformé d'avance. Ainsi que je vous l'ai mandé par le télégraphe, j'avais, dès avant-hier, dit clairement au Roi que nous ne pouvions subir de plus longs retards, et vous verrez par la dépêche qui a dû vous parvenir ce matin, et dans laquelle je vous rends compte de la nouvelle audience qui m'a été accordée par S. M., que j'ai exactement précisé l'objet de nos demandes et nettement relevé ses objections. Je n'ai admis à aucun degré, et j'ai même vivement combattu la distinction qu'il a maintenue entre le souverain et le chef de la famille de Hohenzollern; j'ai mis une insistance énergique, sans sortir des limites qui m'étaient tracées par les convenances, pour lui représenter qu'il était en son pouvoir de prendre une résolution immédiate et de nous en donner connaissance sans autre ajournement; j'ai fermement décliné les observations qu'il a fait valoir pour justifier le nouveau délai qu'il réclamait, sans lui cacher qu'elles seraient considérées, si elles étaient publiées, comme une offense faite aux légitimes susceptibilités du sentiment public en France. Je crois donc avoir observé la juste mesure qui m'était commandée par l'objet même de ma mission, en m'exprimant à mon arrivée en termes propres à témoigner de nos dispositions conciliantes, et en graduant le ton de mon langage d'après les résistances qui m'étaient opposées. En agissant ainsi, je n'ai pas seulement donné un gage manifeste de notre modération et conservé au Gouvernement de l'Empereur les avantages que lui assure la conduite déloyale tenue à Berlin et à Madrid, j'ai pu en outre compléter l'instruction de l'affaire et recueillir des informations et des aveux qui mettent en pleine lumière des procédés que les exigences de notre honneur et de nos plus précieux intérêts ne nous permettent pas de tolérer. Si en arrivant à Ems, j'avais en quelque sorte posé un ultimatum au Roi, j'aurais fait croire à S. M. que nous voulions la guerre à tout prix, et dès lors j'aurais vainement cherché à obtenir les éclaircissements qui m'ont été donnés, et qui nous autorisent pleinement, nous obligent même à garder l'attitude que nous avons prise.

Veuillez, etc.

Signé : BENEDETTI.

N° 85.

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE BENEDETTI, A EMS.

(Télégramme.)

Paris, le 12 juillet 1870, 2 heures 15 du soir.

Vous nous dites dans votre dépêche que le Roi réclame avec une extrême vivacité un délai bien court pour connaître les intentions du prince de Hohenzollern, et qu'il s'empresserait, dès qu'il les connaîtrait, de nous donner une réponse définitive. Il a ajouté qu'il verrait dans notre refus le désir de provoquer un conflit. Notre dessein n'a jamais été de provoquer un conflit, mais de défendre l'intérêt légitime de la France dans une question que nous n'avons pas soulevée. Aussi, tout en contestant la justesse des raisonnements du Roi et en maintenant très-énergiquement nos prétentions, nous ne pouvons refuser au Roi de Prusse le délai qu'il nous demande, mais nous espérons que ce délai ne s'étendra pas au-delà d'un jour. Nous approuvons le langage que vous avez tenu en dernier lieu.

N° 86.

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE BENEDETTI A EMS.

(Très-confidentiel.)

Paris, le 12 juillet 1870, 2 heures 15 du soir.

Employez toute votre habileté à constater que la renonciation du prince de Hohenzollern vous est *annoncée, communiquée ou transmise par le roi de Prusse* ou son gouvernement. C'est pour nous de la plus haute importance. La participation du Roi doit à tout prix être consentie par lui ou résulter des faits d'une manière suffisante.

N° 87.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Ems, le 42 juillet 1870, 6 heures du soir.

Le Roi vient de me dire qu'il avait reçu une dépêche télégraphique qui lui annonçait que la réponse du prince de Hohenzollern lui parviendrait indubitablement demain matin. Il a ajouté qu'il me fera demander dès qu'elle sera entre ses mains.

M. de Bismarck est attendu demain à Ems. Si tel est votre avis, je vous prie de m'autoriser à partir immédiatement dans le cas où la communication que le Roi me fera demain ne serait pas entièrement satisfaisante. Après ce que vous m'avez mandé, je ne voudrais plus accepter aucun délai, à moins que vous ne m'en donniez l'ordre. Je prie instamment Votre Excellence de me faire connaître une dernière fois ses intentions, dès qu'elle aura reçu le présent télégramme.

Je reçois à l'instant votre dépêche de deux heures quinze du soir.

N° 88.

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE DE BENEDETTI, A EMS.

Paris, le 42 juillet 1870, 7 heures du soir

Nous avons reçu, dès maintenant, de l'ambassadeur d'Espagne la renonciation du prince Antoine, au nom de son fils Léopold, à sa candidature au trône d'Espagne. Pour que cette renonciation du prince Antoine produise tout son effet, il paraît nécessaire que le Roi de Prusse s'y associe, et nous donne l'assurance qu'il n'autoriserait pas de nouveau cette candidature.

Veuillez vous rendre immédiatement auprès du Roi pour lui demander cette déclaration, qu'il ne saurait refuser, s'il n'est véritablement animé d'aucune arrière pensée. Malgré la renonciation, qui est maintenant connue, l'animation des esprits est telle que nous ne savons pas si nous pourrions la dominer.

Faites de ce télégramme une paraphrase que vous pourrez communiquer au Roi. Répondez-moi le plus promptement possible.

N° 89.

LE BARON DE WERTHER AU ROI DE PRUSSE, A EMS.

Paris, le 12 juillet 1870.

Je suis arrivé à Paris ce matin, à dix heures passées, accompagné d'un courrier du comte Benedetti, le baron de Bourqueney. M. le duc de Gramont m'a envoyé immédiatement son chef de cabinet, le comte de Faverney, pour me faire demander si je pourrais aller voir aujourd'hui le ministre. Je répondis aussitôt que j'étais prêt à le faire, et je fus reçu par le duc de Gramont avec l'affabilité accoutumée et telle qu'on doit l'attendre de deux anciennes connaissances. Avant de rapporter notre entretien, je ferai remarquer qu'il fut interrompu par l'arrivée de l'ambassadeur d'Espagne, qui avait à faire une communication officielle. Cette communication consistait en un télégramme du prince Antoine de Hohenzollern (le père), où il déclarait que son fils, le prince héritier, en présence des complications que présentait sa candidature, renonçait au trône d'Espagne, et en avait fait parvenir directement avis au maréchal Prim.

Notre entretien, engagé par le duc de Gramont, roula principalement sur l'objet soulevé par M. Benedetti, savoir : que Sa Majesté Royale, par l'autorisation accordée à la candidature Hohenzollern, sans s'en être en aucune façon entendue préalablement avec le Gouvernement impérial français, ne s'était pas rendue compte qu'elle avait en cela blessé la France.

Il me demanda s'il en était effectivement ainsi. Je lui répliquai que Sa Majesté Royale n'eût pas pu refuser formellement cette autorisation, du moment que le prince de Hohenzollern se sentait disposé à accepter la couronne qui lui était offerte, et que, eu égard aux relations de famille du Prince avec l'Empereur, Sa Majesté n'eût pas pu croire que cette candidature fut mal accueillie en France.

Le duc de Gramont me cita les exemples du duc de Nemours pour le trône de Belgique, et du Prince Alfred pour le trône de Grèce, comme des cas où une pareille autorisation avait été refusée. Je repoussai l'analogie avec le cas présent.

Le duc de Gramont continua en me disant que la France, comme la plus proche voisine de l'Espagne, devait avoir un intérêt à l'occupation du trône de ce dernier pays. Le secret qui avait été gardé sur les négociations de la candidature Hohenzollern n'avait pu que blesser beaucoup ici, et cela d'autant plus que la cour des Tuileries avait constamment montré les plus grands égards pour notre Gouvernement

dans toutes les questions politiques. Cette conduite avait profondément blessé les esprits de France, et l'on en trouvait l'expression, dans le sentiment de la Chambre, laquelle était malheureusement réunie en ce moment, ce qui aggravait la question.

Le duc de Gramont ajouta qu'il considérait la renonciation du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne comme une chose secondaire, car le Gouvernement français n'aurait jamais permis son installation, mais il craignait qu'il ne subsistât, par le fait de notre conduite, une mésintelligence permanente entre nos deux pays. Ce germe devait être détruit, et il fallait se placer à ce point de vue que, dans notre conduite envers la France, nous n'avions pas employé des procédés amicaux, ainsi que cela avait été reconnu à sa connaissance par toutes les grandes Puissances,

A parler sincèrement, il ne voulait pas la guerre, mais des rapports bons et amicaux avec la Prusse, et il me savait viser au même but; nous devons donc rechercher ensemble s'il y avait un moyen d'exercer de ce côté une influence d'apaisement, et il s'en remettait à mon appréciation sur la question de savoir si le véritable expédient ne serait pas une lettre du Roi à l'Empereur. Il en appelait au cœur chevaleresque de Sa Majesté Royale, qui accorderait son juste consentement.

Il ne s'agirait que de dire dans cette lettre que Sa Majesté Royale, en daignant autoriser le prince Léopold de Hohenzollern à accepter la couronne d'Espagne, n'avait pas cru heurter les intérêts ni la dignité de la nation française; que le Roi s'associait à la renonciation du prince de Hohenzollern, et qu'il le faisait avec le désir et l'espoir de voir disparaître dès lors tout sujet de dissentiment entre nos deux gouvernements. Telles étaient les paroles destinées à être livrées à la publicité, pour amener l'apaisement du sentiment du pays, que devait contenir cette lettre; mais il ne devait pas y être question, observa M. de Gramont, des relations de parenté avec l'Empereur. Cet argument blessait ici d'une façon particulière.

J'ai fait observer au duc de Gramont qu'une pareille démarche serait rendue extrêmement difficile par les explications données par lui, le 6 de ce mois, à la Chambre des députés; elles contenaient des déclarations qui avaient dû froisser profondément Sa Majesté le Roi; le duc de Gramont voulut combattre cette objection, en me faisant remarquer que la Prusse n'avait nullement été nommée, et que son discours avait été indispensable en ce moment pour calmer la surexcitation de la Chambre. En cet instant, le ministre de la justice, M. Emile Ollivier, intervint dans notre entretien, dont le duc de Gramont lui fit connaître le sujet. M. Émile Ollivier soutint, d'une façon pressante, la nécessité salubre d'agir dans l'intérêt de la paix,

et me pria instamment de soumettre à Sa Majesté le Roi l'idée d'une lettre dans ce sens. Tous deux me dirent que si je ne croyais pas pouvoir l'entreprendre, ils se verraient obligés de charger le comte Benedetti de soulever cette question. Les deux ministres, en faisant ressortir qu'ils avaient besoin d'un arrangement de ce genre pour calmer l'émotion des esprits, eu égard à leur situation ministérielle, ajoutèrent qu'une telle lettre les autoriserait à se porter défenseurs contre les attaques qui ne manqueraient pas de surgir contre Sa Majesté le Roi.

Tous deux me firent remarquer finalement qu'ils ne pouvaient me dissimuler que notre conduite dans l'affaire hispano-Hohenzollern avait beaucoup plus surexcité la nation française qu'elle n'avait occupé l'Empereur.

Dans notre conversation, le duc de Gramont émit cette remarque, qu'il croyait que le prince de Hohenzollern avait renoncé sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi; je contredis cette opinion et je déclarai la renonciation comme émanant certainement de la propre initiative du prince de Hohenzollern.

Dans leur vif désir de hâter les choses, les deux ministres désiraient que je communiquasse cet entretien par voie télégraphique, mais je ne le jugeai point nécessaire.

Signé : WERTHER.

N° 90.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Paris, le 42 juillet 1870.

J'ai eu l'honneur de recevoir hier soir le télégramme, en date du 10 courant, 6 heures 45, dans lequel vous m'informez que vous aviez fait part au marquis de La Valette de la nature des nouvelles que vous aviez reçues du ministre de Sa Majesté à Madrid, et que vous aviez fait remarquer à Son Excellence que ces nouvelles rendaient encore plus nécessaire pour le Gouvernement français de ne pas adopter des mesures précipitées et irrévocables.

J'ai parlé cette après-midi dans ce sens au duc de Gramont. Je lui ai fait observer que les renseignements venus d'Espagne et de divers côtés donnaient certainement raison d'espérer que des moyens pacifiques seraient trouvés pour mettre définitivement fin à la candidature

du prince de Hohenzollern, et j'ajoutai que dans ce cas il serait déplorable que la France entamât une guerre dont la cause pouvait être éloignée avec un peu de patience.

M. de Gramont me dit que déjà les députés et le public reprochaient au ministère français ses lenteurs et son manque d'énergie; qu'un plus long délai ne pourrait que certainement nuire à sa position, et qu'il y avait des considérations militaires qui exigeaient une action immédiate. Le Gouvernement s'était néanmoins décidé à faire un nouveau sacrifice à la cause de la paix. Aucune réponse ne lui était encore parvenue de la part du Roi de Prusse, mais il attendrait encore un jour de plus. M. de Gramont était sur le point de partir pour le Corps législatif dans le but de lui annoncer que le Gouvernement était encore dans l'attente de la réponse dont sa décision dépendait. Cette annonce ne manquerait pas d'occasionner un désappointement général et le ministère deviendrait un des plus impopulaires de tous ceux qui avaient existé en France.

Je fis observer à M. de Gramont que cette impopularité ne serait que de peu de durée, et que le meilleur titre du ministère à l'estime publique serait d'arriver à une solution de la question, sans effusion de sang, à l'honneur et à l'avantage de la France.

Il est très-vrai que le pays est excessivement impatient, et que plus le temps marche plus le parti de la guerre devient plus exigeant. Il a, en effet, déjà proclamé que le règlement de la question Hohenzollern n'était plus suffisante et que la France doit exiger une satisfaction au sujet du traité de Prague.

N° 91.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait)

Paris, le 12 juillet 1870.

Je n'ai que le temps de rendre compte brièvement à Votre Seigneurie d'une entrevue que je viens d'avoir avec le duc de Gramont.

Le duc m'a dit que la réponse du Roi de Prusse n'était ni courtoise ni satisfaisante. Sa Majesté affirmait n'être pour rien dans l'offre faite au prince Léopold de la couronne d'Espagne, et elle refusait de conseiller au prince d'abandonner sa candidature. D'autre part, le père du prince Léopold avait formellement déclaré, au nom de son fils, que celui-ci avait retiré son acceptation. En fait, le prince avait en-

voyé une copie d'un télégramme adressé par lui au maréchal Prim, et déclarant que la candidature de son fils était retirée.

M. de Gramont me dit que cela constituait un état de choses très-embarrassant pour le Gouvernement français. D'un côté, l'opinion publique était tellement excitée en France, qu'il était douteux que le Cabinet ne fût pas renversé s'il se présentait demain devant la Chambre, en annonçant qu'il regardait l'affaire comme terminée, sans avoir obtenu de la Prusse une satisfaction du prince faisant disparaître la cause première du différend. Le côté le plus satisfaisant de l'affaire, dit M. de Gramont, c'était que l'Espagne, en tout état de cause, était maintenant hors du débat. La querelle, si querelle il y avait, serait seulement entre la Prusse et la France.

Je ne dissimulai à M. de Gramont ni ma surprise ni mon regret de voir le Gouvernement français hésiter un instant à considérer la renonciation du prince comme une solution de l'affaire. Je lui rappelai en détail les assurances qu'il m'avait formellement autorisé à donner au Gouvernement de la Reine, à savoir que si le prince retirait sa candidature, tout serait fini. J'insistai aussi énergiquement que possible sur toutes les raisons qui rendaient pénible et inquiétant pour le Gouvernement de Sa Majesté le retrait des assurances qui lui avaient été données.

Je fis observer, en outre, à M. de Gramont que la renonciation du prince avait totalement modifié la position de la France. Si la guerre survenait à présent, toute l'Europe dirait que c'était la faute de la France; que la France s'est jetée dans une querelle sans cause sérieuse, simplement par orgueil et par ressentiment. Un des avantages de la première position de la France, c'était que la querelle avait pour objet un incident qui touchait très-peu aux passions de l'Allemagne et pas du tout à ses intérêts. A présent, la Prusse peut espérer rallier l'Allemagne pour résister à une attaque qui ne pourrait être attribuée qu'au mauvais vouloir et à la jalousie de la part de la France, et à un désir passionné d'humilier ses voisins.

En fait dis-je, la France aura contre elle l'opinion du monde entier, et sa rivale aura tout l'avantage d'être manifestement contrainte à la guerre pour sa défense et pour repousser une agression. Si, dans le premier moment, la Chambre et le pays pouvaient éprouver quelque désappointement, je ne pouvais croire que le ministère ne fût pas bientôt en meilleure situation devant l'opinion, s'il se contentait de son triomphe diplomatique, au lieu de plonger le pays dans une guerre pour laquelle il n'y avait certainement aucun motif avouable.

Après avoir discuté quelque temps, M. de Gramont me déclara qu'une résolution définitive serait prise dans le Conseil qui serait tenu le lendemain, en présence de l'Empereur, et que le résultat des déli-

bérations serait communiqué immédiatement après à la Chambre. Demain vers trois heures, le public connaîtra donc les résolutions auxquelles le Gouvernement se sera arrêté.

M. de Gramont ajouta qu'il ne lui serait pas possible de me voir entre le Conseil et la séance de la Chambre ; mais il pouvait m'assurer qu'on tiendrait un juste compte de l'opinion que j'avais exprimée au nom du Gouvernement de Sa Majesté.

N° 92.

SIR A. PAGET AU COMTE DE GRANVILLE.

Florence le 12 juillet 1870.

Mylord, j'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que dans la séance d'hier de la Chambre des députés, deux interpellations ont été faites au Ministre des Affaires étrangères au sujet des questions espagnole et romaine.

M. Visconti Venosta répondit que, quant à la candidature du prince de Hohenzollern, le Gouvernement italien avait cru de son devoir de joindre ses bon offices à celle des Puissances la plus intéressée dans la question afin d'éviter que la paix de l'Europe soit troublée. Il ne pouvait pas dire davantage dans l'état actuel des négociations.

Quant à Rome, le ministre ajouta qu'il ne pouvait que répéter ce qu'il avait déjà dit dans cette Chambre, à savoir que le Gouvernement était d'avis qu'une politique expectante était ce qu'il y avait de préférable pour la dignité et les intérêts de l'Italie, que les choses ne pouvaient pas toujours rester dans l'état actuel, et qu'il espérait que la Chambre laisserait au Gouvernement cette liberté qui lui était si nécessaire pour traiter une question dont la responsabilité toute entière lui incombait.

J'ai, etc.

Signé : A. PAGET.

N° 93.

LORD A. LOFTUS AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Berlin, le 42 juillet 1870.

Dans une entrevue avec M. Thile, aujourd'hui, il m'a appris que le comte de Bismarck arriverait ici ce soir, en route pour Ems. Le baron de Werther, m'a-t-on, dit est parti hier soir d'Ems pour Paris, mais n'était pas porteur de la réponse du roi de Prusse.

Le comte Benedetti attendra à Ems l'arrivée du comte de Bismarck, lorsqu'alors la réponse définitive sera donnée.

Le baron Thile m'informa alors que les nouvelles les plus satisfaisantes avaient été reçues des États de l'Allemagne du sud, que le comte de Bray avait dit au ministre français que, si une guerre éclatait, la France trouverait l'Allemagne unie; de pareilles assurances avaient été également données par le Wurtemberg.

Parlant de la probabilité de guerre qu'il attendait de jour en jour, le baron de Thile me dit que le Parlement fédéral serait probablement convoqué immédiatement. Il ajouta que, quoiqu'à la veille de nouvelles élections, le Parlement ne se terminait légalement qu'en septembre.

D'autres informations me font savoir que dans les cercles officiels, la guerre est considérée comme imminente, quoique jusqu'ici il n'ait encore été pris aucune mesure, ni fait aucuns préparatifs militaires.

N° 94.

LORD LOFTUS AU COMTE DE GRANVILLE.

Berlin, le 42 juillet 1870.

Mylord, dans une entrevue que j'ai eue aujourd'hui avec le baron de Thile, dont j'ai déjà parlé dans ma précédente dépêche, Son Excellence m'a fait part de ses craintes sur le maintien de la paix; à en juger par le ton de la presse demi-officielle et le langage tenu par le duc de Gramont et autres personnages à Paris, il était à craindre que le Gouvernement français fût décidé à faire la guerre.

Un conseil des ministres a eu lieu hier, il a duré trois heures, et

j'ai appris que la réponse à faire aux demandes de M. de Benedetti, à Ems, avait été l'objet des délibérations. Il avait été convenu d'abord que le ministre de l'intérieur porterait à Ems la décision adoptée par le conseil, mais il a depuis retardé son départ.

Le baron Thile me dit aussi qu'une communication relative à la cause actuelle avait été adressée aux gouvernements allemands du sud pour les renseigner sur l'état de la question en litige; qu'il était à supposer qu'un appel leur serait fait pour leur demander leur coopération éventuelle en cas de guerre, conformément aux engagements pris par traités. Le baron n'a pu me donner de renseignements sur l'état des négociations, à Ems, avec le comte Benedetti; il m'affirma qu'il ignorait complètement ce qui s'y faisait.

J'ai, etc.

Signé : A. LOFTUS.

N° 95.

LORD LOFTUS AU COMTE DE GRANVILLE.

Berlin, le 12 juillet 1870.

Mylord, j'ai eu l'honneur de recevoir la dépêche de Votre Seigneurie, du 6 courant.

Je me suis immédiatement rendu au ministère des Affaires étrangères, suivant vos instructions. M. de Thile était alors au conseil des ministres et me fit dire qu'il n'était pas possible, à cause de la presse des affaires, de me recevoir avant le lendemain.

J'ai donc été le voir aujourd'hui et lui ai lu votre dépêche, depuis le commencement jusqu'à la fin du paragraphe se terminant par ces mots: « à rendre un service inestimable à l'Europe par le maintien de la paix, » la fin de cette dépêche se rapportant à des instructions spéciales pour mon propre guide.

Le baron de Thile me remercia de cette communication, dont il ne manquerait pas de faire part au Roi et au comte de Bismarck, faisant observer en même temps que la question en litige avait, depuis la date de la dépêche de Votre Seigneurie, pris de plus graves proportions.

Le baron ne fit aucune observation sur la question elle-même, conservant, comme il l'a fait depuis le commencement de la crise, un silence prudent, refusant toute discussion sur la valeur de la question

en elle-même, et professant une ignorance complète de ce qui se passe à Ems.

Le seul sujet dont se soit occupé Son Excellence est à propos du ton menaçant qui caractérise la déclaration du duc de Gramont au Corps législatif, qui, dit-il a fermé la bouche à la Prusse. Le baron de Thile me fit aussi remarquer le ton offensif de la presse française qui avait singulièrement envenimé la question, et qui rendait les négociations pour ainsi dire impossibles. La presse prussienne, au contraire, avait répondu avec un grand calme et une grande modération, exprimant plutôt un sentiment de surprise que de colère de l'irritation immodérée de la nation française.

J'ai, etc.

Signé : A. LOFTUS.

N° 96.

M. LAYARD AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Madrid, le 12 juillet 1870.

Le courrier de cabinet, capitaine Bagge, est arrivé ici ce matin avec les dépêches de Votre Seigneurie, concernant le sentiment d'irritation qui s'est élevé en France contre l'Espagne et la Prusse, à la suite de l'intention du Gouvernement espagnol de proposer le prince de Hohenzollern comme candidat au trône. Les vues du Gouvernement de Sa Majesté ont été présentées dans la dépêche de Votre Seigneurie du 8 juillet, si pleinement et d'une manière qui me paraît devoir produire l'effet désirable sur le Gouvernement espagnol, que, quoique sans instruction pour le faire, j'ai pris sur moi de lire votre dépêche à M. Sagasta.

Son Excellence a été enchantée de cette communication, et m'a paru apprécier complètement le sentiment amical et la considération dont le Gouvernement de Sa Majesté fait preuve vis-à-vis de l'Espagne, et de la teneur équitable et impartiale de la dépêche de Votre Seigneurie.

M. Sagasta m'a répété ce qu'il m'avait déjà dit plus d'une fois, à savoir que le Gouvernement espagnol était tombé dans la présente difficulté sans s'en douter, qu'il n'avait jamais eu la moindre idée de contracter une alliance avec la Prusse, ni de rien faire qui fut hostile ou désagréable à la France; enfin, que j'assure à Votre Seigneurie que le Gouvernement espagnol est on ne peut plus désireux de sortir

de la position dans laquelle il s'est malheureusement placé, s'il peut le faire en sauvegardant son honneur et la dignité du pays. Je proposai à Son Excellence, si, tel était le cas, il ne serait pas bon de faire, sans perdre de temps, une communication officielle aux Puissances européennes pour leur expliquer exactement la position du Gouvernement espagnol, et affirmer son désir sincère d'éviter une rupture ou une mésintelligence avec la France; et repoussant dans des termes solennels l'idée d'un dessein d'entrer jamais dans une combinaison contraire aux intérêts et à la dignité de ce pays, Son Excellence me dit que semblable idée lui était venue et qu'elle adresserait immédiatement une communication dans ce but aux principales Puissances européennes. Son Excellence m'a exprimé dans les termes les plus chaleureux son désir d'arriver à un arrangement quelconque qui préserverait l'Europe des calamités de la guerre, ainsi que l'empressement du Gouvernement de faire toute espèce de sacrifices dans ce but.

Après avoir pris congé de M. Sagasta, je me suis rendu chez le général Prim et je lui ai également donné lecture de la dépêche de Votre Seigneurie. Comme je m'y attendais, il en a été très-satisfait et m'a prié de dire à Votre Seigneurie que vous vous étiez fait une idée très-exacte et très-impartiale au sujet des intentions et des actes du Gouvernement espagnol, et qu'il était très-sensible aux sentiments amicaux que Votre Seigneurie manifestait à l'égard de l'Espagne, et de la justice que vous lui rendiez à lui personnellement. Il m'a alors répété ce qu'il m'avait déjà dit sur cette affaire, repoussant à nouveau avec beaucoup d'énergie toute intention de faire une démarche hostile à la France.

Le général m'a dit qu'il connaissait personnellement la France et les Français, il avait été reçu avec beaucoup de bienveillance par l'Empereur, il avait des propriétés en France, il s'était marié dans ce pays où il avait beaucoup de rapports, et était, en conséquence, le dernier homme qui pût souhaiter de menacer ou d'offenser la France et son chef. Il me demanda de rappeler au Gouvernement de Sa Majesté combien étaient grandes les difficultés de sa position, que, après la révolution, alors que l'Espagne était sans roi et qu'il allait de porte en porte pour en trouver un, aucun gouvernement européen ne lui avait prêté secours et que partout il s'était vu repoussé. Mais quand les Cortès et le pays avaient alors insisté pour avoir un roi et après avoir été accusé lui-même de chercher à conserver l'intérim dans des vues personnelles, il avait enfin réussi à trouver le seul candidat éligible, il était tout aussitôt accusé d'avoir comploté contre la France et d'avoir cherché à violer la loi internationale de l'Europe.

Il repoussa de nouveau, dans les termes les plus énergiques, toute intention de dissimulation de sa part dans le but de tromper la France ou toute autre Puissance. La réserve qu'il a montrée était absolument nécessaire, et il l'a gardée avec l'entier assentiment de ses collègues, qui ne voulaient pas exposer leur pays à l'humiliation d'avoir fait des ouvertures à un nouveau candidat qui pourraient être encore refusées.

Si le prince avait refusé l'offre qui lui était faite, comme il y avait toute raison de le supposer, rien n'aurait transpiré; la chose se serait terminée là, et l'Espagne se serait épargné un nouvel affront.

Je ne jugeai pas nécessaire d'entrer en discussion avec Son Excellence à ce sujet; je répondis simplement que la question actuelle était, si la paix serait préservée et si je pouvais informer le gouvernement de la Reine, si lui, le général Prim, était prêt à faire dans ce but tout ce qui serait en son pouvoir, compatible avec la dignité et l'honneur de son pays et le sien. Il me répondit que je pouvais assurer au Gouvernement de Sa Majesté que tel était le cas et qu'il avait fait et qu'il faisait tout ce qu'il était possible dans ce but.

P.-S. — Conformément aux instructions de Votre Seigneurie, j'ai remis à M. Sagasta une copie de votre dépêche du 8 courant.

N° 97.

RENONCIATION DU PRINCE ANTOINE DE HOHENZOLLERN.

Le 12 juillet 1870.

« Vu les complications que paraît rencontrer la candidature de mon fils Léopold au trône d'Espagne, et la situation pénible que les derniers événements ont créée au peuple espagnol en le mettant dans une alternative qu'il ne saurait prendre conseil que du sentiment de son indépendance, convaincu qu'en pareille circonstance son suffrage ne saurait avoir la sincérité et la spontanéité sur lesquelles mon fils a compté en acceptant la candidature, je la retire en son nom. »

Signé : PRINCE DE HOHENZOLLERN.

N° 98.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Ems, le 13 juillet 1870, 10 heures 30 min. du matin.

Je viens de voir le Roi. Il n'avait pas encore le message qu'il attend de Sigmaringen. Je lui ai donné connaissance de la communication que vous a faite M. l'ambassadeur d'Espagne. Je lui ai fait remarquer que le désistement du prince de Hohenzollern, approuvé par le Roi, nous était une garantie pour le présent, mais que nous pensions qu'il était indispensable d'assurer l'avenir et de rendre définitivement une confiance entière à tous les intérêts; que le Roi, dans ce but, voudrait bien me permettre de vous annoncer, en son nom, que si le prince de Hohenzollern revenait à son projet, Sa Majesté interposerait son autorité et y mettrait obstacle. Le Roi a absolument refusé de m'autoriser à vous transmettre une semblable déclaration. J'ai vivement insisté, mais sans réussir à modifier les dispositions de Sa Majesté. Le Roi a terminé notre entretien en me disant qu'il ne pouvait ni ne voulait prendre un pareil engagement, et qu'il devait, pour cette éventualité comme pour toute autre, se réserver la faculté de consulter les circonstances.

N° 99.

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE BENEDETTI, A EMS.

(Télégramme.)

Paris, le 13 juillet 1870, 1 heure 45 min. du matin.

L'Empereur me charge de vous faire remarquer que nous ne saurions considérer la renonciation que nous a communiquée l'ambassadeur d'Espagne, et qui ne nous est pas adressée directement, comme répondant suffisamment aux justes demandes adressées par nous au roi de Prusse : encore moins saurions-nous y voir une garantie pour l'avenir. Afin que nous soyons sûrs que le fils ne désavouera pas son père, ou qu'il n'arrivera pas en Espagne, comme son frère l'a fait en Roumanie, il est indispensable que le Roi veuille bien nous dire qu'il ne permettra pas au prince Léopold de revenir sur la renonciation que nous a communiquée le prince Antoine.

N° 100.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Ems, le 13 juillet 1870, 44 h. et demie du matin.

Je reçois à dix heures et demie, et après vous avoir expédié mon dernier télégramme, celui que vous m'avez adressé cette nuit, à onze heures quarante-cinq. J'attends que le Roi me fasse demander pour me donner connaissance du message du prince de Hohenzollern, qui devrait arriver d'un instant à l'autre. Je profiterai de cette occasion pour insister sur ce que j'ai dit ce matin au Roi et me conformer de nouveau aux ordres de l'Empereur.

On dit dans l'entourage du Roi que M. de Bismarck, s'étant trouvé très-fatigué en traversant Berlin, s'y est arrêté, et qu'il n'arrivera pas aujourd'hui.

Veuillez autant que possible, en m'expédiant vos télégrammes, m'accuser réception des miens.

N° 101.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Ems, le 13 juillet 1870, 3 h. 45 m. du soir.

Le Roi a reçu la réponse du prince de Hohenzollern : elle est du prince Antoine, et elle annonce à Sa Majesté que le prince Léopold, son fils, s'est désisté de sa candidature à la couronne d'Espagne. Le Roi m'autorise à faire savoir au gouvernement de l'Empereur qu'il approuve cette résolution. Le Roi a chargé un de ses aides de camp de me faire cette communication, et j'en reproduis exactement les termes. Sa Majesté ne m'ayant rien fait annoncer au sujet des assurances que nous désirons pour l'avenir, j'ai sollicité une dernière audience pour lui soumettre de nouveau et développer les observations que je lui ai présentées ce matin.

J'ai de fortes raisons de supposer que je n'obtiendrai aucune concession à cet égard.

N° 102.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Ems, le 13 juillet 1870, 7 heures du soir.

A ma demande d'une nouvelle audience, le Roi m'a fait répondre qu'il ne saurait consentir à reprendre avec moi la discussion relative aux assurances qui devraient, à notre avis, nous être données pour l'avenir. Sa Majesté me fait déclarer qu'elle s'en réfère, à ce sujet, aux considérations qu'elle m'a exposées ce matin, dont je vous ai fait connaître la substance par mon premier télégramme de ce jour, et que j'ai développées dans un rapport que vous recevrez demain matin.

Le Roi a consenti, m'a dit encore son envoyé, au nom de Sa Majesté, à donner son approbation entière et sans réserve au désistement du prince de Hohenzollern; il ne peut faire davantage. J'attendrai vos ordres avant de quitter Ems.

N° 103.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

Ems, le 13 juillet 1870.

Monsieur le duc, j'ai eu l'honneur de télégraphier hier à Votre Excellence que je m'étais rendu auprès du Roi pour renouveler mes instances et presser Sa Majesté de me mettre en mesure de vous faire connaître ses résolutions. Le Roi, comme je vous l'ai mandé, m'a répondu qu'il avait reçu un télégramme lui annonçant que la réponse du prince de Hohenzollern lui avait été expédiée, et qu'elle lui arriverait ce matin. Il voulait bien m'assurer en même temps qu'il s'empresserait, dès qu'elle lui serait parvenue, de satisfaire mon impatience.

On m'a remis au milieu de la nuit dernière votre télégramme d'hier au soir sept heures, par lequel, en m'annonçant que le prince Antoine avait notifié le désistement de son fils à l'ambassadeur d'Espagne à Paris, vous m'invitez à demander au Roi de s'associer à cette résolution, et de nous donner l'assurance qu'il ne permettrait pas au prince Léopold de revenir sur sa renonciation.

Je n'ai pas perdu un instant dès la première heure, bien que le Roi, en se levant, se fût rendu aux sources minérales, pour approcher Sa Majesté et exécuter vos ordres. J'ai informé le Roi de la communication qui vous a été faite par M. Olozaga. J'ai ajouté que le parti pris par le Prince ne pouvait avoir aucune valeur pour nous s'il n'était approuvé par Sa Majesté, et que nous devions en outre être assurés qu'il ne lui serait pas permis de reprendre plus tard le projet qu'il venait d'abandonner; que cette garantie, nécessaire au rétablissement de la confiance, ne pouvait nous être donnée que par le Roi, et j'ai demandé à Sa Majesté de me permettre de vous annoncer que, le cas échéant, Elle interdirait au Prince de poser de nouveau sa candidature. Se montrant surpris de la démarche faite par le prince Antoine, dont il n'aurait reçu aucun avis, et de celle dont je m'acquittais en ce moment, le Roi m'a répondu qu'il ne connaissait pas encore la détermination du prince Léopold; qu'il attendait à tout instant le message qui devait l'en instruire; qu'il ne pouvait, par conséquent, me donner aucun éclaircissement, ni m'autoriser à vous transmettre la déclaration que je sollicitais.

J'ai répliqué que la renonciation du prince Léopold ne pouvait plus être douteuse après ce que son père en avait fait savoir à l'ambassadeur d'Espagne; que nous pouvions, au surplus, raisonner par hypothèse et admettre qu'elle serait avant peu un fait accompli, et que Sa Majesté pouvait donc nous donner dès à présent l'assurance qu'elle userait au besoin de son autorité pour empêcher toute nouvelle tentative faite en vue de revenir à cette première combinaison.

« Vous me demandez, a repris le Roi, un engagement sans terme et pour tous les cas; je ne saurais le prendre. » Pour justifier cette manière de voir, Sa Majesté a soutenu qu'elle ne pouvait aliéner de la sorte sa liberté de résolution, et qu'elle devait, en toutes choses, se réserver la faculté de tenir compte des circonstances dans les éventualités diverses qui pourront se produire ultérieurement; qu'elle n'avait assurément aucun dessein caché, et que cette affaire lui avait donné de trop graves préoccupations pour ne pas désirer qu'elle fût irrévocablement écartée; qu'il lui était toutefois impossible d'aller aussi loin que nous le demandions.

« — Je m'expliquerais jusqu'à un certain point, ai-je continué à mon tour, que le souverain ou son gouvernement ne voulussent pas engager l'avenir; mais, pour rester sur le terrain où le Roi s'est placé lui-même, je m'adresse au chef de la famille des Hohenzollern, et, en cette qualité, Votre Majesté peut assurément accueillir, sans préjudice d'aucune sorte, la demande que j'ai été chargé de lui présenter. »

Je me suis appliqué à bien préciser l'objet de cette démarche et à

établir que nous avions uniquement en vue de conjurer tout nouveau dissentiment et de rendre une confiance entière aux intérêts alarmés.

Le Roi s'est absolument refusé à y acquiescer, et il ne m'a été que trop aisé de me convaincre que je ne réussirais pas à modifier les dispositions de Sa Majesté, qui a bientôt mis fin à notre entretien sur la promenade publique, en m'exprimant ses regrets de ne pouvoir nous faire ce qu'il a appelé une concession nouvelle et inattendue.

Je suis rentré à l'hôtel, et j'y ai trouvé votre télégramme daté de la nuit dernière à une heure quarante-cinq. J'ai pensé que si le Roi avait été exactement renseigné, et je devais le croire après ce qu'il avait bien voulu me dire, le courrier qu'il attendait de Sigmaringen arriverait avant le milieu de la journée et qu'il me manderait pour me faire part, ainsi qu'il me l'avait annoncé, de la réponse du prince de Hohenzollern, et que j'aurais l'occasion de m'expliquer de nouveau avec Sa Majesté. Le Roi a, en effet, reçu, quelques heures après, le message qui lui a été expédié; mais, prévoyant sans doute mon intention, au lieu de me recevoir, il a chargé un de ses aides de camp de m'apprendre en son nom que le prince Léopold avait retiré sa candidature, et que Sa Majesté me priait de vous télégraphier qu'elle considérerait cette affaire comme définitivement terminée.

En invitant mon interlocuteur à remercier le Roi de cette communication, je lui ai fait remarquer que j'avais invariablement sollicité l'autorisation de vous transmettre, avec le désistement du prince, l'approbation explicite de Sa Majesté; je lui ai dit, en outre, que j'avais reçu un nouveau télégramme de Votre Excellence qui m'obligeait à insister sur un sujet dont j'avais eu l'honneur d'entretenir le Roi dans la matinée; que je me voyais dans la nécessité, avant de vous adresser les informations que Sa Majesté voulait bien me donner, de demander à être fixé sur ces deux points.

Ayant rendu compte au Roi du vœu que je lui avais exprimé, l'aide de camp est revenu auprès de moi, et il m'a déclaré que Sa Majesté n'avait aucune difficulté à me permettre de vous mander qu'elle approuvait la renonciation du prince Léopold, et j'ai libellé, en présence de son envoyé, le second paragraphe de la dépêche que je vous ai adressée ce soir à sept heures. Dans le même télégramme, je vous dis comment le Roi a accueilli le désir que j'avais exprimé d'obtenir une nouvelle audience pour soumettre encore une fois, et développer plus complètement que je n'ai pu le faire ce matin, au sujet des assurances que nous réclamons pour l'avenir, les considérations qui légitiment notre démarche.

Tout me porte à croire, je ne saurais vous le cacher, que le Roi est fermement décidé à nous refuser cette satisfaction. Malgré l'accueil apparemment gracieux qu'Elle n'a cessé de faire à mes instances, j'ai

pu constater que Sa Majesté se résignait, avec autant de regret que de répugnance, devant notre attitude, à dénouer les difficultés qu'Elle a contribué à faire naître, et sans nul doute Elle ne se dissimule pas la gravité de l'échec auquel Elle s'est personnellement exposée.

Dans cette disposition, le Roi considère qu'il aggraverait le mécontentement que la renonciation du prince de Hohenzollern provoquera en Allemagne, et dont la responsabilité pèsera moins sur ce candidat que sur Sa Majesté elle-même, s'il souscrit à l'obligation que nous lui demandons de contracter.

Je prévois même qu'à dater de ce moment il me sera moins facile de l'aborder, et je ne doute pas qu'il n'ait voulu éviter de m'en donner l'occasion en donnant à l'un de ses officiers le soin de m'apprendre la résolution du prince de Hohenzollern. Votre Excellence peut être assurée toutefois que je ne négligerai aucun effort pour me conformer à vos instructions et aux ordres de l'Empereur, et que j'y mettrai toute l'énergie nécessaire.

Vous me permettrez de vous signaler cette situation et d'espérer que vous voudrez bien l'apprécier. J'attendrai pour quitter Ems que vous m'y invitiez, et je n'ai pas besoin de dire que je me rendrai directement à Paris si vous le jugez opportun.

Veuillez, etc.

Signé : BENEDETTI.

N° 404.

COMMUNICATION DU DUC DE GRAMONT AU CORPS LÉGISLATIF, DANS LA SÉANCE DU 13 JUILLET 1870.

Messieurs, quelles que soient en ce moment les préoccupations de la Chambre, elle entendra sans doute avec satisfaction les nouvelles que je vais commencer par lui donner au sujet des massacres de Chine. (Mouvement. — Parlez ! parlez !)

Je lui apprendrai donc que les nouvelles sont arrivées de la Pointe-de-Galles à Londres. Par conséquent, il y a tout lieu de croire que le télégramme qui nous a inquiétés pendant si longtemps était inexact. La malle anglaise de Chine, qui est arrivée le 10 à la Pointe-de-Galles, n'a apporté aucune nouvelle de Pékin. Le journal de *Hong-Kong* dit que des troubles ont eu lieu à Nankin, mais que les missionnaires ont été sauvés et que l'ordre est rétabli. (Très-bien ! très-bien !)

Voici maintenant les informations que je suis en mesure de donner la Chambre :

L'ambassadeur d'Espagne nous a annoncé officiellement hier la renonciation du prince Léopold de Hohenzollern à sa candidature au trône d'Espagne. (Mouvement.)

Les négociations que nous poursuivons avec la Prusse, et qui n'ont jamais eu d'autre objet, ne sont pas encore terminées. Il nous est donc impossible d'en parler et de soumettre aujourd'hui à la Chambre et au pays un exposé général de l'affaire.

N° 103.

LE DUC DE GRAMONT AU COMTE BENEDETTI, A EMS.

Paris, le 13 juillet 1870, 9 h. 45 m. soir.

J'ai reçu vos télégrammes d'aujourd'hui de midi et de une heure.

Ainsi que je vous l'avais annoncé, le sentiment français est tellement surexcité, que c'est à grand'peine que, pour donner des explications, nous avons pu obtenir jusqu'à vendredi.

Faites un dernier effort auprès du Roi. Dites-lui que nous nous bornons à lui demander de défendre au prince de Hohenzollern de revenir sur sa renonciation. Qu'il vous dise : « Je le lui défendrai, » et qu'il vous autorise à me l'écrire ou qu'il charge son ministre ou son ambassadeur de me le faire savoir, cela nous suffira. Si, en effet, le Roi ne nourrit pas d'arrière-pensée, ce n'est pour lui qu'une question secondaire ; mais pour nous elle est très-importante. La parole seule du Roi peut constituer pour l'avenir une garantie suffisante.

J'ai lieu de croire que les autres Cabinets nous trouvent justes et modérés.

L'empereur Alexandre nous appuie chaleureusement.

Dans tous les cas, partez d'Ems et venez à Paris avec la réponse affirmative ou négative. Il faut que je vous aie vu vendredi avant-midi. Si cela est nécessaire, prenez un train spécial. Continuez toujours à me télégraphier tout ce que vous avez à me faire connaître.

Peut-être pourriez-vous, en recevant du Roi la nouvelle de la renonciation du prince de Hohenzollern, lui dire : « Sire, Votre Majesté se porte garant de la parole du prince de Hohenzollern ; car elle n'ignore point que, comme Puissance, nous n'avons pas de rapports avec le prince, et que, par conséquent, dans le pays, notre abri officiel est dans la parole du Roi. »

N° 106.

TÉLÉGRAMME DU GOUVERNEMENT PRUSSIEN.

Berlin, le 13 juillet 1870.

Les nouvelles de la renonciation du prince héréditaire de Hohenzollern ayant été communiquées par le Gouvernement royal espagnol au Gouvernement impérial français, l'ambassadeur de France a encore demandé à Sa Majesté le Roi, à Ems, de l'autoriser à télégraphier à Paris que Sa Majesté s'engageait pour tout l'avenir à ne jamais donner son consentement dans les cas où les Hohenzollern reviendraient sur leur candidature. Sa Majesté le Roi a refusé dès lors de recevoir de nouveau l'ambassadeur français, et lui a fait dire par son aide-de-camp de service, que Sa Majesté n'avait plus rien à communiquer à l'ambassadeur.

N° 107.

RAPPORT OFFICIEL SUR CE QUI S'EST PASSÉ A EMS, RÉDIGÉ SOUS
LA SURVEILLANCE DU ROI GUILLAUME.

43 juillet 1870.

Le 9 du mois courant, le comte Benedetti sollicita du Roi, à Ems, une audience qui lui fut accordée sur-le-champ. Pendant cet entretien, le ministre demanda que le Roi ordonnât au prince héritier de Hohenzollern de retirer son acceptation de la couronne espagnole.

Le Roi répondit que, comme il était intervenu dans toute cette affaire uniquement comme chef de famille et nullement comme roi de Prusse, et comme, en conséquence il n'avait point donné d'ordre pour accepter la candidature au trône, il ne pouvait pas non plus ordonner le retrait de celle-ci. Le 11, le ministre français demandait et obtenait une deuxième audience, pendant laquelle il chercha à exercer une pression sur le Roi, afin que celui-ci engageât le prince à renoncer à la couronne.

Le Roi répliqua que le prince était libre de ses résolutions, et que, quant à lui, il ne savait même pas où le prince qui se proposait, disait-il, de faire un voyage dans les Alpes, se trouvait en ce moment. A

la promenade des Sources, dans la matinée du 13, le Roi remit au ministre un numéro extraordinaire de la *Gazette de Cologne*, qu'il venait de recevoir lui-même, et qui contenait une dépêche télégraphique particulière de Sigmaringen sur le désistement du prince.

Le Roi ajouta que, pour sa part, il n'avait pas encore reçu de lettre de Sigmaringen, mais qu'il croyait pouvoir en attendre une dans la journée. Le comte Benedetti répondit que déjà dans la soirée de la veille il avait reçu de Paris la nouvelle du désistement. Le Roi considéra alors la question comme vidée, lorsque l'ambassadeur demanda inopinément au Roi qu'il donnât l'assurance positive de n'accorder jamais plus son consentement, si éventuellement la candidature en question revenait sur l'eau.

Le Roi refusa absolument et maintint ce refus, lorsque le comte Benedetti revint itérativement et d'une manière de plus en plus pressante sur sa proposition. Néanmoins, le comte Benedetti sollicitait, quelques heures plus tard, une troisième audience. Comme il lui fut demandé de quel objet il s'agissait, l'ambassadeur fit répondre qu'il désirait revenir sur la question qui avait été agitée dans la matinée.

Par ce motif, le Roi refusa une nouvelle audience, attendu qu'il n'avait pas d'autre réponse à donner et que, à partir de ce moment, toutes les négociations devaient avoir lieu par l'entremise des ministres. Le Roi a satisfait au désir du comte Benedetti de pouvoir prendre congé de lui à son départ, en saluant le ministre le 14 à son passage par la gare, lorsqu'il allait se rendre à Coblenz.

Ainsi le ministre a obtenu du Roi trois audiences qui ont eu chaque fois un caractère d'entretien particulier, le comte Benedetti ne prenant jamais le caractère de mandataire ou de négociateur.

N° 108.

RAPPORT DU COLONEL RADZIWILL AU ROI DE PRUSSE SUR CE QUI S'EST PASSÉ A EMS.

Le 13 juillet 1870.

Dans la matinée du 13 juillet, à la suite d'un entretien entre S. M. le Roi et le comte Benedetti, à la promenade des Sources, S. M. me fit l'honneur de m'envoyer l'après-midi, vers les deux heures, chez le comte avec la communication suivante :

S. M. a reçu il y a une heure, par une communication écrite du prince de Hohenzollern, à Sigmaringen, la confirmation complète de

ce que le comte lui-même a communiqué le matin, comme l'ayant appris directement de Paris, au sujet du désistement du prince Léopold à sa candidature au trône d'Espagne. Par là, S. M. considère cette question comme terminée.

Après que j'eus exécuté cet ordre, le comte Benedetti dit que, depuis son entretien avec le Roi, il avait reçu une dépêche de M. de Gramont qui le chargeait de solliciter une audience de S. M. et de lui recommander encore une fois le vœu du Gouvernement français, c'est-à-dire :

1° D'approuver le désistement du prince de Hohenzollern, et
2° de donner l'assurance qu'également dans l'avenir cette candidature ne serait plus reprise.

S. M. a fait alors répondre par mon entremise au comte qu'elle approuvait le désistement du prince Léopold dans le même sens et dans la même étendue qu'elle avait approuvé antérieurement l'acceptation de la candidature. S. M. avait reçu la communication écrite de la part du prince Antoine de Hohenzollern, qui avait été autorisé à cet effet par le prince Léopold. Quant au second point : l'assurance pour l'avenir, le Roi ne pouvait que s'en référer à ce qu'il avait répliqué personnellement dans la matinée au comte.

Le comte Benedetti accepta cette réponse de S. M. avec reconnaissance et déclara que, comme il y était autorisé, il la ferait connaître à son gouvernement.

Mais, en ce qui concerne le second point, il devait, comme l'en chargeait expressément la dernière dépêche de M. de Gramont, maintenir sa demande d'un nouvel entretien avec le Roi ne fût-ce que pour entendre de nouveau les mêmes paroles de S. M., d'autant plus que cette dernière dépêche renfermait de nouveaux arguments qu'il désirait soumettre au roi.

S. M. fit répondre au comte Benedetti, par mon entremise, après le dîner, vers les cinq heures et demie, et pour la troisième fois, qu'elle était obligée de refuser absolument d'entrer dans de nouvelles négociations au sujet de ce dernier point (une assurance qui lierait pour l'avenir). Ce que S. M. avait dit ce matin était son dernier mot dans cette affaire, et l'ambassadeur pouvait s'y référer purement et simplement.

En réponse à l'assurance que positivement on ne devait pas compter sur l'arrivée du comte de Bismarck à Ems pour le lendemain, le comte Benedetti déclara que, de son côté, il se contentait de cette déclaration de S. M. le Roi.

Signé : A. RADZIWILL,

Lieutenant-colonel et aide de camp de S. M. le roi.

N° 109.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

Foreign-Office, le 13 juillet 1870.

Mylord, le Gouvernement de Sa Majesté a appris avec un vif chagrin par votre télégramme d'hier soir, reçu à minuit, que malgré la renonciation au trône d'Espagne faite par le prince de Hohenzollern au nom de son filsqui, le Gouvernement français l'avais reconnu, mettait fin au différend entre la France et l'Espagne, le duc de Gramont vous avait donné à entendre que le cabinet des Tuileries continuait à être très-mécontent des communications qu'il avait reçues du roi de Prusse, et allait délibérer de nouveau aujourd'hui sur la ligne de conduite qu'il aura à prendre dans ces circonstances.

Votre Excellence a, très-à-propos, immédiatement objecté que cette renonciation devait être considérée comme mettant définitivement fin au différend avec la Prusse, aussi bien qu'avec l'Espagne. Mais j'ai cru de mon devoir de vous prier, par télégramme, de renouveler vos représentations, avant la réunion du Conseil des ministres, convoqués pour aujourd'hui, et de rappeler au duc de Gramont que c'était le Gouvernement impérial qui, au début, avait demandé la médiation du Gouvernement de Sa Majesté, pour éviter les sérieuses conséquences qui pourraient résulter de la situation.

Le ministre de l'Empereur l'a reconnu publiquement, et je suis certain qu'il avouera qu'il était impossible, pour nous, de faire des efforts plus prompts et plus énergiques pour satisfaire à sa demande.

Dans ces circonstances, le Gouvernement de la Reine est tenu de représenter au Gouvernement impérial l'immense responsabilité qui pèserait sur la France, si elle cherchait à élargir les causes de la querelle en refusant d'accepter la renonciation du prince de Hohenzollern comme une solution satisfaisante de la question.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 110.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS.

Foreign-Office, le 13 juillet 1870.

Mylord, dans le rapport officiel de la déclaration qu'a faite le 11 courant le duc de Gramont au Corps législatif, Son Excellence aurait dit que tous les Cabinets auxquels le Gouvernement français s'était adressé, paraissaient admettre la légitimité de ses griefs.

Tout en faisant la part de la forme générale des discussions, je crois néanmoins qu'il est juste de faire observer, que la déclaration du duc de Gramont dans les termes qui ont été rapportés ne s'applique pas au Gouvernement de la Reine. Je n'ai jamais admis chose pareille ni dans mes dépêches à Votre Excellence, ni dans mes conversations avec M. de La Valette, et je ne doute pas qu'un examen des rapports de M. de La Valette à son Gouvernement ne vienne confirmer ce que je dis.

J'ai exprimé mon regret à propos d'un incident, qui a, en tout cas, causé une grande irritation au Gouvernement impérial et à la nation française, mais je me suis soigneusement abstenu d'admettre que la cause était suffisante pour légitimer les intentions annoncées, tandis qu'en même temps, je recommandais de ne pas agir avec précipitation et de ne négliger aucun moyen pour conserver la paix générale.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 111.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS A PARIS.

Foreign-Office, le 13 juillet 1870.

Mylord, j'ai eu ce matin une conversation avec l'ambassadeur français auquel j'ai communiqué la substance de ma dépêche de ce jour à Votre Excellence. M. de La Valette déclara que, s'il était vrai que son gouvernement n'avait sollicité de médiation que sur une seule question, la personne principalement intéressée, c'est-à-dire le prince Léopold, n'avait point donné signe de vie. Son père avait ré-

pondu pour lui. Mais le fils ratifierait-il le refus de son père ? Ne se considérerait-il pas comme libre de reprendre ce que son père avait abandonné ? Son absence était incompréhensible. N'est-elle pas une justification suffisante de l'hésitation du gouvernement de l'Empereur, qui ne savait rien d'officiel sur la renonciation ?

Quelle serait la position de la France, continua M. de La Valette, si, après avoir accepté cette renonciation comme satisfaisante, nous apprenions que le prince Léopold est parti pour l'Espagne, puisqu'on ne peut la trouver en Allemagne ?

Je répondis que j'avais toujours été d'avis que le Gouvernement français s'était exagéré le danger de la candidature du prince Léopold, et que toutes les informations reçues tendaient à prouver que le choix du prince Léopold n'avait pas été inspiré par une pensée hostile à la France. J'admettais d'ailleurs l'existence d'une irritation bien vive dans le sentiment national en France, et je reconnaissais que l'Empereur et ses conseillers ne pouvaient manquer d'en tenir compte.

C'était à la suite de la requête pressante de M. de La Valette, que j'avais immédiatement, sans relâche et avec énergie, insisté auprès de la Prusse et de l'Espagne pour obtenir une solution satisfaisante de la question. Aucune ne pouvait l'être davantage que le retrait de la candidature du prince. Si l'on objectait que cette candidature n'avait pas été posée sans le consentement du roi de Prusse, on peut retourner l'argument et dire que la rétractation n'a pu avoir lieu qu'à la même condition.

Je pressai donc très-vivement M. de La Valette de représenter à son gouvernement que le Gouvernement de la Reine pensait, après les efforts qu'il avait faits, à la demande de la France, avoir le droit d'insister auprès du cabinet des Tuileries, afin qu'il n'assumât pas la grande responsabilité d'une querelle de pure forme, alors qu'il avait obtenu sur le fond une satisfaction qui, selon M. de Gramont, devait mettre fin à tout.

Toutes les nations de l'Europe avaient exprimé leur ardent désir de voir la paix maintenue. Le Gouvernement de la Reine croit donc que le Gouvernement impérial ne fournira pas le plus léger prétexte à ceux qui voudraient représenter la France comme désireuse de faire la guerre sans une absolue nécessité

Signé : GRANVILLE.

N° 112.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

Foreign-Office 13 juillet 1870.

Mylord, le Gouvernement a éprouvé un grand désappointement en apprenant par votre télégramme le langage dont M. de Gramont s'est servi aujourd'hui au Corps législatif.

Nous espérons qu'après la renonciation du prince Léopold, le Gouvernement impérial reconnaîtrait que son honneur et sa dignité étaient sauvegardés et aurait volontiers accepté la solution qui, d'après ce qu'avait dit M. de Gramont à Votre Excellence, devait terminer le débat et qui peut être acceptée comme preuve du désir du roi de Prusse de conserver des rapports d'amitié avec la France.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 113.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 13 juillet 1870.

Mylord, le télégramme de Votre Seigneurie, en date de deux heures et demie de la nuit, m'est parvenu ce matin à neuf heures et demie.

Le conseil des ministres s'était assemblé à neuf heures. Il m'était donc impossible d'exécuter les instructions qui m'enjoignaient de voir le duc de Gramont avant la réunion du Conseil, et de lui renouveler, au nom du Gouvernement de la Reine, la recommandation sérieuse d'accepter la renonciation du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, comme solution satisfaisante de la question toute entière.

Néanmoins, j'ai donné aussitôt que possible la substance du télégramme de Votre Seigneurie, dans une lettre que j'ai envoyée à Saint-Cloud par un des secrétaires de l'ambassade, et qui a été mise entre les mains de l'Empereur en plein Conseil en présence de l'Impératrice.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 114.

LORDS LYONS AU DUC DE GRAMONT.

Paris, le 13 juillet 1870.

Monsieur le Ministre, en me référant à notre conversation d'hier soir, je crois utile de ne pas perdre un instant pour faire part à Votre Excellence de la substance d'un télégramme que je viens de recevoir du comte Granville.

Sa Seigneurie désire que je représente au Gouvernement de l'Empereur, l'immense responsabilité qu'il encourrait, s'il élargissait le terrain du conflit, et ne se déclarait pas immédiatement satisfait par la renonciation du prince de Hohenzollern.

Lord Granville me demande de vous rappeler que, tout au commencement de l'affaire, la France a demandé au Gouvernement anglais d'user de son influence, ce qu'il fit sans retard pour atteindre le but réel : savoir le retrait de la candidature du prince de Hohenzollern. Le Gouvernement a donné son appui de la façon la plus prompte et la plus énergique, le ministre français y a fait lui-même publiquement allusion. Lord Granville considère, en conséquence, que le Gouvernement est justifié, même tenu de presser le Gouvernement français, d'une façon amicale mais en même temps très-urgente, d'accepter pour une solution satisfaisante la renonciation du prince. J'ai etc.

Signé : LYONS.

N° 115.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 13 juillet 1870.

Mylord, Votre Seigneurie a appris par mon télégramme de trois heures de cette après-midi, que le duc de Gramont vient d'annoncer au Corps législatif qu'il était officiellement informé par l'ambassadeur d'Espagne de la renonciation du prince Léopold de Hohenzollern à sa candidature au trône d'Espagne. Votre Seigneurie a de plus appris par le même télégramme, que M. de Gramont a ajouté que les nég-

ciations avec la Prusse n'étant pas terminées, il lui était impossible de soumettre à la Chambre un exposé général de l'affaire.

On demanda à M. de Gramont d'être plus explicite, mais il refusa absolument de s'avancer plus loin.

Le baron Jérôme David, membre de l'extrême droite, demanda à M. de Gramont si la renonciation émanait du prince Léopold lui-même ou de son père. Sur le refus de M. de Gramont de donner une réponse, le baron Jérôme David ajouta qu'il avait d'autant plus le droit d'adresser cette question, que M. Emile Ollivier avait la veille montré le télégramme du prince Antoine de Hohenzollern, reçu par l'ambassadeur d'Espagne, à plusieurs députés et à d'autres personnes dans les couloirs de la Chambre.

M. de Gramont répondit qu'il n'avait pas à s'occuper des bruits qui circulaient dans les couloirs.

M. Clément Duvernois, également membre de l'extrême droite qui avait déposé une interpellation, a demandé au Gouvernement de fixer le jour de la discussion.

Le baron Jérôme David a déposé une demande d'interpellation précédée d'une déclaration que les lenteurs et la faiblesse du Gouvernement sont en opposition flagrante avec la déclaration patriotique faite par le Ministre des Affaires étrangères le 6 courant.

M. de Gramont tout en protestant contre les paroles de M. Jérôme David, proposa à la chambre de fixer à après-demain, vendredi 15, la discussion des deux interpellations. La Chambre accepta cette proposition par une grande majorité après une certaine agitation.

Il n'y a pas eu de manifestation très-violente d'opinion à la Chambre, mais il est évident que le parti de la guerre a le dessus.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 116.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 13 juillet 1870.

Mylord, depuis mes dernières dépêches de ce jour, j'ai eu une entrevue avec le duc de Gramont.

Je lui ai exprimé la surprise et le regret que j'avais éprouvé que dans sa déclaration à la Chambre, il ne se soit pas borné à annoncer

simplement que tout le litige avec la Prusse, aussi bien qu'avec l'Espagne, était terminé.

M. de Gramont me dit qu'il allait m'expliquer en quelques mots la position prise par le Gouvernement de l'Empereur.

L'ambassadeur d'Espagne lui avait formellement annoncé que la candidature du prince Léopold avait été retirée. Ceci mettait fin au litige avec l'Espagne. L'Espagne n'est plus en cause. Mais de la Prusse, la France n'a rien obtenu, littéralement rien.

Ici, M. de Gramont me donna lecture d'un télégramme du général Fleury, annonçant que l'Empereur Alexandre avait écrit au roi de Prusse pour le prier d'ordonner au prince de Hohenzollern de retirer son acceptation de la couronne, tout en s'exprimant d'une façon très-amicale pour la France et en manifestant le plus vif désir d'éviter une guerre.

Le roi de Prusse, ajouta M. de Gramont, s'est refusé d'accéder à la demande de son neveu impérial. Le Roi n'avait pas donné un mot d'explication à la France.

Sa Majesté, répéta-t-il, n'a rien fait, absolument rien. La France ne s'en offense pas, elle ne demande pas que le Roi s'humilie. Le Roi a autorisé le prince de Hohenzollern à accepter la couronne d'Espagne. Tout ce que la France demande, c'est que le roi de Prusse défende au Prince de revenir plus tard sur sa décision. Sûrement il n'était que raisonnable que la France prit des précautions contre le renouvellement de ce qui était arrivé lors du départ du frère du prince Léopold pour Bucharest. Il n'était pas à supposer que la France voudrait courir le risque que le prince Léopold apparût soudainement en Espagne et fit appel à l'esprit chevaleresque du peuple espagnol. Néanmoins, la France ne demanda pas à la Prusse d'empêcher le prince de se rendre en Espagne, tout ce qu'elle désirait, c'est que le Roi défendit au dit Prince de revenir sur sa résolution. Si Sa Majesté faisait cela, tout serait complètement terminé.

Je demandai à M. de Gramont s'il m'autorisait catégoriquement à annoncer au Gouvernement de Sa Majesté, au nom de celui de l'Empereur, que dans ce cas tout serait terminé.

Il me répondit : Sans aucun doute, et, prenant une feuille de papier, il écrivit la note suivante qu'il me remit :

« Nous demandons au Roi de Prusse de défendre au prince de Hohenzollern de revenir sur sa résolution. S'il le fait, tout l'incident est terminé. »

Je fis observer à M. de Gramont que j'avais peine à concevoir comment le Gouvernement français pouvait sérieusement appréhender, qu'après tout ce qui s'était passé, le prince Léopold se représentât

comme candidat au trône, ou, s'il le faisait, pût être accepté par le Gouvernement espagnol.

M. de Gramont me dit, qu'il était tenu de prendre des précautions contre cette éventualité, et que si le Roi se refusait à formuler cette défense qu'on lui proposait, la France ne pouvait que lui supposer des desseins hostiles et prendrait ses mesures en conséquence.

M. de Gramont me demanda en terminant, si la France pouvait compter sur les bons offices de l'Angleterre en vue d'obtenir du roi de Prusse l'interdiction qu'on attendait de lui.

Je répondis que rien ne pouvait égaler le désir du Gouvernement de Sa Majesté d'amener une réconciliation entre la France et la Prusse, mais que, dans la circonstance, je ne pouvais prendre sur moi de répondre *ex abrupto* sur une question de ce genre, sans en référer au Gouvernement de la Reine.

Je promis de faire part de cette conversation à Votre Seigneurie.

La chose presse d'autant plus, que M. de Gramont s'est engagé à donner après-demain des explications à la Chambre.

Je suis, etc.

Signé : LYONS.

N° 117.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 13 juillet 1870.

Mylord, le duc de Gramont m'a dit avoir reçu un télégramme fort extraordinaire de Stuttgart. Il hésitait, ajouta-t-il, à y croire, mais néanmoins il ne pouvait nier que ce télégramme lui avait causé de l'inquiétude. On y disait que le Gouvernement du Wurtemberg avait été informé que Votre Seigneurie avait déclaré que la France serait dans l'intention d'attaquer la Prusse par terre et par mer, sans déclaration de guerre préalable, si une réponse négative était faite à ses demandes. Ce renseignement, si je crois bien me rappeler, aurait été transmis au Gouvernement wurtembergeois par le Gouvernement prussien, ou en tout cas venait de Berlin.

J'ai répondu à M. de Gramont que j'étais en mesure de contredire cette affirmation quand ce ne serait qu'à cause de son impossibilité. En outre, lui ai-je dit, Votre Seigneurie a eu la bonté de me communiquer heure par heure tous les télégrammes qu'Elle a reçus et envoyés concernant cette malheureuse question Hohenzollern, et que cer-

tainement il ne s'y trouvait rien qui ressemblât en quoi que ce soit à une pareille assertion. Néanmoins, comme M. de Gramont désirait que j'appelasse votre attention sur ce sujet, je lui ai dit que je le ferais sans retard.

M. de Gramont me donna alors la copie suivante du contenu du télégramme :

« Le cabinet de Stuttgart serait informé que lord Granville aurait
« dit que la France attaquerait la Prusse par terre et par mer sans
« déclaration de guerre préalable, aussitôt qu'elle aura une réponse
« négative. »

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 118.

LORD A. LOFTUS AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Berlin, le 13 juillet 1870.

J'ai eu aujourd'hui une entrevue avec le comte de Bismarck, et je l'ai félicité de l'apparente solution de la crise imminente, par la renonciation spontanée du prince de Hohenzollern.

Son Excellence a paru douter quelque peu que cette solution mit fin au différend avec la France. Elle m'a dit que l'extrême modération montrée par le roi de Prusse devant le ton menaçant du Gouvernement français, et la réception courtoise de M. Benedetti, à Ems, par Sa Majesté, après le langage sévère tenu à la Prusse, tant officiellement que dans la presse française, provoquaient, d'un bout à l'autre de la Prusse, une indignation générale.

Il avait, a-t-il dit, reçu ce matin des télégrammes de Brême, de Königsberg et d'autres endroits exprimant une vive désapprobation de l'attitude conciliante du roi de Prusse, à Ems, et demandant qu'on ne sacrifiât pas l'honneur du pays.

Le comte Bismarck exprima ensuite le désir que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine saisis quelque occasion, comme par exemple une déclaration au Parlement, de manifester sa satisfaction de la solution de la difficulté espagnole, par l'acte spontané du prince Léopold, et de rendre publiquement témoignage au calme et à la sage modération du roi de Prusse, de son gouvernement et de la presse.

Son Excellence parla de la déclaration faite par le duc de Gramont au Corps législatif, « que les Puissances européennes avaient reconnu

la justice des demandes adressées par la France au Gouvernement prussien, ajoutant que c'était pour cela qu'elle désirait que les Cabinets qui avaient employé leurs « bons offices » à obtenir du Gouvernement prussien la renonciation du prince Léopold, exprimassent également, par quelque manifestation publique, leur sentiment sur ces dispositions conciliantes et pacifiques montrées par le roi de Prusse. »

Le comte de Bismarck observa alors que, par une voie non officielle et en dehors du baron de Werther, il avait reçu de Paris l'avis que la solution de la difficulté espagnole ne suffirait pas pour désintéresser le Gouvernement français, et que d'autres réclamations seraient présentées. Si tel était le cas, ajoute-t-il, il serait évident que la question de succession au trône espagnol n'a été qu'un prétexte, et que le véritable but de la France n'est que de chercher la revanche de Königsgrætz.

L'opinion de la nation allemande, a dit le comte, est qu'elle est pleinement de force à se mesurer avec la France, et elle n'a pas moins de foi dans la victoire que n'en peuvent avoir les Français. Le sentiment de la Prusse et de l'Allemagne est donc qu'elles ne doivent subir aucune humiliation ou insulte de la part de la France, et que si elles sont injustement provoquées, elles doivent accepter le combat.

Mais, a poursuivi Son Excellence, nous ne désirons pas la guerre, et nous avons montré, nous continuerons à montrer nos pacifiques dispositions ; en même temps, cependant, nous ne pourrions laisser les Français nous devancer dans la voie des armements. Je sais positivement que des préparatifs militaires ont été faits, et se font encore en France. On y concentre des masses de munitions, on y achète en grand du foin et d'autres provisions de guerre ; on y rassemble des chevaux. Si ces préparatifs continuaient, nous serions obligés de demander au Gouvernement français des explications sur leur objet et sur leur signification.

Après ce qui vient de se passer, nous devons demander quelque assurance, quelque garantie que nous ne serons pas exposés à une attaque soudaine ; il faut que nous sachions que cette difficulté espagnole une fois écartée, il ne reste pas d'autres desseins secrets qui puissent éclater sur nous comme un coup de tonnerre.

Le comte de Bismarck déclara ensuite qu'à moins que quelque assurance, quelque garantie ne soit donnée par la France, soit aux Puissances européennes, soit dans une forme officielle quelconque, que la présente solution de la question espagnole était considérée par elle comme un arrangement définitif et satisfaisant, et qu'elle ne mettrait pas en avant d'autres griefs, et qu'en outre le Gouvernement français ne retirât ou n'expliquât d'une manière satisfaisante

le menaçant langage tenu par M. le duc de Gramont, le Gouvernement prussien serait obligé de demander des éclaircissements à la France. Il est impossible, ajouta Son Excellence, que la Prusse puisse tranquillement et avec soumission rester sous le coup de l'affront fait au Roi et à la nation par le menaçant langage du Gouvernement français; je ne pourrais, dit-il, entretenir de communications avec l'ambassadeur de France après le langage tenu à la Prusse par le Ministre des Affaires étrangères en face de l'Europe.

Votre Seigneurie peut voir, par les observations ci-dessus du comte de Bismarck, que si quelque conseil opportun, quelque main amie n'intervient pas pour apaiser l'irritation qui existe entre les deux gouvernements, la brèche, au lieu d'être fermée par la solution de la difficulté espagnole, ne fera probablement que s'élargir.

Il est évident pour moi que le comte de Bismarck et le ministère prussien regrettent l'attitude prise et les dispositions montrées par le roi de Prusse à M. Benedetti, et qu'en regard de l'opinion publique en Allemagne, ils sentent la nécessité de quelques mesures fermes pour sauvegarder l'honneur de la nation.

Le seul moyen de guérir la blessure faite à l'orgueil allemand et de rétablir la confiance au maintien de la paix, serait une déclaration du Gouvernement français, constatant que l'incident espagnol est réglé d'une manière satisfaisante, rendant justice aux dispositions modérées et pacifiques du roi de Prusse et de son Gouvernement, et ajoutant qu'il y a tout lieu d'espérer qu'aucune influence perturbatrice ne viendra plus altérer les bonnes relations existant entre les deux gouvernements. Je crains beaucoup que si des influences médiatrices ne peuvent être victorieusement mises en œuvre auprès du Gouvernement français pour apaiser l'irritation contre la Prusse et pour conseiller la modération, la guerre ne devienne inévitable.

N° 119.

LORD BLOOMFIELD AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Vienne, le 13 juillet 1870.

J'ai vu le comte de Beust aujourd'hui. Son Excellence ne croit pas que le retrait de la candidature suffise pour arrêter le Gouvernement français. Il me répéta ce qu'il m'avait dit en différentes occasions, à savoir qu'il avait fait son possible pour dissuader la France de pousser les choses à l'extrême; mais il doutait du succès de ses efforts. Son Excellence ajouta que peut-être personne mieux que lui n'était en mesure de juger l'état de l'opinion dans les Etats du Sud, et qu'il était convaincu que si la France comptait sur les sympathies de ces Etats, elle commettrait une grande erreur.

Aussi, dans le but de la détourner de chercher quelque appui de ce côté, il avait jugé bon, dans l'intérêt de la paix, de porter cette conversation à la connaissance du Gouvernement français.

N° 120.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Ems, le 14 juillet 1870, 12 heures 30 minutes soir.

J'ai reçu dans la nuit votre télégramme d'hier soir neuf heures quarante-cinq minutes. Après la déclaration que le Roi m'a faite hier par un de ses aides de camp, je ne pouvais m'adresser de nouveau à S. M. J'ai profité ce matin d'un entretien que j'ai eu avec le ministre de l'intérieur pour bien préciser, en m'inspirant de vos dernières déclarations, comment nous entendions l'assurance que nous demandons au Roi et les formes diverses dans lesquelles elle pourrait nous être donnée. Le ministre m'a exprimé l'intention de soumettre mes observations à S. M., et il m'a même promis de me revoir. Il vient cependant de me faire uniquement savoir qu'il n'a rien à m'apprendre.

Afin de ne pas manquer aux convenances, j'ai prié l'aide de camp de service d'annoncer au Roi que je partais ce soir, et j'ai exprimé le désir de prendre congé de S. M. Le Roi m'a fait répondre qu'il me verra, dans le salon qui lui est réservé à la gare, quelques instants avant son départ. S. M. part, en effet, à trois heures pour aller, dit-on, à Coblenz faire une visite à la Reine. Raviendra-t-il dans la soirée, comme on l'annonce, ou bien quitte-t-il définitivement Ems pour rentrer à Berlin ? Je ne saurais vous le dire.

Un télégramme daté d'ici, publié par la *Gazette de Cologne*, et que la télégraphie privée nous apporte ce matin, raconte que le Roi a chargé hier un de ses aides de camp de me déclarer qu'il ne prendrait aucun engagement pour l'avenir, et qu'il avait refusé de me recevoir pour continuer avec moi la discussion à ce sujet. Comme je n'en avais fait la confidence absolument à personne, je suis autorisé à croire que ce télégramme est parti du cabinet du Roi. Il me revient que, depuis hier, on tient dans son entourage un langage regrettable.

Je serai à Paris demain matin, à dix heures quinze minutes, et je me rendrai directement au ministère. Je ne pourrais pas arriver plus tôt en prenant un train spécial.

E. AMYOT.

N° 121.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Ems, le 14 juillet 1870, 2 heures soir.

Il paraît certain que le Roi reviendra ce soir de Coblenz et qu'il partira demain matin pour Berlin, avançant son retour dans sa capitale de quelques jours.

N° 122.

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

(Télégramme.)

Ems, le 14 juillet 1870, 3 heures 45 minutes soir.

Je viens de voir le Roi à la gare. Il s'est borné à me dire qu'il n'avait plus rien à me communiquer, et que les négociations qui pourraient encore être poursuivies seraient continuées par son gouvernement. Sa Majesté m'a confirmé que son départ pour Berlin aura lieu demain matin.

N° 123.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

Foreign-Office, le 14 juillet 1870.

Mylord, j'ai reçu votre dépêche, en date du 13 (1), au sujet du télégramme reçu par M. de Gramont, de Stuttgart.

Vous avez très-à-propos déclaré que vous pouviez tout d'abord contredire ce fait sur le compte même de son improbabilité; néanmoins, je vous ai télégraphié tout aussitôt et je répète encore dans la présente dépêche que je n'ai jamais rien dit de semblable, et que vous êtes autorisé à contredire cette assertion de la manière la plus formelle.

J'écris dans le même sens à lord Loftus et à M. Gordon.

J'ai, etc.

Signé : GRANVILLE.

(1) N° 117.

N° 124.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

Foreign-Office, le 14 juillet 1870.

Votre conversation avec le duc de Gramont, rapportée dans votre dépêche du 13 courant (1), a causé beaucoup d'inquiétude au Gouvernement de la Reine. Le duc de Gramont, paraît-il, dans le cours de cette conversation, après votre question si, dans le cas où le roi de Prusse défendrait au prince Léopold de Hohenzollern de revenir sur sa résolution de retirer sa candidature, l'accident serait entièrement terminé, le duc de Gramont, dis-je, aurait mis entre vos mains un memorandum conçu en ces termes : « Nous demandons au roi de Prusse de défendre au prince de Hohenzollern de revenir sur sa résolution. S'il le fait, tout l'incident est terminé. »

Le duc de Gramont, paraît-il, demanda alors à Votre Excellence si la France pouvait compter sur les bons offices de l'Angleterre pour l'aider à obtenir du Roi cette défense.

Le Gouvernement de Sa Majesté approuve entièrement la réserve que vous avez gardée en refusant de répondre à cette question avant d'en avoir référé au Foreign-Office, et, en général, le langage que vous avez tenu dans cette conversation.

J'ai déjà informé Votre Excellence par télégraphe, et je répète maintenant que dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, une demande à la Prusse pour un engagement couvrant l'avenir ne peut être justement faite par la France. Néanmoins, et quoique, dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, la France, ayant obtenu la substance de ce qu'elle réclamait, ne devrait dans aucun cas insister jusqu'à l'extrême sur la forme dans laquelle cela a été obtenu, le Gouvernement de la Reine, a immédiatement et avec insistance recommandé au roi de Prusse que si la demande de la France (concernant l'avenir) est abandonnée, il veuille bien communiquer à la France son adhésion à la renonciation de la candidature du prince Léopold.

Cette recommandation a été mise sous les yeux du Roi, de la part du Gouvernement de la Reine, dans les termes suivants, savoir : que comme Sa Majesté avait consenti à l'acceptation par le prince Léopold de la couronne d'Espagne et ait ainsi, en quelque sorte, pris part à cet arrangement, Elle pourrait ainsi, sans blesser sa propre dignité, faire connaître au Gouvernement français son

(1) N° 116.

consentement au retrait de l'acceptation, si la France renonçait à ses demandes d'un engagement garantissant l'avenir. Une pareille communication, avons-nous ajouté, serait la meilleure preuve du désir du Roi de conserver la paix en Europe.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 125,

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 14 juillet 1870.

Mylord, dans une dépêche d'hier, j'ai communiqué à Votre Seigneurie l'exposé que m'a fait le duc de Gramont de l'état de la question relativement à l'acceptation de la couronne d'Espagne par le prince de Hohenzollern, et du retrait de cette acceptation.

Ma dépêche a été expédiée à l'heure ordinaire, soit sept heures du soir. Pendant la première partie de la soirée, l'espoir de pouvoir conserver la paix s'était fortifié. On avait appris que la renonciation du prince Léopold à ses prétentions était venue confirmer celle que son père avait faite en son nom, et que le Gouvernement d'Espagne avait formellement déclaré au Gouvernement français que c'en était fait de la candidature du prince. Le langage des membres influents du cabinet était plus pacifique, et l'on regardait comme possible que quelque nouvelle conciliante pût arriver de la Prusse et permettre au Gouvernement de déclarer toute l'affaire finie.

Mais, dans la matinée tout était changé. On avait reçu un télégramme du chargé d'affaires français, à Berlin, annonçant qu'un article avait paru dans l'organe ministériel prussien, la *Gazette allemande du Nord*, portant que l'ambassadeur de France avait requis le Roi de promettre qu'il ne permettrait jamais à un Hohenzollern de se porter candidat pour le trône d'Espagne, et que Sa Majesté avait par suite refusé de recevoir l'ambassadeur et lui avait fait répondre par un aide de camp qu'il n'avait plus rien à lui dire.

La nouvelle de la publication de cet article changea complètement dans l'esprit du Gouvernement français la façon d'envisager l'état de la question. L'Empereur vint à Paris de Saint-Cloud, et tint un conseil aux Tuileries. On regarda comme certain qu'une déclaration de guerre à la Prusse serait instantanément portée par le Gouvernement aux Chambres.

Je fis toutes les démarches possibles pour voir le duc de Gramont, mais je n'y pus parvenir. Je lui adressai néanmoins un message pressant par son chef de cabinet, lui demandant, au nom du Gouverne-

ment de la Reine, de ne pas se précipiter dans des mesures extrêmes, et à tout événement de ne pas engager le Gouvernement par une déclaration prématurée aux Chambres. Je lui représentai qu'il serait plus prudent et en même temps plus digne d'attendre, pour s'adresser aux Chambres, tout au moins le moment fixé tout d'abord, c'est-à-dire demain.

Cependant, bien que la nouvelle de l'apparition de l'article dans la *Gazette allemande du Nord* ne fût pas encore répandue généralement, l'excitation publique était si forte, il y avait une telle irritation dans l'armée, qu'il devint douteux que le Gouvernement fût en état d'arrêter le cri de guerre. On comprenait que dès que l'article prussien aurait paru dans les journaux du soir de Paris, il serait très-difficile de réprimer la colère de la population. Aussi pensait-on généralement que le Gouvernement se croirait obligé de calmer l'impatience publique, en déclarant officiellement son intention de tirer vengeance de la conduite de la Prusse.

Les séances du Corps législatif et du Sénat ont eu lieu néanmoins sans qu'aucune communication ait été faite. Ainsi le Gouvernement n'a encore pris aucune décision irréparable.

Pourtant je ne puis prendre sur moi de donner à Votre Seigneurie aucun espoir que la guerre puisse être évitée. Je continuerai de faire tout mon possible, au nom du Gouvernement de la Reine, pour écarter cette grande calamité. Mais je dois dire qu'il y a les plus sérieux motifs de craindre qu'une déclaration équivalente à une déclaration de guerre ne soit faite aux Chambres demain.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : LYONS.

N° 126.

M. LAYARD AU COMTE DE GRANVILLE.

Madrid, le 14 juillet 1870.

Mylord, j'ai reçu hier matin une note du général Prim, par laquelle il m'informe que le père du prince Léopold de Hohenzollern a retiré l'acceptation de son fils à la candidature au trône d'Espagne et que la cause de la mésintelligence avec la France peut être en conséquence considérée comme terminée. J'ai fait immédiatement part à Votre Seigneurie par télégramme de ce renseignement.

Je suis, etc.

Signé : A.-H. LAYARD.

N° 127.

M. LAYARD AU COMTE DE GRANVILLE.

Madrid, le 14 juillet 1870.

Mylord, le ministre d'Italie à Madrid a eu l'obligeance de me tenir au courant des instructions qu'il a reçues à plusieurs reprises de son Gouvernement au sujet de l'affaire Hohenzollern, et, dans ses communications avec les ministres espagnols, il s'est servi du même langage que j'ai employé, d'après les instructions de Votre Seigneurie.

Quoique nous n'ayons pas agi d'accord, nous avons ainsi suivi la conduite que Votre Seigneurie, dans sa conversation avec le ministre d'Italie à la cour de Saint-James, communiquée à Lord Lyons dans votre dépêche du 9 courant, exprimait le désir que nous adoptions.

J'ai, etc.

Signé : A.-H. LAYARD.

N° 128.

DÉCLARATION DU DUC DE GRAMONT AU SÉNAT, ET DE M. ÉMILE OLLIVIER AU CORPS LÉGISLATIF.

Le 15 juillet 1870.

La manière dont vous avez accueilli notre déclaration du 6 juillet, nous ayant donné la certitude que vous approuviez notre politique et que nous pouvions compter sur votre appui, nous avons aussitôt commencé des négociations avec les puissances étrangères pour obtenir leurs bons offices, avec la Prusse, afin qu'elle reconnût la légitimité de nos griefs.

Dans ces négociations, nous n'avons rien demandé à l'Espagne dont nous ne voulions ni éveiller les susceptibilités ni froisser l'indépendance ; nous n'avons pas agi auprès du prince de Hohenzollern, que nous considérions comme couvert par le Roi ; nous avons également refusé de mêler à notre discussion aucune récrimination ou de la faire sortir de l'objet même dans lequel nous l'avions renfermée dès le début.

La plupart des puissances étrangères ont été pleines d'empressement à nous répondre, et elles ont, avec plus ou moins de chaleur, admis la justice de notre réclamation. Le ministère des Affaires étrangères prussien nous a opposé une fin de non-recevoir en prétendant qu'il ignorait l'affaire et que le cabinet de Berlin y était resté étranger.

Nous avons dû alors nous adresser au Roi lui-même, et nous avons donné à notre ambassadeur l'ordre de se rendre à Ems auprès de S. M.

Tout en reconnaissant qu'il avait autorisé le prince de Hohenzollern à accepter la candidature qui lui avait été offerte, le roi de Prusse a soutenu qu'il était resté étranger aux négociations poursuivies entre le Gouvernement espagnol et le prince de Hohenzollern; qu'il n'y était intervenu que comme chef de famille et nullement comme souverain, et qu'il n'avait réuni ni consulté le conseil de ses ministres. S. M. a reconnu cependant qu'elle avait informé le comte de Bismarck de ces divers incidents.

Nous ne pouvions considérer ces réponses comme satisfaisantes. Nous n'avons pu admettre cette distinction subtile entre le souverain et le chef de famille, et nous avons insisté pour que le Roi conseillât, et imposât, au besoin, au prince Léopold une renonciation à sa candidature.

Pendant que nous discussions avec la Prusse, le désistement du prince Léopold nous vint du côté d'où nous ne l'attendions pas, et nous fut remis le 12 juillet par l'ambassadeur d'Espagne.

Messieurs, le Roi ayant voulu y rester étranger, nous lui demandâmes de s'y associer et de déclarer que si, par un de ces revirements toujours possibles dans un pays sortant d'une révolution, la couronne était de nouveau offerte par l'Espagne au prince Léopold, il ne l'autoriserait plus à l'accepter, afin que le débat pût être considéré comme définitivement clos.

Notre demande était modérée; les termes dans lesquels nous l'exprimions ne l'étaient pas moins. « Dites bien au Roi, écrivions-nous au comte Benedetti, le 12 juillet, à minuit, que nous n'avons aucune arrière-pensée, que nous ne cherchons pas un prétexte de guerre, et que nous ne demandons qu'à résoudre honorablement une difficulté que nous n'avons pas créée nous-mêmes. »

Le Roi consentit à approuver la renonciation du prince Léopold, mais il refusa de déclarer qu'il n'autoriserait plus à l'avenir le renouvellement de cette candidature.

« J'ai demandé au Roi, nous écrivait M. Benedetti, le 13 juillet, à minuit, de vouloir bien me permettre de vous annoncer en son nom que si le prince de Hohenzollern revenait à son projet, S. M. inter-

poserait son autorité et y mettrait obstacle. Le Roi a absolument refusé de m'autoriser à vous transmettre une semblable déclaration. J'ai vivement insisté, mais sans réussir à modifier les dispositions de S. M. Le Roi a terminé notre entretien en me disant qu'il ne pouvait ni ne voulait prendre un pareil engagement, et qu'il devait, pour cette éventualité comme pour toute autre, se réserver la faculté de consulter les circonstances. »

Quoique ce refus nous parût injustifiable, notre désir de conserver à l'Europe les bienfaits de la paix était tel, que nous ne rompîmes pas les négociations, et que, malgré notre impatience légitime, craignant qu'une discussion ne les entravât, nous vous avons demandé d'ajourner nos explications. Aussi notre surprise a-t-elle été profonde lorsque, hier, nous avons appris que le roi de Prusse avait notifié par un aide de camp à notre ambassadeur qu'il ne le recevrait plus, et que, pour donner à ce refus un caractère non équivoque, son Gouvernement l'avait communiqué officiellement aux cabinets d'Europe. Nous apprenions en même temps que le baron de Werther avait reçu l'ordre de prendre son congé, et que des armements s'opéraient en Prusse.

Dans ces circonstances, tenter davantage pour la conciliation, c'eût été un oubli de dignité et une imprudence. Nous n'avons rien négligé pour éviter une guerre. Nous allons nous préparer à soutenir celle qu'on nous offre, en laissant à chacun la part de responsabilité qui lui revient. Dès hier nous avons rappelé nos réserves, et avec votre concours nous allons prendre immédiatement les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts, la sécurité et l'honneur de la France!

N° 129.

LE PRINCE DE METTERNICH AU COMTE DE BEUST.

Paris, le 15 juillet 1870.

Monsieur le ministre, lorsque la nouvelle de l'acceptation par le prince de Hohenzollern de la couronne d'Espagne arriva à Paris, elle y produisit une émotion très-soudaine et très-vive.

On y vit un plan combiné entre le maréchal Prim et la Prusse.

Le Gouvernement français déclara immédiatement qu'il ne tolérerait pas la réalisation de ce plan, et voulant se rendre compte jusqu'à quel point la représentation constitutionnelle du pays partageait sa répugnance contre une combinaison qui pouvait étendre l'influence

de la Prusse jusqu'aux frontières méridionales de la France, M. de Gramont fit sa déclaration du 6 du courant. L'accueil enthousiaste qu'elle obtint de la part du Corps législatif et de la plus grande partie de la presse confirma le Gouvernement dans sa ligne de conduite.

En demandant au Roi de Prusse d'ordonner à son parent de retirer son acceptation de la candidature au trône d'Espagne, le Gouvernement se conformait au sentiment de l'opinion publique qui rendait surtout la Prusse responsable de cette affaire.

Au premier mot adressé au Roi, Sa Majesté convint d'avoir donné son consentement à l'acceptation du prince Léopold de Hohenzollern.

Ce fait, bientôt connu du public, attisa le feu. Pendant les quelques jours d'attente anxieuse qui suivirent, on sentit monter le flot et s'accroître rapidement le désir de profiter de cette occasion pour en finir avec la situation que les griefs accumulés contre le puissant voisin depuis 1866 avaient faite à la France.

Lorsque M. Olozaga apporta la nouvelle du désistement que le prince Antoine de Hohenzollern venait de signifier à l'Espagne au nom de son fils, l'opinion publique ne s'en déclara aucunement satisfaite. — C'était à la Prusse que l'on s'était adressé, c'était à cette puissance à répondre et non à l'Espagne qu'on n'avait pas même mise en cause; aussi le Gouvernement annonça-t-il qu'il n'avait pas de nouvelles d'Ems et fit comprendre que de là viendrait la guerre ou la paix.

Par un télégramme adressé à M. Benedetti, le duc de Gramont demanda au nom de l'Empereur non pas que le Roi revint sur son refus d'ordonner au prince Léopold de se désister, mais qu'il garantît que cette candidature ne se reproduirait plus. Cette garantie devait clore l'incident et l'Empereur fit encore assurer le Roi qu'il ne procédait ainsi, que poussé par le sentiment public et sans aucune arrière-pensée de guerre ou de conquête.

M. Benedetti, dès que la nouvelle demande de la France fut connue à Ems, n'obtint plus d'audience auprès du Roi.

J'ai eu l'honneur de soumettre à Votre Excellence le texte des déclarations faites aux deux Chambres par le Gouvernement à la suite du refus du roi de Prusse de s'expliquer sur la garantie qu'on lui demandait et de recevoir l'envoyé de France.

J'ai cherché à m'acquitter le plus possible du rôle conciliateur dont Votre Excellence m'avait chargé et dont Elle avait donné l'exemple en intervenant auprès de la cour de Berlin et du Gouvernement espagnol.

Les événements ont marché trop vite pour que les conseils de pru-

dence que Vous n'avez cessé de donner aient pu arriver à temps.

Il est un fait certain, c'est que l'importance de cette affaire tient uniquement à l'immixtion de la Prusse dans la candidature Hohenzollern.

Beaucoup de personnes disent que le Gouvernement a sauté avec une violence imprudente sur le premier prétexte venu pour chercher querelle à la Prusse, et la forme inusitée de la déclaration du Ministre des Affaires étrangères donne une certaine vraisemblance à cette assertion; — mais il ne faut pas oublier que dans les circonstances actuelles le moindre prétexte devait réveiller toutes les susceptibilités de la nation française mal endormies depuis 1866, — qu'une étincelle tombant sur cette cendre mal éteinte devait embraser ce foyer de mécontentements, de souvenirs amers et de méfiance jalouse.

Telle est la situation aujourd'hui que la guerre semble inévitable, à moins que les efforts de tierces puissances en faveur de la paix ne réussissent encore à arrêter le cataclysme.

Agréé, etc.

Signé : BEUST.

N° 130.

MESSAGE DU PRÉSIDENT GRANT AU CONGRÈS.

Washington, le 15 juillet 1870.

Au Sénat et à la Chambre des représentants,

Les dernières nouvelles d'Europe indiquent l'imminence d'une guerre entre la France et l'Allemagne du Nord. En conséquence, il devient d'une bonne politique d'adopter une loi de nature à faciliter l'accroissement de la marine commerciale des États-Unis. Les navires de notre pays ne sont plus maintenant en nombre suffisant pour répondre à l'augmentation du commerce des États-Unis, qui sera la conséquence d'une guerre en Europe. Je sou mets donc à la considération du Congrès la question de savoir si les intérêts du pays ne demandent pas qu'on facilite l'achat, par nos citoyens, de navires de construction étrangère devant être employés au commerce avec l'étranger. Une loi à cet effet pourrait être appliquée uniquement dans la circonstance actuelle.

Le service des malles des États-Unis pour l'étranger dépend en grande partie des lignes de Brême et de Hambourg. Le département

des postes a fait des contrats avec ces lignes, ainsi qu'avec la ligne anglaise de Williams et Guion pour un service régulier de deux ans. Le seul arrangement qu'on ait pu faire avec les lignes anglaises Inman et Cunard est temporaire, il peut être rompu d'un jour à l'autre. Les vapeurs nord-allemands sont de première classe sous le rapport du gréement et de la marche. Ils font généralement le voyage à travers l'Atlantique en vingt-quatre ou trente-six heures plus vite que les vapeurs de la ligne Williams et Guion. Si les vapeurs allemands étaient bloqués et arrêtés par la France, nos relations postales avec les nations étrangères seraient grandement embarrassées, à moins que le Congrès n'ait pris des mesures pour y remédier.

C'est pourquoi je propose au Congrès de retarder de nouveau l'époque de son ajournement, afin de s'occuper des affaires mentionnées ci-dessus.

Signé : U.-S. GRANT.

N° 131.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LOFTUS, A PARIS.

Foreign-Office, le 15 juillet 1870.

Mylord, par mon télégramme d'hier (3 h. du soir), Votre Excellence a appris que dans un memorandum remis à l'ambassadeur de la Confédération de l'Allemagne du Nord, pour être communiqué au roi de Prusse, le Gouvernement de la Reine recommandait à la Prusse que, puisque le Roi avait consenti à l'acceptation du prince Léopold et avait en quelque sorte pris part à l'arrangement, Sa Majesté pouvait, en toute dignité, faire connaître au Gouvernement français son consentement au retrait de cette acceptation dans le cas où la France retirerait sa demande d'un engagement de la part de la Prusse pour garantir l'avenir.

Le comte Bernstorff est venu me voir ce matin et m'a informé qu'il avait reçu du comte de Bismarck un télégramme qui exprimait son regret de ce que le Gouvernement de Sa Majesté eût fait une proposition qu'il lui serait impossible de recommander à l'acceptation de Sa Majesté.

La Prusse avait fait preuve, en présence d'une menace publique de la part de la France, d'un calme et d'une modération qui feraient de toute concession ultérieure de sa part l'équivalent d'une soumission à la volonté arbitraire de la France et qui serait

considérée comme une humiliation que le sentiment national de toute l'Allemagne répudierait certainement comme une nouvelle insulte.

L'opinion publique en Allemagne prouve que sous l'influence des menaces de la France, toute l'Allemagne était arrivée à la conclusion que la guerre, même dans les circonstances les plus difficiles, serait préférable à la soumission du Roi à l'injustifiable demande de la France.

Le Gouvernement de Prusse, en tant que gouvernement, n'a rien à faire quant à l'acceptation de la candidature du prince Léopold de Hohenzollern et n'en avait pas même eu connaissance. Il ne peut donc pas mettre en balance son adhésion à une telle acceptation avec son adhésion à l'acte de la retirer.

Une demande d'intervention de la part d'un souverain dans une affaire d'un caractère purement privé ne peut pas, dans l'opinion de Son Excellence, être l'objet d'une communication publique entre gouvernements, et, comme le prétexte primitif à une telle demande doit être trouvé dans la candidature elle-même, elle ne peut plus être nécessaire maintenant que la candidature a été retirée.

J'ai, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 132.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS.

Foreign-Office, le 15 juillet 1870.

Mylord, M. de La Valette est venu me voir ce matin, il m'a dit que le Gouvernement de l'Empereur avait reçu une communication de M. Olozaga, pour notifier la renonciation du prince Léopold de Hohenzollern à sa candidature au trône d'Espagne.

Ce fait, dit-il, donne l'espérance que la difficulté élevée entre la Prusse et la France puisse obtenir une solution pacifique. Mais, quant à présent, la satisfaction obtenue n'avait qu'un caractère partiel.

Il était nécessaire d'avoir certaines garanties pour l'avenir que le Prince ne renouvellerait pas sa candidature, et les représentations faites au roi de Prusse à ce sujet sont encore sans réponse.

M. Benedetti, me dit M. de La Valette, avait reçu pour instructions de prier le roi de Prusse de donner cette assurance.

Le Gouvernement de l'Empereur ne fait pas de fausse sensibilité et ne demande au Roi rien qui porte atteinte à son honneur.

La question relative au retrait par Sa Majesté du consentement

qu'il avait donné à la candidature du Prince est vidée. M. de Gramont est convaincu que, s'il avait été nécessaire, une proposition dans ce sens à Sa Majesté aurait été soutenue par les autres puissances, l'Empereur des Français avait déjà exprimé un désir en ce sens.

Le langage pressant de lord Lyons pour engager le Gouvernement à se déclarer satisfait de la renonciation de la candidature du prince Léopold donna à croire au Gouvernement Impérial que le Gouvernement de la Reine craignait qu'il ne fut disposé à élargir l'étendue de cette discussion. Tel n'est pas le cas, et M. de La Valette m'assura qu'aucune parole n'avait été employée pour aggraver par l'intervention d'autres questions la difficulté présente.

Je me suis borné à répéter à M. de La Valette, que dans mon opinion, lorsque l'affaire se trouvait réduite à des limites si étroites, la France n'avait aucune raison pour pousser jusqu'à la dernière extrémité.

J'ai, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 133.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS (1).

Foreign-Office, le 45 juillet 1870.

Mylord, le Gouvernement de Sa Majesté regrette profondément que, suivant les présentes apparences, l'explosion de la guerre entre la France et la Prusse semble imminente. Il déplore la possibilité d'une si grande calamité, non-seulement au point de vue des deux puissances auxquelles il est uni par des liens étroits d'amitié, en particulier, mais aussi au point de vue de l'Europe en général.

Mais souhaitant avec ardeur de ne pas négliger la plus légère chance d'écarter cette calamité, il fait appel au 23^e protocole des Conférences tenues à Paris dans l'année 1856, aux termes duquel « les plénipotentiaires n'hésitent pas à exprimer, au nom de leurs Gouvernements, le vœu que les États entre lesquels s'élèverait un dissentiment sérieux, avant d'en appeler aux armes, eussent recours, en

(1) La même dépêche a été adressée à Lord Loftus.

tant que les circonstances l'admettraient, aux bons offices d'une puissance amie ; » et il se croit d'autant plus autorisé à le faire que la question au sujet de laquelle les deux puissances sont en contestation se renferme dans des limites plus étroites.

Le Gouvernement de Sa Majesté invite donc la France et la Prusse dans des termes identiques à recourir, avant d'en venir aux extrémités, aux bons offices d'une puissance ou de plusieurs puissances amies, dont l'intervention puisse être acceptée par elles ; et Votre Excellence dira que le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à prendre dans l'affaire telle part qu'on pourra désirer.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 134.

LE COMTE DE GRANVILLE AU VICE-AMIRAL HARRIS A LA HAYE.

(Extrait.)

Foreign-Office, le 15 juillet 1870.

Le ministre néerlandais m'a rendu visite aujourd'hui, et, dans le cours de notre entretien, il m'a annoncé que, dans le cas d'une guerre entre la Prusse et la France, la Hollande observerait une stricte neutralité.

Je lui dis que je n'étais pas autorisé par le cabinet à entrer dans une discussion relativement aux éventualités qui pouvaient résulter de la guerre ; je l'informai en même temps que, dans le cas de déclaration d'une guerre entre la France et la Prusse, la Grande-Bretagne proclamerait sa neutralité, et que si, dans un tel cas, le Gouvernement de Sa Majesté prenait la décision d'adresser des avis à d'autres puissances, ce serait pour les engager à adopter une ligne de conduite semblable.

N° 135.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 45 juillet 1870.

Mylord, j'ai reçu avant dans la soirée les télégrammes de Votre Seigneurie, m'informant que vous aviez fait des représentations pressantes au roi de Prusse, dans l'espoir d'arriver à une solution pacifique du différend entre la France et la Prusse.

Aussitôt que les télégrammes ont été déchiffrés, je suis allé au ministère des Affaires étrangères où j'appris que le duc de Gramont s'était rendu à Saint-Cloud auprès de l'Empereur. J'ai, néanmoins, causé avec le comte de Favernay, chef du cabinet du ministre.

Les renseignements que m'a donnés M. de Favernay sont loin de diminuer mes craintes.

Il paraît qu'un télégramme du marquis de La Valette était déjà arrivé au ministère, annonçant la nature de la solution proposée par le Gouvernement de la Reine. M. de Favernay n'a pu naturellement me donner une opinion à ce sujet, mais d'après ce que j'ai pu deviner, cette solution ne paraîtrait pas suffisante à la France.

Il paraît que la nouvelle était arrivée ici, que le Gouvernement prussien avait donné communication de l'article publié dans la *Gazette* de l'Allemagne du Nord, ou en tout cas d'un résumé dudit article, par voie officielle, aux représentants de la Prusse à l'étranger.

J'ai trouvé aussi que des dépêches de M. Benedetti sont venues confirmer les faits avancés dans cet article.

M. de Favernay me dit en outre que l'ambassadeur de Prusse, le baron de Werther, qui dans toute cette affaire avait montré un esprit conciliant, avait annoncé au duc de Gramont qu'il allait profiter d'un congé que lui avait accordé son Gouvernement et qu'il quittait Paris dans la journée.

Trouvant qu'il ne m'était pas possible de voir le duc de Gramont cette nuit, j'ai laissé à M. de Favernay un court mémorandum, donnant la substance des télégrammes de Votre Seigneurie relatifs aux communications faites à la Prusse. Je lui ai remis également un second mémorandum, donnant la substance de votre télégramme qui m'autorise à contredire l'assertion venant de Stuttgart, vous attribuant faussement un langage qui aurait été tenu par vous; et enfin un troisième mémorandum, donnant la substance des observations contenues dans la dépêche de Votre Seigneurie d'avant-hier, au sujet

de la déclaration de M. de Gramont, que tous les cabinets paraissent admettre la légitimité des griefs de la France.

J'ai l'honneur de vous en envoyer copies.

J'ai fait ce matin une dernière tentative pour voir M. de Gramont avant l'ouverture de la Chambre, mais je n'ai pu y réussir. Toutefois si j'avais pu lui parler, je n'aurais rien eu à ajouter aux raisons que j'ai déjà fait valoir opiniâtement en faveur de la paix; et je n'aurais pu espérer d'ébranler une résolution déjà arrêtée par l'Empereur et par ses ministres.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE N° 1.

SUBSTANCE D'UN TÉLÉGRAMME DU COMTE DE GRANVILLE
A LORD LYONS.

Foreign-Office, le 14 juillet 1870.

Bien que nous soyons d'opinion que la France, ayant obtenu la substance, ne devrait en aucun cas recourir aux extrémités sur la question de forme, nous avons fait d'instantes représentations à la Prusse dans l'espoir d'obtenir une solution pacifique. Nous pensons que si la France abandonnait sa demande d'une garantie pour l'avenir, le roi de Prusse pourrait lui communiquer son consentement ou retrait de l'acceptation du prince Léopold. Nous sommes disposés à préconiser un arrangement sur cette base.

ANNEXE N° 2.

SUBSTANCE D'UN TÉLÉGRAMME DU COMTE DE GRANVILLE
A LORD LYONS.

Foreign-Office, le 14 juillet 1870.

Le renseignement envoyé de Stuttgart au Gouvernement français, que j'aurais dit que la France attaquerait la Prusse par terre et par mer sans déclaration de guerre préalable en cas de réponse négative.

tive, est complètement faux. Je n'ai jamais rien dit de semblable. Contredisez-le de la façon la plus péremptoire et la plus catégorique.

ANNEXE N° 3.

SUBSTANCE D'UNE DÉPÊCHE DU COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS.

Foreign-Office, le 43 juillet 1870.

L'affirmation faite par le duc de Gramont au Corps législatif que les cabinets auxquels le Gouvernement français s'était adressé paraissaient admettre la légitimité de ses griefs, n'est pas en fait applicable au Gouvernement britannique.

Je n'ai jamais fait pareil aveu. J'ai exprimé mon regret au sujet d'un événement qui avait occasionné un grand mécontentement au Gouvernement et au peuple français, mais je me suis soigneusement abstenu d'admettre que la cause était suffisante pour autoriser des mesures extrêmes, en même temps que je détournais de tout acte précipité et que je recommandais de ne négliger aucun moyen pour rompre la paix générale.

N° 136.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 15 juillet 1870.

Mylord, depuis l'annonce faite aux Chambres cette après-midi que le Gouvernement se prépare activement à la guerre contre la Prusse, j'ai eu une entrevue avec le duc de Gramont.

Son Excellence m'a parlé toute suite des trois « mémoires » que j'ai laissés pour lui aux mains de son chef de cabinet, hier soir, et dont copie est incluse dans une première dépêche de ce jour.

En réponse au n° 1, il m'a chargé d'exprimer au Gouvernement de la Reine les remerciements de l'Empereur pour les efforts bienveillants qu'il a faits en vue d'amener une solution satisfaisante de la question prussienne. Les bons offices du Gouvernement de la Reine

sont restés sans effet, par suite des premiers actes du Gouvernement prussien. Ce Gouvernement a, de propos délibéré, insulté la France en déclarant publiquement que le Roi avait fait affront à l'ambassadeur français. Le Gouvernement prussien avait évidemment l'intention de se faire honneur, vis-à-vis du peuple allemand, d'avoir eu des procédés hautains et discourtois, en fait d'avoir humilié la France, Non-seulement cette déclaration si offensante pour la France avait été publiée par le Gouvernement dans son journal, mais elle avait été communiquée officiellement par télégraphe aux agents prussiens dans toute l'Europe.

Jusqu'à là la négociation avait eu lieu secrètement. En raison des circonstances spéciales de l'incident, elle avait eu lieu directement avec le roi de Prusse. Le ministre prussien des Affaires étrangères, le comte de Bismarck, était resté à la campagne. Il était impossible de l'approcher. Le ministre effectif, M. de Thile protestait qu'il ne connaissait rien de l'affaire, qu'il la considérait comme ne concernant pas le Gouvernement prussien, mais bien le Roi personnellement. Bien que cette distinction ne fût pas admissible en principe, elle n'en obligeait pas moins la France à traiter directement avec le Roi, et l'ambassadeur de France avait été envoyé vers S. M. à Ems. La négociation n'avait pas marché de façon satisfaisante, mais aussi longtemps qu'elle conservait son caractère privé, il y avait espoir de la mener à bonne fin. La vérité est que le Roi n'avait pas traité M. Benedetti avec la rudesse dont s'est vanté le Gouvernement prussien. Mais le Gouvernement avait jugé à propos de déclarer à l'Allemagne et à l'Europe que la France avait été affrontée dans la personne de son ambassadeur. Cela constituait une insulte qu'aucune nation un peu fière ne pouvait supporter, et rendait impossible, au grand regret du Gouvernement français, de prendre en considération le moyen recommandé par le Gouvernement de la Reine pour régler la cause originelle du conflit.

Passant au second mémorandum, M. de Gramont me fit observer qu'il n'a jamais cru que Votre Seigneurie eût réellement tenu le langage qu'on vous a attribué à Stuttgart, et qu'il a reçu avec une complète satisfaction votre dénégation formelle de l'assertion qui vous a été attribuée à ce sujet.

Le troisième mémorandum avait trait, comme le sait Votre Seigneurie, à ce qu'a dit M. de Gramont à la Chambre, que tous les cabinets auxquels il s'est adressé ont paru admettre que les griefs de la France sont légitimes. M. de Gramont a affirmé qu'il entendait certainement comprendre le Gouvernement de la Grande-Bretagne dans cette énonciation, et devait avouer qu'il croyait être parfaitement en droit d'agir ainsi. En fait, a-t-il dit, les efforts bien-

veillants faits, d'après les instructions de Votre Seigneurie, par le ministre de Sa Majesté à Madrid, pour écarter la candidature du prince Léopold, et les représentations adressées pour le même objet par le Gouvernement de Sa Majesté en d'autres pays, indiquent sûrement qu'il considérait que la France avait raison de se plaindre du choix de ce prince et des circonstances qui s'y rattachaient.

Je rappelai à M. de Gramont que Votre Seigneurie s'était soigneusement abstenue d'admettre que cette affaire fut suffisante pour motiver un recours à des mesures extrêmes. M. de Gramont répondit que la déclaration qu'il a faite à la Chambre n'impliquait nullement que les gouvernements auxquels il faisait allusion eussent admis une idée semblable. Sa déclaration avait été faite à une époque comparative peu avancée de la négociation, et avant l'insulte qui avait nécessité les mesures extrêmes. Une courte discussion suivit; mais comme M. de Gramont annonçait qu'il ferait lui-même connaître ses vues au marquis de Lavalette, pour être communiquées à Votre Seigneurie, je m'abstiens d'entrer dans plus de détails, de peur qu'il ne résulte de là que de la confusion.

Finalement, M. de Gramont me dit qu'il connaissait la manière de procéder des Anglais, qu'il savait qu'ils détestaient la guerre et sont par cela même peu disposés à regarder d'un œil favorable ceux qui sont les premiers à ouvrir les hostilités. Cependant, il comptait bien que la France ne perdrait pas la sympathie de l'Angleterre.

Je répondis que, si le Gouvernement de la Reine n'a pas pu envisager du même œil que le Gouvernement de l'Empereur ce malheureux conflit, je croyais pourtant qu'il avait donné des preuves substantielles de son amitié par les efforts sérieux qu'il avait faits pour obtenir une satisfaction au profit de la France. Je ne pouvais nier que le Gouvernement de la Reine était en droit de se sentir déçu pour ne pas dire blessé. Il avait été amené à croire que le retrait absolu des prétentions du prince de Hohenzollern à la couronne d'Espagne était tout ce que la France désirait. Il avait fait tous ses efforts pour arriver à ce résultat, et maintenant on lui disait que la France demandait plus. Quoi qu'il en soit, je conclus en disant que certainement tout cela ne pouvait en rien diminuer le sentiment d'amitié résultant de l'entente cordiale qui existe depuis tant d'années entre les deux gouvernements et les deux nations.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : LYONS.

N° 137.

LORD LYONS AU COMTE DE GRAMMONT.

Paris, le 15 juillet 1870.

Mylord, dans le cours d'une conversation que j'ai eue cette après-midi avec le duc de Gramont, après sa déclaration aux Chambres, la Belgique a été mentionnée.

M. de Gramont m'a dit qu'il était heureux d'avoir l'occasion de m'apprendre qu'il venait d'assurer au ministre de Belgique que, en ce qui concerne la France, il est parfaitement inutile que la Belgique surveille ses chemins de fer, ou fasse aucune dépense pour se protéger. Il a, m'a-t-il déclaré, solennellement assuré au ministre de Belgique que le respect absolu de la neutralité de la Belgique serait un principe fondamental aux yeux du Gouvernement français si la France fait la guerre ; que la France respecterait la neutralité de la Belgique en toutes circonstances, *quand même*.

M. de Gramont m'a autorisé à transmettre les mêmes assurances au gouvernement de Sa Majesté,

Je suis, etc. »

Signé : LYONS.

N° 138.

M. SERVAIS AU VICE-AMIRAL HARRIS A LA HAYE.

Luxembourg, le 15 juillet 1870.

M. le Ministre, le traité de Londres du 11 mai 1867 a reconnu la neutralité et l'indépendance du grand-duché de Luxembourg, sous la souveraineté de la maison d'Orange-Nassau ; il impose, en même temps, au Grand-Duché l'obligation de convertir la forteresse de Luxembourg en ville ouverte. Il s'exprime à ce sujet de la manière suivante dans son article 5 : « Sa Majesté le Roi Grand-Duc, en vertu des droits de souveraineté qu'il exerce sur la ville et la forteresse de Luxembourg, s'engage de son côté à prendre les mesures nécessaires à l'effet de convertir ladite place forte en ville ouverte au moyen d'une démolition que Sa Majesté jugera suffisante pour remplir les intentions des Hautes Parties contractantes exprimées dans l'arti-

ticle 3 du présent Traité. Les travaux requis à cet effet commenceront immédiatement après la retraite de la garnison. Ils s'effectueront avec tous les ménagements que réclament les intérêts des habitants de la ville. »

Cette disposition confère au Roi Grand-Duc seul le droit d'apprécier et de décider quelle est la démolition des fortifications qui doit avoir lieu ; elle a sous ce rapport un sens d'autant plus précis qu'elle ne prévoit aucun contrôle, aucune surveillance à exercer par les Puissances contractantes, et n'exige pas même que ces dernières soient informées des travaux de démolition qui sont exécutés.

Il semble donc résulter de là que le Traité du 11 mai 1867 ne pourrait autoriser aucune réclamation contre le Grand-Duché parce qu'une des Puissances qui y sont intervenues aurait l'opinion que la démolition de la forteresse de Luxembourg ne serait pas suffisante.

Quoiqu'il en soit, le Gouvernement Grand-Ducal n'a jamais songé à se prévaloir d'un pareil moyen pour se dispenser de remplir exactement ses obligations : il a exécuté les travaux de démolition avec la plus grande activité ; la forteresse de Luxembourg pourrait être considérée comme ville ouverte dans toute l'acceptation du mot, si même l'œuvre de destruction était moins avancée qu'elle ne l'est.

Il importe que les Puissances signataires du Traité du 11 mai 1867 n'aient aucun droit à cet égard. Je prends donc, la liberté de faire connaître à Votre Excellence, d'une manière exacte et détaillée, les mesures qui ont été prises pour convertir la forteresse de Luxembourg en ville ouverte. J'espère que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne reconnaitra, par l'exposé que je vais avoir l'honneur de lui soumettre, que le grand-duché a répondu loyalement à la confiance que les Puissances signataires du Traité de Londres ont eue en lui.

Les travaux de démantèlement ont été concentrés sur le front de la plaine : on y a pratiqué quatre larges avenues dans le prolongement de la porte Neuve, de la rue d'Arsenal, de la rue du Génie, et enfin dans la direction de la capitale Jost. Ces percées figurent *sub litteris* G, D, B, et A du plan que j'ai l'honneur de joindre à la présente. Elles seront reliées entre elles par une voie transversale (I du plan). La partie comprise entre les percées Jost et de l'Arsenal est livrée à la circulation, la deuxième moitié vient d'être entamée.

Dans le fossé principal on établit un grand boulevard. Les terrassements sont achevés depuis la percée Jost-Rheinsheim jusqu'au bastion Marie. Ce travail a entraîné la démolition et le nivellement des bastions Jost et Camus, ainsi que des courtines Jost-Camus et Camus-Marie. Les décombres ont servi à combler le fossé principal. La face gauche du bastion Marie est détruite également. Il est à observer que

tous les ouvrages situés entre les quatre percées sont les uns démolis les autres gravement endommagés.

Le cavalier Jost, le fort Rheinsheim, les réduits Peter, Louvigny, Vauban et Marie ont été vendus à charge de démolition par les acquéreurs.

L'on sait que la ville n'est accessible que du côté de la plaine, et que les rochers à pic qui l'entourent des autres côtés ne permettent pas de songer à l'ouvrir dans les fronts de Thionville, de Trèves et du Grunwald. Toutefois, le Gouvernement n'a pas hésité à y faire procéder à un grand nombre de démolitions. Je ne citerai que pour (*sic*) l'enlèvement d'une série d'obstacles apportés aux entrées de la ville, la démolition des portes d'Eich, de Mansfeld (avec écluse), de Bisserweg (?), de la porte extérieure de Trèves, etc., l'enlèvement des ponts-levis, le comblement des fossés, etc.

Le bastion Louis a été dérasé au niveau de la route et vendu à des particuliers, qui y ont élevé des constructions. Le Tetschenhof et le fort Wedell ont été vendus à charge de démolition, le Neipperg a été coupé par une chaussée. On procédera bientôt à la vente du Rumi-guy et des glacis et dépendances du Neipperg. Le projet de vente du fort du Parc a donné lieu à quelques difficultés sous le rapport de la perception des droits d'octroi.

Enfin, on est occupé en ce moment à démolir la courtine Berlainmont-Gouvernement, et à niveler le ravelin des Trois-Pigeons pour y établir une place publique qui viendra rejoindre la place du théâtre, après la démolition de la boulangerie militaire « bombensichau Bäckerie. »

Je pensé qu'il est inutile de pousser plus loin cette énumération ; elle suffit pour prouver combien le Gouvernement Grand-Ducal a pris à tâche de remplir les charges qui lui ont été imposées par le Traité de Londres.

Il me reste à rappeler qu'il y a deux mois à peine, la Chambre des Députés a alloué un crédit de 400,000 francs pour continuer les travaux, ou plutôt pour faire disparaître les ruines amoncelées dans le front de la plaine.

Le Gouvernement Luxembourgeois se plaît donc à espérer que l'appui du Gouvernement de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne ne lui manquerait pas s'il s'agissait de faire respecter la neutralité du Grand-Duché garantie par le Traité du 11 mai 1867.

Je prie, etc.

Le Ministre d'État, Président du Gouvernement,

Signé : SERVAIS,

N° 139.

DÉCISIONS PRISES PAR LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE, EN VUE DE LA GUERRE.

Berne, le 15 juillet 1870.

Le Conseil Fédéral a pris ce matin les décisions suivantes :

Vu la gravité que prend le conflit entre la France et la Prusse, le Conseil Fédéral fera prochainement aux Chambres un rapport sur la situation politique et demandera des pleins pouvoirs aux fins de prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder la neutralité et l'indépendance de la Suisse.

Nos ministres à Berlin et à Paris seront chargés de déclarer aux Gouvernements de la France et de la Prusse qu'en cas de guerre le Conseil Fédéral est décidé à défendre la neutralité suisse par tous les moyens possibles.

Le département politique est chargé de rédiger un message aux Chambres et une déclaration de neutralité adressée aux Puissances.

Le département militaire est chargé de prendre des dispositions pour une prompt levée des troupes, le cas échéant, et de faire des propositions aux Chambres pour la nomination du général-en-chef et pour celle de son chef d'état-major.

Le département des Finances est chargé de préparer les moyens financiers et de faire des approvisionnements pour la fabrication de la poudre.

Les administrations de chemin de fer seront invitées à préparer éventuellement le matériel nécessaire pour le transport d'un nombre important de troupes.

Berne, le 16 juillet 1870, 6 heures du soir.

En suite de la déclaration de guerre faite par la France à la Prusse, le Conseil Fédéral a pris les mesures suivantes pour défendre d'une manière efficace la neutralité suisse.

Sont appelés sous les armes les états-majors et l'élite des divisions suivantes :

1^{re} Division, colonel Egloff (Thurgovie); 2^e division, colonel Jacques de Salis (Grisons); 6^e division, colonel Paravicini (Bâle); 7^e division, colonel Isler (Thurgovie); 9^e division, colonel Schädler (Argovie).

Tout le reste de l'élite est mis de piquet.

La mise sur pied déjà ordonnée par le département militaire, et

qui se compose d'une compagnie de sapeurs et des compagnies de carabiniers de la 1^{re} division, est approuvée.

La répartition de l'armée du 21 juin 1869 est confirmée avec quelques modifications proposées par le département militaire.

Les autorités militaires cantonales seront invitées à tenir prêt à partir tout le personnel de leur contingent, et de veiller surtout à ce que des chevaux puissent être fournis à la première réquisition. Enfin, tout le matériel de guerre devra être parfaitement en ordre.

Tous les cours de répétition des armes spéciales sont supprimés et l'on ne donnera suite qu'aux écoles de recrues et d'aspirants.

Il sera donné aux cantons des instructions dans le même sens, touchant les cours de répétition de l'infanterie.

Il sera publié une ordonnance concernant les règles à suivre, pour le maintien de la neutralité analogue à celle de 1866.

Enfin, le Conseil Fédéral adressera aux Chambres un message dans lequel après un court exposé de la situation, il leur proposera l'adoption de l'arrêté suivant.

1. La Confédération Suisse, pendant la guerre qui va éclater, défendra la neutralité et l'intégrité de son territoire par tous les moyens dont elle dispose. Le Conseil Fédéral est chargé de faire une déclaration en ce sens aux Gouvernements et aux États belligérants et aux Puissances garantes des Traités de 1815.

2. Les levées de troupes ordonnées par le Conseil Fédéral sont approuvées.

3. Le Conseil Fédéral est autorisé, en outre, à faire toutes les autres levées et à prendre toutes les autres mesures qu'il croira nécessaires pour maintenir la neutralité et la défense du territoire.

4. Un crédit illimité est ouvert au Conseil Fédéral pour satisfaire aux dépenses qu'il ordonnera en vertu des pleins pouvoirs accordés par l'article précédent. Il est spécialement autorisé à contracter les emprunts qui pourraient devenir nécessaires,

5. L'Assemblée procédera immédiatement à la nomination du général en chef et du chef d'état-major général.

6. Le Conseil Fédéral rendra compte dans la prochaine session de l'usage qu'il aura fait des pleins pouvoirs à lui accordés.

Berne (même date).

Le Conseil des États a repris sa séance à onze heures. M. le Président de la Confédération Dubs lit le message du Conseil Fédéral, concernant les mesures déjà prises pour sauvegarder la neutralité de la Suisse, et formule les propositions y relatives et énumérées dans la dépêche précédente.

Ces propositions sont votées à l'unanimité sans discussion.

La Chambre remercie le Conseil Fédéral pour l'activité et l'énergie dont il a fait preuve.

La séance est levée.

Le Conseil National, après avoir entendu la communication de M. Dubs, avait continué la discussion sur le rapport de gestion, qu'il a terminée à deux heures. Alors, le Président de la Chambre, M. Anderwert, lui a communiqué la décision prise par les États concernant la neutralité, et propose de suivre leur exemple.

M. Heer appuie cette proposition et saisit cette occasion pour recommander au Conseil Fédéral de faire des propositions à l'Assemblée Fédérale pour la nomination du général en chef, afin que cette nomination ait lieu à l'unanimité.

L'Assemblée unanime se lève pour accepter les propositions du Conseil Fédéral.

M. le Président annonce ensuite que, par un accord entre les Présidents des deux Chambres et le Président de la Confédération, l'Assemblée Fédérale sera convoquée mardi, pour élire un général et son chef d'état-major.

N° 140.

RÉPONSE DE L'EMPEREUR AU DISCOURS DE M. ROUHER (1) LORS DE LA PRÉSENTATION DU SÉNAT A SAINT-CLOUD.

16 juillet 1870.

Messieurs les Sénateurs, j'ai été heureux d'apprendre avec quel vif enthousiasme le Sénat a reçu la déclaration que le Ministre des Affaires étrangères a été chargé de lui faire. Dans toutes les circonstances où il s'agit des grands intérêts et de l'honneur de la France, je suis sûr de trouver dans le Sénat un appui énergique. Nous commençons une lutte sérieuse. La France a besoin du concours de tous ses enfants. Je suis bien aise que le premier cri patriotique soit parti du Sénat; il aura dans le pays un grand retentissement.

(1) Sire,

Le Sénat remercie l'Empereur de lui avoir permis de venir porter aux pieds du Trône l'expression des sentiments patriotiques avec lesquels il a accueilli les communications qui lui ont été faites à la séance d'hier.

Une combinaison monarchique nuisible au prestige et à la sécurité de la France avait été mystérieusement favorisée par le roi de Prusse.

Sans doute, sur notre protestation, le prince Léopold a retiré son acceptation; l'Espagne, cette nation qui connaît et nous rend les sentiments d'amitié que nous avons pour elle, a renoncé à une candidature qui nous blessait.

Sans doute, le péril immédiat était écarté, mais notre légitime réclamation ne subsistait-elle pas tout entière ? N'était-il pas évident qu'une puissance étrangère, au préjudice de notre honneur et de nos intérêts, avait voulu troubler une fois de plus l'équilibre de l'Europe ?

N'avions-nous pas le droit de demander à cette puissance des garanties contre le retour possible de pareilles tentatives ?

Ces garanties sont refusées : la dignité de la France est méconnue. Votre Majesté tire l'épée : la patrie est avec Vous, frémissante d'indignation et de fierté.

Les écarts d'une ambition surexcitée par un jour de grande fortune devaient tôt ou tard se produire.

Se refusant à des impatiences hâtives, animé de cette calme persévérance qui est la vraie force, l'Empereur a su attendre, mais, depuis quatre années, il a porté à sa plus haute perfection l'armement de nos soldats, élevé à toute sa puissance l'organisation de nos forces militaires.

Grâce à vos soins la France est prête, Sire, et par son enthousiasme, elle prouve que, comme vous, elle était résolue à ne tolérer aucune entreprise téméraire.

Que notre auguste Souveraine redevienne dépositaire du pouvoir impérial; les grands Corps de l'État l'entoureront de leur respectueuse affection, de leur absolu dévouement. La nation connaît l'élévation de son cœur et la fermeté de son âme; elle a foi dans sa sagesse et dans son énergie.

Que l'Empereur reprenne avec un juste orgueil et une noble confiance le commandement de ses légions agrandies de Magenta et de Solferino; qu'il conduise sur les champs de bataille l'élite de cette grande nation.

Si l'heure des périls est venue, l'heure de la victoire est proche.

Bientôt, la patrie reconnaissante décernera à ses enfants les honneurs du triomphe; bientôt l'Allemagne affranchie de la domination qui l'opprime, la paix rendue à l'Europe par la gloire de nos armes. Votre Majesté qui, il y a deux mois, recevait pour Elle et pour sa dynastie une nouvelle force de la volonté nationale, Votre Majesté se dévouera de nouveau à ce grand œuvre d'améliorations et de réformes dont la réalisation, — la France le sait, et le génie de l'Empereur le lui garantit, — ne subira d'autre retard que le temps que vous emploierez à vaincre.

N° 141.

LE DUC DE GRAMONT AU BARON DE BEYENS.

Paris, le 46 juillet 1870.

M. le baron, vous avez été autorisé à me faire savoir que le Gouvernement Belge a la ferme intention de rester fidèle aux principes de sa neutralité et d'en remplir scrupuleusement tous les devoirs pendant la durée de la guerre qui se prépare entre la Prusse et nous. Le Gouvernement de l'Empereur se félicite de cette déclaration, et, de son côté, conformément aux assurances verbales que j'ai déjà eu l'occasion de vous donner, il est résolu à respecter la neutralité du

territoire Belge sous la condition qu'elle sera respectée par la Prusse et ses alliés. Je vous serai reconnaissant de transmettre le plus tôt possible cette communication au Cabinet de Bruxelles.

Agréé, etc.

Signé : GRAMONT.

N. 142.

DÉCLARATION DU COMTE DE BISMARCK AU BUNDESRAATH.

Berlin, le 16 juillet 1870.

Les événements qui, pendant la quinzaine dernière, ont fait passer l'Europe d'une tranquillité complète à une guerre colossale, se sont accomplis en présence de tout le monde, de sorte qu'une analyse de la situation actuelle ne sera qu'une revue de faits déjà connus.

On sait les communications faites par le président du conseil des ministres d'Espagne, le 11 du mois dernier, à la séance des Cortès constituantes; on sait aussi la dépêche circulaire de M. le ministre espagnol des Affaires étrangères du 7 du mois courant, qui a été publiée par les journaux; on sait enfin l'explication de M. Salazar y Mazarredo, parue à Madrid le 8 du mois courant, que le Gouvernement espagnol depuis plusieurs mois fit négocier avec Son Altesse le prince héréditaire Léopold de Hohenzollern sur l'acceptation de la couronne d'Espagne, que ces négociations, dont M. Salazar a été chargé, se passaient sans participation ni intervention d'un gouvernement quelconque, tout directement avec le Prince lui-même et avec son éminent père, et que Son Altesse se décida enfin d'accepter la candidature au trône. Sa Majesté le Roi de Prusse, qu'on en avait informé, ne crut pas devoir s'opposer à une décision prise par un Prince majeur, après mûre réflexion et avec le consentement de son père.

Ces faits ont été complètement inconnus à la direction des Affaires étrangères de la Confédération du Nord et au Gouvernement de Sa Majesté le roi de Prusse. C'est seulement par le télégramme de Havas, parti de Paris, le 3 du mois courant, qu'ils apprirent que le ministère espagnol était résolu à offrir la couronne au Prince.

Le 4 de ce mois, M. l'ambassadeur impérial de France se présenta au ministère des Affaires étrangères. Par ordre de son Gouvernement, il exprima l'effet fâcheux, produit par la nouvelle à Paris, confirmée par le maréchal Prim, concernant l'acceptation de la candidature

par le Prince. En même temps il demandait, si la Prusse participait à cette affaire. M. le secrétaire d'État lui répondit que cet incident n'existait pas pour le Gouvernement prussien, et que celui-ci ne saurait donner des renseignements sur de pareilles négociations entre le président des ministres d'Espagne et le Prince.

Le même jour, M. l'ambassadeur de la Confédération à Paris eut une conférence sur le même sujet avec M. le duc de Gramont, à laquelle assistait M. le ministre Ollivier. M. le ministre impérial de France annonça également le mauvais effet produit par la nouvelle. On ne saurait dire si la Prusse était initiée dans les négociations, mais l'opinion publique pourrait le supposer, et dans le mystère qui les entourait, elle voyait une conduite ennemie non-seulement du côté de l'Espagne, mais aussi de la part de la Prusse. Si cet événement s'accomplissait, il était propre à compromettre la paix. Par conséquent on en appelle à la sagesse de Sa Majesté le roi de Prusse qui ne consentira pas à une pareille combinaison. M. le ministre prit pour une bonne chance cette circonstance que M. l'ambassadeur, ayant obtenu huit jours avant un congé pour aller rejoindre Sa Majesté le roi de Prusse, à Ems, fixa son départ pour le lendemain. Il sera donc possible d'exprimer les impressions toutes fraîches qui se sont produites à Paris. Enfin le ministre lui demanda de faire parvenir ses communications par voie télégraphique. M. l'ambassadeur pouvait, en réponse à cette ouverture, dire qu'il ne savait rien de tout cet incident. Il se chargea cependant de porter à la connaissance de Sa Majesté le Roi les communications qui venaient de lui être faites. L'ambassadeur se mit en route pour Ems, le 5 du mois courant. Il aurait suspendu son voyage en présence des circonstances impérieuses s'il n'avait cru devoir répondre au désir d'avoir aussi vite des instructions que de pouvoir donner les explications voulues.

Le jour de son départ, M. Cochery interpellait le Corps législatif sur la question espagnole. Le lendemain, M. le duc de Gramont répondait à cette interpellation, avant que M. l'ambassadeur ne put envoyer une nouvelle quelconque d'Ems à Paris. La réponse de M. le duc, commençant par dire que l'on ne connaissait pas encore les détails de négociation, fut remarquable par la phrase que le Gouvernement français, obligé de respecter les droits d'un peuple voisin, ne croyait pas devoir supporter qu'« une puissance étrangère » en portant un de ses princes sur le trône de Charles V, osât troubler l'équilibre de forces européennes au détriment de la France et compromettre son intérêt et son honneur.

Après une telle déclaration, il était impossible à M. l'ambassadeur de faire parvenir des renseignements à Paris. Son substitut

par intérim, informé le 9 du mois courant de l'état de situation ainsi que M. l'ambassadeur de France, en avait informé lui-même le 4 du même mois. L'incident, lui a-t-on dit, ne regarde ni la Prusse ni l'Allemagne, mais l'Espagne et les candidats à son trône, avec lesquels le maréchal Prim a fait directement entamer des négociations, sans que la Prusse y prenne part. Sa Majesté le roi de Prusse, respectant la volonté de l'Espagne et celle du Prince n'a voulu exercer aucune influence sur ces négociations, par conséquent elle n'a pas ni soutenu ni préparé la candidature.

Sur ces entrefaites, le Gouvernement français ordonna à son ambassadeur, accrédité près Sa Majesté et près la Confédération, et qui se trouvait à Wildbad, de se rendre à Ems. M. le comte Benedetti fut reçu avec bienveillance par Sa Majesté, le 9 juillet, malgré le séjour du Roi aux bains et l'absence de ministres paraissait n'admettre aucune demande officielle, adressée à Sa Majesté. Les communications de l'ambassadeur s'accordaient avec l'ouverture que M. le duc de Gramont avait faite au baron de Werther. S'adressant à la sagesse de Sa Majesté, l'ambassadeur la pria d'envoyer au Prince une interdiction et de lui dire un mot qui rendrait la paix à l'Europe. On lui répondit que le trouble, dont l'Europe serait agitée ne proviendrait pas de la conduite de la Prusse, mais de la déclaration du Gouvernement impérial faite au Corps législatif. On désigna comme étant hors de la question d'État, la position que Sa Majesté le Roi, comme chef de famille, avait prise dans toute cette affaire, et on a exclut toute influence sur les princes de Hohenzollern comme une irruption dans leurs résolutions légitimes, dont ils étaient libres.

C'est ainsi que voyant retomber la responsabilité sur lui, s'il maintenait sa candidature en face de la situation actuelle, le Prince a fait un acte de sa propre volonté. Le 12 du mois courant, il a renoncé à cette candidature et il a laissé à la nation espagnole toute sa liberté d'initiative. Le Gouvernement prussien n'a reçu la première nouvelle de cette démarche que de Paris. L'envoyé d'Espagne remettait le télégramme du Prince entre les mains de M. le duc de Gramont au moment où celui-ci recevait M. le baron de Werther.

Le 11 du mois courant, notre ambassadeur avait quitté Ems, et, le 12, il arrivait à Paris. Dans un entretien qui a eu lieu le même jour, M. le duc de Gramont lui déclara qu'il regardait la renonciation comme une question secondaire, car la France n'aurait jamais permis au Prince de monter sur le trône. La chose principale, c'est l'offense qui a été infligée à la France, en ce que Sa Majesté le roi de Prusse avait permis au Prince d'accepter la candidature sans s'être concerté avec la France. Comme un moyen suffisant d'aplanir cette offense, il exigeait une lettre de Sa Majesté le Roi, adressée à Sa Majesté

l'Empereur des Français, dans laquelle on dirait que Sa Majesté le Roi, en donnant la dite permission n'a pas cru compromettre les intérêts et la dignité de la France et qu'elle se joint au désistement du Prince.

Un jour plus tard, M. le comte Benedetti rencontra Sa Majesté le Roi à Ems, et il lui demanda d'approuver le désistement du Prince et de se rendre garant pour qu'à l'avenir cette candidature ne fût pas acceptée. Sa Majesté le Roi a refusé alors de recevoir de nouveau M. le comte Benedetti. Outre cette demande, M. le duc de Gramont exigeait de l'ambassadeur de la Confédération du Nord une lettre d'excuse adressée par Sa Majesté le Roi à l'Empereur Napoléon.

Il ne reste qu'à ajouter à ce récit une seule remarque. Les négociations du Gouvernement espagnol avec le Prince ont été officieusement portées à la connaissance de Sa Majesté le roi de Prusse, sous la condition expresse de les tenir secrètes. Cette négociation ne regardant ni la Prusse ni la Confédération, Sa Majesté accepta cette condition, et, en conséquence, elle n'a pas annoncé à son Gouvernement cet événement qui n'était pour elle qu'une affaire de famille. Sa Majesté s'attendait, tant que cela serait nécessaire, que le Gouvernement espagnol ou les candidats à son trône s'accorderaient à cet égard avec d'autres gouvernements. Les rapports qui existent entre l'Espagne et la France, les relations personnelles qui lient depuis longtemps la maison princière de Hohenzollern à Sa Majesté l'Empereur des Français, présentaient aux partis intéressés le plus simple moyen d'une entente indirecte.

Les Gouvernements Confédérés comprendront bien que, dans de pareilles circonstances, la Présidence de la Confédération ne s'attendait pas à ce que la candidature du prince de Hohenzollern fit beaucoup de peine au Gouvernement français, dont les intérêts dans la question espagnole se bornent, il nous semble, à mettre obstacle à la propagande républicaine ou au parti orléaniste. Si le cabinet français avait seulement voulu employer les bons offices de la Prusse, pour ladite candidature, il aurait trouvé le plus simple et le meilleur moyen pour arriver à ce but, c'est-à-dire dans une entente confidentielle avec le Gouvernement prussien. Le discours prononcé par M. le duc de Gramont au Corps législatif a enlevé toute possibilité d'entamer une pareille entente. L'accueil que ce discours a trouvé dans ladite Assemblée, l'attitude que le Gouvernement français avait prise depuis cette époque et ses exigences exorbitantes ne laissaient plus aucun doute à la Présidence de la Confédération que le Gouvernement français pensait seulement soit à nous humilier soit à provoquer la guerre. Il nous était impossible d'opter pour la première alternative.

Une guerre entre l'Allemagne et la France, au centre de la civilisation européenne, est inséparable de grandes calamités, de malheurs, et la pression qui aura poussé l'Allemagne à faire la guerre sera un grand crime contre les intérêts de l'humanité. L'opinion publique en Allemagne l'a bien reconnu. Nous en avons la preuve dans l'irritation du sentiment national qui se manifeste en Allemagne. Il ne nous reste à choisir qu'entre la guerre et une garantie de la part du Gouvernement français contre le retour de pareilles menaces pour la paix et le bien-être de l'Europe.

N° 143.

RÉPONSE DU ROI GUILLAUME A L'ADRESSE DE LA CHAMBRE
DE COMMERCE DE HAMBOURG.

(Télégramme.)

Berlin, le 16 juillet 1870.

C'est le cœur ému que je viens de recevoir le télégramme de la Chambre de commerce de Hambourg.

Personne mieux que moi, qui ai dû prononcer le mot décisif, ne sait à quels sacrifices toute la patrie allemande doit s'attendre.

Mais les sentiments de dévouement que la chambre de commerce exprime au moment où il s'agit de l'honneur de l'Allemagne, et sa déclaration d'être prête à tous les sacrifices, voilà ce qui est encourageant et rassurant pour moi.

N° 144.

ORDONNANCE ROYALE DÉFENDANT L'EXPORTATION ET LE TRANSIT
D'UN CERTAIN NOMBRE DE MARCHANDISES.

Berlin, le 16 juillet 1870.

NOUS GUILLAUME, etc,

Ordonnons :

Art. 1. L'exportation et le transit des objets suivants, savoir : armes de toute espèce ; munitions de guerre de toute espèce, notamment armes à feu, poudre à canon, capsules, plomb, soufre, salpêtre, chevaux, foin et paille, charbon de terre et coke, sont défendus jus-

qu'à nouvel ordre par les frontières de Memel jusqu'à Sarrebrück, y compris ces deux villes.

Art. 2. Le Chancelier de la Confédération est autorisé à accorder des exceptions à cette prohibition par rapport à la destination des marchandises et à stipuler les conditions nécessaires pour assurer cette disposition.

Art. 3. La présente ordonnance entrera en vigueur à partir du jour de sa publication.

Signé : GUILLAUME.

Contre-signé : BISMARCK.

N° 145.

M. FISH A M. HOFFMANN, A PARIS.

(Télégramme.)

Washington, le 16 juillet 1870.

La protection des Allemands du Nord sur territoire français par le représentant des Etats-Unis peut seulement être accordée à la demande du Gouvernement de l'Allemagne du Nord et avec le consentement de la France. Voyez la demande de M. de Moustier, du 19 juillet 1867, adressée aux États Unis au sujet de la protection des sujets français au Mexique.

Signé : FISH.

N° 146.

M. BANCROFT A M. FISH, A WASHINGTON.

Berlin, le 16 juillet 1870.

Monsieur, la guerre a été déclarée hier à la Prusse. Le Roi a fait tout ce qu'il était possible pour l'éviter. Il est évident qu'il y a eu de l'indécision dans le Cabinet français, et la preuve en est dans la frivolité de la décision d'une question si pleine de périls, dont il n'y a pas d'exemple dans l'histoire. Jusqu'alors, rien n'était arrivé qui put fournir une excuse d'en venir aux armes, et la raison se trouve d'une part dans les grandes difficultés de l'administration intérieure de la France, et d'autre part dans les passions qui datent de 1866 et qui

ne peuvent plus longtemps être apaisées. A cette époque, Benedetti écrivit à Paris pour prédire l'insuccès des armes prussiennes, et plus tard, au moment de la paix, il demanda des compensations pour la France; le refus qu'il essuya blessa son amour-propre. L'Empereur s'attendait également à la défaite de la Prusse; il s'était promis des compensations et fut gravement désappointé. Chaque jour que la guerre était remise consolidait la puissance et l'union de l'Allemagne. Le pays faisait des progrès dans l'industrie, le bien-être, la liberté et le sentiment patriotique. La France, non intrinséquement, mais relativement, déclinait comme influence politique. Elle s'est soudainement jetée dans des mesures désespérées. Et avec quelle chance de succès? Toutes les nations neutres de l'Europe se sont efforcées d'éviter la guerre, et ont fait dans des termes plus ou moins pressants des représentations à cet égard au Gouvernement français. Le peuple français est, en grande majorité, opposé à la guerre. Le parti républicain, les orléanistes y sont opposés. La marine de la France lui donnera la supériorité sur l'Océan. Mais les guerres entre puissances territoriales voisines ne se décident pas dans des batailles navales, et, au point de vue des préparatifs militaires, d'ici à quatre semaines, la supériorité sera du côté de l'Allemagne.

Nos propres intérêts sont menacés par l'interruption à laquelle sera exposée l'émigration allemande en Amérique. Il faut espérer que notre Gouvernement réussira à obtenir de la France qu'elle permette aux bateaux de poste de continuer, sans être inquiétés, d'un pays à l'autre, leur voyage avec leurs émigrants et marchandises américaines. A cet égard, j'ai besoin d'instructions complètes et détaillées. Cette question excite un grand intérêt.

A un point de vue, notre pays y gagnera beaucoup, la récolte en France a été cette année mauvaise, et les Français devront avoir très-largement recours à nous pour leur procurer du pain.

L'enthousiasme est très-grand en Allemagne. Le Nord et le Sud sont amis. Francfort-sur-le-Mein est aussi patriotique que le reste. Le roi de Bavière a mobilisé son armée. Les 40 millions d'Allemands ne forment qu'un seul homme. Quant au courage, les deux nations ont fait leur preuve, officiers comme soldats; mais l'officier allemand est plus travailleur, plus persévérant dans ses études des besoins et de la discipline des soldats sous son commandement.

En outre, le sentiment général est que l'Allemagne combat pour la liberté publique et pour l'indépendance des nationalités.

Signé : G. BANCROFT.

N° 147.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LOFTUS, A BERLIN.

Foreign-Office, le 16 juillet 1870.

Mylord, j'ai reçu de lord Lyons une dépêche datée d'hier (1), et dont je vous transmets copie, rendant compte du langage qui lui a été tenu par le duc de Gramont pour lui annoncer la détermination prise par le Gouvernement français de respecter la neutralité de la Belgique, et j'ai à prier Votre Seigneurie de vouloir bien dire au comte de Bismarck que cette déclaration, faite spontanément par la France, ne fait que confirmer la confiance certaine qu'à le Gouvernement de S. M. que la Prusse et la France respecteront scrupuleusement toutes deux, même sous la pression de la guerre, les Traités de neutralité qu'elles ont signés.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

(1) N° 137.

N° 148.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS (1).

Foreign-Office, le 16 juillet 1870.

Mylord, au commencement de la guerre entre l'Angleterre, la France et la Turquie contre la Russie, les deux premières puissances rendirent immédiatement publique leur intention de mettre le moins possible obstacle au commerce des neutres et de renoncer à une partie des droits des belligérants qui leur appartenaient en vertu du droit des gens.

Les renonciations faites spontanément à l'ouverture de la guerre, furent adoptées à sa conclusion par toutes les Puissances représentées au Congrès de Paris, et plus tard, sur leur invitation, presque toutes les Puissances maritimes du monde y ont accédé.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut pas douter que les principes contenus dans la déclaration de Paris, du 16 avril 1856, seront scrupuleusement observés par les belligérants dans la guerre actuelle;

(1) La même dépêche a été adressée à lord Loftus.

mais le Gouvernement impérial sera peut-être disposé à annoncer officiellement que, pour sa part, il règlera sa conduite d'après ces principes dans la poursuite des opérations militaires sur mer.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 449.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

Foreign-Office, le 16 juillet 1870.

Mylord, j'ai reçu la dépêche de Votre Excellence en date d'hier (1), me rapportant votre conversation avec le duc de Gramont, qui vous a fait part de la détermination du Gouvernement français de respecter la neutralité de la Belgique, et je vous prie de transmettre au duc de Gramont les remerciements sincères du Gouvernement de Sa Majesté pour cette déclaration spontanée, qui n'a fait que confirmer sa croyance que la France et la Prusse, même sous la pression de la guerre, respecteront scrupuleusement les Traités de neutralité auxquels elles ont pris part.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

(1) N° 437.

N° 450.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS.

Foreign-Office, le 16 juillet 1870.

Mylord, l'ambassadeur de France est venu me voir aujourd'hui, et m'a informé que le Gouvernement impérial avait l'intention, en rompant ses relations avec l'Allemagne du Nord, de mettre les sujets Français habitant la Confédération de l'Allemagne du Nord sous la protection des ambassadeurs, ministres et consuls d'Angleterre.

J'ai répondu à M. de La Valette que le Gouvernement de Sa Majesté, heureux de rendre un service amical au Gouvernement de l'Empereur, consentirait volontiers à son désir, tout en se réservant d'agir de

même en France à l'égard des sujets Allemands, si pareille demande lui était adressée par la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 131.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 16 juillet 1870.

Mylord, j'ai eu hier soir l'honneur de recevoir le télégramme de Votre Seigneurie, daté du 15 à 4 heure 25 du soir, par lequel vous m'informez que le Gouvernement de Sa Majesté désire en appeler au 23^e protocole du Congrès de Paris, et de suggérer à la France et à la Prusse la résolution d'avoir recours aux bons offices d'une puissance amie quelconque.

J'ai immédiatement envoyé au duc de Gramont une note écrite en ce sens.

La dépêche de Votre Seigneurie, en date d'hier, dans laquelle les vues du Gouvernement de Sa Majesté sont détaillées plus au long, m'est parvenue ce matin. Je n'ai pas perdu un instant à en envoyer copie au duc de Gramont avec une note officielle.

J'ai l'honneur d'adresser ci-jointe, à Votre Seigneurie, copie de mes deux notes.

Je me suis abstenu à dessein de remettre en personne cette proposition au Gouvernement français, convaincu que, eu égard aux dispositions qui dominent en ce moment, le seul résultat d'une démarche personnelle serait de hâter le rejet de cette proposition. J'ai jugé prudent de ne pas fournir l'occasion d'une réponse faite sous l'impression du moment.

Je me suis ainsi efforcé d'assurer à cette dernière tentative en faveur de la paix toutes les chances possibles de succès, qui peuvent exister encore, mais je dois avouer que j'ai moi-même perdu tout espoir.

J'ai etc.,

Signé : LYONS.

ANNEXE N° 1.

LORD LYONS AU DUC DE GRAMONT.

Paris, le 15 juillet 1870.

Monsieur le Ministre, je crois utile de faire part sans retard, à Votre Excellence, des instructions que je viens de recevoir par télégramme du principal secrétaire d'Etat des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.

Le Gouvernement de la Reine désire en appeler au 23^e protocole du Congrès de Paris pour détourner de deux puissances amies et de l'Europe toute entière le fléau de la guerre.

Le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à suggérer, avec les sentiments les plus sincères d'amitié et dans des termes identiques à la France et à la Prusse, que ces deux puissances, avant d'en venir aux dernières extrémités aient recours aux bons offices d'une puissance amie dans le but d'opérer une réconciliation entre elles.

De son côté, le Gouvernement de la Reine serait tout disposé à faire les démarches qui pourraient paraître acceptables aux deux pays et à offrir ses services pour arriver au maintien de la paix.

En communiquant à Votre Excellence la substance du télégramme qui m'a été adressé par le Gouvernement de Sa Majesté, j'ai l'honneur de le recommander tout particulièrement à l'examen prompt et sérieux du Gouvernement de l'Empereur.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE N° 2.

LORD LYONS AU DUC DE GRAMONT.

Paris, le 16 juillet 1870.

Monsieur le Ministre, dans le noté que j'ai eu l'honneur d'adresser hier soir à Votre Excellence, je vous ai donné communication d'un télégramme que je venais de recevoir du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères.

Le télégramme mentionnait brièvement le désir du Gouvernement de la Reine d'en appeler au 23^e protocole du Congrès de Paris, et de suggérer à la France et à la Prusse d'avoir recours, avant d'en venir aux dernières extrémités, aux bons offices d'une puissance amie.

J'ai reçu, ce matin, du secrétaire d'Etat une dépêche écrite, dans

laquelle les vues du Gouvernement de Sa Majesté sont exposées sous une forme plus complète, et je me hâte d'en donner une copie à Votre Excellence.

Votre Excellence, je n'en doute pas, reconnaîtra dans cette communication la preuve nouvelle de l'amitié du Gouvernement de Sa Majesté et de son plus vif désir d'éviter les calamités de la guerre.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 152.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 16 juillet 1870.

Mylord, dans les derniers rapports de mes démarches au sujet du différend entre la France et la Prusse, j'ai mentionné diverses occasions dans lesquelles je n'ai pas réussi, malgré mes efforts, à rencontrer le duc de Gramont. Il m'a semblé depuis que j'ai pu transmettre l'impression, que Son Excellence s'était alors avec intention rendue inaccessible.

Une pareille impression serait complètement erronée. M. de Gramont a, au contraire, montré la meilleure volonté pour me recevoir et m'a écouté avec beaucoup de patience et une grande attention. Il est vrai que dans le vif désir de ne rien négliger pour éviter la guerre, j'ai cherché à rencontrer Son Excellence en temps opportun et aussi inopportun; et il n'est pas étonnant que je ne l'ai pas toujours rencontré, si l'on songe que durant cette époque critique, le duc a été appelé auprès de l'Empereur à Saint-Cloud, a eu à se rendre à des réunions en conseil avec ses collègues, et à se présenter lui-même devant les deux Chambres. Dans le fait, depuis le commencement de cette malheureuse discussion au sujet de la candidature Hohen-zollern, il ne s'est écoulé que deux jours, durant lesquels je n'ai pas eu au moins une entrevue avec le duc de Gramont.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 153.

LORD LOFTUS AU COMTE DE GRANVILLE.

Berlin, le 46 juillet 1870.

Mylord, au commencement de la crise actuelle, le Gouvernement italien a donné ordre à son représentant ici de presser le Gouvernement prussien de renoncer à la candidature du prince Léopold de Hohenzollern, et d'aider de concert par tous les moyens avec ses collègues à ce qui pourrait servir les intérêts de la paix.

Le comte de Launay, conformément à ces instructions, s'est employé sans relâche à arriver à un arrangement amical des difficultés entre la Prusse et la France, et m'a tenu au courant des instructions qu'il avait reçues de son Gouvernement et des efforts qu'il avait tentés.

Durant l'absence de Berlin du Roi et du comte de Bismarck, durant cette crise, l'attitude du Gouvernement a été néanmoins entièrement passive et expectante; et le comte de Launay, aussi bien que moi et ses collègues, nous avons invariablement trouvé que le baron de Thile évitait toute discussion sur le sujet, disant que le Gouvernement prussien répudiait toute responsabilité à l'égard de la candidature du prince Léopold.

J'ai, etc.

Signé : LOFTUS.

N° 154.

LORD LOFTUS AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Berlin, le 46 juillet 1870.

Le baron de Thile m'a donné lecture aujourd'hui d'un rapport de l'aide de camp du Roi de Prusse, chargé par Sa Majesté d'entrer en communication avec M. Benedetti. Dans ce mémoire, il est positivement déclaré que le Roi de Prusse a donné au comte Benedetti son consentement à la renonciation du prince de Hohenzollern, mais que Sa Majesté a refusé de consentir au second point qui lui a été soumis par l'ambassadeur français, à savoir : de prendre l'engagement

qu'aucun membre de la famille Hohenzollern ne pourrait à l'avenir jamais accepter l'offre de la couronne d'Espagne.

Dans l'état actuel des choses, il paraît presque sans espoir de tenter une réconciliation entre les deux parties, et je crains qu'aucuns conseils de conciliation venant du côté du Gouvernement de Sa Majesté ne réussissent à décider la France à accepter des offres de médiation.

Néanmoins, jusqu'à présent, aucune déclaration de guerre n'est parvenue ici, et les rapports diplomatiques n'ont pas encore été rompus entre les deux pays.

N° 155.

LORD LOFTUS AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait).

Berlin, le 16 juillet 1870.

Le Roi de Prusse est rentré hier soir dans sa capitale, venant d'Ems.

Le comte de Bismarck, le général de Roon, le ministre de la guerre, le général de Moltke et d'autres membres du ministère sont allés au-devant de Sa Majesté à Brandenburg.

Le Roi a été reçu ici avec grand enthousiasme. Une foule nombreuse a acclamé Sa Majesté à son arrivée à la station du chemin de fer, et les *Linden* qui conduisent au palais royal étaient couvertes d'une foule vociférante qui a salué Sa Majesté. Des drapeaux flottaient à presque toutes les fenêtres et les maisons étaient illuminées; c'est avec difficulté que le Roi a empêché la populace de traîner sa voiture au palais. A toutes les stations sur la ligne, le Roi a été accueilli avec un enthousiasme marqué, et cela plus spécialement à Cassel et à Hanovre.

Des adresses affluent de tous les coins du pays pour exprimer des sentiments de loyauté au Roi et l'empressement de faire tous les sacrifices pour l'honneur et la protection du pays.

Jamais, depuis 1813, il n'y a eu d'occasion où le sentiment national ait été aussi excité dans ce pays, et où toutes les classes de la population et tous les partis politiques de toute couleur soient aussi décidés à la guerre.

Un conseil des ministres et des généraux a été tenu la nuit dernière en présence du Roi, dans lequel la mobilisation de toute l'armée fédérale a été décrétée.

N° 156.

LORD A. LOFTUS AU COMTE DE GRANVILLE.

Berlin, le 16 juillet 1870.

Mylord, je suis informé que le comte Bylandt, ministre néerlandais près cette cour, a annoncé verbalement à M. de Thile, que, dans le cas d'une guerre entre la France et l'Allemagne, le Gouvernement de Sa Majesté néerlandaise restera strictement neutre.

Il a ajouté que les mesures nécessaires seront prises pour protéger cette neutralité, et il a dit que le Gouvernement de la Hollande tâcherait probablement d'arriver à un arrangement avec la Belgique pour réaliser une protection commune de la neutralité des deux pays (1).

M. de Thile a répondu que cette information donnerait satisfaction au Gouvernement prussien, qui attendait la neutralité de la Hollande. Quant à ce qui concerne la Belgique et le Luxembourg, il a ajouté que la neutralité de ces deux pays était garantie par traité et qu'elle serait scrupuleusement respectée par la Prusse.

J'ai, etc.

Signé : LOFTUS.

(1) Lorsque cette dépêche, publiée dans les *Blue Books*, fut connue à La Haye, elle causa une surprise d'autant plus grande, que le Gouvernement néerlandais avait déclaré, dès le début du conflit entre la France et la Prusse, qu'il n'entrerait, avec la Belgique, dans aucune alliance ni garantie réciproque de neutralité. Le ministre des Pays-Bas, à Berlin, fut alors interpellé par son gouvernement sur le propos qui lui était attribué par l'ambassadeur d'Angleterre. Non-seulement il nia formellement l'avoir tenu, mais il s'en expliqua avec lord Loftus, et celui-ci reconnut qu'il avait été induit en erreur et qu'il avait, en ce point, inexactement renseigné son gouvernement.

N° 157.

LORD BLOOMFIELD AU COMTE DE GRANVILLE.

Vienne, le 16 juillet 1870.

Mylord, dès le commencement de la complication actuelle entre la France et la Prusse, le Gouvernement autrichien a déclaré son intention de suivre une politique de neutralité, et je viens justement d'apprendre qu'une assurance à cet effet a été donnée à M. Curto Passi, le chargé d'affaires d'Italie, par le comte de Beust.

Son Excellence m'a dit que l'Autriche resterait neutre; elle ne se souciait pas de faire une déclaration officielle en ce sens, mais elle suivrait cette politique de neutralité, aussi longtemps que la Russie ne prendrait pas part au conflit.

J'ai, etc.

Signé : BLOOMFIELD.

N° 458.

MESSAGE DU CONSEIL FÉDÉRAL A L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE.

Berne, le 46 juillet 1870.

Monsieur le président et messieurs, l'horizon politique, qui paraissait sans nuages, s'est tout à coup assombri, et la paix de l'Europe s'est trouvée en peu de jours menacée de la façon la plus grave. La perspective du choix du prince de Hohenzollern comme roi d'Espagne, dont on a eu connaissance le 3 juillet, a été la pomme de discorde qui a fait surgir un conflit entre la France et la Confédération de l'Allemagne du Nord. Cette perspective, combinée avec d'autres incidents, dont les détails ne sont pas encore clairement établis, a engagé la France à faire une déclaration de guerre qui a été annoncée le 15 juillet par le ministère des Affaires étrangères de France au Corps législatif et au Sénat.

Dès l'abord, le Conseil fédéral a porté la plus grande attention sur ce conflit naissant, et il a pris sans bruit ses dispositions pour n'être pas surpris par les événements. Il a l'honneur de soumettre des propositions y relatives à l'Assemblée fédérale, à laquelle appartient le droit de décider en dernier ressort, et à cette occasion il peut donner l'assurance que la Suisse est prête pour toute éventualité.

On ne peut être dans le doute sur l'attitude qu'il convient à la Suisse de prendre dans ce conflit. Les traités européens, de même que l'intérêt de sa propre conservation, lui font un devoir de rester neutre, c'est-à-dire de ne point intervenir dans ce conflit qui lui est entièrement étranger. Mais, pour pouvoir maintenir efficacement cette position, il faut que la nation suisse soit fermement résolue à repousser, les armes à la main, toute force militaire étrangère qui voudrait emprunter son territoire.

On ne peut guère déterminer d'avance quel développement de forces sera nécessaire pour atteindre ce but; cela dépend du temps

et des circonstances. En tout cas, la guerre entre les deux puissances belligérantes prendra de très-grandes proportions : le théâtre de la guerre peut se rapprocher ou s'éloigner de la Suisse; d'autres États peuvent être entraînés dans la lutte. Les mesures à prendre seront subordonnées à ces événements. Aussi le Conseil fédéral se voit-il dans l'obligation de demander à l'Assemblée fédérale qu'elle mette à sa disposition toute l'armée suisse, de même que toutes les ressources financières de la nation. Il ne se dissimule pas l'importance de la responsabilité que lui imposent ces pouvoirs et ce crédit illimités; il fera de ces attributions momentanées un usage loyal et consciencieux, et il en rendra un compte exact au moment opportun.

La marche rapide de ces événements a obligé le Conseil fédéral de procéder déjà à une levée de troupes considérable. À son avis, la Suisse doit prouver dès l'abord aux Puissances belligérantes qu'elle ne redoute aucun sacrifice pour maintenir énergiquement sa position politique. Le Conseil fédéral vous demande de bien vouloir approuver cette mesure.

Le nombre des troupes mises sur pied nécessitant, d'après la loi, la nomination d'un général et d'un chef d'état-major général, nous désirons que vous procédiez de suite au choix des officiers qui seront chargés de ces hautes fonctions.

Conformément à ce qui s'est pratiqué dans d'autres occasions, il sera convenable que la Confédération fasse connaître d'avance aux Puissances garantes de sa neutralité, sa résolution de défendre cette neutralité par tous les moyens dont elle dispose. Le Conseil fédéral estime que c'est à l'Assemblée fédérale à prendre elle-même une décision à cet égard et à charger le Conseil fédéral de l'exécution de cette décision. Provisoirement, des déclarations dans ce sens ont été faites aux Puissances belligérantes, par l'organe des ministres suisses, à Paris et à Berlin, qui ont demandé des déclarations conformes. Dès que le Conseil fédéral aura reçu les réponses à sa communication, il présentera à ce sujet un rapport à l'Assemblée fédérale.

Nous avons à parler ici d'une circonstance spéciale. Les traités de 1815 ont garanti la neutralité de la Savoie du Nord à l'égal de la neutralité suisse, et ont donné à la Confédération le droit d'envoyer des troupes dans cette contrée, si elle le juge convenable, au cas où une guerre serait déclarée ou imminente entre les Puissances voisines. Le traité de Turin, du 24 mars 1860, par lequel la Savoie a été cédée à la France, a réservé ce droit à la Confédération suisse. Il est dit, en effet, à l'article 2 de ce traité :

« Il est également entendu que S. M. le Roi de Sardaigne ne peut transférer les parties neutralisées de la Savoie qu'aux conditions auxquelles il les possède lui-même, et qu'il appartiendra à S. M. l'Em-

pereur des Français de s'entendre à ce sujet tant avec les Puissances représentées au Congrès de Vienne qu'avec la Confédération helvétique, et de leur donner les garanties qui résultent des stipulations rappelées dans le présent article. »

On ne peut encore savoir s'il entrera dans les convenances de la Suisse de faire usage de ce droit; il se peut que les événements l'y engagent plus tard, si le théâtre de la guerre venait à s'étendre. Il est bon, toutefois, de rappeler dès l'abord cette disposition aux Puissances dans notre déclaration de neutralité, afin d'éviter que les mesures que nous pourrions être appelés à prendre eussent la moindre apparence d'actes d'hostilité. Nous garantirons ainsi pour tous les cas les droits de la Confédération. Il y aura lieu de s'entendre encore spécialement sur ce point avec le Gouvernement français.

Au point de vue militaire, la Suisse est organisée de telle sorte qu'elle peut faire face à toutes les éventualités. L'armement de l'infanterie, des carabiniers et de l'artillerie est dans le meilleur état. Bien que la fabrication des fusils à répétition ne soit pas encore aussi avancée, notre infanterie n'en possède pas moins une arme qui n'a rien à envier à celle d'aucune autre armée en Europe. Nous avons des munitions de tout genre en grande quantité, et l'on a pris toutes les dispositions désirables en vue d'un approvisionnement encore plus considérable. Nous pouvons, or, heureusement, en dire autant quant au fourrage.

Nous n'avons pas pensé qu'il fût nécessaire d'interdire dès à présent la sortie des chevaux. Les deux Puissances belligérantes peuvent trouver chez elles tout ce dont elles ont besoin à cet égard. Néanmoins, nous avons pris des mesures pour être exactement informés du mouvement qui, sous ce rapport, se produira à nos frontières, de sorte que, le cas échéant, nous pourrions satisfaire en temps opportun à cette partie de nos besoins militaires en interdisant la sortie des chevaux.

Au point de vue financier, nous avons un encaisse suffisant pour entretenir l'armée pendant longtemps; en outre, nous avons chargé notre département des finances de pourvoir à d'autres ressources, qu'on met de toutes parts à notre disposition.

Prête à tout événement et forte par son union, par le dévouement de sa population, et par l'esprit patriotique de son armée, la Suisse peut regarder l'avenir avec confiance. Bien qu'elle ne puisse se mesurer, quant à la force numérique avec les armées des Etats belligérants, elle peut attendre sans crainte les événements, car le sentiment de ne porter atteinte aux droits de personne et de se borner à défendre les biens les plus sacrés de l'humanité et de la patrie, lui donnera la force d'empêcher qu'un ennemi ne viole son territoire,

ou de faire payer chèrement cet acte d'agression s'il devait s'accomplir.

Nous mettons à votre disposition les documents propres à vous renseigner exactement sur ce qui s'est fait jusqu'à ce jour, et nous vous recommandons l'adoption du projet d'arrêté ci-joint, en saisissant cette occasion de vous renouveler, monsieur le Président et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 16 juillet 1870.

Au nom du conseil fédéral suisse :

Le président de la Confédération,

Signé : D^r J. DUBS.

Le chancelier de la Confédération,

Signé : SCHIESS.

Suit le texte du projet d'arrêté concernant la position neutre de la Suisse. Il est ainsi conçu :

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu le message du Conseil fédéral du 16 juillet 1870, concernant la position actuelle de la Suisse et les mesures que cette position nécessite, arrête :

1° La Confédération suisse, pendant la guerre qui va éclater, défendra sa neutralité et l'intégrité de son territoire par tous les moyens dont elle dispose.

Le Conseil fédéral est invité à communiquer cette déclaration aux gouvernements des parties belligérantes, ainsi qu'à ceux des Puissances signataires et garantes des traités de 1815.

2° Les levées de troupes ordonnées par le Conseil fédéral sont approuvées.

3° Le Conseil fédéral est en outre autorisé à lever toutes les troupes nécessaires pour maintenir la neutralité de la Suisse et pourvoir à la sûreté de son territoire. Il est pareillement autorisé à prendre toutes les mesures de défense qu'il jugera opportunes.

4° Un crédit illimité est ouvert au Conseil fédéral pour couvrir les frais qu'entraînera l'application des pleins pouvoirs accordés par l'article précédent.

Il est spécialement autorisé à contracter les emprunts qui pourraient devenir nécessaires.

5° L'Assemblée fédérale procédera immédiatement à la nomination du commandant en chef de l'armée suisse, ainsi qu'à celle du chef de l'état-major général.

6° Le Conseil fédéral rendra compte à l'Assemblée fédérale, dans sa prochaine réunion, de l'usage qu'il aura fait des pleins pouvoirs qui lui sont conférés par le présent arrêté.

7° Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution de cet arrêté.

N° 159.

LE DUC DE GRAMONT AU MARQUIS DE LA VALETTE, A LONDRES.

Paris, le 17 juillet 1870.

Monsieur le Marquis, le Cabinet de Londres, se référant au 23^e protocole du Congrès de Paris, a offert au Gouvernement de l'Empereur d'interposer entre la France et la Prusse son action médiatrice afin d'épargner à deux puissances amies et à toute l'Europe le fléau de la guerre.

Nous sommes sincèrement reconnaissants au Gouvernement britannique du sentiment qui a dicté sa démarche, et plus que personne nous apprécions l'inspiration généreuse de la règle qu'il invoque. Nous devons, toutefois, rappeler qu'en le consignand dans ses protocoles le Congrès de Paris n'a pas entendu l'imposer d'une manière impérative aux Puissances qui, seules, demeurent juges des exigences de leur honneur et de leurs intérêts. C'est ce qui a été expressément établi par la bouche du comte de Clarendon à la suite d'observations présentées par le plénipotentiaire autrichien.

Quelle que pût être d'ailleurs en ce moment notre disposition à accepter les bons offices d'une puissance amie, et en particulier de l'Angleterre, nous ne saurions accéder aujourd'hui à l'offre du Cabinet de Londres. En présence du refus du roi de Prusse de nous donner des garanties que la politique de son Gouvernement nous avait mis dans la nécessité de lui demander pour prévenir la reprise de visées dynastiques dangereuses pour notre sécurité, en présence de l'offense que le cabinet de Berlin a ajoutée à ce refus, le soin de notre dignité ne nous permet plus une autre conduite. Je l'ai fait savoir verbalement à lord Lyons en le remerciant de sa démarche, et je vous prie de vous exprimer dans le même sens avec lord Granville. A la veille d'une rupture que les efforts bienveillants des puissances amies n'ont pas pu conjurer, l'opinion publique en Angleterre reconnaîtra que dans les circonstances actuelles le Gouvernement de l'Empereur n'a plus le choix de ses résolutions.

Agréé, etc.

Signé : GRAMONT.

N° 160.

LE DUC DE GRAMONT A M. KERN.

Paris, le 17 juillet 1870.

Monsieur le ministre, vous avez bien voulu me faire savoir, au nom du Conseil fédéral, qu'en présence de la situation actuelle, il est fermement résolu à sauvegarder la neutralité suisse par tous les moyens en son pouvoir, et qu'il se dispose à porter cette déclaration à la connaissance de tous les cabinets européens.

Ainsi que vous le rapportez, le Gouvernement de l'Empereur a saisi toutes les occasions de témoigner l'importance qu'il attache au maintien de la neutralité suisse. Il ne pouvait donc accueillir qu'avec faveur les résolutions dont vous avez été chargé de lui donner connaissance,

Il apprécie le sentiment qui a porté le Gouvernement de la Confédération suisse à prendre l'initiative de cette communication auprès de lui, et il est fermement résolu, en ce qui le concerne, à ne point se départir de ses obligations. Il est heureux de pouvoir compter sur l'efficacité des mesures adoptées par le Conseil fédéral pour assurer, de la part de toutes les puissances, la stricte exécution des stipulations européennes sous la sauvegarde desquelles la Suisse est placée.

Agréez, etc.

Signé : GRAMONT.

N° 161.

LE MINISTRE DU COMMERCE DE PRUSSE AUX PRÉSIDENTS DE
KONIGSBERG, STETTIN, HANOVRE ET KIEL.

Berlin, le 17 juillet 1870.

Le Conseil fédéral a décidé que dans le cas où la guerre éclaterait avec la France, les bâtiments marchands français qui se trouveraient dans les ports allemands au commencement de la guerre, et qui entreraient avant d'avoir eu connaissance de l'état de guerre, seront autorisés à rester dans les ports où ils se trouveront, de prendre un chargement ou de décharger leur cargaison, selon le cas, pendant

une période de six semaines à partir du jour du commencement des hostilités.

Les autorités provinciales devront être immédiatement informées de cette décision.

Signé : DE ITZEUPLITZ.

N° 462.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 47 juillet 1870.

Mylord, en me référant au télégramme de Votre Seigneurie, d'hier(1), j'ai l'honneur de vous envoyer copie d'une note dans laquelle j'ai demandé au duc de Gramont, si les bâtiments neutres seraient autorisés, dans le cas où la guerre éclaterait entre la France et la Prusse, à sortir pour un temps déterminé avec leurs chargements des ports français et allemands et à y entrer.

J'ai, dans la même note, prié M. de Gramont, dans le cas où la paix serait rompue, de vouloir bien donner, le plus tôt possible, au Gouvernement de Sa Majesté la notification de la déclaration de guerre et du commencement des hostilités.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

(1) N° 448.

ANNEXE

LORD LYONS AU DUC DE GRAMONT:

Paris, le 47 juillet 1870.

Monsieur le ministre, le Gouvernement de Sa Majesté ne veut pas encore abandonner l'espoir que la paix peut être conservée, mais il ne peut fermer les yeux sur le danger imminent d'une rupture entre la France et la Prusse. Il est donc de son devoir de prendre, sans retard, les mesures en son pouvoir pour calmer l'inquiétude de classes commerçantes de la Grande-Bretagne.

Dans ce but, le Gouvernement de Sa Majesté désire s'assurer, dans le plus court délai possible, si les bâtiments neutres seront autorisés pendant un temps spécifié à quitter les ports français et allemands avec leurs cargaisons et à y entrer.

Le Gouvernement de la Reine a appris qu'un grand nombre de bâ-

timents sont en chargement dans les ports de la Grande-Bretagne en destination pour la Prusse et l'Allemagne, et il ne doute pas que Votre Excellence ne prenne en considération l'importance des intérêts anglais engagés et fera connaître immédiatement au Gouvernement de Sa Majesté les intentions du Gouvernement de l'Empereur à cet égard.

J'ajouterai à Votre Excellence que si malheureusement la paix ne pouvait être conservée, le Gouvernement de Sa Majesté serait très-obligé au Gouvernement de l'Empereur de lui notifier, le plus tôt possible, la déclaration de guerre ou le commencement des hostilités.

Dans la confiance que Votre Excellence sera assez obligeante pour me communiquer, aussitôt que possible, le renseignement que le Gouvernement de Sa Majesté désire obtenir,
je vous prie, etc.

Signé : LYONS.

N° 163.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 47 juillet 1870.

Mylord, j'ai eu l'honneur de recevoir ce matin la dépêche de Votre Seigneurie en date d'hier, suggérant que le Gouvernement français annoncerait officiellement que, durant la guerre imminente, il réglerait sa conduite, dans la poursuite des opérations hostiles sur mer, sur la Déclaration de Paris du 16 avril 1856.

Ma note est presque une copie exacte de la dépêche de Votre Seigneurie. Je n'y ai fait que ce seul changement, de placer le cas d'une guerre comme une hypothèse. Il y a, en effet, trop de raison de craindre qu'une rupture entre la France et la Prusse ne devienne certaine, mais j'ai pensé qu'il valait mieux, quand ce ne serait que comme affaire de forme, de m'abstenir de considérer cette rupture comme un fait accompli, d'autant plus qu'une déclaration de guerre n'a pas encore été faite et que je n'ai pas encore reçu de réponse à mes notes d'hier et d'avant-hier pour presser les deux parties, conformément au 23^e protocole du Congrès de Paris, d'avoir recours aux bons offices d'une puissance amie.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE

LORD LYONS AU DUC DE GRAMONT.

Paris, le 17 juillet 1870.

Monsieur le ministre, au commencement de la guerre entre l'Angleterre, la France et la Turquie contre la Russie, les deux premières Puissances rendirent immédiatement publique leur intention de mettre le moins possible obstacle au commerce des Neutres, et de renoncer à une partie des droits des belligérants qui leur appartenaient en vertu du droit des gens.

Les renonciations faites ainsi spontanément au commencement de la guerre furent adoptées à sa conclusion par toutes les Puissances représentées au Congrès de Paris, et plus tard, sur leur invitation, presque toutes les puissances maritimes du monde y ont accédé.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut pas douter que les principes contenus dans la Déclaration de Paris du 16 avril 1856 seront scrupuleusement observés par les belligérants, si la guerre venait à être déclarée; mais le Gouvernement de l'Empereur sera peut-être disposé à annoncer officiellement que, pour sa part, il réglera sa conduite d'après ces principes dans la poursuite des opérations militaires sur mer.

Le Gouvernement de Sa Majesté a adressé une communication dans le même but au Gouvernement prussien.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 164.

LORD A. LOFTUS AU COMTE DE BISMARCK.

Berlin, le 17 juillet 1870.

Monsieur le chancelier, les informations reçues par le Gouvernement de Sa Majesté font craindre la rupture imminente des relations amicales entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et la France, et prévoir la guerre.

Le Gouvernement de Sa Majesté regretterait profondément cet immense malheur pour deux puissances amies, aussi bien que pour toute l'Europe.

Dans l'intérêt de ces puissances et de l'humanité, je suis chargé

par le Gouvernement de Sa Majesté de faire au Gouvernement de Sa Majesté le Roi un appel pressant, fondé sur le 23^e protocole du Traité de Paris 1856, par lequel les puissances européennes sont convenues de soumettre les différends quelconques qui pourraient surgir entre elles à une puissance amie, avant de recourir aux armes.

En conséquence de cet arrangement sage et humain, je suis chargé par le Gouvernement de Sa Majesté de proposer au Gouvernement du Roi de Prusse, — ainsi qu'il a été fait au Gouvernement de l'Empereur des Français, — qu'avant d'en venir aux extrémités, ils fassent appel aux bons offices d'une ou de plusieurs des puissances amies dans le but d'écarter, s'il est possible, les malheurs de la guerre.

Je suis chargé, en outre, de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à faire les démarches de médiation quelconques qu'on pourrait réclamer de lui.

En exprimant à Votre Excellence, de la part du Gouvernement de la Reine, le vif espoir de voir accueillir favorablement par le Gouvernement du Roi de Prusse la proposition que j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence,

Je suis, etc.

Signé : AUGUSTUS LOFTUS.

N^o 165.

SIR H. HOWARD AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Munich, le 17 juillet 1870.

Je viens de voir le comte de Bray qui m'a appris que le Gouvernement avait décidé hier soir avec l'assentiment du Roi, en conformité avec ses obligations de coopérer avec la Prusse à la guerre contre la France, et qu'il avait fait part de cette décision, la nuit dernière, à l'ambassadeur de Prusse, sans entrer dans aucune discussion au sujet du *Casus fœderis*. M. de Bray m'a dit qu'il n'était pas possible, à la Bavière, de suivre une autre conduite, car il ne pouvait pas être question de garder la neutralité. Il ajouta qu'il n'avait posé aucune condition à cette coopération, en observant seulement qu'il s'attendait à ce que la Bavière ne serait pas plus maltraitée après qu'avant la guerre.

N° 166.

LE VICE AMIRAL HARRIS AU COMTE DE GRANVILLE.

*(Extrait).*La Haye, le 17 juillet 1870,
8 heures du matin.

M. Lausberg, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, m'a apporté la nouvelle la nuit dernière, que le ministre de France, ici, avait été chargé de déclarer que la frontière du Luxembourg serait respectée aussi longtemps que la Prusse ferait de même.

Ce matin, je reçois une note de M. Lausberg, m'annonçant qu'un télégramme est arrivé du ministre des Pays-Bas à Paris, « nous mandant que notre communication (demande d'assurance que la neutralité de la Hollande serait respectée) a été reçue fort favorablement, et que la France ne désire pas autre chose. »

N° 167.

RÉPONSE DU ROI DE PRUSSE A L'ADRESSE DU MAGISTRAT ET DU
CONSEIL MUNICIPAL DE BERLIN.

18 juillet 1870.

C'est pour moi une bien grande satisfaction, Messieurs, de vous voir réunis ici dans ce sérieux moment. L'Adresse que vous me remettez au nom de ma capitale, exprime, d'une façon satisfaisante, les grandes impressions que nous éprouvons. Sa vérité m'a profondément ému. Vous avez raison : je ne porte pas la responsabilité de cette guerre. Dieu le sait, j'en suis innocent. On m'a provoqué. J'ai dû repousser la provocation. La réponse a été l'étincelle.

La réception qui m'a été faite dans toutes les villes et dans tous les pays que j'ai traversés pour revenir ici, l'assentiment qui m'a été donné de tous les points de l'Allemagne et même au-delà des mers, l'accueil que j'ai reçu ici, vendredi soir, à mon retour, m'ont élevé le cœur et donné confiance.

Mon peuple a de lourds sacrifices à faire. Il ne faut pas se le dissimuler, nous avons été gâtés par la prompte victoire obtenue avec

l'aide de Dieu dans deux guerres heureuses. Nous n'en sortirons pas à si bon marché cette fois.

Mais je sais ce que je puis attendre de mon armée et de ceux qui courent à leur drapeau. L'outil est aigu et tranchant; le succès qu'on obtiendra, en s'en servant, est dans la main de Dieu.

Je sais aussi ce que feront ceux qui, comme vous le remarquez si bien dans votre Adresse, seront appelés à panser les blessures, à adoucir les peines et les douleurs que la guerre apporte avec elle.

Ce que vous m'avez dit au nom de ma capitale, je vous le répète, Messieurs, m'est allé au cœur et m'a fait grand bien. Je vous en suis très-reconnaissant et vous prie de transmettre aux habitants de la ville mes sincères remerciements de l'accueil qu'ils m'ont fait à mon retour et dont je n'avais pas eu l'idée. »

N° 168.

LE COMTE DE BISMARCK AUX REPRÉSENTANTS DE LA CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD, A L'ÉTRANGER.

(*Circulaire.*)

Berlin, le 18 juillet 1870.

Monsieur, l'attitude des ministres français aux séances du Sénat et du Corps législatif, du 15 du mois courant, et les altérations de la vérité qui y ont été commises, avec le caractère solennel de déclarations officielles, ont fait tomber le dernier voile qui cachait des intentions, au sujet desquelles personne, jugeant sans parti pris, ne pouvait plus avoir de doute depuis que l'Europe étonnée avait entendu deux jours auparavant, de la bouche du ministre français des Affaires étrangères, que la France ne se contentait point du désistement volontaire du prince héréditaire et qu'elle aurait encore à négocier avec la Prusse.

Pendant que les autres Puissances européennes examinaient quelle attitude elles prendraient en présence de cette phase nouvelle et inattendue, et comment elles exerceraient peut-être une influence conciliante et médiatrice dans ces prétendues négociations, dont personne ne pouvait supposer la nature ni l'objet, le Gouvernement français, par une déclaration publique et solennelle, laquelle, en dénaturant des faits connus, ajoutait de nouvelles offenses aux menaces du 6 courant, a poussé les choses à une extrémité qui rendait tout arrangement impossible, en enlevant aux Puissances amies toute occasion d'intervention et en rendant la rupture inévitable.

Déjà depuis une semaine nous ne pouvions plus douter que l'Em-

pereur ne fût absolument décidé à nous placer dans une situation qui ne nous laissât d'autre choix que la guerre ou une humiliation que le sentiment d'honneur d'aucune nation ne saurait supporter. Si nous avions pu concevoir encore des doutes, ils auraient disparu par le rapport du ministre du Roi relativement à son premier entretien avec le duc de Gramont et M. Ém. Ollivier, après son retour d'Ems, entretien pendant lequel le premier qualifia le désistement du prince héréditaire de question de détail, tandis que les deux ministres exprimèrent l'espoir que S. M. le Roi écrirait à l'Empereur Napoléon une lettre d'excuses dont la publication serait de nature à apaiser les esprits excités en France.

Je joins une copie de ce rapport à la présente; il se passe de commentaires. Les insultes de la presse gouvernementale française anticipèrent sur le triomphe que l'on cherchait à obtenir. Mais le Gouvernement sembla craindre que la guerre lui échappât néanmoins. Il s'empressa donc de déplacer la question par ses déclarations du 15 du mois courant, de la mettre sur un terrain où il n'y a plus d'intervention possible et de nous prouver, ainsi qu'à tout le monde, qu'aucune concession dans les limites du sentiment d'honneur national ne suffirait pour maintenir la paix.

Mais comme personne ne doutait ni ne pouvait douter que nous voulions sincèrement la paix, et que quelques jours auparavant nous considérions la guerre comme impossible; comme tout prétexte pour une guerre faisait défaut et que même le dernier prétexte créé artificiellement, violemment, s'était évanoui de lui-même, comme il avait été inventé sans nous; comme, en conséquence, il n'y avait aucune raison de guerre, il ne resta aux ministres français, pour se justifier en apparence devant leur propre peuple, dont la majorité est disposée à la paix et qui a besoin de la paix, — il ne leur resta qu'à faire accroire aux deux Chambres représentatives et par elles au peuple, en dénaturant ou en inventant des faits dont la fausseté leur était officiellement connue, que la nation avait été offensée par la Prusse, afin d'exciter les passions et de provoquer une telle explosion qu'ils pussent alléguer avoir été entraînés.

C'est une tâche douloureuse que de voir dévoiler cette série de contre-vérités. Heureusement les ministres français ont abrégé cette tâche en refusant d'accorder la communication réclamée, par une partie de l'Assemblée, de la note ou de la dépêche, en préparant ainsi le public à apprendre que cet office n'existe aucunement.

Il en est réellement ainsi. Il n'existe point de note ou dépêche par laquelle le Gouvernement prussien aurait annoncé aux cabinets de l'Europe le refus de recevoir le ministre français. Il n'existe rien, en dehors du télégramme des journaux, que tout le monde connaît et

qui a été communiqué, d'après le texte des journaux, aux gouvernements allemands et à quelques-uns de nos représentants près de gouvernements non allemands, afin de les informer de la nature des prétentions françaises et de l'impossibilité de les admettre. Ce télégramme ne renferme, en outre, rien de blessant pour la France.

Le texte de cette dépêche télégraphique se trouve ci-joint (1). Des communications ultérieures sur cet incident n'ont été adressées par nous à aucun gouvernement.

Quant au fait du refus de recevoir le ministre français, afin de pouvoir placer cette allégation dans sa véritable lumière, j'ai été autorisé par Sa Majesté à vous transmettre les deux documents ci-joints, avec la demande de les communiquer au Gouvernement auprès duquel vous avez l'honneur d'être accrédité; le premier de ces documents est un exposé rigoureusement exact, rédigé sur les ordres et sous l'approbation immédiate de S. M. le Roi, les événements qui ont eu lieu à Ems (2); le second est un rapport officiel de l'aide de camp de service de S. M. le Roi, touchant l'exécution de la mission qui lui avait été donnée (3).

Il serait inutile de faire ressortir que la fermeté avec laquelle l'arrogance française a été repoussée, était entourée, tant en ce qui concerne le fond que la forme, de la courtoisie la plus complète, laquelle répond tout aussi bien aux habitudes personnelles de S. M. le Roi qu'aux principes de politesse internationale envers les représentants de souverains et de nations étrangers.

Quant au départ de notre ministre, je fais seulement observer, — comme le cabinet français le savait d'ailleurs officiellement, — qu'il ne s'agissait point d'un rappel, mais d'un congé sollicité par le ministre pour des motifs personnels, et que celui-ci a remis les affaires entre les mains du premier conseiller de légation qui l'avait déjà fréquemment remplacé, et qu'il en a donné notification comme cela se pratique habituellement. L'allégation, d'après laquelle S. M. le Roi aurait communiqué au chancelier fédéral sous-signé la candidature du prince Léopold, est également inexacte; j'avais reçu accidentellement et confidentiellement connaissance par une des personnes privées qui prenaient part aux négociations, de l'offre espagnole.

Si, par conséquent, tous les motifs invoqués par les ministres français pour établir que la guerre était inévitable, s'évanouissent; s'il est ainsi établi que ces motifs sont complètement dénués de fondement, — il ne nous reste malheureusement que la triste nécessité de rechercher les véritables motifs dans les traditions les plus mauvaises de Louis XIV et du premier empire, stigmatisées depuis un demi-siècle par les populations et les gouvernements du monde

(1) N° 106,

(2) N° 107.

(3) N° 108.

civilisé, qu'un certain parti en France inscrit encore sur sa bannière, mais auxquelles nous croyions que Napoléon III avait heureusement résisté.

Comme causes déterminantes de ce regrettable phénomène, nous ne pouvons découvrir malheureusement que les instincts les plus mauvais de la haine et de la jalousie au sujet de l'autonomie et du bien-être de l'Allemagne, joints au désir de tenir terrassée la liberté à l'intérieur en précipitant le pays dans des guerres avec l'étranger.

Il est triste de penser que par une lutte colossale, comme la surexcitation nationale et la grandeur et la puissance des deux pays le font entrevoir, le développement pacifique de la civilisation et du bien-être national, qui allaient sans cesse croissants, sera entravé, empêché pendant plusieurs années. Mais, devant Dieu et devant les hommes, nous devons en rejeter la responsabilité sur ceux qui, par leur attitude criminelle, nous obligent à accepter la lutte pour l'honneur national et la liberté de l'Allemagne. Pour une cause aussi juste, nous pouvons espérer avec confiance en l'aide de la Providence, — de même que nous sommes déjà sûrs, grâce aux marques toujours croissantes d'un dévouement empressé, de l'assistance de toute la nation allemande et que nous pouvons compter que pour cette guerre, provoquée de propos délibéré et sans droit, la France ne trouvera point d'allié.

Signé : BISMARCK.

N° 169.

LE COMTE DE BISMARCK A LORD A. LOFTUS.

Berlin, le 48 juillet 1870.

J'ai remis sans retard, à S. M. le roi de Prusse, la note du 17 juillet (1), dans laquelle Votre Excellence demandait que la Prusse et la France cherchassent les bons offices des puissances amies afin de conserver la paix, et annonçait que le Gouvernement de S. M. Britannique était disposé à agir dans ce sens.

S. M. m'ordonne d'exprimer à Votre Excellence toute sa gratitude pour les efforts de Votre Excellence, tendant à épargner à deux peuples une guerre qui compromettra la paix de l'Europe entière.

Le Gouvernement de S. M. Britannique sait mieux que personne

(1) N° 164.

que S. M. le roi de Prusse sera toujours disposé à accepter toute médiation pour arriver à une paix qui ne blesserait ni l'honneur ni l'esprit national de l'Allemagne.

Mais, pour accepter cette médiation, il faudrait d'abord avoir l'assurance que la France est disposée à entrer en négociation. C'est la France qui a donné le signal de la guerre, et elle a persisté dans ses dispositions hostiles après que la cause déterminante a été écartée comme le sait l'Angleterre.

Si, aujourd'hui, nous prenons l'initiative des négociations, nous blesserons l'amour-propre national, surexcité par les menaces de la France.

Notre force est dans l'amour de la justice et de l'honneur qui anime l'Allemagne, et la France ne peut s'appuyer sur une telle force nationale.

En obéissant aux ordres du Roi, je prie Votre Excellence de communiquer cette réponse au Gouvernement de S. M. Britannique.

J'ai, etc.

Signé : BISMARCK.

N° 170.

ORDONNANCE ROYALE RELATIVE A LA CAPTURE ET LA SAISIE COMME
PRISE DE GUERRE DES BATIMENTS DE COMMERCE FRANÇAIS.

Berlin, le 18 juillet 1870.

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, roi de Prusse, etc.,

Ordonnons au nom de la Confédération germanique des Etats du Nord, ce qui suit :

Les bâtiments français de la marine marchande ne seront point sujets à être capturés et saisis comme prise de guerre par les navires de la marine royale de la Confédération.

Cette ordonnance ne s'applique point aux bâtiments qui seraient sujets à être capturés ou saisis quand même ils seraient vaisseaux neutres.

Donné, etc.

Signé : GUILLAUME.

N° 471.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 48 juillet 1870.

Mylord, cette après-midi, conformément aux instructions de la dépêche de Votre Seigneurie, en date d'hier, j'ai adressé au duc de Gramont les chaleureux remerciements du Gouvernement de Sa Majesté pour la déclaration spontanée qu'il a faite de la décision du Gouvernement français de respecter la neutralité de la Belgique.

M. de Gramont m'a dit qu'il m'autorisait à annoncer au Gouvernement de la Reine l'assurance aussi positive, que la France respecterait également la neutralité du Luxembourg et de la Hollande.

M. de Gramont ajouta que la seule restriction qu'y mettait la France, c'est que la neutralité de ces pays serait également respectée par la Prusse. Si, dit-il, la Prusse entraît dans l'un ou l'autre, nous conservons naturellement notre liberté d'agir de même.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 472.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 48 juillet 1870.

Mylord, le duc de Gramont m'a dit cette après-midi qu'il avait envoyé une déclaration formelle de guerre à Berlin par un des secrétaires de l'ambassade de France qui se trouvait ici en congé. Il ajouta qu'il n'attendait que la nouvelle de la réception de cette déclaration à Berlin, pour la notifier au chargé d'affaires de Prusse ici, et la publier.

M. de Gramont me dit qu'il présumait que je ne serais pas surpris d'apprendre que le Gouvernement français ne pouvait consentir à la proposition que le Gouvernement de Sa Majesté avait basée sur le 23^e protocole du Congrès de 1856. Il lui paraissait, en effet, que le cas actuel était un de ceux auxquels la réserve, que chaque nation était le seul juge de son honneur et de ses intérêts, était particulièrement applicable. Il me dit, en terminant, qu'il avait envoyé par

l'ambassadeur de France à Londres une réponse formelle à cette proposition (1).

Je fis observer à M. de Gramont que sans nul doute le protocole ne contenait aucune stipulation obligatoire, mais j'ajoutai qu'il donnait le moyen honorable et digne d'éviter la guerre aux puissances qui étaient disposées à y faire appel plutôt que d'en venir aux extrémités.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

(1) N° 164.

N° 173.

LORD LOFTUS AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait).

Berlin, le 48 juillet 1870.

Le comte de Bismarck est venu me voir ce matin, et m'a dit qu'il avait mis sous les yeux du Roi ma note en date d'hier (1).

Il a ajouté que, comme la France avait pris l'initiative de la guerre, c'était à elle de prendre l'initiative des négociations, toute nouvelle concession faite par la Prusse ne pouvant que produire le plus mauvais effet dans toute l'Allemagne, et surtout dans l'Allemagne du Sud. Toute concession serait mal interprétée dans un moment où toute la nation était pleine d'indignation pour les menaces et les insultes qui lui avaient été faites par la France.

Je répondis à Son Excellence que le Gouvernement de la Reine regrettait profondément la rupture des relations amicales entre deux puissances avec lesquelles il était dans les meilleurs termes d'amitié. Il avait fait tous les efforts possibles en vue de la paix et regrettait sincèrement que ses conseils n'aient pas obtenu plus de succès.

(1) N° 159.

N° 174.

M. BONAR AU COMTE DE GRANVILLE.

Berne, le 48 juillet 1870.

Mylord, le Conseil fédéral ayant demandé, des deux gouvernements français et prussien, une assurance positive que la position assurée

par les traités à la Suisse, l'intégrité aussi bien que la neutralité du territoire de la Confédération seront respectées par les parties belligérantes en cas de guerre, une réponse officielle du Gouvernement français a été déjà reçue par le Président de la Confédération, apportant cette assurance dans les termes les moins équivoques. De la part du Gouvernement prussien, aucune réponse officielle n'est encore parvenue au Conseil fédéral, mais la réponse verbale, faite à Berlin, par M. de Thile, à la communication du chargé d'affaires de Suisse est complètement satisfaisante.

Une représentation ayant été faite par le Conseil fédéral au Gouvernement de Bade au sujet d'un petit tronçon de chemin de fer qui traverse le territoire suisse, entre Constance et Bâle, le Gouvernement badois a tout aussitôt et sans hésitation déclaré que cette partie de chemin de fer serait strictement respectée en ce qui regarde le passage des troupes, munitions de guerre, etc.

J'ai, etc.

Signé : A.-G.-G. BONAR.

N° 175.

LE VICE AMIRAL HARRIS AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

La Haye, le 18 juillet 1870.

Le ministre des Affaires étrangères, en réponse à une interpellation qui lui a été faite dans la première Chambre, a déclaré que le Gouvernement des Pays-Bas avait reçu l'assurance formelle par écrit des gouvernements de France et de Prusse que lesdits Gouvernements reconnaissent la neutralité de la Hollande.

En réponse à une autre question, au sujet d'un certain bruit qui avait circulé, que la Prusse avait offert un corps d'armée à la Hollande pour l'aider à maintenir sa neutralité, le ministre a dit que son gouvernement n'avait reçu aucune offre semblable d'aucun gouvernement.

J'ai informé Votre Seigneurie, aujourd'hui, par télégramme, que le gouvernement de la Confédération du Nord avait promis à celui du Luxembourg qu'il respecterait sa neutralité aussi longtemps que le ferait la France.

On m'assure que dans le conseil des ministres, présidé hier par le Roi, il a été résolu de maintenir la plus stricte neutralité.

N° 176.

DÉCLARATION DU CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE.

Berne, le 18 juillet 1870.

Les traités de 1815 garantissent à la Suisse sa neutralité perpétuelle et l'inviolabilité de son territoire. Ils garantissent aussi la même neutralité à certaines contrées qui faisaient autrefois partie intégrante du royaume de Sardaigne, mais se trouvent actuellement en la possession de la France, par suite du traité de Turin du 24 mars 1860.

L'espoir en une solution pacifique du conflit survenu entre la France et la Prusse, à propos du trône d'Espagne, s'étant évanoui, et ces deux États ayant pris les armes, la Confédération suisse a estimé qu'il était de son devoir de s'exprimer, dès l'abord et avec la plus grande franchise, sur la position qu'elle compte prendre en prévision de certaines éventualités.

Le Conseil fédéral déclare en conséquence, en vertu du mandat spécial que l'Assemblée fédérale lui a conféré à l'unanimité de ses membres, que la Suisse maintiendra et défendra, pendant la guerre qui se prépare, sa neutralité et l'intégrité de son territoire par tous les moyens dont elle dispose. Elle conservera loyalement vis-à-vis de tous cette position qui lui est dictée par les traités européens et répond aussi bien aux conditions dans lesquelles elle se trouve qu'à ses propres besoins; mais si, contre toute attente, il était porté atteinte à cette neutralité, elle repousserait énergiquement toute agression pénétrée qu'elle serait de la justice de sa cause.

Relativement aux parties de la Savoie qui, aux termes de la Déclaration des grandes puissances du 29 mars 1815, de l'acte final de Vienne du 9 juin 1815, du Traité de Paris du 20 mai 1815, art. 3, et de l'acte de reconnaissance et de garantie de la neutralité suisse, portant la même date, doivent jouir d'une neutralité identique à celle de la Suisse, disposition que la France et la Sardaigne ont confirmée à l'article 2 du traité de Turin précité, du 13 mars 1860, le Conseil fédéral croit devoir rappeler que la Suisse a le droit d'occuper ce territoire. Le Conseil fédéral ferait usage de ce droit si les circonstances lui paraissaient l'exiger pour la défense de la neutralité suisse et de l'intégrité du territoire de la Confédération; toutefois, il respectera scrupuleusement les restrictions que les traités apportent à l'exercice du droit dont il s'agit, et il s'entendra à cet égard avec le gouvernement impérial français.

Le Conseil fédéral exprime l'espoir que ces explications franches

sur la position que prendra la Suisse en présence des événements qui se préparent seront accueillies avec bienveillance par les États belligérants, soit par les autres grandes puissances garantes des traités de Vienne, et qu'elles les conviendront que, dans les dispositions à prendre, la Suisse entend se placer au point de vue que lui assignent les traités en vigueur.

Dans cet espoir, il saisit cette occasion, etc.

Le Président de la Confédération,

Signé : D^r J. DUBS.

Le Chancelier de la Confédération,

Contre-signé : SCHIESS.

N^o 177.

M. LE SOURD AU COMTE DE BISMARCK.

Berlin, le 49 juillet 1870.

Le soussigné, chargé d'affaires de France, en exécution des ordres qu'il a reçus de son Gouvernement, a l'honneur de porter à la connaissance de Son Excellence M. le ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté le roi de Prusse la communication suivante : Le Gouvernement de Sa Majesté l'empereur des Français, ne pouvant regarder que comme une entreprise dirigée contre la sécurité territoriale de la France le projet d'élever un prince prussien au trône d'Espagne, s'est trouvé dans la nécessité de demander à Sa Majesté le roi de Prusse l'assurance qu'une telle combinaison ne pourrait se réaliser avec son assentiment.

Sa Majesté le roi de Prusse s'étant refusé à donner cette assurance, et ayant témoigné au contraire à l'ambassadeur de Sa Majesté l'empereur des Français qu'il entendait se réserver, pour cette éventualité comme pour toute autre, la faculté de consulter les circonstances, le Gouvernement impérial a dû voir dans la déclaration du Roi une arrière-pensée menaçante pour la France comme pour l'équilibre des forces en Europe. Cette déclaration a été aggravée encore par la notification faite aux Cabinets du refus de recevoir l'ambassadeur de l'Empereur et d'entrer dans aucune explication nouvelle avec lui.

En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté Impériale a jugé

qu'il avait l'obligation de pourvoir immédiatement à la défense de son honneur et de ses intérêts compromis, et, résolu à prendre à cet effet toutes les mesures commandées par la situation qui lui est faite, il se considère, dès à présent, comme étant en état de guerre avec la Prusse.

Le soussigné, etc.

Signé : LE SOURD.

N° 178.

DISCOURS DU ROI DE PRUSSE A L'OUVERTURE DU REICHSTAG.

Berlin, le 49 juillet 1870.

Honorés Membres du Reichstag de la Confédération
de l'Allemagne du Nord,

Le jour où, lors de votre dernière réunion, je vous ai souhaité ici la bienvenue au nom des gouvernements confédérés, j'ai pu, avec une gratitude mêlée de joie, attester qu'avec l'aide de Dieu, le succès n'avait pas manqué aux efforts faits par moi en vue de répondre aux vœux des peuples et aux besoins de la civilisation en prévenant toute perturbation de la paix.

Si, néanmoins, des menaces de guerre et un danger de guerre ont imposé aux gouvernements confédérés le devoir de vous convoquer en une session extraordinaire, en vous-mêmes comme en nous demeurera vivante la conviction que la Confédération de l'Allemagne du Nord s'est appliquée à utiliser la force populaire de l'Allemagne, non pas pour compromettre la paix générale, mais pour lui donner un puissant appui, et que si actuellement nous faisons appel à cette force populaire pour protéger notre indépendance, nous ne faisons qu'obéir à la voix de l'honneur et du devoir.

La candidature d'un prince allemand au trône d'Espagne, candidature à la naissance et à l'abandon de laquelle les gouvernements confédérés sont demeurés également étrangers, et qui, pour la Confédération de l'Allemagne du Nord, n'avait pas d'autre intérêt que celui de voir le Gouvernement d'une nation amie y rattacher l'espoir de donner à un pays longtemps éprouvé les garanties d'un Gouvernement régulier et pacifique, a fourni au Gouvernement de l'empereur des Français le prétexte de poser un cas de guerre d'une façon depuis longtemps inconnue dans les usages diplomatiques, et, après la disparition de ce prétexte, de maintenir un cas de guerre avec un mépris

du droit des peuples aux bienfaits de la paix dont l'histoire des souverains antérieurs de la France offre déjà des exemples.

Si dans les siècles précédents l'Allemagne a supporté en silence ces atteintes portées à son droit et à son honneur, elle ne les a supportées que parce que, dans son déchirement, elle ne savait pas combien elle était forte. Aujourd'hui que le lien d'une union morale et légale, lien que les guerres de l'indépendance ont commencé à établir, unit ensemble, avec une connexité qui sera d'autant plus étroite qu'elle durera plus longtemps, les membres de la famille allemande; aujourd'hui que les armements de l'Allemagne ne laissent plus de porte ouverte à l'ennemi, l'Allemagne porte en elle-même la volonté et la force de se défendre contre les nouvelles violences de la France.

Ce n'est pas l'outrecuidance qui me dicte ces paroles. Les gouvernements confédérés, ainsi que moi-même, agissent dans la pleine conscience que la victoire et la défaite sont entre les mains du Dieu des batailles.

Nous avons, d'un regard calme et clair, mesuré la responsabilité qui, devant le jugement de Dieu et des hommes, incombe à celui qui pousse à des guerres de dévastation deux grands et paisibles peuples habitant au cœur même de l'Europe.

Le peuple allemand et le peuple français, ces deux peuples qui jouissent chacun au même degré des bienfaits de la civilisation chrétienne et d'une prospérité croissante, et qui aspirent à ces bienfaits, sont appelés à une lutte plus salubre que la lutte sanglante des armes. Mais les hommes qui gouvernent la France ont su, par une fausse direction (*missleitung*) calculée, exploiter pour leurs intérêts et leurs passions personnelles l'amour-propre (*selbstgefühl*) légitime, mais irritable, du grand peuple qui est notre voisin.

Plus les gouvernements confédérés ont la conscience d'avoir fait tout ce que leur honneur et leur dignité leur permettaient de faire pour conserver à l'Europe les bienfaits de la paix, plus il est évident aux yeux de tous que l'on nous a mis le glaive dans la main, et plus grande est la confiance avec laquelle, nous appuyant sur la volonté unanime des gouvernements allemands du Sud comme des gouvernements du Nord, nous nous adressons au patriotisme et au dévouement du peuple allemand, pour le convier à la défense de son honneur et de son indépendance.

Suivant l'exemple de nos pères, nous combattons pour notre liberté et pour notre droit contre la violence de conquérants étrangers; et dans ce combat, où nous ne poursuivrons pas d'autre but que celui d'assurer à l'Europe une paix durable, Dieu sera avec nous comme il a été avec nos pères!

N° 179.

DÉCLARATION DU COMTE DE BISMARCK DANS LA SÉANCE DU
REICHSTAG.

Berlin, le 49 juillet 1870

Je communique à l'honorable Chambre la déclaration de guerre de la France qui m'a été remise aujourd'hui par le chargé d'affaires français.

(Explosion de bravos non interrompus, acclamations répétées et applaudissements de tous les côtés de la Chambre et dans les tribunes. Lorsque le calme est rétabli, le Chancelier de la Confédération reprend) :

Après les paroles que Sa Majesté le Roi vient d'adresser au Reichstag, je n'ai rien à ajouter à la communication de ce fait.

(Bravos renouvelés de tous les côtés.)

N° 180.

LE COMTE DE BISMARCK AU COMTE DE BERNSTORFF, A LONDRES.

Berlin, le 19 juillet 1870.

Le Gouvernement impérial français nous a fait remettre par son chargé d'affaires le document officiel de déclaration de guerre; dont copie ci-jointe.

C'est la première et la seule communication officielle que nous ayons reçu du Gouvernement français dans toute cette affaire qui a occupé le monde depuis quinze jours.

Les raisons qui y sont données pour la guerre qui nous est déclarée sont les suivantes :

Le refus de Sa Majesté le Roi de donner l'assurance que l'avènement au trône d'Espagne d'un prince prussien ne pourra avoir lieu avec son consentement, la prétendue notification faite aux Cabinets du refus de recevoir l'ambassadeur de l'Empereur ou d'entrer dans aucune explication nouvelle avec lui.

Nous n'avons qu'à répondre ceci.

Sa Majesté le Roi, respectant complètement la liberté et l'indépendance de la nation espagnole, ainsi que le libre droit de décision des

princes de la maison de Hohenzollern, n'a jamais eu la pensée d'élever le prince héréditaire au trône d'Espagne. Les demandes faites à Sa Majesté de promesses pour l'avenir étaient injustifiables et présomptueuses. Attribuer au Roi des desseins ultérieurs ou une intention hostile à l'égard de la France, ce n'est qu'une invention gratuite.

La prétendue notification aux Cabinets n'a jamais été faite, pas plus que le refus de traiter avec l'ambassadeur de l'Empereur. Bien au contraire, l'ambassadeur n'a jamais cherché à entrer dans des négociations officielles avec le Gouvernement royal, mais seulement à discuter la question personnellement et secrètement avec Sa Majesté, à Ems.

La nation Allemande, en dedans et en dehors de la Confédération de l'Allemagne du Nord, considère les demandes du Gouvernement français comme tendant à lui infliger une humiliation que la nation ne peut pas supposer et qu'ainsi la guerre, qui n'était jamais entrée dans les desseins de la Prusse, nous est imposée par la France.

Le monde civilisé tout entier verra que les raisons données par la France n'existent pas et ne sont que des prétextes inventés.

La Confédération de l'Allemagne du Nord et les gouvernements de l'Allemagne du Sud qui sont alliés avec elle, protestent contre l'invasion non provoquée du territoire allemand et la repousseront par tous les moyens que Dieu a mis en leur pouvoir.

Signé : BISMARCK.

N° 181.

NOTIFICATION AUX SUJETS ALLEMANDS SERVANT DANS L'ARMÉE
FRANÇAISE DE RETOURNER EN ALLEMAGNE.

Berlin, le 19 juillet 1870.

En vertu d'une décision du Conseil de la Confédération de l'Allemagne du Nord, j'invite tous les Allemands du Nord qui servent dans l'armée française à revenir sans retard.

Tous ceux qui n'obtempéreront pas à cette invitation, se rendent passibles des peines infligées par la loi à ceux qui portent les armes contre leur patrie.

Le Chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Signé : BISMARCK.

N° 182.

ORDONNANCE DE M. DE ROON ET DU COMTE D'EULENBURG POUR DÉFENDRE DE DÉLIVRER DES CERTIFICATS D'EXEMPTION ET DES PASSEPORTS AUX PERSONNES SOUMISES AU SERVICE MILITAIRE.

Berlin, le 19 juillet 1870.

En nous référant au § 49 de la loi du 31 décembre 1842, nous arrêtons par la présente qu'il ne sera plus délivré de certificats d'exemption aux personnes appartenant aux classes de dépôt, de réserve ou de landwehr. De même, il ne sera plus donné de passeports pour l'étranger, ni laisser-passer, ni carte de domicile aux personnes appartenant au dépôt et à la réserve.

Les deux mesures sont aussi applicables aux individus nés en 1839 et plus tard, qui, en vertu des §§ 67 et 68 de l'Instruction militaire du 9 décembre 1858, et des §§ 47 et 48 de l'Instruction pour la Confédération du Nord, ont été exempts du service militaire pour le temps de paix et qui, par conséquent, sont destinés au dépôt de réserve.

Le ministre de la guerre et de la marine,

DE ROON.

Le ministre de l'intérieur,

COMTE D'EULENBURG.

N° 183.

M. FISH A M. WASHBURNE, A PARIS.

(Télégramme.)

Washington, le 49 juillet 1870.

Le Gouvernement de l'Allemagne du Nord demande les bons offices des États-Unis durant la guerre pour la protection des Allemands du Nord en France. Le Président vous charge de faire part de cette demande au duc de Gramont et de lui dire, que si le Gouvernement français y consent, les États-Unis prendront le même soin des Allemands du Nord qu'ils l'ont fait des sujets de l'Empereur au Mexique sur la demande de M. de Moustier.

Signé : FISH.

N° 184.

PROCLAMATION DE LA NEUTRALITÉ DE L'ANGLETERRE.

Londres, le 19 juillet 1870.

Victoria Regina, considérant que nous sommes heureusement en paix avec tous les souverains, Etats et puissances ;

Et considérant que, nonobstant tous nos efforts à maintenir la paix entre tous les souverains, puissances et Etats, la guerre existe malheureusement entre S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi de Prusse, ainsi qu'entre leurs sujets respectifs et autres habitants de leurs contrées, territoires ou domaines ;

Et considérant que nous vivons dans des termes d'amitié et de bons rapports avec ces souverains, ainsi qu'avec leurs sujets et autres habitants de leurs contrées, territoires ou domaines ;

Et considérant qu'un grand nombre de nos loyaux sujets résident, font commerce, possèdent des biens et jouissent de certains droits et privilèges dans les limites des domaines de chacun des susdits souverains, sous la protection de la foi des traités passés entre nous et chacun des susdits souverains ;

Et considérant notre désir de conserver à nos sujets les bienfaits de la paix dont ils jouissent heureusement en ce moment, nous nous sommes fermement proposé et décidés à nous abstenir de prendre une part quelconque, soit directement, soit indirectement, dans la guerre qui existe malheureusement entre les susdits deux souverains, leurs sujets et territoires, à rester en paix avec eux et à maintenir avec chacun d'eux, ainsi qu'avec leurs sujets respectifs et autres habitants de leurs contrées, territoires et domaines respectifs, nos relations pacifiques et nos rapports de bonne amitié, et à préserver une stricte et impartiale neutralité dans ladite guerre malheureusement existante entre eux.

En conséquence, nous avons jugé à propos, après avoir pris l'avis de notre conseil privé, de lancer notre royale proclamation, recommandant strictement à nos bien-aimés sujets de se conduire conformément à nos vœux sus-exprimés et d'observer une stricte neutralité dans et durant ladite guerre, et de s'abstenir de toute violation des lois et statuts du royaume ayant trait au sujet ou de la loi des nations y relative, et d'y porter en aucune façon atteinte, et ce à leurs risques et périls.

Et considérant que dans et par un certain statut fait et passé dans la cinquante-neuvième année de S. M. le roi George III, et ayant pour

titre : « Acte portant défense aux sujets de S. M. de s'enrôler ou s'engager au service d'une nation étrangère et d'armer ou équiper dans les limites des domaines de S. M. tous navires quelconques dans un but de guerre sans en avoir obtenu la permission de S. M. », il a été édicté, entre autres choses, « que toute personne qui, sur le territoire du Royaume-Uni ou dans toute portion quelconque des domaines d'outre-mer de S. M. et sans en avoir obtenu la permission de S. M., équipera, fournira, expédiera ou armera, ou tentera et essaiera d'équiper, fournir, expédier ou armer tout navire ou bâtiment quelconque, dans l'intention et le but de l'employer au service de tout prince, Etat ou puissance étrangère que ce soit, ou de toute colonie, province ou portion de province ou de nation étrangère, ou de toute personne exerçant ou prétendant exercer tout pouvoir gouvernemental dans ou sur tout l'Etat étranger, colonie, province ou portion de province ou de nation quelconque, soit comme transport ou magasin d'approvisionnement, soit comme croiseur, ou qui commettra tout acte d'hostilité que ce soit contre tous prince, Etat ou potentat, ou contre ses sujets ou contre la personne exerçant ou prétendant à exercer le pouvoir gouvernemental, et avec lesquels S. M. ne sera pas alors en état de guerre ; ou qui dans les limites du Royaume-Uni ou de toute partie des domaines de S. M. ou de tout établissement, colonie, territoire, île ou lieu quelconque appartenant à S. M., octroiera ou délivrera une commission à un navire ou bâtiment quelconque dans l'intention et le but de l'employer au service précité, sera pour tous et chacun des faits sus-énoncés réputé coupable d'attentat, et, sur conviction du fait, sera puni d'une amende et d'un emprisonnement, ou de l'une ou de l'autre peine, à la discrétion de la Cour ayant connaissance de l'affaire.

Et ledit navire ou bâtiment, ensemble avec ses agrès, apparaux, meubles, matériaux, armes, munitions et approvisionnements y appartenant ou se trouvant à bord, sera passible de forfaiture, et il sera légal de la part de tout officier de douane ou d'accise de S. M., ou de tout officier de la marine royale autorisé par la loi à opérer des saisies sur toute forfaiture prononcée sous l'autorité des lois relatives aux douanes ou accises, ou des lois de commerce ou de navigation, de saisir lesdits navires ou bâtiments ensemble avec les agrès, apparaux, meubles, matériaux, armes, munitions et approvisionnements y appartenant ou se trouvant à bord, pourra être poursuivi et condamné de la même manière et par-devant toute Cour compétente pour violation des lois de protections du revenu des douanes ou de l'accise ou des lois relatives au commerce et à la navigation.

Et, en conséquence de ladite loi, que toute personne, dans quelque partie que ce soit du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,

ou dans toute autre possession outre-mer de S. M., qui aurait, sans la permission préalable et expresse de S. M., augmenté le nombre des canons de tel navire, ou transporté des canons d'un navire sur un autre, ou ajouté à l'armement, ou contribué en quelque manière à augmenter les forces militaires d'un navire de guerre, de tout autre bâtiment ou croiseur ou armé qui, à son arrivée dans un port du Royaume-Uni, navire de guerre, bâtiment croiseur à un Etat, à un monarque étranger, ou à toute personne, ou à des personnes exerçant ou s'attribuant l'exercice du pouvoir dans ou sur toute colonie, province, partie de province, ou sur une population appartenant à un prince, un Etat, un monarque, ou sur les habitants d'une colonie, d'une province, une part de province sous le contrôle d'une personne ou de personnes exerçant le pouvoir gouvernemental, soit déclarée coupable, et qu'après information établissant son délit, elle soit condamnée à l'amende et à l'emprisonnement ou à toute autre peine, selon l'appréciation de la Cour devant laquelle elle aura comparu.

Maintenant, afin qu'aucun de nos sujets ne s'expose imprudemment aux pénalités imposées par ledit statut, nous défendons strictement par les présentes qu'aucun individu ou aucune personne ne commettent aucun acte, aucune affaire ou aucune chose quelconque contraire aux prévisions dudit statut, et de plus notre haut déplaisir.

En conséquence, et par les présentes, nous intimons et donnons avis de plus à tous nos bien-aimés sujets et à toutes personnes quelconques ayant droit à notre protection qu'ils aient à observer, à l'égard de chacun des susdits souverains, de leurs sujets et territoires, et à l'égard de tous les belligérants quelconques avec lesquels nous sommes en paix, les devoirs de la neutralité et à respecter envers tous et envers chacun d'eux l'exercice de ces droits de belligérants que nous et nos royaux prédécesseurs nous avons toujours réclamé la faculté d'exercer, et nous avertissons de plus, par les présentes, tous nos amis sujets et toutes personnes quelconques ayant droit à notre protection, que si aucun d'eux a la présomption, au mépris de notre proclamation royale ici formulée et de notre haut déplaisir, de faire aucun acte dérogatoire à leurs devoirs comme sujets d'une souveraine neutre dans une guerre entre d'autres souverains, ou venant en violation ou contravention du droit des gens à cet égard, comme serait en violant ou tentant de violer le blocus légitimement et effectivement établi par ou bien au nom de l'un desdits souverains, soit en transportant, pour l'usage et le service de l'un desdits souverains, des officiers, des soldats, des dépêches, des armes, des munitions, des provisions ou des matières de guerre, et en général tout article ou sous-article considérés et regardés comme contrebande de guerre, toutes personnes se rendant coupable du délit de ce genre, ainsi que

leurs navires et les chargements d'iceux, encourront légitimement la saisie par l'ennemi, et y seront justement soumis, ainsi qu'aux pénalités édictées par le droit international sur ce chef.

Et nous donnons également avis par les présentes que tous nos sujets et toutes personnes ayant des titres à notre protection qui se rendront coupables de quelque contravention sur les chefs ci-dessus énumérés, le feront à leurs risques et périls, n'obtiendront de nous aucune protection contre telle saisie ou telles pénalités comme elles sont énoncées ci-dessus ; mais que, tout au contraire, ils encourront notre haut déplaisir par ladite contravention.

Donné en notre cour, au château d'Osborne, île de Wight, ce 19^e de juillet, en l'an de Notre-Seigneur 1870, et dans la trente-quatrième année de notre règne.

Dieu sauve la reine !

Signé : VICTORIA.

N^o 185.

LE COMTE DE GRANVILLE AUX LORDS DE L'AMIRAUTÉ ANGLAISE.

Foreign-Office, le 19 juillet 1870.

Mylords, Sa Majesté bien résolue à observer les lois de neutralité pendant le cours de la guerre entre l'Empereur des Français et le Roi de Prusse, et, en conséquence, à empêcher autant que possible l'usage des havres, ports et côtes sous la puissance de Sa Majesté pour aider l'un ou l'autre des belligérants, m'a ordonné de transmettre à Vos Seigneuries, comme règle de conduite, les recommandations suivantes qui doivent être reçues et suivies comme étant la volonté et les ordres de Sa Majesté :

Sa Majesté entend que ces ordres reçoivent leur application dans l'étendue du Royaume-Uni, dans les ports de la Manche, à partir du 26 juillet présent mois, et dans les territoires et possessions d'outre-mer, le sixième jour après la notification et publication faites par le gouverneur ou autre représentant de l'autorité de chaque territoire ou possession, cette notification portant que lesdits règlements et ordres seront respectés et observés par toute personne dans l'étendue desdits territoires ou possessions.

1^o Pendant toute la durée de l'état de guerre, tout navire de l'un ou de l'autre des belligérants ne pourra entrer dans aucun port ou havre du royaume de la Grande-Bretagne et d'Irlande ou des îles de

la Manche ou d'une colonie ou possession anglaise, dans aucune mer ou cours d'eau appartenant à la Couronne britannique dans le but d'y trouver facilité d'équipement militaire, et il ne sera permis à aucun navire de guerre appartenant aux belligérants de sortir d'un port, d'un havre de la domination britannique d'où serait parti un navire de guerre ou de commerce appartenant à l'un des belligérants que vingt-quatre heures après le départ de ce navire.

2° Si un navire de guerre de l'un ou de l'autre des belligérants, après que le présent ordre aura été notifié et publié dans le Royaume-Uni, dans les îles de la Manche et dans chaque colonie et possession anglaise d'outre-mer, entre dans un port, un havre, un cours d'eau appartenant à Sa Majesté, soit dans le Royaume-Uni, soit dans les îles de la Manche, ou dans les colonies et possessions d'outre-mer de la Grande-Bretagne, ce navire recevra l'ordre de reprendre la mer vingt-quatre heures après son entrée dans le port, le havre ou le cours d'eau, excepté dans le cas de tempête, ou de besoin de vivres pour l'équipage, ou de réparations. Alors les autorités du port ou du port le plus voisin lui intimeront l'ordre de partir aussitôt que possible après l'expiration des vingt-quatre heures, ne lui permettant de prendre que ce qui serait strictement nécessaire pour le moment, et le navire qui aura obtenu la permission de rester dans les eaux britanniques pour réparation ne pourra demeurer plus de vingt-quatre heures après l'achèvement des travaux de réparation. Il est ordonné que, dans le cas où deux navires de guerre ou marchands appartenant aux belligérants se trouveraient dans le même port, havre et eaux de la juridiction territoriale de Sa Majesté, un intervalle de vingt-quatre heures devra se trouver entre le départ du vaisseau ou de guerre ou marchand appartenant à l'un des belligérants : et la limite du temps pour le départ de tels navires de guerre sera étendue en cas de nécessité, autant que possible, d'après la clause ci-dessus, mais non autrement ni au-delà.

3° Aucun bâtiment de guerre de l'un ou de l'autre belligérant ne sera autorisé, lorsqu'il se trouvera dans aucun port, rade ou eaux soumises à la juridiction territoriale de Sa Majesté, de prendre à son bord aucunes provisions, excepté des provisions de bouche et telles autres choses qui peuvent être nécessaires pour la subsistance de son équipage et excepté la simple quantité de charbon qui peut être nécessaire pour le transporter au port le plus voisin de son propre pays, ou bien à quelque destination plus proche, et il ne sera plus fourni de rechef, à moins de permission spéciale, aucune quantité de charbon à aucun navire de guerre, ni dans le même, ni dans aucun autre port, rade ou eaux soumises à la juridiction territoriale de Sa Majesté, excepté après expiration de trois mois à partir du jour où telle quan

tié de charbon lui aura été fournie pour la dernière fois dans les eaux britanniques, comme il a été dit ci-dessus.

4° Il est interdit aux bâtiments armés en guerre, de l'un ou de l'autre parti, de transporter leurs prises dans les ports, les havres, les rades ou les eaux du Royaume-Uni, ou d'une des colonies ou possessions de Sa Majesté à l'extérieur.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 186.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

Foreign-Office, le 19 juillet 1870

Mylord, l'ambassadeur de France est venu me voir aujourd'hui, il m'a dit qu'il avait ordre de reconnaître, avec gratitude pour le Gouvernement de Sa Majesté, dans quels sentiments il avait offert sa médiation pour éviter la calamité d'une guerre entre la France et l'Allemagne.

Le Gouvernement de Sa Majesté, m'a-t-il dit, a apprécié l'intime de la règle posée dans l'avant-dernier paragraphe du protocole du 12 avril 1856, n° 23; mais il m'a rappelé la réserve qui a été faite à ce sujet et qui a été mentionnée dans le même protocole, savoir : « que « le vœu exprimé par le Congrès ne saurait, en aucun cas, opposer « des limites à la liberté d'appréciation qu'aucune puissance ne peut « aliéner dans les questions qui touchent à sa dignité, » et il ajouta que toute disposée que serait la France à accepter les bons offices d'une puissance amie, et particulièrement de l'Angleterre, le refus du roi de Prusse de donner la garantie que la France était obligée de demander, afin d'empêcher des combinaisons diplomatiques dangereuses pour sa sécurité, ainsi que le soin de sa dignité, l'empêchaient de suivre une ligne de conduite autre que celle qu'elle avait adoptée.

Le duc de Gramont, ajouta M. de La Valette, a déjà remercié lord Lyons de l'offre qu'il lui avait faite par ordre du Gouvernement de Sa Majesté, et le Gouvernement impérial avait la confiance que l'Angleterre reconnaîtra que l'Empereur n'avait pas d'autre alternative.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 187.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD BLOOMFIELD, A VIENNE.

Foreign-Office, le 19 juillet 1870.

Mylord, le comte Apponyi est venu me voir le 15 courant et m'a annoncé que le comte de Beust avait adressé une dépêche à l'ambassadeur d'Autriche, à Berlin, pour lui donner ordre de faire tous ses efforts en vue du maintien de la paix. Son Excellence a bien voulu me lire la dépêche en question, dont voici la substance :

Le comte de Beust fait observer que lorsque le Gouvernement austro-hongrois fut informé, il y a quelque temps, qu'il était question d'offrir la couronne d'Espagne au prince de Hohenzollern, il ne crut pas qu'il y avait lieu d'exprimer son opinion à ce sujet, mais que, ayant appris aujourd'hui que la candidature du prince était un fait accompli, il se croyait tenu d'exprimer ses sentiments, et, jusqu'à un certain point, ses craintes. Son seul objet était le maintien de la paix en Europe. Il n'a aucun intérêt spécial avec l'Espagne; il a évité de se mêler de la question de succession au trône vacant, et a surtout pris soin d'éviter de réveiller le souvenir qu'une branche de rois de la race des Hapsbourg avait régné en Espagne. La question espagnole n'intéressait l'Autriche qu'au même point de vue que le reste du monde, simplement à cause de la crainte qu'elle n'amenât le trouble dans la paix européenne.

Il y avait néanmoins de bonnes raisons de croire que ce danger pouvait sortir de la candidature du prince, de Hohenzollern. La nation française qui, jusqu'alors, avait comprimé les susceptibilités qu'avait éveillées chez elle l'agrandissement de la Prusse, serait sérieusement inquiétée par toute tentative de gagner l'Espagne à l'influence de la Prusse en plaçant sur le trône un roi lié en ligne collatérale avec la famille royale de Prusse. Des renseignements venus de France ne laissent aucun doute sur l'opposition bien décidée que rencontrera une pareille tentative, opposition qui pourrait soulever une guerre civile en Espagne et un dangereux désaccord entre deux des principales puissances de l'Europe.

En présence de semblables éventualités, le comte de Beust exprime sa satisfaction toute particulière d'apprendre que l'Empereur avait donné ordre que des représentations fussent faites à ce sujet, sous une forme toute amicale, au roi de Prusse, en exprimant sa conviction qu'il dépendait de la sagesse de Sa Majesté et de son influence comme chef de la famille des Hohenzollern de prévenir une compli-

cation si sérieuse. Si fort est, de la part du Gouvernement austro-hongrois, le désir de la paix, et si sérieuses sont ses craintes des conséquences de l'acceptation du trône d'Espagne par le prince de Hohenzollern, qu'il se sent obligé d'exercer tous ses efforts dans ce but. Le baron de Münch a été, en conséquence, chargé, d'une part, de ne pas cacher aux hommes d'État de la Prusse l'opinion du Gouvernement austro-hongrois que la candidature du prince de Hohenzollern entraînait un grand danger, et d'autre part, d'exprimer la ferme confiance que l'amour du roi de Prusse pour la paix, son jugement sain préviendraient l'introduction dans la politique d'un nouveau et puissant élément de discorde.

J'ai fait part au comte Apponyi de la manière de voir du Gouvernement de Sa Majesté et des démarches que nous faisons pour engager le Gouvernement français à ne pas agir précipitamment, et pour persuader aux Gouvernements de la Prusse et de l'Espagne, sans pour cela chercher à leur imposer quoi que ce soit, d'envisager sérieusement toutes les phases importantes de cette grave question.

Le comte Apponyi a approuvé cette politique, et m'a assuré qu'aucuns efforts ne seraient négligés par le Gouvernement autrichien pour maintenir la paix de l'Europe.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 488.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD BLOOMFIELD, A VIENNE.

Foreign-Office, le 19 juillet 1870.

Mylord, à l'égard de ma précédente dépêche de ce jour, je dois vous dire que le comte Apponyi, en même temps qu'il me donnait lecture de la dépêche au baron de Münch, m'a également lu un télégramme que le comte de Beust a adressé au comte Dubsky, à Madrid, et une note au prince de Metternich, à Paris.

Au comte Dubsky, le comte de Beust dit que le ministre espagnol lui a fait part du désir du Gouvernement de Madrid de proposer aux Cortès la candidature du prince de Hohenzollern, ajoutant que cette candidature ne devait donner aucune inquiétude, et que le Gouvernement ne faisait que se conformer à la volonté du pays. Le comte de Beust a répondu que l'idée pouvait être excellente, mais que l'effet en serait déplorable, qu'il n'avait pas jusqu'ici connaissance qu'aucune

manifestation populaire ait eu lieu en faveur d'une combinaison qui était compromettante pour la paix de l'Europe; qu'il espérait que la nation et le Gouvernement espagnols pèseraient sérieusement l'appel que faisait le Gouvernement français à leur sagesse et à leur amitié; et qu'enfin aucun soupçon ne saurait être attaché à une opinion exprimée par le Gouvernement austro-hongrois, qui avait convenablement fait preuve du plus complet désintéressement et de sa non-intervention dans les affaires d'Espagne.

En écrivant au prince de Metternich, le comte de Beust exprime ses craintes sur la situation des affaires, et tout en repoussant aucune prétention de juger les intérêts engagés, justifie par son zèle, pour le maintien de la paix de l'Europe, la part active qu'il a prise en s'associant aux efforts qui ont été faits pour détourner des résultats déplora- bles. Il ajoute que, aussitôt qu'il a été informé du désir du duc de Gramont qu'il fasse des démarches conciliatrices à Berlin, il a adressé des instructions dans ce sens au baron de Münch, et qu'il avait, en même temps, signalé au Gouvernement espagnol le danger du but qu'il poursuivait.

Le Gouvernement austro-hongrois avait donc ainsi, sans hésitation, plaidé la cause de la paix en s'efforçant d'écarter la cause qui, non sans raison, avait inquiété le Gouvernement français, et il avait pu informer le chargé d'affaires de France, qui, par ordre de son Gouvernement, avait suggéré quelque action diplomatique d'accord avec les désirs du Gouvernement français, que la chose avait été déjà faite. Le Gouvernement britannique a tenu à Berlin un langage presque identique au sien, et il était persuadé que les autres Cabinets, s'ils n'avaient pas déjà imité cet exemple, le feraient sans retard.

La voix de l'Europe s'élèverait sans doute avec unanimité en faveur de la paix, et il paraît évident que la solution simple de la question consisterait dans le retrait de la candidature du prince de Hohenzollern, qui n'avait pas été accueillie avec enthousiasme en Espagne, et ne satisfaisait à aucune des principales exigences de la situation.

La solution proposée ne compromettrait aucun intérêt, n'impliquerait aucun sacrifice, pas même celui de dignité personnelle de la part du prince, dont la renonciation serait universellement interprétée en sa faveur. Ces considérations auraient incontestablement un grand poids à Berlin et à Madrid, et le Gouvernement austro-hongrois avait assez de confiance dans la sagesse du Gouvernement de Berlin, pour croire qu'il n'hésiterait pas à donner une preuve concluante de ses dispositions conciliantes, en déclarant simplement qu'il est étranger à ce qui se passe en Espagne, et en usant de toute son influence pour amener le retrait de la candidature mise à Madrid en avant d'une façon aussi inattendue qu'inopportune. D'un autre

côté, le Gouvernement austro-hongrois est convaincu que la France, tout en étant soucieuse de sa propre dignité, s'abstiendra d'augmenter, par son attitude, les dangers de la situation.

Il est facile de comprendre que le Gouvernement français insiste pour que l'on ait égard aux intérêts manifestes qu'il est tenu de défendre dans cette circonstance, mais sa modération ne dérogerait en rien à la fermeté de son langage, et lui gagnerait de nouveaux droits aux sympathies des puissances qui sont d'avis que la paix publique ne soit pas troublée par des combinaisons imprévues.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 189.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Paris, le 49 juillet 4870.

Le duc de Gramont m'a dit cette après-midi que le comte de Bray, ministre des Affaires étrangères de Bavière, avait proposé l'idée que le roi de Prusse donnât une assurance générale que, dans le cas de la couronne d'Espagne, il observerait le même principe que celui qui avait été adopté par la France, lorsque la couronne de Belgique fut offerte au duc de Nemours, et par l'Angleterre, lorsque le prince Alfred fut élu roi de Grèce. Cette proposition avait été approuvée par le ministre de Prusse à Munich, et avait, M. de Gramont le croyait, été recommandée au roi de Prusse par le Gouvernement de Sa Majesté. Le Roi l'aurait néanmoins péremptoirement repoussée. Tel était, dit M. de Gramont, le résumé des renseignements qu'il avait reçus de Munich.

Je lui répondis que le ministre de la Reine, à Munich, avait annoncé à Votre Seigneurie que le comte Bray avait suggéré quelque assurance générale de ce genre de la part de la Prusse comme solution de la question, mais qu'il ne connaissait rien d'autre que le simple fait d'une pareille proposition faite par le comte Bray.

N° 190.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 49 juillet 1870.

Mylord, depuis que la guerre a paru devoir être imminente entre la France et la Prusse, je n'ai pas manqué de signaler au Gouvernement l'importance pour lui d'agir libéralement à l'égard du commerce des Neutres. J'ai parlé particulièrement cette après-midi sur ce sujet avec M. de Gramont, afin d'avoir une parfaite assurance que tout égard convenable sera montré pour les intérêts des Neutres.

M. de Gramont me dit que le droit des gens serait scrupuleusement observé par la France, et que je pouvais être assuré que tous les égards seraient pris en ce qui concerne les intérêts des Neutres.

Il n'était pas encore en mesure d'entrer dans les détails, mais il mentionna qu'on avait eu d'abord l'intention d'accorder trois semaines aux bâtiments marchands pour quitter les ports français, mais que probablement ce délai serait porté à quatre semaines.

Je lui répondis que j'avais toute raison de croire qu'il était probable qu'un plus long délai, de six semaines peut-être, serait accordé par la Prusse. M. de Gramont me dit que, dans les circonstances actuelles, il était naturellement impossible d'en venir à une entente avec la Prusse, mais qu'il était possible que le délai proposé maintenant par la France fut étendu. Il ne pouvait, pour le moment, me donner aucun renseignement positif, mais il enverrait une réponse satisfaisante à ma note d'avant-hier, et m'informerait au plus tôt des intentions du Gouvernement. Dans le fait, une déclaration publique paraîtrait bientôt à cet égard.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 191.

SIR H. HOWARD AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Munich, le 49 juillet 1870.

Le ministre de la guerre de Bavière a présenté, hier, à la Chambre des députés, une demande de subsides extraordinaires pour

l'armée, montant à 26.700.000 florins (55.625.000 francs), savoir : 5.600.000 florins pour la mobilisation de l'armée, et 21.100.000 florins pour son maintien sur le pied de guerre jusqu'à la fin de cette année. Eu égard à l'urgence, il a insisté sur une prompte décision.

Le comte Bray, ministre des Affaires étrangères s'est alors levé et a fait un court exposé. Les événements européens, d'après ce qu'aurait dit Son Excellence, ont placé la Bavière dans une situation qui fait un devoir au Gouvernement de venir devant les représentants du pays pour leur demander leur avis, leur aide et les moyens de faire face à cette situation. Le 30 juin dernier, l'état des affaires était encore si complètement pacifique, qu'un célèbre homme d'État français avait même exprimé l'opinion que, depuis 1866, la paix n'avait jamais paru si bien assurée : cet état de choses, néanmoins, s'était changé le 6 juillet, quand le duc de Gramont fit une déclaration au Corps législatif, qui renfermait une sérieuse menace contre la Prusse. La renonciation du prince Léopold de Hohenzollern était la meilleure solution du conflit en en éloignant l'explosion immédiate, mais déjà le 15 juillet un crédit avait été demandé au Corps législatif et voté par lui pour dépenses de guerre. Ainsi l'état entier des affaires avait subi un changement complet. La question espagnole disparaissait pour faire place à la question allemande. Toutes les Puissances qui entourent la Bavière arment, ainsi que la Suisse qui est un pays neutre. Le 16, des ordres ont été donnés pour mobiliser l'armée bavaroise. Aucune déclaration de guerre n'a encore été faite, des négociations, auxquelles la Bavière prend part, sont en cours en vue d'une médiation, mais avec bien peu de chance de succès.

En terminant son discours, le comte Bray déclare, ainsi que le ministre de la guerre, que le renseignement suivant, publié dans la correspondance officielle Hoffman, n'émanait d'aucun de leurs deux départements : « Sa Majesté le Roi (de Bavière) considère le casus foederis comme étant arrivé. La Bavière prendra part avec la Prusse à la guerre contre la France. La coopération des deux armées commencera immédiatement. »

N° 192.

BULLETIN POLITIQUE HEBDOMADAIRE DU JOURNAL OFFICIEL DU SOIR.

20 juillet 1870.

L'accord intime qui existe entre l'Empereur, les Chambres, le ministère et le pays tout entier, se manifeste avec une force et une éner-

gie admirables. Jamais peuple n'a montré plus de confiance dans son souverain, et jamais souverain n'a fait mieux tressaillir la fibre nationale. La France a la conscience de son droit, et remet avec une joie patriotique ses destinées entre les mains de sa vaillante armée. La déclaration faite au Sénat par le ministre des Affaires étrangères, et au Corps législatif par le ministre de la Justice et des Cultes, dans les mémorables séances du 15 juillet, a produit une impression profonde ; l'opinion publique n'a pas hésité un seul instant à reconnaître que la responsabilité de la guerre appartient, non point à ceux qui la déclarent pour défendre leur dignité, mais à ceux dont l'ambition inquiète porte atteinte à la sécurité d'une autre nation, et jette le trouble dans les intérêts généraux des gouvernements et des peuples.

Le roi de Prusse a fait lui-même l'aveu qu'il avait autorisé le prince de Hohenzollern à accepter la candidature au trône d'Espagne ; il avait ainsi mystérieusement favorisé une combinaison monarchique nuisible à notre prestige et compromettante pour l'avenir de notre politique. Les Chambres, instruites de tous les détails de notre action diplomatique, ont constaté que les négociations avaient été suivies avec autant de modération que de fermeté, et que tous nos griefs étaient fondés et légitimes.

Evitant toutes les récriminations, nous n'avions reproché à la Prusse ni sa conduite envers le Danemark, qui en est encore à savoir quels sont les districts du Sleswig que lui assure la paix de Prague, ni les envahissements audacieux, au moyen desquels elle a essayé, depuis quatre ans, de rendre purement nominale la souveraineté indépendante des Etats de l'Allemagne du Sud. Nos sentiments de conciliation nous avaient empêchés de soulever sur ce point un débat irritant, et, au lieu de faire appel à l'esprit et à la lettre des traités et aux conditions essentielles de l'équilibre général, ainsi que nous en avons le droit, nous avons circonscrit le débat, décidés à ne point le faire sortir de l'objet même dans lequel nous l'avions enfermé dès le début.

Ne demandant rien à l'Espagne, dont nous ne voulions ni éveiller les susceptibilités ni froisser l'indépendance, et n'agissant pas auprès du prince de Hohenzollern, que nous considérons comme couvert par le roi de Prusse, c'est à ce souverain que notre diplomatie adressa une légitime réclamation. Nos prétentions n'étaient pas excessives, nous nous contentions de demander une garantie qui prouvât que la renonciation du prince de Hohenzollern était définitive, et que l'incident qui nous avait si justement émus ne se reproduirait pas d'un instant à l'autre.

Les précédents nous mettaient en droit de nous prémunir contre

une pareille éventualité. On n'a pas oublié, en effet, ce qui se passa dans l'affaire des duchés danois. Par un acte conclu à Francfort, le 30 novembre 1852, le chef de la famille des Augustenbourg avait, « sur l'honneur et la foi de prince », renoncé à toutes ses prétentions à la succession des duchés, moyennant une somme de 1,500,000 doubles rixdales danois, qui lui avaient été exactement payés par le Danemark. Et cependant, quelques années plus tard, le fils de ce prince réclamait la succession des duchés, tout en ne restituant pas la somme qui avait été le prix de sa renonciation.

En résumé, sur quoi portait le débat actuel? Une puissance étrangère, au profit de ses idées d'envahissement et de domination, au préjudice de notre honneur et de nos intérêts, avait voulu troubler l'équilibre de l'Europe. Que demandions-nous? Une seule chose : l'assurance qu'une pareille tentative ne se renouvellerait pas. Ainsi que M. le marquis de Talhouët, rapporteur de la commission dans la séance de nuit du 15 juillet, l'a fait remarquer avec tant de justesse, le Gouvernement de l'Empereur, dès le début de l'incident, et depuis la première phase des négociations jusqu'à la dernière, a poursuivi loyalement le même but, sans élargir et sans modifier un seul instant le débat.

La première dépêche adressée à notre ambassadeur, arrivé à Ems, pour entretenir le roi de Prusse, se termine par cette phrase : « Pour que la renonciation produise son effet, il est nécessaire que le Roi s'y associe et vous donne l'assurance qu'il n'autorisera pas de nouveau la candidature. » Ainsi donc, la question qui est restée le point litigieux du débat, a été posée dès la première heure. Comment a-t-on répondu à notre modération? Par la rupture hautaine des pourparlers, qui, de notre part, étaient conduits avec la plus grande loyauté. Le comte Benedetti, fidèle à ses instructions, n'avait pas prononcé une seule parole de nature à blesser en Prusse l'âme la plus susceptible ou le patriotisme le plus exigeant. Témoignant au roi Guillaume les égards les plus respectueux, il s'était borné à demander, dans les termes les plus modérés et les plus courtois, à ce souverain de vouloir bien déclarer que si la couronne était de nouveau offerte au prince de Hohenzollern, il ne l'autoriserait plus à accepter.

En quoi une pareille assurance, qui aurait clos définitivement l'incident et dissipé toute équivoque, eût-elle été contraire à la dignité du roi de Prusse? Et cependant ce prince opposa une fin de non-recevoir catégorique à une demande si naturelle, et il dit à notre ambassadeur que, ne pouvant ni ne voulant prendre un pareil engagement, il devait pour cette éventualité, comme pour toute autre, se réserver la faculté de consulter les circonstances. Non content d'un refus si offensant pour la France, il ne consentit même plus à rece-

voir notre ambassadeur, et lui notifia par un aide de camp cette résolution qui portait à notre dignité la plus grave et la plus injustifiable atteinte. Ce n'était pas encore assez : il fallait que l'affront eût un caractère public, que l'intention de nous offenser fût connue officiellement de toutes les puissances, et qu'il demeurât établi dans toute l'Europe qu'un souverain fermait sa porte à un ambassadeur de France, à un représentant de l'empereur Napoléon III ! Dès ce moment, le cabinet de Berlin adressait à ses agents diplomatiques à l'étranger des télégrammes identiques, qui précisaient l'insulte que venait de subir la France ; en même temps, la Prusse armait.

M. le duc de Gramont a dit, dans un mouvement d'éloquence qui était le cri d'un cœur français, et que le Corps législatif a accueilli avec un patriotique enthousiasme : « Si, par impossible, dans mon pays, une Chambre pouvait supporter un tel affront, je ne resterais pas cinq minutes ministre des Affaires étrangères. »

La conscience publique a parlé ; frémissante de fierté et d'indignation, la France a mis la main sur la garde de son épée. Le Sénat a donné le noble exemple d'une grande assemblée, dont tous les membres, sans aucune exception, obéissent aux sentiments du plus pur et du plus mâle patriotisme. Le Corps législatif, à part quelques voix isolées, qui ne sont parvenues qu'à rendre plus frappante encore l'attitude de l'immense majorité, n'a été ni moins énergique, ni moins convaincu que le Sénat, comme l'a si bien dit le président de cette assemblée, la France n'a plus qu'à attendre de Dieu et de son courage le triomphe de sa cause.

N° 193.

DÉCLARATION DU DUC DE GRAMONT AU SÉNAT ET AU CORPS LÉGISLATIF.

Paris, le 20 juillet 1870.

Messieurs, l'exposé qui vous a été présenté dans la séance du 15, a fait connaître au Sénat et au Corps législatif les justes causes de guerre que nous avons contre la Prusse.

Conformément aux règles d'usage, et par ordre de l'Empereur, j'ai invité le chargé d'affaires de France à notifier, au Cabinet de Berlin, notre résolution de poursuivre par les armes les garanties que nous n'avons pu obtenir par la discussion. Cette démarche a été accomplie, et j'ai l'honneur de faire savoir au Sénat et au Corps légis-

latif, qu'en conséquence, l'état de guerre existe à partir du 19 juillet entre la France et la Prusse. Cette déclaration s'applique également aux alliés de la Prusse qui lui prêtent contre nous leur concours armé.

N° 194.

NOTE DU *Journal officiel*, AU SUJET DE LA RÉSIDENCE EN FRANCE
DES SUJETS DE LA PRUSSE OU DE PAYS ALLIÉS DE LA PRUSSE ET
AUX BÂTIMENTS DE COMMERCE ENNEMIS.

Paris, le 20 juillet 1870.

L'Empereur a décidé, sur la proposition de son Excellence le ministre des Affaires étrangères, que les sujets de la Prusse et des pays alliés qui lui prêtent contre nous le concours de leurs armes, se trouvant actuellement en France ou dans ses colonies, seraient autorisés à y continuer leur résidence, tant que leur conduite ne fournirait aucun motif de plainte.

L'admission sur le territoire français des sujets de la Prusse et de ses alliés est, à partir de ce jour, subordonnée à des autorisations spéciales qui ne seront accordées qu'à titre exceptionnel.

En ce qui concerne les bâtiments de commerce ennemis actuellement dans les ports de l'Empire, ou qui y entreraient dans l'état de guerre, Sa Majesté a bien voulu ordonner qu'ils auraient un délai de trente jours pour quitter ces ports. Il leur sera délivré des saufs-conduits pour pouvoir rentrer librement dans leurs ports d'attache, ou se rendre directement à leur port de destination.

Les bâtiments qui auront pris des cargaisons à destination de France et pour compte français, dans des ports ennemis ou neutres, antérieurement à la déclaration de guerre, ne sont pas sujets à capture. Ils pourront librement débarquer leur chargement dans les ports de l'Empire, et recevront des saufs-conduits pour retourner dans leurs ports d'attache.

N° 195.

LE DUC DE GRAMONT A LORD LYONS.

Paris, 20 juillet 1870.

Monsieur l'ambassadeur, votre Excellence, par deux lettres du 17 de ce mois, m'a exprimé le désir d'être informée aussitôt que possible des dispositions que le Gouvernement de l'Empereur se propose de prendre à l'égard des Neutres dans la guerre contre la Prusse.

Je m'empresse de lui envoyer ci-joint le texte de la déclaration communiquée aujourd'hui même aux Chambres, et qui constate l'état de guerre existant entre la France et la Prusse ainsi qu'entre les États alliés qui lui prêtent contre nous le concours de leurs armes. J'y joins la copie d'une note dans laquelle est exposée la ligne de conduite que le Gouvernement compte suivre à l'égard des Neutres. Ainsi que l'avait justement pressenti votre Excellence, la France respectera scrupuleusement les principes posés dans la déclaration du Congrès de Paris du 16 avril 1856, et se propose d'observer ces règles même à l'égard de l'Espagne et des États-Unis, qui n'ont point adhéré à la Déclaration.

Vous m'avez fait également l'honneur de m'écrire pour demander que les courriers du Foreign-Office soient admis à continuer leurs voyages par chemin de fer, lors même que les voyageurs ordinaires en seraient exclus.

Il me serait difficile de prendre un engagement formel à ce sujet, mais votre Excellence peut être assurée que toutes les facilités compatibles avec les exigences de l'état de guerre seront données aux courriers anglais.

Agréez, etc.

Signé : GRAMONT.

N° 196.

PROTOCOLE DE LA REMISE DES ARCHIVES DE L'AMBASSADE FRANÇAISE
A BERLIN, ENTRE LES MAINS DE LORD LOFTUS, AMBASSADEUR
D'ANGLETERRE.

Berlin, le 20 juillet 1870.

Ce jourd'hui, vingt juillet mil huit cent soixante-dix, il a été procédé à la remise des archives de l'ambassade de France à Berlin,

entre les mains de l'ambassadeur d'Angleterre en Prusse; les scellés ont été apposés sur les armoires contenant lesdites archives, et signés, ainsi que le présent procès-verbal, par M. Dering, secrétaire de l'ambassade d'Angleterre, et M. le baron de Wimpffen, secrétaire de l'ambassade de France, à ce délégué, par son Excellence Lord A. Loftus, ambassadeur de S. M. Britannique et M. Georges Le Sourd, chargé d'affaires de S. M. l'Empereur des Français.

(L. S.) *Signé* : DERING.

(L. S.) *Signé* : WIMPFEN.

N° 197.

ORDONNANCE ROYALE POUR PROHIBER L'EXPORTATION ET LE TRANSIT
D'AVOINE, DE SON, DE BLÉ, DE BÊTES A CORNES, ETC.

Berlin, 20 le juillet 1870.

Nous, GUILLAUME, etc,

Ordonnons :

Art. 1. L'exportation et le transit d'avoine et de son par les frontières, depuis Memel jusqu'à Sarrebruck, y compris ces deux villes, d'aliments produits de blé ou de légumes, de produits moulus de blé ou de légumes, de bêtes à cornes, porcs, moutons et brebis, par la frontière de Nordhorn à Sarrebruck, y compris ces deux villes, sont prohibés jusqu'à nouvel ordre.

La disposition de l'article 2 de notre ordonnance du 16 courant, relative à la défense d'exportation et de transit d'armes et munitions de guerre est applicable à cette prohibition.

Art. 2. La présente ordonnance entrera en vigueur à partir du jour de sa publication.

Signé : GUILLAUME.

Contre-signé : BISMARCK.

N° 198.

ADRESSE DU REICHSTAG AU ROI DE PRUSSE EN RÉPONSE AU DISCOURS
DU TRÔNE.

Berlin, le 20 juillet 1870.

Très-haut, très-puissant et très-gracieux Roi et Seigneur!

Les paroles si élevées, que Votre Majesté nous a adressées au nom des gouvernements confédérés, trouvent dans le peuple allemand un puissant écho.

Tous les Allemands n'ont plus dans ce moment solennel qu'une pensée et qu'une volonté.

La haute dignité, dont Votre Majesté a fait preuve en rejetant les demandes inouïes de l'ennemi, a rempli la nation d'un joyeux orgueil. Celui qui croyait nous humilier engage maintenant notre patrie dans une guerre qu'il appuie sur les plus mauvais prétextes.

Le peuple allemand n'a pas d'autre désir que de vivre en paix et en bonne amitié avec toutes les nations qui respectent son honneur et son indépendance.

Comme aux temps glorieux des guerres de l'indépendance, un Napoléon nous force aujourd'hui à combattre pour la cause sainte de notre droit et de notre liberté.

Aujourd'hui comme alors, tous les calculs fondés sur la méchanceté et la trahison des hommes seront déjoués par la force morale et la volonté énergique du peuple allemand.

La fraction du peuple français que l'ambition et la jalousie égarent, appréciera trop tard les tristes résultats, que la lutte sanglante qui va s'engager aura pour tous les peuples.

La partie sensée de ce peuple n'a pu réussir à empêcher de commettre le crime dirigé contre le bien-être de la France et les relations fraternelles des peuples.

C'est une lutte grande et difficile que celle qui attend le peuple allemand, celui-ci le sait.

Mais nous avons confiance dans la bravoure et le patriotisme de nos frères armés et dans la volonté inébranlable qu'un peuple uni a de sacrifier tous les biens d'ici-bas plutôt que de souffrir qu'un conquérant étranger fasse courber la tête à un Allemand.

Nous avons confiance dans la direction expérimentée du Roi, du héros à cheveux blancs, du général allemand auquel la Providence a

départi le droit de terminer à la fin de sa vie la grande lutte qu'il a commencée comme adolescent, il y a plus d'un demi-siècle.

Nous avons confiance en Dieu, dont la justice punit les criminels.

Des bords de la mer au pied des Alpes, le peuple s'est levé à l'appel de ses princes, réuni par une seule pensée.

Aucun sacrifice ne sera trop lourd pour lui.

L'opinion publique du monde civilisé reconnaît la justice de notre cause.

Des nations amies regardent notre victoire comme devant les affranchir de la pression qu'exerce sur eux l'ambition bonapartiste et amener l'expiation des injustices dont elles sont victimes.

Le champ de bataille où triomphera le peuple allemand sera enfin pour lui le terrain honoré de toutes les nations, sur lequel il fondera sa libre et pacifique unité.

Votre Majesté et les Gouvernements allemands confédérés nous voient prêts, ainsi que nos frères du Sud.

Notre honneur et notre liberté sont en jeu.

Il s'agit du repos de l'Europe et du bien-être des peuples.

Pénétrés du plus profond respect, nous sommes et serons toujours les plus dévoués et les plus fidèles sujets de Votre Majesté royale.

*Les membres du Reichstag de la Confédération
de l'Allemagne du Nord.*

RÉPONSE DU ROI DE PRUSSE A LA DÉPUTATION DU REICHSTAG
CHARGÉE DE LUI REMETTRE L'ADRESSE.

Messieurs les députés,

Veuillez adresser au Reichstag mes remerciements émus et profonds pour l'expression si belle et si élevée de son dévouement complet à la patrie allemande.

Je trouve dans cette adresse, votée à l'unanimité, un gage de la réussite finale et complète de la grande tâche que, moi et vous, nous avons à accomplir. J'y vois aussi la confirmation de la pleine croyance dont je suis pénétré que la nation ne cessera jamais de poursuivre l'exécution de cette tâche et développera dans ce but une infatigable persévérance.

N° 199.

DISCOURS DU COMTE DE BISMARCK AU REICHSTAG.

Berlin, le 20 juillet 1870.

Des affaires urgentes étant survenues, je vous prie, Messieurs, d'excuser mon retard. Je m'étais proposé de soumettre aujourd'hui au Reichstag la collection des documents qui concernent la guerre, et qui se trouvent en la possession du Gouvernement; mais je ne les ai pas encore entre les mains et les attends d'un moment à l'autre. En attendant, je dois déclarer qu'il est presque sans exemple qu'un événement d'une telle importance européenne se soit accompli et ait été préparé entre les diverses cours, en donnant lieu à un nombre aussi restreint de ces documents, où l'histoire de l'avenir puisera ses informations.

En effet, nous n'avons reçu du Gouvernement impérial de France qu'une seule pièce officielle : c'est la déclaration de guerre arrivée hier. A notre connaissance, cette déclaration est la première et l'unique Note du Gouvernement français qui nous ait été communiquée depuis que le ministre français nous a demandé, — le 4 ou le 5, je crois, — ce que nous savions de l'affaire de la candidature, et que nous lui avons répondu que nous n'en savions rien.

Toutes les conversations que M. le comte Benedetti, — que celui-ci ait fait valoir ou non sa qualité d'ambassadeur de France, — a eues en tête-à-tête, et dans une ville de bains, avec Sa Majesté, mon très-gracieux maître, sont, comme le sait toute personne au courant des affaires internationales, des entretiens d'une nature particulière et de nulle valeur pour les relations de gouvernement à gouvernement. Toutes les déclarations personnelles qu'on a essayé d'arracher à Sa Majesté le Roi dans des causeries, sans doute bienveillantes, déclarations qui peut-être auraient pu être obtenues, si Sa Majesté ne gardait pas dans sa vie privée sa fermeté de caractère habituelle, n'auraient jamais été des actes politiques, mais seulement l'expression d'idées personnelles, tant que le monarque ne les aurait pas confirmées en sa qualité de souverain, et n'eût pas manifesté par là son désir de leur donner la valeur d'actes politiques.

Après avoir fait ces remarques préalables au sujet de la déclaration de guerre de la France, je jette un coup d'œil sur les autres documents, qui se composent surtout de communications du ministère fédéral des Affaires étrangères, faites à un moment où il n'était plus possible de réparer le mal, et dans le but d'expliquer aux autres

gouvernements comment les choses se sont développées. Toutefois, ces documents ne sauraient rester dans l'ordre où ils se trouvent maintenant, et je prie M. le président de permettre que je m'entende avec le bureau sur la rédaction des imprimés.

Parmi ces communications se trouve le fameux télégramme des journaux, télégramme qui, en dernier lieu, a été pour le ministère français l'unique cause de la guerre, et que celui-ci n'a pu faire servir au but voulu, qu'en le désignant comme une Note du Gouvernement royal adressée aux autres Gouvernements. Je ne veux pas m'engager dans la définition du mot *Note*; mais ce qui est vrai, c'est que la communication d'un télégramme de journal, destiné à orienter nos représentants auprès des Gouvernements allemands et de tous les Cabinets que nous croyons amis, à informer les uns et les autres de l'état actuel des choses et à les convaincre que nos dispositions, au moment où nous pensions être arrivés aux limites tracées par l'honneur national, étaient plus fermes qu'on ne le supposait, — c'est qu'une telle communication de journal a été publiquement qualifiée de Note par les ministres français.

Ces ministres se sont bien gardés de céder aux instances des rares membres de l'opposition de Paris qui ont gardé leur lucidité d'esprit, et de produire le document en question. (Ecoutez! écoutez!) L'édifice tout entier et surtout la base de la déclaration de guerre se seraient écroulés, si la représentation nationale avait eu connaissance de ce prétendu document, et notamment de sa forme. (Très-bien! Bravo!) Ce n'était pas un document, c'était un télégramme servant d'information.

Les numéros 2 et 3 sont des expositions déjà publiés par les journaux des événements d'Em, événements qui, au fond, ne sont pas politiques, mais ont une assez grande importance au point de vue de l'histoire de la situation. Vous les connaissez déjà par les journaux, Messieurs, mais leur valeur augmente par le fait que, vu leur origine, ces pièces ont été classées parmi les documents officiels.

La quatrième pièce, — un rapport adressé de Paris par Monsieur de Werther le 12 juillet, — est un document officiel destiné à circuler entre les autorités prussiennes, mais non entre la Prusse et la France. L'ambassadeur fédéral rendait compte dans ce rapport d'un entretien qu'il avait eu avec le ministre des Affaires étrangères et le garde des sceaux, M. Ollivier; il nous faisait connaître la demande inacceptable que vous connaissez. Le Roi devait écrire une lettre d'excuses (rires) dont le contenu était indiqué. Je n'ai répondu officiellement à ce sujet à l'ambassadeur qu'en lui exprimant ma conviction qu'il avait mal compris les communications verbales du ministre français; qu'il me paraissait absolument impossible que des ouvertures de ce genre

eussent été faites (très bien!), et qu'en tous cas, comme ministre responsable, je me refusais à soumettre son rapport à l'examen de Sa Majesté (Applaudissements). Si le Gouvernement français croit devoir nous faire des communications de ce genre, il peut les rédiger et nous les faire remettre ici, à Berlin, par son ambassadeur. (Très-bien!)

La circulaire du 18 juillet, qui portait les pièces dont je viens de parler à la connaissance des Gouvernements allemands et autres, est le cinquième document.

Le sixième, le septième et le huitième, relatifs à un essai d'intervention fait par un Gouvernement ami, celui de la Grande-Bretagne, sont le texte anglais et la traduction d'une lettre écrite, le 17 juillet (1), par l'ambassadeur anglais et la réponse du chancelier à cette lettre. Comme cette réponse n'est pas encore connue de la Chambre, je m'empresserai de la lire. Vous pourrez vous convaincre, Messieurs, que le ministère fédéral des affaires étrangères, même à ce dernier moment, ne s'est pas départi de sa modération et de ses dispositions pacifiques :

(1) N° 168.

N° 200.

LE ROI DE PRUSSE AU ROI DE BAVIÈRE.

(Télégramme.)

Berlin, le 20 juillet 1870.

A la réception du télégramme de votre ministère, j'ai immédiatement pris le commandement de l'armée bavaroise, que j'ai réunie au troisième corps d'armée, placé sous les ordres du Prince royal.

Par une insolence inouïe, nous avons été jetés de la paix la plus profonde, dans la guerre.

Votre attitude, vraiment allemande, a électrisé aussi votre peuple. L'Allemagne est unie mieux que jamais. Que Dieu bénisse nos armes dans les hasards de la guerre.

Je vous exprime ma vive reconnaissance du maintien fidèle des traités sur lesquels s'appuie l'Allemagne.

RÉPONSE DU ROI DE BAVIÈRE.

Votre télégramme fait naître en moi l'écho le plus joyeux.

Les troupes bavaroises entreprendront la lutte, pleines d'enthousiasme, à côté de leurs glorieux compagnons d'armes, pour l'honneur et les droits de l'Allemagne.

N° 201.

LE GRAND-DUC DE BADE AU PRINCE ROYAL DE PRUSSE.

(Télégramme.)

Carlsruhe, le 20 juillet 1870.

La nomination de Votre Altesse royale, comme commandant en chef de l'armée allemande du midi, par Sa Majesté le Roi, me fait à moi et à mes troupes la plus grande joie et honneur. Nous serons heureux sous le commandement de Votre Altesse royale de gagner votre confiance par notre fidélité et notre bravoure. C'est avec plaisir que nous attendons l'arrivée de Votre Altesse royale. Vive le Roi et la patrie !

Signé : FRÉDÉRIC.

N° 202.

DISCOURS DU COMTE BRAY A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DE BAVIÈRE.

Munich, le 20 juillet 1870.

Il y a quelques jours, on pouvait encore dire que la candidature du prince de Hohenzollern amènerait des complications pendantes. Cette candidature n'existe plus, on l'a déjà presque oubliée. Et cependant nous avons la guerre, — cela prouve qu'elle ne servait que de prétexte.

La rivalité entre la Prusse et la France en est la cause principale. Depuis 1866, il régnait en France un mouvement de fièvre causé par la position que la Prusse avait alors acquise et par suite des fautes que, — selon l'opinion de ce pays, — la France avait commises. On s'armait, on est prêt maintenant, et on a facilement trouvé un prétexte de faire la guerre.

L'orateur cite la phrase suivante d'un attaché militaire du Gouvernement français : « Le fruit mûrissait lentement et depuis quatre ans il reste attaché à l'arbre; devenu tout à fait mûr, il est tombé par terre. » A présent nous n'avons pas d'autre devoir ni d'autre issue qu'une part active à la guerre. Cette lutte est juste, nécessaire, sainte, et elle sera soutenue pour défendre l'honneur et le sol de l'Allemagne.

N° 203.

LE COMTE DE BEUST AUX REPRÉSENTANTS DE L'AUTRICHE
A L'ÉTRANGER.*(Circulaire.)*

Vienne, le 20 juillet 1870.

Aussitôt que la question de la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne a surgi d'une façon aussi menaçante pour le repos de l'Europe, notre unique préoccupation a été de travailler au maintien de la paix. Notre voix s'est fait entendre aussi bien à Paris qu'à Berlin et à Madrid, pour y plaider en faveur de la conciliation. Nous ne pouvions songer à nous ériger en arbitres du différend soulevé si inopinément, et il ne nous appartenait pas de prononcer un jugement sur la valeur des allégations produites de part et d'autre. Nous devons nous borner à dissuader du maintien d'une candidature contre laquelle s'élevaient de graves objections. Sans s'être entendus entre eux, la plupart des Cabinets ont suivi une ligne de conduite analogue et le Gouvernement Impérial et Royal a joint ainsi ses efforts à ceux qui ont été tentés de divers côtés pour amener un apaisement. Absorbés par ce soin auquel nous nous sommes voués avec une vive sollicitude, et retenus par l'espérance de voir la situation se détendre, nous avons différé jusqu'ici de nous expliquer sur l'attitude que nous aurions à prendre dans le cas où la guerre deviendrait inévitable entre les deux Puissances engagées dans un aussi déplorable conflit.

Aujourd'hui, nous devons cependant reconnaître, à notre grand regret, que nos efforts et ceux des autres Puissances n'ont plus de chance de succès. Loin de se calmer, le différend n'a fait que s'envenimer, de sorte que les passions déchainées ne laissent plus guère entrevoir la possibilité d'une médiation efficace. La déclaration de guerre de la France a été remise à Berlin, et, en présence d'un acte aussi décisif, je ne veux plus tarder à vous faire connaître quels sont les devoirs qu'impose au Gouvernement Impérial et Royal le soin de veiller aux intérêts et à la dignité de l'empire Austro-Hongrois.

S'il ne nous a pas été donné d'épargner à l'Europe et à nous-mêmes les pénibles commotions qui sont le contre-coup inévitable du choc de deux puissantes nations, nous désirons du moins en atténuer les effets. Afin d'atteindre ce résultat, le Gouvernement Impérial et Royal doit garder dans les conjonctures présentes, une attitude passive et la neutralité lui est donc commandée. Cette attitude n'exclut pas assurément le devoir de veiller à la sécurité de la monarchie et

de sauvegarder ses intérêts, en se mettant en mesure de les préserver de tout péril éventuel.

Nous voyons des pays, dont la position est garantie par des stipulations internationales, ne pas reculer néanmoins devant des sacrifices considérables pour être en état de faire face à toutes les exigences de la situation et se protéger eux-mêmes. De tels exemples ne sauraient passer inaperçus; ils nous prouvent combien est générale la conviction qu'il ne suffit pas de vouloir rester neutre, mais qu'il faut, au besoin, pouvoir faire respecter son indépendance. En effet, dans des moments aussi critiques que ceux où nous nous trouvons, la faiblesse peut, aussi bien que la passion, devenir une cause de danger pour les pays comme pour les Gouvernements. Ce sont là deux écueils qu'une nation doit chercher à éviter, afin de ne pas être jetée hors de la voie que lui tracent ses propres intérêts. Il faut que l'empire Austro-Hongrois puisse résister à toute pression, comme à tout entraînement irréfléchi, s'il veut rester maître de ses destinées et ne pas devenir le jouet des événements.

Le vœu le plus cher du Gouvernement Impérial et Royal est de maintenir la monarchie à l'abri des vicissitudes auxquelles une grande partie de l'Europe va se trouver exposée. Nous ne cesserons d'avoir les yeux fixés sur ce but, et toutes les mesures que nous prendrons seront dictées par l'unique désir d'assurer à la fois le repos et les intérêts des peuples de l'Empire.

Veuillez vous énoncer dans ce sens aussi souvent que vous aurez l'occasion de vous expliquer au sujet de nos intentions et recevez, etc.

Signé :

N° 204.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

Foreign-Office, le 20 juillet 1870.

Mylord, j'ai reçu la dépêche de Votre Excellence du 19 courant (N° 189), au sujet de l'idée proposée par le ministre de Bavière au duc de Gramont, d'obtenir du roi de Prusse une promesse générale que, dans le cas de la couronne d'Espagne, il se conformerait au précédent accepté par la France, lorsque la couronne belge fut offerte au duc de Nemours, et par l'Angleterre lorsque le prince Albert fut élu roi de Grèce.

Je dois cependant ajouter qu'en ce qui concerne la croyance exprimée par le duc de Gramont, qu'une proposition de ce genre avait été recommandée par le Gouvernement de la Reine à celui de la Prusse, qu'aucune semblable proposition n'a été faite à ce Gouvernement.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 205.

LE COMTE DE GRANVILLE A SIR A. BUCHANAN, A SAINT-PÉTERSBOURG.

Foreign-Office, le 20 juillet 1870.

Sir, le baron Brunnow, dans une visite qu'il m'a faite le 13 courant, et en causant avec moi du différend entre la France et la Prusse, m'a manifesté son vif désir de voir maintenir la paix de l'Europe, et m'a demandé si une tentative ne pourrait être faite par le Gouvernement de la Reine pour empêcher les hostilités, et s'il ne serait pas convenable que les autres grandes puissances ne fissent pas dans un protocole la constatation de la renonciation du prince Léopold de Hohenzollern à la couronne d'Espagne, qui lui avait été offerte et qui avait été acceptée par lui, en annexant au protocole son acte de renonciation.

Le 16 courant, Son Excellence m'a remis le protocole ci-inclus, dont il avait fait le brouillon, malgré qu'il pensât comme moi que les choses étaient trop avancées pour laisser quelque espoir de réussite.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

ANNEXE.

Le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour le département des Affaires étrangères a exprimé la haute satisfaction avec laquelle le Gouvernement de Sa Majesté a appris que Son Altesse le prince Léopold de Hohenzollern, guidé par des considérations d'intérêt général, a spontanément décliné de se rendre aux vœux qui l'appelaient au trône d'Espagne.

Les difficultés qui auraient pu résulter de cette éventualité ayant été heureusement aplanies, le principal secrétaire d'État a donné

lecture de la notification officielle qui constate à cet égard les intentions de Son Altesse.

Appréciant d'un commun accord les nobles sentiments qui ont inspiré un acte de renonciation destiné à donner au maintien de la paix un nouveau gage de sécurité, les Plénipotentiaires ont été dûment autorisés à annexer ledit acte au présent protocole, revêtu de leur signature.

Fait à Londres, le juillet 1870.

N° 206.

PROCLAMATION DU CONSEIL FÉDÉRAL AU PEUPLE SUISSE.

Berne, le 20 juillet 1870.

Fidèles et chers Confédérés, la paix qui régnait en Europe paraît tout à coup devoir être profondément troublée par des événements imprévus.

L'intention du Gouvernement d'Espagne d'appeler au trône de ce pays le prince Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, a provoqué des complications qui, paraît-il, ne peuvent être résolues que par une guerre entre la France et l'Allemagne.

L'attitude que la Confédération doit prendre dans ces graves circonstances lui est clairement indiquée par son histoire et par sa politique traditionnelle.

Elle a le sentiment que son salut dépend du soin qu'elle prendra de se tenir en dehors des conflits entre les puissances étrangères, mais aussi de repousser énergiquement toute atteinte portée à ses intérêts et toute violation de son territoire.

Les mesures nécessaires pour la défense de notre neutralité et de l'intégrité de notre sol ont été prises ou préparées avec toute l'activité désirable.

L'Assemblée fédérale, qui siège en ce moment à Berne, a adopté à l'unanimité, dans sa séance du 16 juillet courant, les dispositions suivantes

1° La Confédération suisse, pendant la guerre qui va éclater, défendra sa neutralité et l'intégrité de son territoire par tous les moyens dont elle dispose.

Le Conseil fédéral est invité à communiquer cette déclaration aux

Gouvernements des parties belligérantes, ainsi qu'à ceux des Puissances signataires et garantes des traités de 1815.

2° Les levées de troupes ordonnées par le Conseil fédéral sont approuvées.

3° Le Conseil fédéral est en outre autorisé à lever toutes les troupes nécessaires pour maintenir la neutralité de la Suisse et pourvoir à la sûreté de son territoire. Il est pareillement autorisé à prendre toutes les mesures de défense qu'il jugera opportunes.

4° Un crédit illimité est ouvert au Conseil fédéral pour couvrir les frais qu'entraînera l'application des pleins pouvoirs accordés par l'article précédent.

Il est spécialement autorisé à contracter les emprunts qui pourraient devenir nécessaires.

5° L'Assemblée fédérale procédera immédiatement à la nomination du commandant en chef de l'armée suisse, ainsi qu'à celle du chef de l'état-major général.

6° Le Conseil fédéral rendra compte à l'Assemblée générale, dans sa prochaine réunion, de l'usage qu'il aura fait des pleins pouvoirs qui lui sont conférés par le présent arrêté.

7° Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution de cet arrêté.

Le 19 de ce mois, M. le colonel fédéral Jean Herzog, d'Aarau, a été nommé commandant en chef de l'armée suisse, et, le lendemain, M. le colonel fédéral Rodolphe Paravicini, de Bâle, lui a été adjoint comme chef de l'état-major général.

Nous avons déjà appelé sous les drapeaux l'élite des divisions nos 1, 2, 6, 7 et 9, et nous avons mis de piquet l'élite de toutes les autres divisions, afin de pouvoir faire face à tous les événements qui pourraient nous menacer.

Fidèles et chers Confédérés,

Nous sommes heureux de pouvoir vous donner l'assurance tranquillissante que toutes les parties de l'armée sont à tous égards pourvues de ce dont elles ont besoin pour pouvoir s'acquitter honorablement de leur mission.

Le peuple suisse sera appelé de nouveau à faire de grands sacrifices; mais la voix des autorités du pays a trouvé constamment un écho sympathique et enthousiaste, quand il s'est agi de protéger la patrie et de transmettre intact aux générations futures l'honneur de la nation suisse.

L'histoire et l'expérience donnent la ferme conviction qu'aujourd'hui, comme toujours, vous serez prêts à supporter, avec l'esprit qui animait nos pères, les charges que vous impose la patrie, et que vous

appuierez de tous vos efforts les dispositions prises par vos autorités, qui ne sont que l'expression de votre volonté souveraine.

Soldats suisses ! nous regrettons vivement d'être forcés, par des circonstances indépendantes de notre volonté, de vous arracher à vos foyers, à vos familles, à vos paisibles travaux.

Nous savons toutefois que vous suivrez toujours avec joie la bannière chérie qui porte la croix blanche sur le champ rouge. Nous savons que le Suisse, à la fois citoyen et soldat, porte avec amour ses regards sur la patrie libre et pure de toute tache, et qu'il a toujours considéré la défense de cette patrie comme le premier des mandats qui puissent lui être confiés.

Nous savons aussi que, vous souvenant que la discipline militaire convient avant tout au républicain, vous verrez dans les populations au milieu desquelles vous serez appelés à séjourner, non point des étrangers, mais des confédérés et des frères.

Recevez d'avance les sentiments de gratitude de la patrie pour le dévouement dont vous donnerez la preuve.

Espérons qu'avec la protection divine, notre pays sortira de cette crise d'une manière honorable et digne du nom suisse, certains que nous sommes que chacun de vous est prêt à trouver dans le sentiment du devoir loyalement rempli sa plus belle récompense pour les sacrifices qu'il aura faits !

Berne, le 20 juillet 1870.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Président de la Confédération,

Signé : D^r J. DUBS.

Le Chancelier de la Confédération,

Contre-signé : SCHIESS.

N° 207.

SIR A. BUCHANAN AU COMTE DE GRANVILLE.

Saint-Pétersbourg, le 20 juillet 1870.

Mylord, M. de Westmann m'a informé que l'Empereur a déclaré qu'il conservera une stricte neutralité dans la guerre qui a malheureusement éclaté entre la France et la Prusse, aussi longtemps que ne surgira aucun incident de nature à nuire aux intérêts de la Russie.

J'ai également appris de source authentique que l'Empereur a dit au général Fleury qu'il ne prendrait aucune part à la guerre, si ce n'est dans l'éventualité de l'Autriche y prenant part, dans quel cas il ne pourrait rester neutre.

J'ai cru utile de faire part de cette déclaration à lord Bloomfield par télégraphe.

J'ai, etc.

Signé : A. BUCHANAN.

N° 208.

LORD BLOMFIELD AU COMTE DE GRANVILLE.

Vienne, le 20 juillet 1870.

Mylord, dans une entrevue que j'ai eue hier avec le comte de Beust, il m'a dit que la politique neutre à poursuivre par l'Autriche durant la présente crise, venait d'être adoptée dans un conseil présidé par l'Empereur, et que différentes mesures, se rapportant à cette décision, seraient prises immédiatement. Il m'a dit qu'on n'avait pas l'intention de faire une déclaration publique à cet égard, mais qu'il adresserait une circulaire aux agents de l'empire Austro-Hongrois à l'étranger dans laquelle cette politique serait déclarée.

Je demandai s'il y avait pour le présent une intention quelconque de mobiliser l'armée. Il m'a répondu que des préparatifs seraient faits pour mettre l'armée sur le pied de paix complet, ce qui n'était pas le cas en ce moment; des achats de chevaux seraient faits immédiatement, et il serait pris d'autres mesures préparatoires d'une nature semblable à celles ordinairement adoptées dans de semblables circonstances. L'Autriche ne pouvait pas rester en arrière, et ces préparatifs placeraient l'armée autrichienne dans une position qui permettra, s'il est nécessaire, de l'appeler en activité; mais il tenait à me faire comprendre que ce n'étaient que des mesures de précaution et en aucun cas destinées à influencer les mouvements militaires de la Prusse.

J'ai, etc.

Signé : BLOOMFIELD.

N° 209.

NOTE DU *Journal officiel*, AU SUJET DE LA DÉCLARATION DU 6 JUILLET
DE M. ÉMILE OLLIVIER AU CORPS LÉGISLATIF.

Paris, le 24 juillet 1870.

La *Gazette de Cologne* a affiché la correspondance suivante, que l'*Indépendance belge* a reproduite, et qui a été relevée par les journaux français hostiles à la cause nationale.

« *Berlin*, 16 juillet. — La Note supposée du comte de Bismarck, dont M. Ollivier refusa hier de communiquer le texte au Corps législatif, n'existe pas. Il n'existe que le télégramme de journal déjà connu, et qui est ainsi conçu :

« Après la communication officielle faite par le Gouvernement espagnol au Gouvernement français de la renonciation du prince de Hohenzollern, M. Benedetti demanda, à Ems, au roi de Prusse l'autorisation de télégraphier à Paris que le Roi ne prendrait l'engagement de ne jamais permettre aucune candidature des Hohenzollern. Le roi refusa ensuite de recevoir encore une fois l'ambassadeur, et lui fit dire par l'adjudant de service qu'il n'avait plus rien à lui communiquer. »

« Ce télégramme a été communiqué pour gouverner, textuellement tel que les journaux le reproduisaient, aux gouvernements de l'Allemagne et aux représentants de l'Allemagne du Nord auprès de quelques cours de l'étranger comme nouvelle sur la nature des réclamations de la France et sur la ferme résolution du Roi de ne pas les prendre en considération. Le refus de M. Ollivier de remettre ce texte s'explique facilement, parce que la Chambre aurait découvert la tromperie frivole dans laquelle elle a donné.

« M. Emile Ollivier a-t-il dit autre chose que ce qui est avoué dans cet article ?

Rappelons le langage qu'il a tenu devant la Chambre des Députés :

« Au milieu de ces négociations, nous avons appris que dans toute l'Europe les représentants prussiens annonçaient et faisaient annoncer dans les journaux que le roi de Prusse avait envoyé un aide de camp à notre ambassadeur pour lui déclarer qu'il refusait de le recevoir.

« J'ai entre les mains les dépêches de deux de nos agents dont je ne puis citer les noms, car, le lendemain, ils seraient obligés de quitter les cours auprès desquelles ils sont accrédités. Ces deux dépêches,

nous apprennent le langage que M. de Bismarck tient auprès de tous les cabinets d'Europe.

« Voici la première : On m'a communiqué ce matin un télégramme du comte de Bismarck, annonçant le refus du roi Guillaume de s'engager, comme roi de Prusse, à ne plus jamais donner son consentement à la candidature du prince de Hohenzollern, s'il en était de nouveau question, et le refus également du Roi, suite de cette demande, de recevoir notre ambassadeur.

« La Chambre doit savoir qu'aucun de ceux qui sont assis sur ces bancs ministériels n'a jamais affirmé sciemment un fait qui ne fût pas vrai. (Oui ! oui ! — Très-bien !)

« Je lis une autre dépêche :

« Je crois devoir vous transmettre la copie à peu près textuelle de la dépêche télégraphiée par le comte de Bismarck. Après que la renonciation du prince de Hohenzollern a été communiquée officiellement au Gouvernement français par le Gouvernement espagnol, l'ambassadeur de France a demandé à S. M. le Roi, à Ems, de l'autoriser à télégraphier à Paris que S. M. s'engageait à refuser à tout jamais son consentement, si les princes de Hohenzollern revenaient sur leur détermination. S. M. a refusé de recevoir de nouveau l'ambassadeur, et lui a fait dire par un aide de camp qu'elle n'avait pas de communication ultérieure à lui faire.

« Cette nouvelle du refus de recevoir notre ambassadeur n'a pas été dite à l'oreille des ministres : on l'a répandue dans l'Allemagne entière, les journaux officieux l'ont reproduite dans des suppléments. Les ministres prussiens partout l'ont annoncée à leurs collègues : c'est le bruit de l'Europe. »

Et plus loin :

« Qui donc vous a parlé d'une dépêche prussienne ? Quand donc, pour établir qu'un affront a été fait à la France, avons-nous invoqué des protocoles de chancellerie, des dépêches plus ou moins mystérieuses ? Notre langage a été bien autre. Nous avons dit : « A l'heure où nous discutons, il y a un fait public en Europe, que pas un ambassadeur, que pas un journaliste, que pas un homme politique, que pas une personne au courant des choses de la diplomatie ne peut ignorer, c'est que, d'après les récits de la Prusse, notre ambassadeur n'a pas été reçu par le roi de Prusse, et qu'on lui a refusé par un aide de camp d'entendre une dernière fois l'exposé courtois, modéré, conciliant d'une demande courtoise, modérée, conciliante, dont la justesse est incontestable... »

« L'acte est incontestable, nous sommes-nous dit, mais il n'est peut-être pas intentionnel ; c'est peut-être une de ces rumeurs échappées au patriotisme en éveil, et qu'il serait injuste, même dans les mo-

ments d'entraînement et de passion, de faire remonter jusqu'à un Gouvernement. Voilà les scrupules que les dépêches ont calmés. Nous n'avons plus douté de l'intention offensante, lorsque de tous les coins de l'Europe nous est venu, quoi ? le texte même des instructions de M. de Bismarck !... Je n'en crois pas même ce que j'entends, lorsque je recueille cette clameur : Donnez-nous-le ! Mais je vous l'ai déjà donné !

« Puis j'ai fait passer sous les yeux de la commission, qui l'a attesté

« M. LE DUC D'ALBUFÉRA et d'autres membres de la commission : Parfaitement !

« M. LE GARDE DES SCEAUX : ... les pièces authentiques !

« M. LE MARQUIS DE TALHOUE : Nous avons eu les dépêches de quatre ou cinq de nos représentants dans les différentes cours de l'Europe qui reproduisent ce document presque exactement dans les mêmes termes. »

Pourquoi les gazettes prussiennes accusent-elles les paroles de M. Emile Ollivier d'avoir été trompeuses ?

Est-ce parce qu'elles affirment que le roi de Prusse a rejeté les demandes françaises ? Mais le télégramme cité par la *Gazette de Cologne* le reconnaît.

Est-ce parce qu'elles affirment que le roi de Prusse a refusé de recevoir l'ambassadeur français ? Mais le télégramme cité par la *Gazette de Cologne* le proclame.

Est-ce parce qu'elles affirment que, voulant donner un caractère insultant à ce refus, le roi de Prusse l'a notifié aux cours étrangères ? Mais la *Gazette de Cologne* n'ose pas le nier.

Si, entre les déclarations de M. Emile Ollivier et les aveux de l'article prussien, le fond est identique, la forme du moins est-elle différente ? On n'a qu'à rapprocher les termes du télégramme lu par M. Emile Ollivier à la tribune de ceux cités par la *Gazette de Cologne* : ils sont les mêmes.

La seule différence qui existerait entre la vérité et le langage de M. Emile Ollivier serait que le ministre français aurait parlé d'une *Note* et qu'il n'y aurait qu'un *télégramme*. Or, comme jamais M. Emile Ollivier n'a parlé d'une *Note* et qu'il n'a invoqué que des *instructions* révélées par des *télégrammes*, tous les esprits de bonne foi pourront juger de quel côté est la tromperie.

Voilà cependant les arguments avec lesquels on compte entraîner l'Allemagne, pour laquelle nous n'avons que des sympathies, dans une querelle prussienne, et nous rendre défavorable l'opinion de l'Europe. Nous espérons que l'Allemagne ne se laissera pas entraîner, et que l'Europe reconnaitra que nous n'avons pas cessé d'être modé-

rés, et que nous ne faisons la guerre que contraints par une inévitable nécessité de sécurité et d'honneur.

N° 240.

LE DUC DE GRAMONT AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE LA FRANCE,
A L'ÉTRANGER.

(Circulaire.)

Paris, le 21 juillet 1870.

Monsieur..., vous connaissez déjà l'enchaînement des faits qui nous ont conduits à une rupture avec la Prusse. La communication que le Gouvernement de l'Empereur a donnée, le 15 de ce mois, à la tribune des grands Corps de l'État, et dont je vous ai envoyé le texte, a exposé à la France et à l'Europe les rapides péripéties d'une négociation dans laquelle, à mesure que nous redoublions nos efforts pour conserver la paix, se dévoilaient les secrets desseins d'un adversaire résolu à la rendre impossible. Soit que le cabinet de Berlin ait jugé la guerre nécessaire pour l'accomplissement des projets qu'il préparait de longue date contre l'autonomie des États allemands, soit que, peu satisfait d'avoir établi au centre de l'Europe une puissance militaire devenue redoutable à tous ses voisins, il ait voulu mettre à profit la force acquise pour déplacer définitivement à son avantage l'équilibre international, l'intention préméditée de nous refuser les garanties les plus indispensables à notre sécurité aussi bien qu'à notre honneur, se montre avec la dernière évidence dans toute sa conduite.

Voici, à n'en pas douter, quel a été le plan combiné contre nous. Une entente préparée mystérieusement par des intermédiaires inavoués devait, si la lumière n'eût été faite avant l'heure, mener les choses jusqu'au point où la candidature d'un prince prussien à la couronne d'Espagne aurait été soudainement révélée aux Cortès assemblés. Un vote enlevé par surprise, avant que le peuple espagnol eût eu le temps de la réflexion, proclamait, on l'a espéré du moins, le prince Léopold de Hohenzollern héritier du sceptre de Charles-Quint. Ainsi, l'Europe se serait trouvée en présence d'un fait accompli; et, spéculant sur notre déférence pour le grand principe de la souveraineté populaire, on comptait que la France, malgré un déplaisir passager, s'arrêterait devant la volonté ostensiblement exprimée d'une nation pour laquelle on savait toutes nos sympathies.

Dès qu'il a été instruit du péril, le Gouvernement de l'Empereur n'a pas hésité à le dénoncer aux représentants du pays comme à tous les

cabinets étrangers; contre cette manœuvre, le jugement public de l'opinion devenait son plus légitime auxiliaire. Les esprits impartiaux ne se sont trompés nulle part sur la véritable situation des choses; ils ont vite compris que si nous étions péniblement affectés de voir tracer à l'Espagne, dans l'intérêt exclusif d'une dynastie ambitieuse, un rôle si peu fait pour la loyauté de ce peuple chevaleresque, si peu conforme aux instincts et aux traditions d'amitié qui l'unissent à nous, nous ne pouvions avoir la pensée de démentir notre constant respect pour l'indépendance de ses résolutions nationales.

On a senti que la politique peu scrupuleuse du gouvernement prussien était ici seule en jeu. C'est ce gouvernement, en effet, qui, ne se croyant pas lié par le droit commun et méprisant les règles auxquelles les plus grandes puissances ont eu la sagesse de se soumettre, a tenté d'imposer à l'Europe abusée une extension si dangereuse de son influence.

La France a pris en mains la cause de l'équilibre, c'est-à-dire la cause de tous les peuples menacés comme elle par l'agrandissement disproportionné d'une maison royale. En agissant ainsi, se plaçait-elle, comme on a voulu le faire croire, en contradiction avec ses propres maximes? Assurément non.

Toute nation, nous aimons à le proclamer, est maîtresse de ses destinées. Ce principe, hautement affirmé par la France, est devenu l'une des lois fondamentales de la politique moderne. Mais le droit de chaque peuple, comme de chaque individu, est limité par le droit d'autrui, et il est interdit à une nation, sous prétexte d'exercer sa souveraineté propre, de menacer l'existence ou la sécurité d'un peuple voisin. C'est dans ce sens qu'un de nos grands orateurs, M. de Lamartine, disait, en 1847, que, lorsqu'il s'agit du choix d'un souverain, un gouvernement n'a jamais le droit de prétendre et a toujours le droit d'exclure. Cette doctrine a été admise par tous les cabinets dans les circonstances analogues à celles où nous a placés la candidature du prince de Hohenzollern, notamment, en 1831, dans la question belge, en 1830 et en 1862, dans la question hellénique.

Dans les affaires belges, c'est la voix de l'Europe elle-même qui s'est fait entendre, car ce sont les cinq grandes puissances qui ont décidé.

Les trois cours qui avaient pris en mains la cause du peuple hellène, s'inspirant d'une pensée d'intérêt général, étaient convenues déjà entre elles de ne point accepter le trône de Grèce pour un prince de leur famille.

Les cabinets de Paris, de Londres, de Vienne, de Berlin et de Saint-Petersbourg, représentés dans la conférence de Londres, s'approprièrent cet exemple; ils en firent une règle de conduite pour tous

dans une négociation où était engagée la paix du monde, et rendirent ainsi un solennel hommage à cette grande loi de la pondération des forces qui est la base du système politique européen.

Vainement le congrès national de Belgique persista, malgré cette résolution, à élire le duc de Nemours. La France se soumit à l'engagement qu'elle avait pris, et refusa la couronne apportée à Paris par les députés belges. Mais elle imposa à son tour la nécessité qu'elle subissait, en frappant d'exclusion la candidature du duc de Leuchtemberg que l'on avait opposée à celle du prince français.

En Grèce, lors de la dernière vacance du trône, le Gouvernement de l'Empereur combattait à la fois la candidature du prince Alfred d'Angleterre et celle d'un autre duc de Leuchtenberg.

L'Angleterre, reconnaissant l'autorité des considérations invoquées par nous, déclara à Athènes que la Reine n'autoriserait pas son fils à accepter la couronne de Grèce. La Russie fit une déclaration semblable pour le duc de Leuchtenberg, bien qu'à raison de sa naissance, ce prince ne fut pas considéré absolument par elle comme membre de la famille impériale.

Enfin, l'empereur Napoléon a spontanément appliqué les mêmes principes dans une note insérée au *Moniteur* du 1^{er} septembre 1860, pour désavouer la candidature du prince Murat au trône de Naples.

La Prusse, à qui nous n'avons pas manqué de rappeler ces précédents, a paru un moment céder à nos justes réclamations. Le prince Léopold s'est désisté de sa candidature; on a pu se flatter que la paix ne serait pas troublée. Mais cet espoir a bientôt fait place à des appréhensions nouvelles, puis à la certitude que la Prusse, sans retirer sérieusement aucune de ses prétentions, cherchait seulement à gagner du temps. Le langage d'abord hésitant, puis décidé et hautain du chef de la maison de Hohenzollern, son refus de s'engager à maintenir le lendemain la renonciation de la veille, le traitement infligé à notre ambassadeur, auquel un message verbal a interdit toute communication nouvelle pour l'objet de sa mission de conciliation, enfin la publicité donnée à ce procédé insolite par les journaux prussiens et par la notification qui en a été faite aux cabinets, tous ces symptômes successifs d'intentions agressives ont fait cesser le doute dans les esprits les plus prévenus. L'illusion est-elle permise quand un souverain qui commande à un million de soldats déclare, la main sur la garde de son épée, qu'il se réserve de prendre conseil de lui seul et des circonstances? Nous étions amenés à cette limite extrême où une nation qui sent ce qu'elle se doit, ne transige plus avec les exigences de son honneur.

Si les derniers incidents de ce pénible débat ne jetaient pas une assez vive lumière sur les projets nourris par le cabinet de Berlin, il

est une circonstance, moins connue jusqu'à ce jour, qui donne à sa conduite une signification décisive.

L'idée d'élever au trône d'Espagne un prince de Hohenzollern n'était pas nouvelle. Déjà, au mois de mars 1869, elle avait été signalée par notre ambassadeur à Berlin, qui était aussitôt invité à faire savoir à M. de Bismarck comment le Gouvernement de l'Empereur envisagerait une éventualité semblable. M. le comte Benedetti, dans plusieurs entretiens qu'il avait eus à ce sujet, soit avec le chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord, soit avec le sous-secrétaire d'État chargé de la direction des affaires étrangères, n'avait pas laissé ignorer que nous ne pourrions admettre qu'un prince prussien vint à régner au delà des Pyrénées.

Le comte de Bismarck, de son côté, avait déclaré que nous ne devions nullement nous préoccuper d'une combinaison que lui-même jugeait irréalisable, et, en l'absence du chancelier fédéral, dans un moment où M. Benedetti avait cru devoir se montrer incrédule et pressant, M. de Thile avait cru devoir engager sa parole d'honneur que le prince de Hohenzollern n'était pas et ne pouvait pas devenir un candidat sérieux à la couronne d'Espagne.

Si l'on devait suspecter la sincérité d'assurances officielles aussi positives, les communications diplomatiques cesseraient d'être un gage pour la paix européenne; elles ne seraient plus qu'un piège ou un danger. Aussi, bien que notre ambassadeur transmette ces déclarations sous toutes réserves, le Gouvernement de l'Empereur avait-il jugé convenable de les accueillir favorablement. Il s'était refusé à en révoquer en doute la bonne foi jusqu'au jour où s'est révélée tout d'un coup la combinaison qui en était la négation éclatante. En revenant inopinément sur la parole qu'elle nous avait donnée, sans même tenter aucune démarche pour se dégager envers nous, la Prusse nous adressait un véritable défi. Éclairés, dès lors, sur la valeur que pouvaient avoir les protestations les plus formelles des hommes d'État prussiens, nous avions le devoir impérieux de préserver, dans l'avenir, notre loyauté contre de nouveaux mécomptes par une garantie explicite. Nous devons donc insister, comme nous l'avons fait, pour obtenir la certitude qu'une renonciation qui ne se présentait qu'entourée de distinctions subtiles était, cette fois, définitive et sérieuse.

Il est juste que la cour de Berlin ait devant l'histoire la responsabilité de cette guerre, qu'elle avait les moyens d'éviter et qu'elle a voulue. Et dans quelles circonstances a-t-elle recherché la lutte? C'est lorsque, depuis quatre ans, la France lui donnant le témoignage d'une modération constante, s'est abstenue, avec un scrupule peut-être exagéré, d'invoquer contre elle des traités conclus sous la médiation même de l'Empereur, mais dont l'oubli volontaire ressort de

tous les actes d'un gouvernement qui songeait déjà à s'en affranchir au moment où il y souscrivait.

L'Europe a été témoin de notre conduite, et elle a pu la comparer à celle de la Prusse pendant le cours de cette période. Qu'elle prononce aujourd'hui sur la justice de notre cause. Quel que doive être le sort des batailles, nous attendrons sans inquiétude le jugement de nos contemporains comme celui de la postérité.

Agrérez, etc.

Signé : GRAMONT.

N° 211.

ORDONNANCE DU ROI DE PRUSSE POUR FIXER UN JOUR DE PRIÈRES.

Berlin, le 24 juillet 1870.

Par suite d'une agression arbitraire, je suis forcé de dégainer mon épée pour repousser cette agression à l'aide de la puissance dont dispose toute l'Allemagne. Je suis complètement tranquille devant Dieu et devant les hommes de n'en être nullement la cause. J'ai la conscience nette sur l'origine de cette guerre et je suis sûr devant Dieu que notre cause est juste. C'est une lutte sérieuse qui va s'engager; elle imposera à mon peuple et à toute l'Allemagne d'énormes sacrifices, mais je la commence en élevant mes yeux vers Dieu qui sait tout et en invoquant son tout-puissant secours. Je dois déjà remercier Dieu de ce qu'au premier bruit de la guerre, un seul sentiment s'est manifesté dans tous les cœurs allemands, celui d'un armement général contre l'agression et celui d'une confiance consolante dans une victoire accordée par Dieu à notre juste cause. Mon peuple va se mettre à côté de moi pendant cette lutte, comme il s'est mis autrefois à côté de mon père, reposant en Dieu. Nous supporterons ensemble tous les sacrifices, afin d'assurer de nouveau la paix aux nations. Depuis ma jeunesse j'ai appris à croire que tout dépend du bon secours de Dieu. C'est en lui que j'ai confiance et je demande à mon peuple d'en faire autant. Je m'incline devant Dieu en reconnaissant sa grâce et je suis sûr que mes sujets et mes compatriotes en font autant que moi. En conséquence, j'ordonne de célébrer une journée de prières extraordinaires, mercredi prochain, 27 juillet, de dire l'office divin aux églises et de s'abstenir de toutes affaires et de tout travail en tant que les circonstances le permettront. J'ordonne également des prières, pendant tout le temps de la guerre, aux offices

divins solennels, afin que Dieu nous conduise à la victoire, qu'il nous accorde sa grâce pour que nous agissions en chrétiens même contre nos ennemis et qu'il nous permette d'arriver à une paix durable conforme à l'honneur et à l'indépendance de l'Allemagne.

Berlin, le 24 juillet 1870.

GUILLAUME.

DE MULHER.

Au ministre des cultes.

N° 212.

LE COMTE DE BISMARCK AU SUJET DE LA NEUTRALITÉ SUISSE.

Berlin, le 24 juillet 1870.

La neutralité de la Suisse existe toujours, conformément aux traités. Nous avons confiance qu'elle sera défendue par les forces militaires de la Confédération suisse, et, nos traités ainsi que les rapports intimes et voisins de l'Allemagne, vis-à-vis de la Suisse, garantissent le respect de cette neutralité par l'Allemagne elle-même.

Signé : BISMARCK.

N° 213.

M. D'ANETHAN AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE LA BELGIQUE
A L'ÉTRANGER.

(Circulaire.)

Bruxelles, le 24 juillet 1870.

Monsieur, la guerre est déclarée entre deux puissances voisines de nos frontières.

Quelle sera, dans ces graves conjonctures, l'attitude des États liés avec la Belgique par des engagements de droit public, quelle sera celle de la Belgique elle-même ?

Les puissances signataires des traités de 1831 et de 1839 n'ont pas seulement consacré par un texte clair et précis l'indépendance et la neutralité de la Belgique ; elles ont pris soin de définir la pensée même dont cette clause n'était que la formule : « Agissant avec un parfait désintéressement dans les affaires de la Belgique, les cinq

puissances n'ont eu en vue que de lui assigner dans le système européen une place inoffensive, que de lui offrir une existence qui garantît à la fois son propre bonheur et la sécurité des autres États. »

Le traité qui fixa définitivement la position politique de la Belgique venait d'être conclu, lorsque la situation générale de l'Europe parut un instant se troubler. Une voix auguste, qui a longtemps et sûrement guidé la Belgique, s'exprimait ainsi en ouvrant la session législative de 1840 : « La position de la Belgique a été déterminée par les traités, et la neutralité perpétuelle lui a été solennellement assurée. Mon Gouvernement n'a négligé aucune occasion de faire connaître l'importance qu'il attache à cette garantie. Partout, je le dis avec satisfaction, nous n'avons rencontré que des sentiments de bienveillance et de respect pour le principe inscrit dans notre droit public. La neutralité, nous ne pouvons trop nous en convaincre, est la véritable base de notre politique; la maintenir sincère, loyale et forte, doit être notre but constant. »

C'est dans ces conditions que la Belgique, durant une période déjà longue, a traversé toutes les crises par lesquelles l'Europe a passé.

Dans aucune circonstance, les puissances ne se sont écartées des engagements qu'elles ont contractées envers nous. En 1840 comme en 1848, en 1853 comme en 1866 et 1867, nos droits ont été formellement partout reconnus.

La Belgique, de son côté, a rempli dans toute leur étendue ses obligations internationales. Sa neutralité n'a pas cessé un seul instant le caractère d'une impartialité absolue, et le pays s'est invariablement montré résolu à tous les sacrifices pour la préserver de toute atteinte.

Le programme tracé par l'Europe et accepté par la Belgique a donc été loyalement exécuté de part et d'autre, et l'on peut dire, l'histoire en fait foi, que l'Europe et la Belgique ont eu à s'en féliciter.

Nous n'avons donc pas à chercher notre voie. Le passé nous l'indique et les faits témoignent qu'elle est comprise par les gouvernements étrangers comme par nous-mêmes.

Les dispositions manifestées à notre égard par les puissances belligérantes répondent de tous points à notre attente, et nous avons pris les mesures nécessaires pour attester, en fait comme en droit, notre intention franche et ferme de rester fidèles à tous nos engagements. C'est ainsi que, conséquents avec les principes et les précédents que je rappelais plus haut, nous avons mis notre armée sur le pied de guerre en apprenant le conflit actuel; c'est ainsi que nous gardons avec toutes nos forces les routes qui empruntent notre territoire, tenus d'honneur que nous sommes de n'en permettre l'usage à aucune des forces belligérantes.

Telle est notre situation ; telle sera notre politique au milieu d'un conflit dont la fin n'arrivera jamais assez tôt au gré de nos vœux. Les vœux que je viens d'exprimer ne seront ni pour vous ni pour personne une révélation, mais pour avoir été éprouvées par une expérience plusieurs fois renouvelée et toujours bienfaisante, elles n'en paraîtront que plus dignes de l'attention du Gouvernement et des hommes d'Etat du pays dans lequel vous résidez.

Agrérez, etc.,

Signé : D'ANETHAN.

N° 214.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

Foreign-Office, le 21 juillet 1870.

Mylord, le marquis de La Valette m'a fait visite aujourd'hui et m'a communiqué la substance d'une dépêche, datée du 19 juillet, qui lui avait été adressée par le duc de Gramont, et dans laquelle il lui était enjoint d'exprimer les remerciements du Gouvernement impérial pour le consentement donné par le Gouvernement de S. M. à ce que les agents diplomatiques et consulaires de S. M. prennent sous leur protection les intérêts français en Allemagne, et, en général, pour le caractère amical de la neutralité que le Gouvernement de S. M. a déclaré être dans l'intention de garder.

M. de Gramont disait dans cette dépêche que le Gouvernement impérial se regardait comme étant en droit d'attendre cette manière d'agir de la part du Gouvernement de S. M., non-seulement en raison de la justice de sa cause, mais aussi en raison des services qu'il rend à toute l'Europe, en défendant le grand intérêt de l'équilibre européen. Il exprimait la confiance que les ministres de la Reine s'efforceraient, dans leurs discours au Parlement, de corriger l'appréciation erronée d'une partie de la presse anglaise à l'égard du Gouvernement impérial. L'histoire, néanmoins, dit-il, rendra justice aux motifs qui l'ont conduit à entreprendre une guerre à la fois juste et nécessaire.

Le premier soin du Gouvernement impérial, dit M. de Gramont, a été de rassurer la Belgique. L'Empereur a écrit lui-même au Roi, et le Gouvernement belge a été prévenu que sa neutralité serait respectée par le Gouvernement impérial tant qu'elle ne serait point violée par la Prusse. On a tenu le même langage à la Suisse et au Luxembourg. La Hollande a exprimé le désir de garder une attitude neutre,

le Gouvernement impérial a notifié sa satisfaction de cette déclaration.

Ce sont là autant de preuves de modération du Gouvernement impérial, d'autant plus que par cette ligne de conduite il a renoncé à un moyen important d'attaque contre la Prusse, par la Belgique et le Luxembourg. Le cabinet britannique peut conséquemment être rassuré sur les intentions du cabinet impérial à l'égard des Neutres.

Le duc de Gramont dit de plus, dans sa dépêche, que le Gouvernement impérial a confiance qu'il n'existe du côté du Gouvernement britannique aucun sentiment de méfiance par rapport à ses propres intentions, et que le bruit d'un envoi de troupes britanniques destinées à occuper la Belgique est totalement dépourvu de fondement. Ceux qui ont mis un tel bruit en circulation semblent n'avoir conscience qu'une telle mesure, en la supposant possible, serait contraire au principe même qu'ils ont la prétention d'affirmer.

D'après cette dépêche, le marquis de La Valette avait rapporté à son Gouvernement que j'avais exprimé des vues solides au sujet de la neutralité, et M. de Gramont espérait que l'opinion publique me soutiendrait en Angleterre dans les énonciations que j'ai faites relativement aux navires ennemis qui se rendraient dans les ports anglais afin d'attaquer des navires français. Le Gouvernement impérial suivra d'une manière scrupuleuse les principes posés dans la déclaration du Congrès de Paris, et il enverra prochainement à M. de La Valette ses instructions à ses agents consulaires relativement aux bâtiments marchands français et prussiens; et aussitôt que la guerre, dont la notification est déjà envoyée à Berlin, sera commencée, le Gouvernement impérial publiera ses instructions relativement à la marine marchande.

L'armée française, ajoute le duc de Gramont, aurait accueilli d'une manière hospitalière les officiers et les correspondants anglais qui se sont adressés au marquis de La Valette pour avoir la permission de l'accompagner, mais l'état-major général, en raison des inconvénients qui pourraient résulter de l'octroi de cette permission, a décidé que l'on n'accorderait à aucun étranger dépourvu de fonctions dans l'armée l'autorisation de suivre les armées françaises en campagne.

Il est, par conséquent, enjoint à M. de La Valette d'exprimer le regret avec lequel le Gouvernement se voit obligé de refuser la permission demandée.

En réponse, j'ai déclaré à M. de La Valette que le Gouvernement de S. M. était heureux de remplir à l'égard du Gouvernement impérial tous les bons offices compatibles avec ses devoirs de neutre; mais que je ne croyais ni utile en rien ni opportun pour le moment

actuel de discuter maintenant les questions soulevées par le duc de Gramont quant à la nécessité et à la justice de la guerre.

J'ai dit que j'étais heureux de voir confirmer mes espérances relativement au respect scrupuleux des intérêts et des droits des Neutres de la part de la France, et à son adhésion stricte aux principes posés dans la déclaration du Congrès de Paris.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 215.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD A. LOFTUS, A BERLIN.

Foreign-Office, le 24 juillet 1870.

Mylord, le comte de Bernstorff, dans le courant d'une conversation que j'ai eue aujourd'hui avec lui, m'a demandé si le Gouvernement de la Reine considérait le charbon comme étant contrebande de guerre et s'il avait défendu l'exportation de chevaux du Royaume-Uni. J'ai répondu négativement à la dernière question, et sur la première je lui ai dit que la question du charbon pour être considéré comme contrebande de guerre dépendait de sa destination, mais qu'une telle question ne saurait être décidée par une opinion individuelle, ni par la manière de voir des gouvernements. Le cas doit être décidé, lorsqu'il y aura lieu, par le tribunal des prises du capteur.

J'ajoutai que le Gouvernement de Sa Majesté n'avait pas publié de défense contre l'exportation de la contrebande de guerre des ports de la Grande-Bretagne.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 216.

LE COMTE DE GRANVILLE AU VICE-AMIRAL HARRIS, A LA HAYE.

Foreign-Office, le 24 juillet 1870.

Sir, le Gouvernement de la Reine a été heureux d'apprendre que le Gouvernement des Pays-Bas a exprimé sa détermination d'éviter

toute complication qui pourrait tendre à compromettre la neutralité de la Hollande; et je vous prie d'exprimer à M. Roest de Lymbourg la satisfaction du Gouvernement de Sa Majesté, en apprenant l'intention du Gouvernement des Pays-Bas d'adopter cette ligne de conduite.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 217.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 21 juillet 1870.

Mylord, j'ai reçu hier soir une note du duc de Gramont, en réponse aux deux notes que je lui ai adressées le 17 et le 19 courant, par ordre de Votre Seigneurie.

En réponse à ma demande d'être informé le plus tôt possible de la déclaration de la guerre, M. de Gramont m'a envoyé copie de la déclaration qu'il a faite hier au Corps législatif.

Le résumé de cette déclaration a été porté à la connaissance de Votre Seigneurie, hier, par mon télégramme de 3 heures du soir, et le texte même par mon télégramme de 4 heures 10.

En ce qui concerne l'idée suggérée par le Gouvernement de Sa Majesté que la France fasse connaître son intention d'observer les principes de la Déclaration du 16 avril 1856, relativement aux droits des belligérants, M. de Gramont m'a communiqué le projet d'une note à ce sujet, qui doit être adressée par les représentants de la France à l'étranger aux Gouvernements auprès desquels ils sont accrédités.

Enfin, en réponse à la demande que des courriers du Foreign-Office soient autorisés à voyager en chemin de fer, lors même que les passagers ordinaires en sont exclus, M. de Gramont m'a dit qu'il serait difficile pour le Gouvernement français de prendre un engagement formel à cet égard, mais que toutes les facilités compatibles avec les nécessités de la guerre seront données aux courriers du Gouvernement britannique.

Par mon télégramme d'hier, 11 heures 35 du soir, j'ai donné connaissance à Votre Seigneurie de la substance de cette note de M. de Gramont, j'ai maintenant l'honneur de vous donner la copie de la note elle-même et de ses annexes.

Votre Seigneurie ne manquera pas de remarquer que la note de M. de Gramont ne dit rien au sujet de la limite du temps, durant laquelle il sera permis aux bâtiments étrangers de quitter les ports des belligérants avec leurs chargements et d'y entrer. Je m'étais appesanti particulièrement sur ce point dans une de mes notes du 17 courant, et j'ai fréquemment insisté verbalement auprès de M. de Gramont sur l'importance pour les intérêts britanniques d'avoir un prompt renseignement à ce sujet. J'ai parlé d'une façon pressante, hier, dans ce sens à Son Excellence. Il m'a répondu que les intentions du Gouvernement français, en ce qui concerne le traitement des bâtiments marchands et des sujets des États belligérants, seraient annoncées par la voie ordinaire dans le *Journal officiel*.

Le *Journal officiel* de ce matin contient, en conséquence, une note au sujet des résidents prussiens en France et dans les colonies, et des bâtiments marchands(1). J'ai transmis, ce matin, par télégramme, à Votre Seigneurie le texte du paragraphe relatif aux bâtiments marchands, et j'ai maintenant l'honneur de vous adresser ci-jointe la copie de la note toute entière.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

(1) N° 194.

N° 218.

PROCLAMATION DE L'EMPEREUR AU PEUPLE FRANÇAIS.

Paris, le 22 juillet 1870.

Français,

Il y a dans la vie des peuples des moments solennels où l'honneur national, violemment excité, s'impose comme une force irrésistible, domine tous les intérêts et prend seul en main la direction des destinées de la patrie. Une de ces heures décisives vient de sonner pour la France.

La Prusse, à qui nous avons témoigné pendant et depuis la guerre de 1866 les dispositions les plus conciliantes, n'a tenu aucun compte de notre bon vouloir et de notre longanimité. Lancée dans une voie d'envahissement, elle a éveillé toutes les défiances, nécessité partout des armements exagérés, et fait de l'Europe un camp où règnent l'incertitude et la crainte du lendemain.

Un dernier incident est venu révéler l'instabilité des rapports inter-

nationaux et montrer toute la gravité de la situation. En présence des nouvelles prétentions de la Prusse, nos réclamations se sont fait entendre. Elles ont été éludées et suivies de procédés dédaigneux. Notre pays en a ressenti une profonde irritation, et aussitôt un cri de guerre a retenti d'un bout de la France à l'autre. Il ne nous reste plus qu'à confier nos destinées au sort des armes.

Nous ne faisons pas la guerre à l'Allemagne, dont nous respectons l'indépendance. Nous faisons des vœux pour que les peuples qui composent la grande nationalité germanique disposent librement de leurs destinées.

Quant à nous, nous réclamons l'établissement d'un état de choses qui garantisse notre sécurité et assure l'avenir. Nous voulons conquérir une paix durable, basée sur les vrais intérêts des peuples, et faire cesser cet état précaire où toutes les nations emploient leurs ressources à s'armer les unes contre les autres.

Le glorieux drapeau que nous déployons encore une fois devant ceux qui nous provoquent est le même qui porta à travers l'Europe les idées civilisatrices de notre grande Révolution. Il représente les mêmes principes ; il inspirera les mêmes dévouements.

Français,

Je vais me mettre à la tête de cette vaillante armée qu'anime l'amour du devoir et de la patrie. Elle sait ce qu'elle vaut, car elle a vu dans les quatre parties du monde la victoire s'attacher à ses pas.

J'emmène mon fils avec moi, malgré son jeune âge. Il sait quels sont les devoirs que son nom lui impose, et il est fier de prendre sa part dans les dangers de ceux qui combattent pour la patrie.

Dieu bénira nos efforts. Un grand peuple qui défend une cause juste est invincible.

N° 219.

RÉPONSE DE L'EMPEREUR AU DISCOURS PRONONCÉ PAR M. SCHNRIDER
AU NOM DU CORPS LÉGISLATIF.

Saint-Cloud, le 22 juillet 1870.

Sire,

Le Corps législatif vient de terminer ses travaux.

Il a unanimement voté tous les subsides et toutes les lois qu'exigeait la défense du pays, donnant ainsi un témoignage éclatant de son patriotisme.

S'il est vrai que le véritable auteur de la guerre ne soit pas celui qui la déclare,

mais celui qui l'a rendue nécessaire, il n'y aura qu'une voix parmi les peuples des deux mondes pour en faire retomber la responsabilité sur la Prusse, qui, enivrée par des succès inespérés, encouragée par notre patience et par notre désir de conserver à l'Europe les bienfaits de la paix, a cru pouvoir conspirer contre notre sécurité et porter atteinte à notre honneur.

Dans ce cas, la France sait remplir son devoir.

« Sire,

Les vœux les plus ardents vous suivront à l'armée dont vous allez prendre le commandement, accompagné de Votre Fils qui, devant les devoirs de son âge, apprendra, à vos côtés, comment on sert son pays.

Derrière vous, derrière notre armée habituée à porter si haut le drapeau de la France, toujours prête à la recruter, se tient debout la nation tout entière.

Remettez sans inquiétude la régence entre les mains de notre auguste Souveraine.

A l'autorité que lui assurent les grandes qualités qu'Elle a déjà déployées, l'Impératrice ajoutera la force que donnent les institutions libérales si glorieusement inaugurées par Votre Majesté.

Sire,

Le cœur de la nation est avec vous et avec votre vaillante armée!

Messieurs, j'éprouve une grande satisfaction, à la veille de mon départ pour l'armée, de pouvoir vous remercier du concours patriotique que vous avez donné à mon Gouvernement. Une guerre est légitime lorsqu'elle se fait avec l'assentiment du pays et l'approbation de ses représentants.

Vous avez bien raison de rappeler les paroles de Montesquieu : « Le véritable auteur de la guerre n'est pas celui qui la déclare, mais celui qui la rend nécessaire. »

Nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour l'éviter, et je puis dire que c'est la nation tout entière qui, dans son irrésistible élan, a dicté nos résolutions.

Je vous confie, en partant, l'Impératrice qui vous appellera autour d'Elle, si les circonstances l'exigent. Elle saura remplir courageusement les devoirs que sa position lui impose.

J'emmène mon Fils avec moi. Il apprendra, au milieu de l'armée, à servir son pays.

Résolu à poursuivre avec énergie la grande mission qui m'est confiée, j'ai foi dans le succès de nos armes, car je sais que la France est debout derrière moi et que Dieu la protège!

N° 220.

LE MARQUIS DE LA VALETTE AU COMTE DE GRANVILLE.

Londres, le 22 juillet 1870.

Le soussigné, ambassadeur de France à Londres, a reçu de son Gouvernement l'ordre d'adresser à Son Excellence M. le comte de Granville la communication suivante :

Sa Majesté l'Empereur des Français s'est vue dans la nécessité, pour défendre l'honneur et les intérêts de la France en même temps que pour protéger l'équilibre général de l'Europe, de déclarer la guerre à la Prusse et aux pays alliés qui lui prêtent contre nous le concours de leurs armes.

Sa Majesté a donné des ordres pour que, dans la poursuite de cette guerre, les commandants de ses forces de terre et de mer observent scrupuleusement, vis-à-vis des puissances qui demeureront neutres, les règles du droit international, et pour qu'ils se conforment notamment aux principes posés dans la déclaration du Congrès de Paris, du 16 avril 1856, savoir :

1° La course est et demeure abolie.

2° Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre.

3° La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi.

4° Les blocus pour être obligatoires doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral à l'ennemi.

Bien que l'Espagne et les États-Unis n'aient point adhéré à la Déclaration de 1856, les vaisseaux de Sa Majesté ne saisiront pas la propriété de l'ennemi chargée à bord d'un vaisseau américain ou espagnol, à moins que cette propriété ne soit contrebande de guerre.

Sa Majesté ne compte pas non plus revendiquer le droit de confisquer la propriété des citoyens américains ou espagnols qui serait trouvée à bord des bâtiments ennemis.

L'Empereur a la confiance que, par une juste réciprocité, le Gouvernement de la Reine voudra bien prescrire des mesures pour que les autorités et les sujets britanniques observent exactement, de leur côté, pendant la durée de cette guerre les devoirs d'une stricte neutralité.

Le soussigné, etc.

Signé : LA VALETTE.

N° 221.

LE COMTE DE BISMARCK AU BARON DE NOTHOMB.

Berlin, le 22 juillet 1870.

Monsieur le ministre, confirmant mes assurances verbales, j'ai l'honneur de vous donner par écrit la déclaration, surabondante en présence des Traités en vigueur, que la Confédération du Nord et ses alliés respecteront la neutralité de la Belgique, bien entendu qu'elle sera respectée par l'autre partie belligérante.

Agréé, etc.

Signé : BISMARCK.

N° 222.

DÉCLARATION DE NEUTRALITÉ DE LA BELGIQUE.

Ministère des Affaires étrangères. Bruxelles, le 22 juillet 1870.

L'état de guerre existant entre deux puissances voisines, le Gouvernement du Roi croit devoir rappeler que la Belgique est un État perpétuellement neutre, et que tout acte contraire aux devoirs de la neutralité doit, par conséquent, être soigneusement évité.

Le nouveau Code pénal belge, art. 123, contient la disposition suivante, qu'il peut être opportun de signaler à l'attention publique :

« Quiconque, par des actions hostiles non approuvées par le Gouvernement, aura exposé l'État à des hostilités de la part d'une puissance étrangère, sera puni de la détention de cinq ans à dix ans, et, si des hostilités s'en sont suivies, de la détention de dix ans à quinze ans. »

On rappelle, au surplus, que la Belgique a adhéré aux principes consacrés par la Déclaration du Congrès de Paris, du 16 avril 1856, laquelle, entre autres dispositions, abolit les armements en course.

Le *Moniteur* publie, dans sa partie officielle, une notification rap-pelant à tous les citoyens Belges que la Belgique est un État perpé-

tuellement neutre, et signalant les dispositions légales qui répriment tout acte contraire aux devoirs de la neutralité que la Belgique est tenue d'observer envers les puissances belligérantes.

Le Gouvernement a adressé, en même temps, à nos agents diplomatiques, une circulaire qui, après avoir retracé la position de la Belgique dans le droit public européen, constate les assurances écrites et de tous points conformes à notre attente, que nous avons reçues des puissances engagées dans le conflit actuel, ainsi que notre intention ferme et franche de nous montrer, aujourd'hui comme dans le passé, fidèles à tous nos engagements.

N° 223.

LETTRE DU PAPE AU ROI DE PRUSSE.

Rome, le 22 juillet 1870.

Majesté,

Dans les graves circonstances où nous nous trouvons, il vous paraîtra peut-être insolite de recevoir une lettre de moi ; mais, vicaire sur la terre du Dieu de paix, je ne puis faire moins que de vous offrir ma médiation. Mon désir est de voir disparaître les préparatifs de guerre et d'empêcher les maux qui en sont la conséquence inévitable. Ma médiation est celle d'un souverain qui, en sa qualité de roi, ne peut inspirer aucune jalousie en raison de l'exiguïté de son territoire, mais qui pourtant inspirera confiance par l'influence morale et religieuse qu'il personnifie.

Que Dieu exauce mes vœux et qu'il exauce aussi ceux que je forme pour Votre Majesté, à laquelle je désire être uni par les liens de la même charité.

Signé : PIUS P. P. IX.

Du Vatican, le 22 juillet.

P.-S. — J'ai écrit également à Sa Majesté l'Empereur des Français.

N° 224.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 22 juillet 1870.

Mylord, j'ai eu l'honneur de recevoir hier, à onze heures du soir, le télégramme de Votre Seigneurie, de huit heures du soir, me donnant ordre de m'assurer si les privilèges accordés par le Gouvernement français aux bâtiments de l'ennemi avec chargements pour les ports français et pour le compte de Français peuvent être considérés comme acquis aux bâtiments ennemis avec cargaison pour les ports anglais, pour compte anglais.

Ce matin, j'ai envoyé M. West, secrétaire d'ambassade de Sa Majesté, chez M. Desprez, directeur politique au ministère des Affaires étrangères, dans l'espoir que, de cette manière, j'aurais immédiatement une réponse favorable, que je serais en état de communiquer tout de suite à Votre Seigneurie par télégramme.

Toutefois, M. Desprez a référé à M. West à une circulaire qui, a-t-il dit, a été envoyée aux représentants de la France à l'étranger, pour être communiquée aux Gouvernements auprès desquels ils sont accrédités, et a simplement renouvelé l'assurance que la France agirait conformément à la Déclaration de 1856.

Aussitôt après avoir reçu cette réponse, j'écrivis une note officielle à M. de Gramont, que je portai moi-même au ministère. J'appris qu'il assistait au Conseil des ministres aux Tuileries, il ne me restait plus alors qu'à laisser ma note avec un message.

Le soir j'eus une entrevue avec M. de Gramont. Il me dit qu'une réponse à ma note avait été préparée au ministère, et il se mit à me la lire. Cette note disait que ma question avait reçu à l'avance une réponse négative dans une circulaire qui avait été envoyée au marquis de La Valette, pour être communiquée par lui au Gouvernement de Sa Majesté, et que les chargements trouvés à bord des bâtiments capturés seraient rendus sur la preuve qu'ils étaient de propriété britannique.

Je fis remarquer que cette dernière observation était complètement hors question. La France était tenue par la Déclaration de 1856, de ne pas saisir des propriétés neutres sous pavillon ennemi, et qu'en conséquence il n'y avait pas lieu à discussion. La question réellement à agiter était celle-ci : Était-il juste ou amical que le Gouvernement français, pour sa propre convenance, et par égard pour les intérêts de ses propres sujets, accordât certains privilèges aux bâtiments enne-

mis ayant des chargements français à bord, et de refuser ces mêmes privilèges à ceux des bâtiments dont les chargements appartenaient à des neutres. Il pouvait, ajoutai-je, se trouver quelques circonstances particulières dans ce cas, mais je pensais que M. de Gramont pouvait difficilement admettre, comme principe général, que la France pût équitablement exclure les neutres de faire usage des bâtiments ennemis ce qu'elle permettait pour ses propres sujets. M. de Gramont ne pourrait sûrement s'attendre à ce que les neutres considèrent comme juste que la France prenne avantage de ses droits de belligérant pour s'assurer exclusivement des avantages commerciaux à leur détriment; par exemple, qu'elle autorisât des bâtiments allemands à entrer ou à sortir des ports français sans être inquiétés, tandis qu'il saisirait tous ceux qui feraient commerce avec des ports neutres.

Une longue conversation s'en suivit, durant laquelle M. de Gramont manifesta le vif désir de prendre en considération les intérêts des neutres en général et ceux de la Grande-Bretagne en particulier. Il m'a fait observer que si l'arrangement auquel je faisais des objections était un de ceux actuellement adoptés au commencement des guerres, aucune plainte ne pouvait être soulevé justement contre la France pour sa remise en vigueur. Si cependant, s'il était une nouveauté, ou bien s'il admettait une exception, il serait certainement disposé à donner à l'Angleterre l'entier bénéfice d'une concession qui pourrait être faite en toute sûreté.

Il termina en me disant qu'en tous cas il examinerait de nouveau la question avant de m'envoyer sa réponse à ma note.

Je lui rappelai la grande importance qu'il y a pour les sujets anglais engagés dans le commerce, à être renseignés sans retard à ce sujet.

J'ai déjà communiqué la substance de cette dépêche à Votre Seigneurie, et j'ai l'honneur de vous adresser aujourd'hui copie de ma note à M. de Gramont.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE.

LORD LYONS AU DUC DE GRAMONT.

Paris, le 22 juillet 1870.

Monsieur le ministre, une note a paru dans la partie officielle du *Journal officiel*, pour annoncer les intentions du Gouvernement français à l'égard des bâtiments marchands.

La note, d'après sa teneur textuelle, ne semblerait s'appliquer qu'aux bâtiments de l'ennemi avec chargements pour les ports français pour le compte de Français. Le gouvernement de Sa Majesté suppose que cette note entend accorder les mêmes privilèges aux chargements à bord de bâtiments ennemis pour des ports anglais pour le compte d'anglais.

La question est d'une telle importance pour les intérêts commerciaux de la Grande-Bretagne, que le Gouvernement de Sa Majesté prie instamment le Gouvernement de l'Empereur de lui donner une réponse catégorique à cet égard sans le moindre retard.

Je vous serais très-obligé si vous pouviez envoyer tout aussitôt au Gouvernement de Sa Majesté le renseignement qu'il est si désireux de recevoir.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 225.

LORD A. LOFTUS AU COMTE DE GRANVILLE.

Berlin, le 22 juillet 1870.

Mylord, je n'ai pas manqué, d'après vos instructions, d'informer le baron de Thile qu'il n'y avait pas le moindre fondement de vérité dans le rapport adressé du Wurtemberg au Gouvernement français que Votre Seigneurie aurait dit : que la France attaquerait la Prusse par terre et par mer, sans déclaration préalable, aussitôt qu'elle aurait reçu une réponse négative.

J'ai, etc.

Signé : LOFTUS.

N° 226.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE AU COMTE DE GRANVILLE.

Berne, le 22 juillet 1870.

Par sa note circulaire du 2 mai dernier, le Conseil fédéral a eu l'honneur d'informer le Gouvernement royal qu'à l'exception de

l'Espagne et de Rome, tous les États signataires de la Convention de Genève, du 22 août 1864, pour les secours aux militaires blessés, ont adhéré aux articles additionnels adoptés à Genève, le 20 octobre 1868, modifiés plus tard à la demande de la France (art. 9), et interprétés par la France et l'Angleterre (art. 10), mais que la Russie, tout en adoptant ces articles additionnels, propose une adjonction à l'art. 14 dans le but de prévenir l'abus du drapeau distinctif de la neutralité. Quoique plusieurs Gouvernements aient déjà fait parvenir au Conseil fédéral leur réponse à la circulaire susindiquée, on ne saurait s'attendre à recevoir prochainement les déclarations de tous les États contractants, et l'adoption définitive des articles additionnels ne pourra, par conséquent, avoir lieu que dans un temps plus ou moins éloigné.

Or, la situation politique actuelle est si grave qu'elle a imposé au Conseil fédéral le devoir d'user de toute son influence, comme organe intermédiaire entre les États contractants, pour que les bienfaits de la Convention de Genève et des articles additionnels puissent avoir leur plein effet pendant la guerre qui vient d'éclater. Afin d'atteindre ce but, il s'est adressé aux Gouvernements de la Confédération de l'Allemagne du Nord et de la France, en leur proposant et leur recommandant de reconnaître dès à présent la Convention de Genève, avec ses articles additionnels modifiés à la demande de la France et interprétés par la France et la Grande-Bretagne, comme devant être observée dans toutes ses parties pendant la guerre, au moins à titre de *modus vivendi*.

Aujourd'hui, le Conseil fédéral a la satisfaction de pouvoir annoncer aux hauts Gouvernements des États signataires de la Convention de Genève, que les cabinets de Berlin et de Paris ont accédé avec empressement à cette proposition, et qu'ils ont déjà donné les directions nécessaires aux officiers commandant leurs corps d'armée.

Le Conseil fédéral est heureux d'avoir pu, par sa démarche auprès de la Confédération de l'Allemagne du Nord et de la France, assurer la réalisation immédiate de cette œuvre humanitaire; et en faisant les vœux les plus ardents pour qu'elle contribue efficacement à adoucir les maux de la guerre, il prie, etc.

Au nom de Conseil fédéral Suisse,

Le Président de la Confédération,
Signé : DUBS.

Le Chancelier de la Confédération,
Signé : SCHIESS.

N° 227.

PROCLAMATION ADRESSÉE PAR L'EMPEREUR A L'ESCADRE DU NORD
ET LUE PAR L'IMPÉRATRICE.

Cherbourg, le 23 juillet 1870.

Officiers et marins, quoique je ne sois pas au milieu de vous, ma pensée vous suivra sur ces mers où votre valeur va se déployer.

La marine française a de glorieux souvenirs; elle se montrera digne de son passé.

Lorsque, loin du sol de la patrie, vous vous trouverez en face de l'ennemi, songez que la France est avec vous, que son cœur bat avec le vôtre et qu'elle appelle sur vos armes la protection du ciel.

Pendant que vous combattrez sur mer, vos frères de l'armée de terre lutteront avec la même ardeur pour la même cause que vous. Secondez réciproquement vos efforts, que couronnera le même succès.

Allez, montrez avec orgueil nos couleurs nationales. En voyant le drapeau tricolore flotter sur nos vaisseaux, l'ennemi saura que partout il porte dans ses plis l'honneur et le génie de la France.

NAPOLÉON.

Palais de Saint-Cloud, le 23 juillet 1870.

N° 228.

NOTE DU JOURNAL OFFICIEL.

Paris, le 23 juillet 1870.

Au mois d'octobre 1868, une conférence internationale réunie à Genève avait été chargée de préparer un projet d'articles additionnels à la Convention du 22 août 1864, pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne; ces articles, qui avaient particulièrement pour objet d'étendre à la marine les dispositions de la Convention de 1864, n'avaient point encore reçu la consécration diplomatique.

Le Conseil fédéral suisse a exprimé au Gouvernement de l'Empereur l'espoir qu'il voudrait bien reconnaître néanmoins ces nouvelles

stipulations, et s'y conformer, à titre de *modus vivendi*, pendant toute la durée des hostilités. Une démarche identique a été faite auprès du cabinet de Berlin.

Le Gouvernement de l'Empereur n'a point hésité à déclarer qu'il était tout disposé, en ce qui le concernait, à faire dans les circonstances actuelles l'application des articles additionnels à la Convention de 1864.

Des instructions en conséquence ont été adressées aux commandants de nos forces de terre et de mer.

N° 229.

LE DUC DE GRAMONT A LORD LYONS.

Paris, le 23 juillet 1870.

Monsieur l'ambassadeur, j'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, hier, pour me demander, au nom de son Gouvernement, si la décision qui vient d'être prise en faveur des bâtiments ennemis à destination des ports de l'Empire, et chargés pour compte français antérieurement à la déclaration de guerre, ne sera pas étendue à ceux de ces mêmes bâtiments qui, avant la date du 19 de ce mois, auront embarqué des cargaisons pour compte neutre à destination des ports neutres.

En adoptant les dispositions auxquelles se réfère la note insérée dans le *Journal officiel* du 20, le Gouvernement de l'Empereur n'a eu d'autre pensée que d'aviser dans l'intérêt du commerce français à une situation placée en dehors de celle que crée, pour le cas de guerre maritime, la déclaration du Congrès de Paris du 16 avril 1856. En effet, sans une mesure exceptionnelle comme celle qui a été prise, les navires dont il s'agit et leurs cargaisons tombaient sous l'application des principes généraux du droit des gens, et devenaient passibles de confiscation en cas de capture.

Quant aux chargements neutres embarqués sous pavillon ennemi, ils sont couverts par le privilège général consacré en leur faveur par la Déclaration de 1856, et l'ambassadeur de Sa Majesté à Londres a été chargé de faire connaître au Gouvernement de la Reine, par une note dont Votre Excellence trouvera ci-joint copie, (1) qu'en cas de capture de navires allemands, les cargaisons neutres qui seraient trouvées à bord seront restituées aux intéressés, sur justification de leur

(1) N° 220.

nationalité. Aller au-delà, affranchir de saisie le bâtiment ennemi, par la seule raison qu'il est destiné pour un port neutre et qu'il a mis en mer avant la rupture des hostilités, serait l'abandon même du droit de guerre.

Permettez-moi d'ajouter, M. l'ambassadeur, que la ligne de conduite que nous nous sommes tracée durant la guerre actuelle à l'égard des neutres et du pavillon ennemi est strictement conforme à celle que, sur les suggestions même de l'Angleterre et de concert avec elle, nous avons adoptée en 1854 lors de la guerre d'Orient.

Agréé, etc.

Signé : GRAMONT.

N° 230.

LE COMTE DE BISMARCK A LORD LOFTUS.

Berlin, le 23 juillet 1870.

Monsieur l'ambassadeur, en réponse à l'estimable note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser hier, je m'empresse de vous informer que les prescriptions de la Déclaration, signée à Paris le 16 avril 1858, à l'égard des lois de navigation en temps de guerre ont force de loi dans tous les Etats de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et qu'elles y seront observées pendant le cours de la guerre présente.

Je suis, etc.

Signé : BISMARCK.

N° 231.

LORD A. LOFTUS AU COMTE DE GRANVILLE.

Berlin, le 23 juillet 1870.

Mylord, conformément aux instructions de la dépêche de Votre Seigneurie, du 16 courant, reçue ce matin, j'ai dit au baron de Thile que l'ambassadeur de Sa Majesté à Paris avait rapporté la conversation qu'il avait eue avec le duc de Gramont, dans laquelle celui-ci lui a annoncé la détermination du Gouvernement français de respecter la neutralité de la Belgique, et que j'étais chargé de déclarer au comte

de Bismarck que cette déclaration faite spontanément par la France, ne faisait que confirmer l'attente confiante du Gouvernement de Sa Majesté que la France et la Prusse, même en cas de guerre, respecteraient scrupuleusement les traités de neutralité auxquels elles ont été parties participantes.

Le baron de Thile en réponse à cette communication m'a dit que le Gouvernement de la Confédération de l'Allemagne du Nord avait, à trois reprises différentes, exprimé sa détermination de respecter la neutralité de la Belgique. Il en avait verbalement fait part également au baron de Nothomb, ministre de Belgique à Berlin, qu'il avait répété cette assurance au Gouvernement belge par son ministre à Bruxelles, et enfin un document à cet effet, signé par le comte de Bismarck, avait été adressé au baron de Nothomb, Son Excellence ajouta que le Gouvernement de l'Allemagne du Nord avait également reconnu formellement la neutralité du Luxembourg, de la Hollande et de la Suisse.

J'ai, etc.

Signé : A. LOFTUS.

N° 232.

SIR H. HOWARD AU COMTE DE GRANVILLE.

Munich, le 23 juillet 1870.

Mylord, le 19 courant, j'ai eu l'honneur d'informer Votre Seigneurie par télégramme que le ministre de Prusse avait adressé au Gouvernement bavarois une demande formelle pour l'exécution du Traité d'alliance offensive et défensive entre la Prusse et la Bavière du 22 août 1866, à laquelle le Gouvernement a répondu, après un vote de la chambre des députés, je crois dans le courant de la nuit du 20, en recommandant le *casus fœderis* prévu par le traité, et se déclarant disposé à prendre part à la guerre, comme allié de la Prusse.

À la réception de cette nouvelle, le roi de Prusse envoya au roi de Bavière, le 20 courant, le télégramme dont, si le texte donné par les journaux est exact, voici la traduction :

« Après avoir reçu le télégramme de votre Gouvernement, j'ai immédiatement pris le commandement de l'armée bavaroise, qui formera la troisième armée sous le commandement en chef du Prince Royal. Nous avons été précipités de gaieté de cœur de la paix la plus pro-

fonde dans la guerre. Votre attitude vraiment allemande a électrisé votre peuple. Toute l'Allemagne est unie comme elle ne l'a jamais été. Que Dieu bénisse nos armes dans les différentes chances de la guerre. Je vous exprime ma profonde gratitude pour votre adhésion loyale au Traité, duquel le salut de l'Allemagne dépend. »

A ce télégramme, le roi de Bavière a répondu :

« Votre télégramme a trouvé un écho joyeux dans ma poitrine. Mes troupes entreront avec enthousiasme dans la lutte pour le droit et l'honneur de l'Allemagne à côté de leurs frères renommés. Puisse le résultat être utile à l'Allemagne et salulaire à la Bavière. »

Le prince royal n'est pas attendu ici avant le 25. S. A. R., sur l'invitation du Roi, occupera les appartements du Palais.

S. A. R. le prince Léopold de Bavière n'occupera pas de commandant actif, mais sera attaché, en qualité de commissaire militaire de Bavière, au quartier général de S. M. le roi de Prusse.

Le comte Berchem, du ministère des Affaires étrangères, sera également attaché au quartier général du Roi, à titre civil, afin de renseigner le Gouvernement bavarois sur les événements.

J'ai, etc.

Signé : H. HOWARD.

N° 233.

SIR H. HOWARD AU COMTE DE GRANVILLE.

Munich, le 23 juillet 1870.

Mylord, la correspondance Hoffmann, l'organe officiel du Gouvernement bavarois, contient dans son numéro d'hier l'annonce suivante :

Après la rupture des rapports diplomatiques entre la Bavière et la France, par suite des événements politiques qu'on connaît, le Gouvernement impérial français a confié la protection des sujets français en Bavière à la légation britannique auprès de cette cour; le Gouvernement bavarois, après avoir obtenu l'autorisation du Roi, a confié la protection des sujets bavarois résidant en France à la légation de la Confédération Suisse à Paris, avec le consentement du Conseil fédéral.

J'ai, etc.

Signé : HENRY H. HOWARD.

N° 234.

DÉCLARATION DE NEUTRALITÉ DE LA RUSSIE.

Saint-Petersbourg, le 23 juillet 1870.

Les dissentiments survenus en dernier lieu entre les Gouvernements français et prussien ont excité la vive sollicitude de Sa Majesté l'Empereur.

Par ordre de Sa Majesté Impériale, tous les efforts ont été employés afin de prévenir un conflit armé. Malheureusement, la forme péremptoire prise dès le début par les explications des deux Gouvernements et la précipitation avec laquelle ont été adoptées des résolutions, ont rendu infructueux les efforts du Gouvernement impérial et ceux des autres Puissances qui poursuivaient le même but. Sa Majesté l'Empereur envisage avec regret les calamités inséparables de l'état de guerre sur le continent européen.

Sa Majesté est fermement résolue à une stricte neutralité à l'endroit des deux puissances belligérantes aussi longtemps que les intérêts de la Russie ne seront pas affectés par les éventualités de la guerre.

Le concours le plus sincère du Cabinet impérial est acquis à toute tentative qui sera faite pour restreindre les limites des opérations de la guerre, ou en abrégér la durée, et rendre à l'Europe les bienfaits de la paix.

N 233.LE DUC DE GRAMONT AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE L'EMPEREUR,
A L'ÉTRANGER.

(Circulaire.)

Paris, le 24 juillet 1870.

Monsieur..., le cabinet de Berlin a fait publier, au sujet des négociations d'Ems, divers documents au nombre desquels se trouve une dépêche de M. le baron de Werther, rendant compte d'une conversation que nous avons eue ensemble durant son dernier séjour à Paris. Ces pièces ne représentent pas, sous son véritable aspect, la marche suivie par le Gouvernement de l'Empereur dans ces circonstances, et le rapport de M. de Werther m'attribue notamment des paroles que je crois de mon devoir de rectifier sur plusieurs points.

M. l'ambassadeur de Prusse, dans notre entretien, s'est particulièrement étendu avec moi sur cette considération que le Roi, en autorisant la candidature du prince de Hohenzollern, n'avait jamais eu l'intention de blesser l'Empereur et n'avait jamais supposé que cette combinaison pût porter ombrage à la France. J'ai fait observer à mon interlocuteur que s'il en était ainsi, une pareille assurance donnée serait de nature à faciliter l'accord que nous recherchions. Mais je n'ai point demandé que le Roi écrivit une lettre d'excuse, comme l'ont prétendu les journaux de Berlin dans leurs commentaires officiels.

Je ne saurais non plus souscrire aux appréciations que M. le baron de Werther me prête au sujet de la déclaration du 6 juillet. Je n'ai point admis que cette manifestation aurait été déterminée par des nécessités parlementaires. J'ai expliqué notre langage par la vivacité de la blessure que nous avons reçue, et je n'ai nullement fait valoir la position personnelle des ministres comme motif déterminant de leur conduite. Ce que j'ai dit, c'est qu'aucun ministère ne pouvait conserver en France la confiance des Chambres et de l'opinion en consentant à un arrangement qui ne contient pas une garantie sérieuse pour l'avenir. Je dois ajouter, contrairement au récit de M. de Werther, que je n'ai point séparé l'Empereur de la France. Rien dans mes paroles n'a pu autoriser le représentant de la Prusse à supposer qu'une étroite solidarité d'impressions ne régnât pas entre le Souverain et la nation tout entière.

Ces réserves faites, j'arrive au reproche principal qu'élève contre nous le cabinet de Berlin. Nous aurions volontairement, a-t-on dit, porté la discussion auprès du roi de Prusse, au lieu de l'engager avec son Gouvernement. Mais lorsque, le 4 juillet, suivant mes instructions, notre chargé d'affaires s'est présenté chez M. de Thile pour l'entretenir des nouvelles qui nous étaient parvenues d'Espagne, quel a été le langage de M. le secrétaire d'État? Selon ses expressions mêmes, « le Gouvernement prussien ignorait complètement cette affaire, et elle n'existait pas pour lui. » En présence de l'attitude du cabinet qui affectait de se désintéresser de l'incident pour le considérer comme regardant uniquement la famille royale de Prusse, que pouvions-nous faire, sinon nous adresser au Roi lui-même?

C'est ainsi que, contre notre volonté, nous avons dû inviter notre ambassadeur à se mettre en communication avec le souverain, au lieu de traiter avec son ministre.

J'ai assez résidé dans les cours européennes pour savoir combien ce mode de négociation est désavantageux, et tous les cabinets ajouteront foi à mes paroles, quand j'affirmerai que nous avons suivi

F. AMYOT.

cette voie uniquement parce que toutes les autres nous étaient fermées. Nous regrettons que M. le comte de Bismarck, aussitôt qu'il a connu la gravité du débat, ne se soit pas rendu à Ems pour reprendre son rôle naturel d'intermédiaire entre le Roi et notre ambassadeur; mais l'isolement dans lequel Sa Majesté a sans doute voulu rester, et que le chancelier a vraisemblablement trouvé bon pour ses desseins, est-ce nous qui en sommes responsables? Et si, comme l'a fait remarquer le cabinet de Berlin, la déclaration de guerre qui lui a été remise par notre chargé d'affaires constitue notre première communication écrite et officielle, à qui donc en est la faute? Adresse-t-on des notes aux souverains? Notre ambassadeur pouvait-il se permettre une telle dérogation aux usages, quand il traitait avec le Roi, et l'absence de tout document échangé entre les deux Gouvernements, avant la déclaration de guerre, n'est-elle pas la conséquence nécessaire de l'obligation où l'on nous a mis de suivre la discussion à Ems au lieu de la laisser à Berlin, où nous l'avions d'abord portée?

Avant de clore ces rectifications, je relèverai une dernière observation du cabinet prussien. D'après un télégramme de Berlin, publié par les journaux du 23, MM. de Bismarck et de Thile, contestant un passage de ma dépêche-circulaire du 21 juillet, déclareraient que « depuis le jour où ils ont entendu parler de la demande adressée au prince de Hohenzollern, la question de la candidature du Prince au trône d'Espagne n'a jamais été entre eux et M. Benedetti l'objet du moindre entretien, soit officiel, soit particulier. » Dans la forme où elle se produit, cette affirmation est ambiguë : elle semble se référer uniquement aux rapports de notre ambassadeur avec le ministère prussien, postérieurs à l'acceptation du prince Léopold. En ce sens, elle ne serait pas contraire à ce que nous avons dit nous-mêmes; mais si l'on prétend l'étendre aux communications antérieures, elle cesse d'être vraie, et pour l'établir, je ne puis mieux faire que de citer ici une dépêche, en date du 31 mars 1869, adressée par notre ambassadeur, M. le comte Benedetti, à M. le marquis de La Valette, alors notre ministre des Affaires étrangères.

Elle est ainsi conçue :

Berlin, le 31 mars 1869.

Monsieur le marquis, Votre Excellence m'a invité hier, par le télégraphe, à m'assurer si la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne avait un caractère sérieux. J'ai eu ce matin l'occasion de voir M. de Thile, et j'ai cru pouvoir lui demander si je devais attacher quelque importance aux bruits qui avaient circulé à ce sujet. Je ne lui ai pas caché que je tenais à être exactement informé, en lui

faisant remarquer qu'une pareille éventualité intéressait trop directement le Gouvernement de l'Empereur pour qu'il ne fût pas de mon devoir d'en signaler les dangers dans le cas où il existerait des raisons de croire qu'elle peut se réaliser. J'ai dit à mon interlocuteur que mon intention était de vous faire part de notre entretien.

M. de Thile m'a donné l'assurance la plus formelle qu'il n'a, à aucun moment, eu connaissance d'une indication quelconque pouvant autoriser une semblable conjecture, et que le ministre d'Espagne à Vienne, pendant le séjour qu'il a fait à Berlin, n'y aurait pas même fait allusion. Le sous-secrétaire d'État, en s'exprimant ainsi, et sans que rien dans ce que je lui disais fût de nature à provoquer une pareille manifestation, a cru devoir engager sa parole d'honneur.

Suivant lui, M. Rancès se serait borné à entretenir le comte de Bismarck, qui tenait peut-être à profiter du passage de ce diplomate pour se renseigner sur l'état des choses en Espagne, de la manière dont elles s'engageaient en ce qui concerne le choix du futur souverain.

Voilà, en substance, ce que M. de Thile m'a appris, en revenant à plusieurs reprises sur sa première déclaration, qu'il n'avait été et qu'il ne saurait être question du prince de Hohenzollern pour la couronne d'Espagne.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BENEDETTI.

Après cette citation, je crois superflu d'entrer dans plus de développements sur un point que nous devons considérer comme définitivement acquis.

Agréer, etc.

Signé : GRAMONT.

N° 236.

ORDONNANCE ROYALE RELATIVE AUX ARMEMENTS MARITIMES VOLONTAIRES (MARINE AUXILIAIRE).

Berlin, le 24 juillet 1870.

Sur votre proposition, j'approuve la formation d'un armement maritime volontaire aux conditions suivantes, savoir :

1. Un appel public sera fait aux marins et aux propriétaires de navires allemands pour les engager à se mettre à la disposition de la patrie avec leurs forces et navires, aux conditions suivantes :

A. Les bâtiments qui seront mis à la disposition seront examinés et évalués éventuellement, par rapport à leur capacité pour le but projeté, par une commission composée de deux officiers de marine et d'un ingénieur constructeur de navires.

Dans le cas où ils seraient trouvés convenables, le propriétaire recevra immédiatement comme arrhes un dixième du prix d'évaluation, et il aura à enrôler immédiatement l'équipage volontaire nécessaire.

B. Les officiers et marins ainsi enrôlés, entreront pour la durée de la guerre dans la marine de la Confédération, en prendront l'uniforme et les insignes, en auront les droits en devoirs, et prêteront serment sur les articles de guerre.

Les officiers recevront les brevets de leur grade et pourront, s'ils le désirent et qu'ils rendent des services signalés, être placés définitivement dans la marine de guerre. Les officiers et marins devenus invalides pendant le service, auront droit aux pensions accordées à la marine.

2. Ces vaisseaux navigueront sous le pavillon de guerre de la Confédération.

3. Ils seront armés par la marine de la Confédération et installés pour leur service respectif.

4. Les navires détruits au service de la patrie seront payés aux propriétaires d'après leur valeur d'estimation. S'ils peuvent être rendus aux propriétaires après la guerre, sans être endommagés, la prime payée lors de l'engagement sera considérée comme indemnité.

5. Les vaisseaux qui prendront ou détruiront des navires ennemis recevront les primes suivantes, savoir :

Pour la destruction d'une frégate cuirassée, 50,000 thalers; d'une corvette cuirassée ou d'un vaisseau à bélier, 30,000 thalers; d'une batterie cuirassée, 20,000 thal.; d'un vaisseau à hélice, 10,000 thalers.

Ces primes seront payées aux propriétaires des navires qui s'entendront avec l'équipage sur la répartition à faire.

6. Seront désignés pour effectuer l'enrôlement les autorités maritimes de Port-Guillaume, Kiel et Dantzig, les dépôts de la marine de Géestemiinde et Stralsund, et le capitaine de vaisseau Weickhman, à Hambourg.

Signé : GUILLAUME.

Contre-signé : DE BISMARCK, DE ROON.

N° 237.

LE COMTE DE BERNSTORFF AU COMTE DE GRANVILLE.

Londres, le 24 juillet 1870.

Mylord, il est parvenu à la connaissance du Gouvernement du Roi d'une manière positive, qu'un nombre considérable de navires anglais ont été frétés à Newcastle pour transporter du charbon à la flotte française. Le charbon, pour une pareille destination, serait absolument contrebande de guerre (voir les commentaires de Phillimore III, 361), et son transport est expressément défendu et sujet à condamnation d'après la proclamation de neutralité de Sa Majesté britannique et la loi de neutralité du roi Georges III, à laquelle elle réfère et qu'elle confirme de nouveau.

J'ai ordre de mon Gouvernement d'appeler immédiatement l'attention du Gouvernement de la Reine sur cet objet, et d'exprimer sa confiante attente qu'il empêchera, dans tous les cas, une pareille violation de neutralité de la part de ses sujets et les punira au besoin de toute la force de la loi.

Je suis, etc.

Signé : BERNSTORFF.

N° 238.NOTE DE LA *Gazette officielle* DE FLORENCE.

Florence, le 24 juillet 1870.

Le Gouvernement du Roi a reçu la notification que la guerre est déclarée entre la France d'une part et la Confédération de l'Allemagne du Nord, la Bavière, le Wurtemberg, le grand-duché de Bade et la Hesse d'autre part.

L'état de guerre entre ces puissances, avec lesquelles l'Italie est en paix, impose au Gouvernement du Roi et aux citoyens du royaume l'obligation d'observer scrupuleusement les devoirs de la neutralité, conformément aux lois en vigueur et aux principes généraux du droit des gens.

Ceux qui violeront ces devoirs ne pourront invoquer la protection du Gouvernement royal et de ses agents, et encourront en outre, selon le cas, les peines édictées par les lois spéciales et générales de l'État.

N° 239.

NOTE DE LA *Gazette officielle* SUR LA NEUTRALITÉ RUSSE.

Saint-Petersbourg, le 24 juillet 1870.

Les dissentiments survenus en dernier lieu entre les Gouvernements français et prussien ont fixé la vive sollicitude de l'Empereur.

Par ordre de Sa Majesté tous les efforts ont été employés afin de prévenir un conflit armé.

Mais la forme péremptoire prise dès le début par les explications des deux gouvernements et la précipitation avec laquelle ont été adoptées des résolutions extrêmes, ont rendu infructueux les efforts du Gouvernement impérial et ceux des autres puissances qui poursuivaient le même but.

L'Empereur envisage avec un profond regret les calamités inséparables de l'état de guerre sur le continent européen.

Sa Majesté a fermement résolu d'observer une stricte neutralité à l'égard des deux puissances belligérantes, aussi longtemps que les intérêts de la Russie ne seront pas affectés par les éventualités de la guerre.

Le concours le plus actif du cabinet impérial demeure acquis à toute tentative qui serait faite pour restreindre les limites des opérations de la guerre, en abrégé la durée et rendre à l'Europe les bienfaits de la paix.

N° 240.

NOTE DU *Journal officiel*.

Paris, le 25 juillet 1870.

Le Gouvernement de l'Empereur a donné des ordres pour que, dans la poursuite de la guerre, les commandants des forces françaises de terre et de mer observent scrupuleusement vis-à-vis des puissances qui demeureront neutres les règles du droit international, et pour qu'ils se conforment notamment aux principes posés dans la déclaration du Congrès de Paris du 16 avril 1856, savoir :

1° La course est et demeure abolie,

2° Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre

3° La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi.

4° Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral de l'ennemi.

Bien que l'Espagne et les États-Unis n'aient point adhéré à la déclaration de 1856, les vaisseaux français ne saisiront pas la propriété de l'ennemi chargée à bord d'un vaisseau américain ou espagnol, à moins que cette propriété ne soit contrebande de guerre.

Le Gouvernement de l'Empereur ne compte pas non plus revendiquer le droit de confisquer la propriété des citoyens américains ou espagnols qui serait trouvée à bord des bâtiments ennemis.

N° 241.

LE DUC DE GRAMONT A M. DUBS, PRÉSIDENT DU CONSEIL FÉDÉRAL
SUISSE.

Paris, le 25 juillet 1870.

Le soussigné, Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté l'Empereur des Français, a reçu la note circulaire que M. le Président de la Confédération suisse lui a fait l'honneur de lui adresser au nom du Conseil fédéral et dans laquelle le Gouvernement suisse, prenant en considération l'état de guerre existant entre la France et la Prusse, fait connaître sa ferme résolution de maintenir et défendre la neutralité de son territoire par tous les moyens dont il dispose.

Le Conseil fédéral ajoute que relativement aux parties de la Savoie qui, aux termes des stipulations de 1815, ont été rattachées au système de la neutralité suisse, il croit devoir rappeler qu'il a le droit d'occuper ce territoire et se réserve d'en faire usage si les circonstances lui paraissent l'exiger pour la défense de la neutralité et de l'intégrité du territoire de la Confédération. Il déclare toutefois qu'il respectera scrupuleusement les restrictions que les traités apportent à l'exercice du droit dont il s'agit et qu'il s'entendra, à cet égard, avec le Gouvernement impérial français.

Le Gouvernement de l'Empereur a déjà eu l'occasion de faire savoir au Gouvernement suisse, par l'entremise du représentant de la Confédération à Paris, les sentiments dans lesquels il a accueilli la déclai-

ration de neutralité de la Suisse. Il ne peut que s'en référer, à cet égard, à la communication, en date du 17 de ce mois, par laquelle il en a pris acte.

En ce qui touche la situation de certaines parties de l'ancienne province de Savoie, appelées, en 1815, à participer au bénéfice de la neutralité suisse, cette question a fait naguère l'objet d'un échange de vues entre les puissances sans qu'un accord ait pu s'établir. Notre intention ne saurait être d'entreprendre la discussion dans les conjonctures actuelles, et nous sommes persuadés que telle n'est pas non plus la pensée du Gouvernement fédéral. Il nous suffit de savoir que si les circonstances qu'il a en vue venaient à se produire, il n'adopterait aucune mesure sans une entente préalable avec le Gouvernement de l'Empereur.

Le Ministre des Affaires étrangères soussigné accueille avec satisfaction ces explications, et saisit avec empressement l'occasion d'offrir à M. le Président du Conseil fédéral les assurances de la très-haute considération avec laquelle il a l'honneur d'être de Son Excellence le très-humble et très-obéissant serviteur.

Signé : GRAMONT.

N° 242.

PROCLAMATION DU ROI DE PRUSSE.

Berlin, le 25 juillet 1870.

De toutes les races qui habitent la patrie Allemande, de toutes les classes du peuple, en deçà comme au delà de l'Océan, j'ai reçu, de la part de communes, de corporations, de sociétés et de particuliers, à l'occasion de la lutte pour la défense de l'honneur et de l'indépendance de l'Allemagne qui va s'engager, des preuves si nombreuses de dévouement et d'abnégation, que c'est pour moi un besoin de porter publiquement témoignage de cet accord des esprits allemands et de joindre à l'expression de mon royal remerciement l'assurance que je rends au peuple Allemand fidélité pour fidélité et que je resterai constant dans mes sentiments.

L'amour pour la commune patrie et le soulèvement unanime des races allemandes et de leurs princes ont concilié toutes les opinions et fait disparaître toutes les dissidences. Unie comme elle ne l'a sans doute jamais été, l'Allemagne doit trouver dans son unanimité comme dans son droit la garantie que la guerre lui procurera une paix dura-

ble, et que de cette sanglante semence sortira une moisson bénie de Dieu : la liberté et l'unité de l'Allemagne.

Signé : GUILLAUME.

N° 248.

DÉCLARATION DE NEUTRALITÉ DU DANEMARK.

Lettre patente concernant la remise en vigueur de l'ordonnance du 4 mai 1803 qui a pour but de régler la conduite des commerçants et gens de mer en temps de guerre entre puissances maritimes étrangères.

Suivant une autorisation de Sa Majesté, en date de ce jour, le ministère des Affaires étrangères porte à la connaissance du public que, par suite de la guerre qui vient d'éclater entre la France et la Prusse, l'ordonnance du 4 mai 1803 entre de nouveau en vigueur, toutefois avec les changements et dispositions nouvelles qui suivent :

§ 1. D'après la loi du 13 mars 1867, le passeport royal en langue latine, prescrit par l'ordonnance du 4 mai 1803, n'est plus exigé des navires qui sont munis du certificat de nationalité et d'enregistrement, et quant à ceux qui naviguent encore avec des anciens papiers, la lettre de jauge, conjointement avec les autres documents de légitimation, constitue une preuve suffisante de leur nationalité.

§ 2. La règle contenue dans le § 8 de l'ordonnance du 4 mai 1803, et relative à la nationalité de l'équipage, a été abolie par la loi du 14 janvier 1862 sur l'engagement des marins étrangers à bord des navires danois.

§ 3. La déclaration concernant les droits des états neutres en cas de guerre entre puissances maritimes étrangères, qui a été signée à Paris, le 16 avril 1856, par les deux puissances belligérantes, et à laquelle Sa Majesté le Roi a adhéré le 25 juin de la même année, renferme les dispositions suivantes :

1. La course est et demeure abolie ;
2. Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre ;
3. La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi ; et
4. Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral de l'ennemi,

§ 4. Outre les objets mentionnés dans l'art. 13 de l'ordonnance du 4 mai 1803, seront encore considérés comme contrebande de guerre tous les articles manufacturés qui peuvent servir directement à un usage de guerre.

Dans le cas où, par suite de conventions particulières conclues entre Sa Majesté le Roi et des puissances étrangères, il deviendrait nécessaire de modifier les dispositions concernant la contrebande de guerre ou d'en prendre de nouvelles, le ministre des Affaires étrangères se réserve, après en avoir obtenu l'autorisation de Sa Majesté, de les porter à la connaissance du public.

§ 5. Sa Majesté le Roi, ayant l'intention de garder la neutralité pendant la guerre actuelle, il est défendu aux sujets danois de s'engager, en quelque qualité que ce soit, au service des puissances belligérantes, soit dans leurs armées soit dans leurs marines, et plus spécialement d'entreprendre le pilotage des bâtiments de guerre ou de transport de ces puissances en dehors des parages où fonctionnent ordinairement les pilotes danois.

Les dispositions qui précèdent sont portées par la présente à la connaissance de tous ceux que cela regarde, pour leur information et pour leur servir de gouverne.

Copenhague, au ministère des Affaires étrangères, le 25 juillet 1870.

Signé : O. D. ROSENORN-LEHN.

N° 244.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

Foreign-Office, le 25 juillet 1870.

Mylord, je vous envoie copie d'un document publié dans le *Times* d'aujourd'hui, sous le titre de : *Projet de traité entre la France et la Prusse.*

La réponse que j'ai faite dans la Chambre des Communes à une question que m'a faite lord Stratford de Redcliffe est comme suit :

« Pour le moment je ne puis donner qu'une réponse brève.

« Je ne sais pas d'où vient le document qui a paru dans le *Times* de ce matin, mais je ne m'étonne pas que mon noble ami lord Stratford de Redcliffe le considère comme un document très-important.

« Je puis seulement dire que, dans la conviction du Gouvernement de Sa Majesté, après l'annonce de l'existence prétendue d'un pareil projet de traité, les Gouvernements de France et de Prusse se décide-

ront, tous les deux spontanément, à donner à cet égard toutes les explications à l'Europe. »

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

ANNEXE

EXTRAIT DU *Times* DU 25 JUILLET 1870.

Projet de traité entre la France et la Prusse.

Sa Majesté le roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur des Français, jugeant utile de resserrer les liens d'amitié qui les unissent et de consolider les rapports de bon voisinage heureusement existant entre les deux pays, convaincus, d'autre part, que pour atteindre ce résultat, propre d'ailleurs à assurer le maintien de la paix générale, il leur importe de s'entendre sur des questions qui intéressent leurs relations futures, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et nommé, en conséquence, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M., etc.

S. M., etc.

« Art. I. — Sa Majesté l'Empereur des Français admet et reconnaît les acquisitions que la Prusse a faites à la suite de la dernière guerre qu'elle a soutenue contre l'Autriche et contre ses alliés.

Art. 2. — Sa Majesté le roi de Prusse promet de faciliter à la France l'acquisition du Luxembourg; à cet effet ladite Majesté entrera en négociations avec Sa Majesté le roi des Pays-Bas pour le déterminer à faire à l'Empereur des Français la cession de ses droits souverains sur ce duché, moyennant telle compensation qui sera jugée suffisante ou autrement. De son côté l'Empereur des Français s'engage à assumer les charges pécuniaires que cette transaction peut comporter.

Art. 3. — Sa Majesté l'Empereur des Français ne s'opposera pas à une union fédérale de la Confédération du Nord avec les États du Midi de l'Allemagne, à l'exception de l'Autriche, laquelle union pourra être basée sur un Parlement commun, tout en respectant, dans une juste mesure, la souveraineté desdits États.

Art. 4. — De son côté, Sa Majesté le roi de Prusse, au cas où Sa Majesté l'Empereur des Français serait amenée par les circonstances à faire entrer ses troupes en Belgique ou à la conquérir, accordera le secours de ses armes à la France, et il la soutiendra avec toutes ses

forces de terre et de mer envers et contre toute puissance qui, dans cette éventualité, lui déclarerait la guerre.

Art. 5. — Pour assurer l'entière exécution des dispositions qui précèdent, S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur des Français contractent, par le présent traité, une alliance offensive et défensive qu'ils s'engagent solennellement à maintenir. Leurs Majestés s'obligent en outre et notamment à l'observer dans tous les cas où leurs États respectifs, dont elles se garantissent mutuellement l'intégrité, seraient menacés d'une agression, se tenant pour liées, en pareille conjoncture, de prendre sans retard et de ne décliner sous aucun prétexte les arrangements militaires qui seraient commandés par leur intérêt commun, conformément aux clauses et prévisions ci-dessus énoncées. »

N° 245.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

Foreign-Office, le 25 juillet 1870.

Mylord, j'ai reçu la dépêche de Votre Excellence en date du 22 courant, me rendant compte de ce qui s'est passé entre le duc de Gramont et vous, dans une entrevue dans laquelle vous avez essayé de vous assurer de la bouche même de son Excellence, si les privilèges accordés par le Gouvernement français aux navires ennemis avec cargaison pour les ports français, au compte de Français, pouvaient s'étendre aux navires ennemis avec cargaisons pour les ports de la Grande-Bretagne au compte d'Anglais; j'approuve complètement le langage tenu à cette occasion par votre Excellence.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 246.

M. LAYARD AU COMTE DE GRANVILLE.

Madrid, le 25 juillet 1870.

Mylord, le duc de Gramont, dans sa circulaire aux Agents diplomatiques de l'Empire, en date du 24 courant, ayant déclaré que dès le

mois de mars de l'année dernière (1869), l'ambassadeur de France à Berlin fut invité à faire savoir au comte de Bismarck comment le Gouvernement de l'Empereur envisagerait l'éventualité de l'élection d'un prince de Hohenzollern au trône d'Espagne; cette idée que le duc de Gramont déclare n'être pas nouvelle; que le comte Benedetti dans plusieurs entretiens qu'il avait eus à ce sujet, soit avec le chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord, soit avec le sous-secrétaire d'État chargé de la direction des Affaires étrangères, n'avait pas laissé ignorer que la France ne pourrait admettre qu'un prince prussien vint à régner au-delà des Pyrénées; et que M. de Thile avait engagé sa parole d'honneur que le prince de Hohenzollern n'était pas et ne pouvait pas devenir un candidat sérieux au trône d'Espagne, j'ai essayé de m'assurer si une communication à cet effet ou qui aurait pu avertir le Gouvernement espagnol des conséquences sérieuses qu'amènerait la proposition d'un prince de la maison de Hohenzollern comme candidat au trône, avait été jamais faite par l'ambassadeur de France à Madrid, ou par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Espagne à Paris, ou indirectement par toute autre voie, au Gouvernement du Régent. J'ai reçu les assurances les plus formelles et les plus positives de la part des trois ministres, qui ont été à la tête des Affaires étrangères depuis la Révolution, MM. Silvela, Martoz et Sagasta, qu'aucune communication de ce genre ne leur a jamais été faite directement ou indirectement, et qu'ils n'avaient aucune raison de croire que l'élection du prince Léopold aurait pu causer une explosion si violente de sentiments en France contre la Prusse et l'Espagne. La seule allusion à ce sujet que paraît avoir reçu M. Sagasta, est celle qui lui fut faite par M. Olozaga, que l'Empereur, dans l'opinion de ce diplomate, ne verrait pas avec plaisir un prince allemand monter sur le trône d'Espagne, parce qu'il pencherait probablement vers la Prusse, comme je l'ai écrit à lord Clarendon, dans ma dépêche du 11 mai dernier.

J'ai, etc.

Signé : LAYARD.

N° 247.

SIR A. BUCHANAN AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Saint-Petersbourg, le 25 juillet 1870.

M. de Westmann m'a assuré, au sujet des bruits de préparatifs de guerre faits par la Russie, que l'Empereur lui a déclaré, le 23 de ce

mois, que non-seulement il n'avait été fait aucune concentration de troupes dans aucune partie de l'empire, mais que pas un homme ne serait mis en mouvement aussi longtemps que l'Autriche resterait également inactive, et qu'aucun mouvement insurrectionnel n'éclaterait en Pologne.

N° 248.

NOTE DU *Journal officiel*.

Paris, le 26 juillet 1870.

Le Gouvernement français, préoccupé du désir d'atténuer autant qu'il dépendait de lui les effets que les circonstances actuelles peuvent exercer sur les relations d'affaires et de famille, avait pris la résolution de laisser un libre cours aux correspondances télégraphiques internationales, à la seule condition qu'elles ne fussent pas rédigées en langage secret.

Le Gouvernement prussien n'a pas cru devoir le suivre dans cette voie, et s'associer à sa sollicitude pour les intérêts privés.

Après avoir coupé les lignes qui rattachent la France à la Prusse, ne laissant aux deux pays que des voies insuffisantes et détournées, ce Gouvernement vient d'interdire d'une manière absolue les communications télégraphiques entre l'Empire et l'Allemagne du Nord.

N° 249.

NOTE DU *Journal officiel*.

Paris, le 26 juillet 1870.

Quelques doutes s'étant élevés dans certains ports sur la question de savoir si le transport de la houille constituait une opération licite dans les circonstances actuelles, on croit devoir rappeler que le Gouvernement de l'Empereur ne considère pas cet article comme contrebande de guerre.

N° 250.

BULLETIN POLITIQUE HEBDOMADAIRE DU *Journal officiel* DU SOIR.

Paris, le 26 juillet 1870.

Deux politiques se trouvent actuellement en présence : la politique française et la politique prussienne. L'une et l'autre se jugent par leurs actes. Fidèle au droit moderne et au principe de la souveraineté nationale qui, au dehors comme à l'intérieur, est la base du système inauguré par l'Empereur Napoléon III, la politique du second Empire n'a jamais séparé l'intérêt particulier de la France et les intérêts généraux. Substituer aux tendances d'égoïsme et d'exclusion des anciens âges des idées de progrès et de solidarité, tel a toujours été le programme de notre diplomatie. Mais, pour réaliser cette grande pensée, il eût été indispensable que la Prusse ne prit pas à tâche de troubler le concert européen. Si, en effet, les autres puissances s'occupaient de réformes philosophiques et humanitaires en rapport avec le programme de l'avenir, une autre nation, représentant la force matérielle et les traditions du passé, avait impunément poursuivi des visées ambitieuses et des rêves de conquêtes, l'équilibre n'aurait pas tardé à être rompu. L'honneur de la France est de s'opposer énergiquement à cette politique d'absorption qui, suivant les termes de la proclamation impériale, a éveillé toutes les défiances, nécessité partout des armements exagérés, et fait de l'Europe un camp où règnent l'incertitude et la crainte du lendemain.

Depuis le moment où l'Empereur est à la tête de la France, il a fait de la modération et du droit sa règle de conduite invariable. Posant en principe que c'est toujours à l'opinion publique qu'appartient la dernière victoire. Il a toujours agi avec un noble désintéressement ; si l'on avait écouté l'appel qu'il a fait à la conscience des peuples pour entrer dans une ère nouvelle d'apaisement, l'Europe ne serait pas travaillée comme elle l'est aujourd'hui par des éléments de division et de malaise. N'est-ce pas l'Empereur qui, s'adressant à la raison des hommes d'Etat de tous les pays, leur disait, il y a quelques années : « Les préjugés et les rancunes n'ont-ils pas déjà trop duré ? La rivalité jalouse des grandes puissances empêchera-t-elle sans cesse les progrès de la civilisation ? Entretiendrons-nous de mutuelles défiances par des armements exagérés ? » N'est-ce pas l'Empereur qui, à la même époque, écrivait à tous les souverains ces lignes mémorables : « Appelé au trône par la Providence et par la volonté du peuple français, mais élevé à l'école de l'adversité, il m'est peut-

« être permis moins qu'à un autre d'ignorer les droits des souveraines
« et légitimes aspirations des peuples. Aussi je suis prêt, sans sys-
« tème préconçu, à porter dans un conseil international l'esprit de
« modération et de justice, partage ordinaire de ceux qui ont subi
« tant d'épreuves diverses. J'ai à cœur de prouver que mon unique
« but est d'arriver sans secousse à la pacification de l'Europe. »
L'Empereur ne tient pas aujourd'hui un langage moins élevé, quand
il s'écrie dans la proclamation qui a produit partout une impression
si vive et si profonde : « Nous réclamons l'établissement d'un état de
« choses qui garantisse notre sécurité et assure l'avenir. Nous voulons
« établir une paix durable, basée sur les vrais intérêts des peuples,
« et faire cesser cet état précaire où toutes les nations emploient
« leurs ressources à s'armer les uns contre les autres. »

C'est une grande douleur pour Sa Majesté que la Prusse, par sa
conduite ambitieuse et violente, l'ait mis dans l'impossibilité de pour-
suivre la grande œuvre de pacification qui était le but de nos efforts.
Aucune puissance n'avait reçu plus de gages de notre bon vouloir que
cette Prusse qui nous a audacieusement bravés. Nous n'avions cessé
de lui témoigner des sympathies et des égards. En 1856, nous insis-
tions pour qu'elle assistât au Congrès de Paris. En 1857, nous étions
heureux de lui épargner, par une médiation amicale, un conflit avec
la Suisse. En 1860, l'Empereur se rendait lui-même à Bade pour y
prononcer des paroles de paix et d'amitié. En 1861, il chargeait le
maréchal de Mac-Mahon de le représenter au couronnement du roi
Guillaume. La même année, il faisait ouvrir à Berlin les négociations
qui amenèrent le traité de commerce entre le Zollverein et la France.
Avant, pendant et après les événements de 1866, nous n'avons mon-
tré à l'égard de la Prusse que les dispositions les plus conciliantes.
Elle en était tellement assurée que pendant la guerre avec l'Autriche
elle dégarnissait complètement ses frontières du Rhin.

Loin de vouloir profiter des discordes de l'Allemagne, nous respec-
tions cette grande race germanique, pour laquelle nous avons eu tou-
jours une haute estime et une sympathie réelle.

Après Sadowa, la France borna son rôle à une médiation dont les
belligérants reconnurent de part et d'autre le noble caractère. Mais
nous espérions que le traité de Prague, conclu en partie grâce à nos
bons offices, ne serait pas une lettre morte. Nous ne pouvions pas
croire un instant que la Prusse s'était jouée de nous, que l'existence
internationale indépendante, stipulée en faveur de l'Allemagne du
Sud, ne serait qu'une mystification, et que le Danemark, malgré
les clauses de l'article 5 du traité de Prague, ne recouvrerait pas les
districts du Sleswig. Nous ne pouvions penser que, contrairement à
toutes les règles du droit moderne, la Prusse ne demanderait pas au

vote populaire de ratifier les annexions du royaume de Hanovre, de l'électorat de Hesse, du duché de Nassau, de la ville libre de Francfort. Nous avons compté sans l'égoïsme d'une puissance dont les succès reposent sur la force brutale, et qui, en 1866, s'est jetée sur les États de souverains dont le seul crime avait été de demeurer fidèles à leurs devoirs fédéraux.

Nous avons compté sans les traités d'alliance, ou plutôt de sujétion qui ont enchaîné la liberté du Sud, sans la politique de défi qui a refusé au Danemark la satisfaction la plus minime, sans la passion de dominer qui a voulu ressusciter en plein dix-neuvième siècle la monarchie de Charles-Quint. Ce n'était pas assez pour la Prusse d'avoir réduit les princes de la Confédération du Nord au rôle de préfets couronnés, et d'avoir détruit l'équilibre scandinave par la conquête du Sleswig, elle voulait encore placer un prince prussien à Madrid, et alors même que le bon sens public protestait en Europe contre une si étrange prétention, le roi Guillaume déclarait que si la candidature Hohenzollern venait à se reproduire, il ne consulterait que les circonstances. L'agrandissement disproportionné d'une maison royale qui voudrait dominer directement ou indirectement depuis la Baltique jusqu'au détroit de Gibraltar, et du Rhin aux bouches du Danube, est un sujet d'inquiétude pour la plupart des puissances de l'Europe. N'avions-nous pas vu, en 1867, le gouvernement hollandais s'adresser à nous pour signaler à notre plus sérieuse attention des visées qui ne tendaient à rien moins qu'à convoiter dans un avenir plus ou moins prochain les Pays-Bas et leurs magnifiques colonies ?

Ce n'est pas seulement la Hollande que menace la Prusse, c'est le peuple danois qu'elle voudrait, selon les expressions d'un chant célèbre, poursuivre dans ses îles et précipiter dans la mer, c'est le peuple de Suède et de Norwège, qui sympathise avec les souffrances du Danemark et qui est atteint dans ses intérêts essentiels par des envahissements devenus chaque jour plus dangereux, c'est le territoire des provinces baltiques de la Russie, où les envahissements prussiens se font déjà sentir, ce qui irrite à juste titre le patriotisme des Russes. Que dire des grands-duchés de Bade et de Hesse, des royaumes de Bavière et de Wurtemberg, dont l'indépendance et l'autonomie sont foulées aux pieds, et dont les souverains ont perdu toutes leurs prérogatives ? Comment supposer que la Prusse, qui ne respecte pas plus les souvenirs de l'histoire que les aspirations des peuples, reculerait, si elle était victorieuse, devant les provinces allemandes de l'Autriche ? Qui ne sait que le démembrement de la monarchie des Habsbourg, exclue insolemment de l'Allemagne par les vainqueurs de Sadowa, est le rêve de l'héritier des margraves de Brandebourg ? Si elle n'avait pas été arrêtée à temps dans son système d'empiètements excessifs, la

Prusse eût inquiété l'Italie elle-même, et le jour serait venu où ses regards avides se seraient portés sur Venise comme sur Amsterdam. Qui ne se rappelle en Italie les paroles dédaigneuses des généraux et de l'état-major prussiens contre l'armée du roi Victor-Emmanuel ?

Ce que l'Europe tout entière finira, nous l'espérons, par déclarer hautement, c'est que la France est aussi modérée que la Prusse est violente, et que la responsabilité de la guerre repose sur l'ambition du roi Guillaume et de son ministre : tel est le fait incontestable qui s'impose avec le caractère de l'évidence et domine l'ensemble du débat. Forcé de tirer l'épée, l'Empereur mettra la force au service du droit. Ainsi que Sa Majesté le dit dans sa proclamation : « Nous ne faisons pas la guerre à l'Allemagne, dont nous respectons l'indépendance. Nous faisons des vœux pour que les peuples qui composent la grande nationalité germanique disposent librement de leurs destinées... Le glorieux drapeau que nous déployons encore une fois devant ceux qui nous provoquent est le même qui porta à travers l'Europe les idées civilisatrices de notre grande Révolution. Il représente les mêmes principes; il inspirera les mêmes dévouements. » La patrie, frémissante de patriotisme et de fierté, attend l'avenir avec confiance; elle sait que Dieu protège les grandes causes, et que la victoire de l'Empereur sera celle du droit et du progrès.

N° 251.

L'AMIRAL RIGAULT DE GENOUILLY AUX CONSULS GÉNÉRAUX ET CONSULS DE FRANCE A L'ÉTRANGER.

Paris, le 26 juillet 1870.

Messieurs, vous avez été informés, par une circulaire du 23 de ce mois, émanant de S. Exc. le ministre des Affaires étrangères, que, pendant le cours de la guerre actuelle, vous n'aurez aucune juridiction à exercer en matière de prises, et que votre intervention devra se borner aux actes d'instructions et aux mesures conservatoires que prescrivent les règlements de la marine.

Dans ces circonstances, j'ai jugé qu'il y avait lieu, pour mon département, de vous adresser des instructions analogues à celles que contenait une circulaire de l'un de mes prédécesseurs, en date du 16 août 1854, concernant l'administration des prises maritimes.

Tel est l'objet de la présente dépêche.

Le conseil des prises, créé par un décret impérial du 9 mai 1859,

à l'occasion de la guerre d'Italie, et rendu permanent par un nouveau décret du 28 novembre 1861, continuera d'avoir son siège à Paris et d'être la seule juridiction compétente pour le jugement des prises, sauf recours au conseil d'État.

Les consuls de France à l'étranger procéderont, en conséquence, comme le feront dans les ports français les administrateurs de la marine, en vertu de celles des dispositions des arrêtés des 6 germinal an VIII et 2 prairial an XI qui sont restées en vigueur.

Dès qu'une prise faite par un bâtiment de la marine impériale aura été conduite dans un port dépendant de votre arrondissement consulaire, vous aurez à vous rendre à bord et à procéder, en présence de l'officier conducteur du bâtiment capturé et de l'ancien capitaine, à l'opposition des scellés, à l'inventaire des pièces de bord et autres documents et papiers qui vous seront remis, ainsi qu'à l'interrogatoire de l'équipage capturé.

Vous recevrez le rapport de l'officier conducteur de la prise, vous lui donnerez reçu du bâtiment qu'il remettra à votre charge, ainsi que du paquet cacheté contenant les papiers de bord; vous nommerez immédiatement un gardien, et vous commencerez une instruction sur les circonstances de la capture et sur ce qui peut être relatif au navire et à sa cargaison.

Pour tous ces actes d'apposition de scellés et d'instruction vous devrez vous faire assister de deux assesseurs choisis, s'il est possible, parmi les citoyens français immatriculés et établis dans le ressort de votre résidence.

Vous aurez à transmettre sans retard au département de la marine, sous le timbre de la présente dépêche, l'instruction que vous aurez faite au sujet de la prise; vous y joindrez les pièces de bord qui doivent, vous le savez, être produites en original et dont vous garderez des copies collationnées.

Les dites pièces de bord, qu'elles concernent le navire ou sa cargaison, et tous les documents ou lettres saisies sur la prise, et qui seront adressés à Paris, devront être accompagnés d'une traduction faite par un interprète assermenté.

Les traductions seront toujours établies en double expédition, dont l'une restera déposée dans votre chancellerie, pour y avoir recours au besoin. Le coût en sera porté en dépense dans le compte de la prise.

Vous n'ignorez pas que, aux termes des lois et règlements, il ne peut être procédé, jusqu'à la notification du jugement de validité de la prise, qu'à la vente des effets à dépérissment. Dans ce cas de force majeure, prévu par l'article 15 de l'arrêté du 6 germinal an VIII, il doit y avoir nomination d'experts, et, s'il y a vente ordonnée, elle ne

peut avoir lieu qu'avec publicité et concurrence, après apposition d'affiches dans le port ou dans les ports voisins.

Le produit de ces ventes exceptionnelles sera, comme dépôt, versé dans la caisse du consulat, et, sauf le cas d'envoi en numéraire par des bâtiments de guerre français partant pour la France, il devra être transmis en traites (suivant les formes ordinaires) au ministère de la Marine, qui en fera faire le recouvrement par le trésorier général des Invalides, sur mandat du directeur de l'établissement.

Il ne sera perçu, d'ailleurs, aucun autre droit que celui de 15 centimes par cent francs pour les chancelleries, comme en matière d'administration de naufrages.

Je vous prie de m'accuser réception de cette circulaire, dont je recommande les prescriptions à votre sérieuse attention.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

*L'amiral Ministre secrétaire d'État au département
de la marine et des colonies.*

Signé : RIGAUT DE GENOUILLY.

N° 252.

LE ROI DE WURTEMBERG AU ROI DE PRUSSE.

(Télégramme).

Stuttgart, le 26 juillet 1870.

C'est avec une confiance complète que je mets sous l'honorable commandement de Votre Majesté royale mes troupes décidées à entrer bravement dans la lutte pour l'Allemagne. Sans hésiter, je confie, dans cette guerre, les intérêts du Wurtemberg au sentiment chevaleresque de Votre Majesté.

Signé : CHARLES.

RÉPONSE DU ROI DE PRUSSE.

Suivant les traités qui existent entre nous, Votre Majesté a mis ses troupes sous mes ordres. Elles resteront spécialement sous le commandement de mon fils, le Prince Royal. Que Dieu bénisse nos efforts communs pendant cette lutte, afin qu'une paix sûre conduise l'Allemagne à une nouvelle prospérité. Je remercie Votre Majesté, et toute l'Allemagne répond aux sentiments unanimes du Wurtemberg.

Signé : GUILLAUME.

N° 253.

M. SAGASTA AU MARÉCHAL SERRANO, RÉGENT DU ROYAUME, SUR LA
NEUTRALITÉ DE L'ESPAGNE.

Saint-Ildefonse, le 26 juillet 1870.

Altesse, lorsque la possibilité de l'avènement du prince Léopold au trône d'Espagne parut devoir occasionner de graves complications en Europe, le Gouvernement de V. A. se hâta de donner à toutes les puissances les explications les plus loyales sur sa conduite dans cette affaire et sur la signification qu'il fallait attacher à la candidature Hohenzollern, le Gouvernement désirant avant tout que cette candidature ne fût pas invoquée comme une cause de tension dans les rapports établis entre certains États et pouvant nous envelopper dans une guerre générale. Mais, quoique la droiture de ses offres et la loyauté de ses intentions aient été reconnues de tous, votre Gouvernement n'eut pas la bonne fortune d'arriver par ses déclarations à concilier les intérêts hostiles et à apaiser les susceptibilités éveillées.

Le Gouvernement de Votre Altesse ne perdit pas pour cela courage ; il continua sa tâche avec une recrudescence d'espoir, mais sans en obtenir un meilleur résultat, lorsque, la candidature de Léopold venant à être retirée par le prince lui-même, il dut croire que tout motif de récrimination entre la France et la Prusse allait être écarté. Vaines ont été les démarches du Gouvernement espagnol ; vaines aussi ont été les offres faites par les autres grandes puissances qui, avec une plus grande somme d'influence, mais non avec un meilleur désir ni plus de décision que n'en avait l'Espagne, ont fait leurs efforts pour éviter un conflit et ses incalculables conséquences.

Aujourd'hui, la guerre entre la Prusse et la France est déclarée, et les autres puissances européennes, qui n'ont pu réussir à la conjurer, se préparent à observer la plus stricte neutralité, leur désir étant de circonscrire autant qu'il leur est possible les désastreux effets de la lutte. Dans ce motif, l'Espagne, que nul intérêt international n'engage dans le différend ; l'Espagne, dont le droit parfait à se constituer a été reconnu de tous les États, et qui a reçu les assurances que ses frontières, son indépendance et sa dignité seraient respectées ; l'Espagne doit observer aussi la même attitude de neutralité dans laquelle se sont renfermées les autres puissances.

Cette attitude, que dicte la justice, et que la prudence conseille, a en outre pour elle l'appui de l'opinion publique du pays. Dans tous les partis politiques, dans toutes les classes de la société, le désir

unanimentement exprimé est que le Gouvernement espagnol conserve dans la guerre qui commence la neutralité la plus absolue.

Le sentiment national, d'accord en cela avec le droit et les conventions, est que l'Espagne doit rester étrangère aux difficultés qui s'élèvent entre les nations amies, avec lesquelles elle espère maintenir les relations les plus cordiales.

Se basant sur ces considérations et voulant prévenir tout acte incompatible avec la plus stricte neutralité et avec le principe du droit des gens, le ministre soussigné, le conseil des ministres y adhérant, a l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Altesse le projet de décret ci-joint.

Le ministre d'État,

Signé : PRAXEDES MATEO SAGASTA.

N° 254.

DÉCLARATION DE NEUTRALITÉ DE L'ESPAGNE.

Saint-Ildefonso, le 26 juillet 1870.

Vu les motifs qui m'ont été exposés par le ministre d'État, d'accord avec le conseil des ministres.

J'ai décrété ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les Espagnols qui s'enrôleront dans les armées belligérantes ou s'engageront dans le service de leur marine de guerre, et généralement tous ceux qui commettront, soit à la frontière de terre, soit sur les côtes maritimes, un acte hostile ou de nature à être considéré comme contraire à la plus stricte neutralité dans la guerre déjà déclarée entre la France et la Prusse, perdront leur droit à la protection du Gouvernement espagnol, et s'exposeront aux conséquences des mesures que pourront adopter les belligérants, sans préjudice des peines édictées par les lois de l'Espagne.

Art. 2. Est et demeure prohibé, sur toute l'étendue du territoire espagnol, le recrutement des soldats pour l'une ou l'autre des armées belligérantes, et seront punis, conformément aux dispositions de l'article 151 du Code pénal, tous agents nationaux ou étrangers qui accompliront ou chercheront à accomplir lesdits recrutements.

Art. 3. Conformément au même article du Code pénal, il est défendu dans tous les ports d'Espagne et de ses provinces d'outre-mer d'armer, d'approvisionner et d'équiper tout navire contre l'une des puissances belligérantes, quel que soit le pavillon sous lequel on le

couvrira ; est également défendu à tous propriétaires, patrons ou capitaines de navires marchands de les armer en course, de recevoir des lettres de marque à cet effet, et de contribuer de quelque façon que ce soit à l'armement, au service ou à l'équipement de navires de guerre pour compte des puissances belligérantes.

Art. 4. Sont et demeurent interdits l'entrée et le séjour dans tous les ports, rades et baies du territoire d'Espagne, de tous navires de guerre ou corsaires y conduisant des prises, sauf dans les cas de relâche forcée.

Et quand cette circonstance se présentera, les autorités surveilleront ledit navire et l'obligeront à prendre la mer le plus tôt possible, et ne lui permettront pas, pendant la durée de son séjour, de prendre des provisions au delà de ce qui lui est nécessaire, ni de recevoir à son bord aucune sorte d'armes ou de munitions de guerre que ce soit.

Art. 5. Les navires de guerre appartenant aux puissances belligérantes ne pourront se ravitailler dans les ports espagnols au delà de la quantité de vivres nécessaires à l'entretien de leurs équipages. Il ne leur sera non plus permis de prendre plus de charbon qu'il ne leur en faut pour se rendre à leur port national le plus rapproché. Sans une autorisation spéciale, il ne sera permis audit navire de guerre de prendre du charbon dans un port d'Espagne que tout autant qu'il se sera écoulé un intervalle de quatre-vingt-dix jours à partir du dernier approvisionnement qu'il y aura fait.

Art. 6. Aucun navire de guerre appartenant à l'une des puissances belligérantes ne pourra sortir d'un port, rade ou baie d'Espagne, d'où aura fait voile un autre navire de guerre ou de commerce appartenant à l'un ou à l'autre belligérant, que tout autant qu'un délai de vingt-quatre heures se sera écoulé après la sortie de ce dernier navire de la limite des eaux soumises à la juridiction de l'Espagne.

Art. 7. Il est défendu de vendre, dans les ports espagnols, les objets provenant des prises.

Art. 8. Est garanti le transport, sous pavillon espagnol, de tous articles de commerce, sauf dans les eaux comprises dans la ligne de blocus des ports soumis à cette mesure de guerre. Est et demeure prohibé le transport d'effets de guerre ou de plis ou communications adressés aux belligérants.

Signé : FRANCISCO SERRANO.

Par le ministre d'État :

Contre-signé : PRAXEDES MATEO SAGASTA.

N° 255.

DÉCLARATION DE NEUTRALITÉ DES ÉTATS ROMAINS.

Rome, le 26 juillet 1870.

Le soussigné, cardinal secrétaire d'État, a l'honneur d'accuser réception de l'estimable note de V. E., du 24 de ce mois, dans laquelle, après avoir donné avis de la déclaration de guerre faite à la Prusse et à ses alliés, et nous avoir informé que les commandants des forces de terre et de mer ont reçu l'ordre d'observer scrupuleusement les règles du droit des gens relatives aux Neutres, et particulièrement les principes établis par la déclaration du Congrès de Paris, en date du 16 avril 1856, V. E. exprime l'espoir que, par réciprocité, le Gouvernement de S. S. voudra bien prendre les dispositions nécessaires pour que les autorités et les sujets des États Pontificaux observent exactement les devoirs d'une stricte neutralité pendant la durée de la guerre.

Le soussigné, dans le vif regret qu'il éprouve en considérant les maux que ne manquera pas de causer une lutte entre deux grandes Puissances, ne peut faire moins que de déclarer que le Gouvernement du Saint Père, eu égard à son caractère et dans l'intérêt même de ses sujets, entend maintenir cette neutralité absolue qui a toujours été sa ligne de conduite politique vis-à-vis des parties belligérantes.

Il est dans l'intervention formelle d'adresser des instructions dans ce sens aux autorités des États de l'Église pour leur conduite (personnelle) et comme règle absolue (à dicter) à leurs administrés.

Le soussigné profite, d'ailleurs, de cette occasion pour renouveler à V. E. les assurances de sa considération la plus distinguée.

Signé : G. cardinal ANTONELLI.

N° 256.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

Foreign-Office, le 26 juillet 1870

Mylord, M. de La Valette est venu me voir ce matin, et la conversation est tombée tout aussitôt sur le projet de traité entre la Prusse

et la France qui a été publié dans le numéro du *Times* d'hier.

Il m'a dit que, maintenant la guerre étant déclarée entre la France et la Prusse, sa mission ici n'avait plus que deux objets : maintenir des relations intimes entre les deux Gouvernements et conserver les sentiments d'amitié qui ont augmenté depuis plusieurs années entre les deux pays.

Le plan contenu dans le prétendu projet de traité publié par le *Times*, émanait de M. de Bismarck, avait été l'objet de pourparlers avec M. Benedetti, mais il n'avait jamais eu de base sérieuse et avait été rejeté par les deux parties.

M. de La Valette ajouta que le Gouvernement de l'Empereur avait toujours absolument respecté la neutralité de la Belgique, même quand il y avait quelque raison de se plaindre de sa conduite; que, durant le dernier mois, l'Empereur avait fait une déclaration au Gouvernement belge, qui avait été également communiquée par M. de Gramont à lord Lyons et qui, dit M. de La Valette, je le devais savoir, engageait absolument l'honneur de l'Empereur, à moins cependant que la neutralité ne fût violée par l'autre belligérant.

J'assurai à M. de La Valette, que je connaissais depuis long temps ses dispositions amicales à l'égard de ce pays et son désir de conserver des rapports d'intimité entre la France et l'Angleterre; et que je ne manquerais pas de communiquer à mes collègues les informations qu'il m'avait données.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 257.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

Foreign-Office, le 26 juillet 1870.

Mylord, ainsi que je vous en ai déjà fait part par télégramme, j'ai été informé par l'ambassadeur de Sa Majesté à Berlin que le comte de Bismarck fera publier aujourd'hui dans les journaux de Berlin le texte d'un traité en cinq articles que M. Benedetti aurait proposé, de la part de la France, à la Prusse, au moment de la discussion de la question relative aux chemins de fer belges. Les commencements des divers articles correspondent à la version

détaillée des mêmes articles telle qu'elle a été publiée par le *Times* et transmise à Votre Excellence par ma dépêche d'hier.

Lord A. Loftus ajoute que la minute du traité est entièrement de la main de M. Benedetti, et que le comte Bernstorff en possède une copie.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 258.

LORD LOFTUS AU COMTE DE GRANVILLE.

Berlin, le 26 juillet 1870.

Mylord, en me référant à mon télégramme d'hier, j'ai maintenant l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie une copie autographiée du projet de traité d'alliance offensive et défensive que M. Benedetti proposa à l'acceptation du Gouvernement prussien, du commencement de 1869, à la veille de l'affaire des chemins de fer belges.

L'original, que j'ai vu de mes propres yeux, est de la main de M. Benedetti.

Signé : A. LOFTUS.

ANNEXE

PROJET DE TRAITÉ D'ALLIANCE OFFENSIVE ET DÉFENSIVE ENTRE LA FRANCE ET LA PRUSSE.

Nous avons donné plus haut, n° 244, page 266, le texte du traité publié par le *Times*, nous indiquons simplement ici les différences entre la version du *Times* et le projet communiqué par le cabinet de Berlin à lord Loftus.

Art. 1.

Après la phrase *contre l'Autriche et ses alliés*, ajouter : *ainsi que les arrangements pris et à prendre pour la constitution d'une confédération dans l'Allemagne du Nord, s'engageant en même temps à prêter son appui à la conservation de cette œuvre.*

Art. 2.

La phrase : *de son côté, l'Empereur des Français s'engage à assumer les charges pécuniaires que cette transaction peut comporter*, est remplacée par : *Pour faciliter cette transaction, l'Empereur des Français, de son côté, s'engage à assurer accessoirement les charges pécuniaires qu'elle pourrait comporter.*

Article 4.

Au lieu de *accordera le secours*, le texte dit : *accordera le concours.*

N° 259.

LE DUC DE GRAMONT AU MARQUIS DE LA VALETTE, A LONDRES.

Paris, le 27 juillet 1870.

Monsieur le marquis, l'opinion publique a déjà fait justice de la manœuvre de ceux qui ont livré à la publicité le prétendu projet de traité négocié à Berlin entre la Prusse et nous. Ce document porte, dans sa forme même, l'empreinte de son origine, et le fond ne pouvait tromper personne. Tous les hommes d'Etat qui ont suivi la politique européenne depuis l'avènement de M. de Bismarck au pouvoir, savent de quel côté sont venues les suggestions qu'il nous attribue aujourd'hui. Je pourrais, s'il est nécessaire, retrouver dans la correspondance de mes prédécesseurs les nombreuses traces de ses efforts pour nous rallier à ses points, en éveillant chez nous le désir d'agrandissements territoriaux. Dès l'année 1865, il essayait de diriger de ce côté la pensée de notre chargé d'affaires à Berlin, M. Lefebvre de Béhaine, en lui disant que la Prusse reconnaîtrait volontiers à la France le droit de s'étendre éventuellement partout où l'on parle français dans le monde, désignant clairement certains cantons de la Suisse aussi bien que de la Belgique.

Le gouvernement de l'Empereur est resté sourd à ces excitations, et, l'année suivante, au lendemain de la bataille de Sadowa, M. de Bismarck désirant assurer les conquêtes de la Prusse par une alliance avec nous, exprimait encore la même pensée à M. de Béhaine, qui se trouvait au quartier général à Brünn, en l'absence de M. Benedetti en

ce moment à Vienne. Je vous envoie ci-joint un extrait de la dépêche où ces informations sont consignées, afin que vous puissiez vous rendre compte de la spontanéité des ouvertures du ministre prussien. « Votre situation est bien simple, disait-il, il faut aller trouver le roi des Belges, lui dire que les inévitables agrandissements politiques et territoriaux de la Prusse vous paraissent inquiétants, qu'il n'y a guère qu'un moyen pour vous de parer à des difficultés dangereuses et de rétablir l'équilibre dans des conditions rassurantes pour l'Europe et pour nous. Ce moyen, c'est d'unir les destinées de la Belgique aux vôtres par des liens si étroits, que cette monarchie, dont l'autonomie serait d'ailleurs respectée, devienne au Nord le véritable boulevard de la France, rentrée dans l'exercice de ses droits naturels. »

M. Benedetti lui-même, a reçu à plusieurs reprises, de M. de Bismarck, des ouvertures semblables. Rapportant, le 26 juillet 1866, une conversation dans laquelle il avait examiné avec le Président du conseil des ministres du roi Guillaume, les modifications territoriales qui devaient être la conséquence de la victoire de la Prusse, notre ambassadeur écrivait : « Je n'apprendrai rien de nouveau à Votre Excellence, en lui annonçant que M. de Bismarck est d'avis que nous devrions chercher un équivalent en Belgique, et qu'il m'a offert de s'en entendre avec nous, »

Le Gouvernement de l'Empereur déclina encore une fois les pourparlers dans lesquels le ministre prussien cherchait à l'entraîner, et lorsqu'en présence des annexions qui s'opéraient en Allemagne au profit de la Prusse, le Cabinet français parla un moment de garanties pour notre frontière, nous nous refusâmes expressément à introduire dans cet échange d'idées le nom de la Belgique. Il nous eût été facile, à cette époque, si nous eussions nourri des projets semblables à ceux qu'on nous prête, d'obtenir pour les réaliser le concours de la Prusse, toute disposée à nous offrir son alliance sous la seule condition que nous ne mettions pas obstacle à l'accomplissement des plans ambitieux qu'elle poursuivait elle-même.

Lors des négociations relatives à la forteresse du Luxembourg, les mêmes insinuations ont pu nous être faites de nouveau, nous ne les avons accueillies, en tout cas, qu'avec une répugnance marquée, et quelle que soit la forme sous laquelle elles ont été produites, il est certain que l'Empereur les a catégoriquement repoussées. Je vous prie de ne laisser subsister aucun doute à cet égard dans l'esprit du Gouvernement anglais, et de bien lui faire savoir que l'initiative des suggestions relatives à la Belgique appartient tout entière au cabinet de Berlin.

Agréez, etc.

Signé : GRAMONT.

N° 260.

MEMORANDUM DU COMTE BRAY, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE BAVIÈRE.

Munich, le 27 juillet 1870.

Un article du journal *la France*, inséré au *Journal officiel* du soir, du 23 courant, attribue au comte de Bray-Steinburg, ministre des Affaires étrangères de Bavière, l'intention d'influer sur le vote de la Chambre des députés, dans la séance du 19 juillet, « en recourant sciemment à une allégation mensongère, moyennant la déclaration que le territoire allemand avait déjà été envahi par les troupes françaises. »

Or, le comte Bray n'a fait que communiquer, comme il le devait, à la Chambre le contenu des dépêches télégraphiques qui lui étaient parvenues séance tenante.

La copie et la traduction légalisée de ces deux dépêches, datées du 19 juillet, et portant la signature officielle du baron de Perglas, ministre de Bavière à Berlin, se trouvent jointes à cet exposé. Elles annoncent la déclaration de guerre et un combat d'avant-poste sur la frontière.

En faisant connaître ces dépêches officielles à la Chambre, de même qu'il l'avait fait pour toutes les autres, le comte Bray ne lui a donc certes point annoncé « sciemment » un fait inexact.

Mais le fait de la violation de territoire, bien que démenti par quelques feuilles françaises, n'en est pas moins très-véritable.

On s'en convaincra par la lecture du rapport ci-joint, en copie légalisée de l'employé bavaïois du Zollverein stationné à Saarbrücken, rapport daté du 20 juillet et constatant que *la veille*, jour de la remise de la déclaration de guerre, un détachement français a franchi la frontière et s'est emparé de la caisse de la douane du Zollverein, emmenant deux employés des douanes, qui sont retenus prisonniers jusqu'à ce jour.

Le Gouvernement français est trop puissant pour combattre ses adversaires par des armes déloyales. Il reconnaîtra donc que la grave accusation portée dans son *Journal officiel* contre le ministre des Affaires étrangères de Bavière manque de fondement, et que le langage que ce ministre a tenu est conforme en tout point à la vérité et au contenu des pièces qui lui étaient officiellement transmises.

N° 261.

LOI PROHIBANT L'EXPORTATION DES CHEVAUX HORS DU DANEMARK.

Freudensborg, le 27 juillet 1870.

Nous, Christian IX, roi de Danemark, etc., faisons connaître que, en conséquence de l'état présent des choses, nous avons, de l'avis de nos ministres, et conformément à la 25^e section de la Constitution, résolu d'empêcher par une loi l'exportation et le transit des chevaux.

Nous promulguons donc l'ordre suivant :

A partir du dernier jour du présent mois et jusqu'à décision contraire, toute exportation et tout transit de chevaux du royaume de Danemark pour une contrée étrangère sont prohibés. L'infraction à cette loi, tout essai pour l'éluder seront punis dans les personnes directement intéressées par la confiscation des chevaux ou par une amende équivalente ; mais cette amende ne pourra être au-dessous de 200 rdlr (200 dollars) pour chaque cheval, et au-dessous de 50 rdlr (50 dollars) pour chaque individu qui aura coopéré à la violation de la loi, Toute personne que la présente loi regarde doit y obéir.

Donné à notre palais de Freudensborg, le 27 juillet 1870, sous notre seing et nos armes.

Signé : CHRISTIAN. »

N° 262:

NOTE DU *Journal officiel*.

Paris, le 28 juillet 1870.

Le *Times* a publié un prétendu traité entre la France et la Prusse, ayant pour objet de faciliter à la France l'acquisition du Luxembourg et de la Belgique, à la condition que la France ne s'opposerait pas à l'union des Etats du Sud de l'Allemagne avec la Confédération du Nord.

Après le traité de Prague, plusieurs pourparlers ont eu lieu en effet à Berlin, entre M. de Bismarck et l'ambassade de France, au sujet d'un projet d'alliance. Quelques-unes des idées contenues dans le document inséré par le *Times* ont été soulevées, mais le Gouvernement français n'a jamais eu connaissance d'un projet formulé par

écrit, et quant aux propositions dont on avait pu parler dans ces entretiens, l'Empereur Napoléon les a rejetées.

Il n'échappera à personne dans quel intérêt et dans quel but on cherche aujourd'hui à tromper l'opinion publique en Angleterre.

N° 263.

PROCLAMATION DE L'EMPEREUR A L'ARMÉE.

Metz, le 28 juillet 1870.

Soldats,

Je viens me mettre à votre tête pour défendre l'honneur et le sol de la Patrie.

Vous allez combattre une des meilleures armées de l'Europe; mais d'autres, qui valaient autant qu'elle, n'ont pu résister à votre bravoure. Il en sera de même aujourd'hui.

La guerre qui commence sera longue et pénible, car elle aura pour théâtre des lieux hérissés d'obstacles et de forteresses; mais rien n'est au-dessus des efforts persévérants des soldats d'Afrique, de Crimée, de Chine, d'Italie et du Mexique. Vous prouverez une fois de plus ce que peut une armée française animée du sentiment du devoir, maintenue par la discipline, enflammée par l'amour de la Patrie.

Quel que soit le chemin que nous prenions hors de nos frontières, nous y trouverons les traces glorieuses de nos pères. Nous nous montrerons dignes d'eux.

La France entière vous suit de ses vœux ardents, et l'univers a les yeux sur vous. De nos succès dépend le sort de la liberté et de la civilisation.

Soldats, que chacun fasse son devoir, et le Dieu des armées sera avec nous!

Signé : NAPOLÉON.

N° 264.

RÉPONSE DU ROI DE PRUSSE A LA VILLE D'HADERSLEBEN.

Berlin, le 28 juillet 1870.

Je ne puis m'abstenir d'exprimer mes particuliers et profonds remerciements à la municipalité et aux délégués de la ville d'Haders-

leben, pour l'adresse qu'elle m'a remise à l'occasion de la guerre actuelle. Cette adresse a réjoui mon cœur. Comme vous, moi aussi, j'ai humblement confiance dans le Dieu tout-puissant qui me secondera dans la lutte qui m'a été imposée, qui accordera la victoire à la juste cause et qui, par cette victoire, assurera une paix durable à notre chère Allemagne, notre patrie.

Signé : GUILLAUME.

N° 263.

LE COMTE DE BISMARCK AU COMTE DE BERNSTORFF, A LONDRES.

(Télégramme.)

Berlin, le 28 juillet 1870.

Excellence, veuillez faire la communication suivante à lord Granville, en attendant des explications ultérieures écrites.

Le projet de traité, publié par le *Times*, contient une des nombreuses propositions qui nous ont été faites depuis la guerre danoise par les agents officiels et non officiels français, pour amener une alliance entre la Prusse et la France, dans le but d'un agrandissement mutuel.

Je vous ferai parvenir le texte d'une autre proposition, faite en juin 1866, suivant laquelle la France nous proposait d'envoyer 300,000 hommes contre l'Autriche, et offrait un agrandissement de la Prusse de 6 à 8 millions d'âmes, moyennant la cession d'une partie de la contrée entre le Rhin et la Moselle.

L'impossibilité d'accepter ces propositions était certainement claire pour tout le monde, sauf pour la diplomatie française.

Après le rejet de ces propositions, le Gouvernement français commença à compter sur notre défaite, sur le profit qu'il en pourrait tirer, et à la préparer diplomatiquement.

Depuis les angoisses patriotiques de M. Rouher, la France n'a pas cessé de nous tenter aux dépens de l'Allemagne et de la Belgique.

Dans l'intérêt de la paix, je gardai le secret, et j'ai opposé à ces propositions des réponses dilatoires. Quand les desseins plus modestes de la France sur le Luxembourg eurent été arrêtés par les événements que l'on connaît, les propositions plus étendues concernant la Belgique et le sud de l'Allemagne furent renouvelées.

C'est à cette époque, 1867, que me fut communiqué le manuscrit de M. Benedetti. Que l'ambassadeur français ait écrit de sa propre main le brouillon de ce traité, et qu'à plusieurs reprises il en ait conféré

avec moi, sans le consentement de son souverain, c'est chose improbable.

Les phases difficiles que nous eûmes à traverser, par suite du mécontentement et des dispositions guerrières du Gouvernement français depuis 1866 jusqu'à la question des chemins belges, coïncident avec le plus ou moins de résistance ou de faveur que les agents français croyaient trouver chez moi pour leurs projets.

La conviction finale qu'on ne pourrait arriver avec nous à aucun agrandissement de territoire aura mûri la résolution de l'acquiescer par la guerre contre nous.

J'ai toute raison de croire que si cette publication n'eût pas eu lieu, la France nous aurait offert, après l'achèvement des armements mutuels, d'exécuter en face de l'Europe non armée le programme de M. Benedetti et de faire la paix aux frais de la Belgique.

Le projet de traité qui est dans nos mains et que lord Loftus a vu, est d'un bout à l'autre, y compris les corrections, de l'écriture du comte Benedetti, bien connue de l'ambassadeur anglais.

Si le cabinet français dément aujourd'hui les efforts qu'il a faits constamment depuis 1864 pour nous gagner tour à tour par des promesses et par des demandes, cela s'explique en présence de la situation politique.

Signé : BISMARCK.

N° 266

ALLOCUTION DU GRAND DUC D'OLDENBOURG AUX TROUPES.

Oldenbourg, le 28 juillet 1870.

Au moment où vous sortez des garnisons, mes camarades, je vous adresse encore un vivat cordial. La guerre qui va s'engager décidera de l'avenir de l'Allemagne, notre chère patrie. Nous avons à soutenir une lutte difficile contre un ennemi aguerri. Cependant nous marchons avec joie contre lui, pleins d'une humble et inébranlable confiance en Dieu qui dirige les batailles, appuyés sur notre juste cause, animés de la conscience que toute l'Allemagne s'est soulevée comme un seul homme en se sacrifiant pour repousser l'attaque violente. Vous êtes appelés à combattre aux premiers rangs. Je sais que vous êtes dignes de cet honneur. N'oubliez pas que le soldat chrétien doit se distinguer par sa bravoure, supporter toutes les fangues d'une campagne, se soumettre avant tout à une sévère discipline, et qu'il

doit aussi épargner son ennemi désarmé et les habitants paisibles du pays ennemi. Les troupes d'Oldenbourg ont toujours conservé ces vertus militaires. Vive le glorieux capitaine royal qui conduit à la lutte toutes les troupes réunies de l'Allemagne ! Vive notre chère patrie !

N° 267

LE DUC DE GRAMONT AU MARQUIS DE LA VARETTE, A LONDRES.

Paris, le 29 juillet 1870.

Monsieur le marquis, la dépêche que je vous ai adressée le 27, aussi bien que celle que je vous ai écrite hier, au sujet de publications provoquées en Angleterre par le cabinet de Berlin, ont déjà éclairé sur la valeur des assertions contenues dans ces documents.

La discussion à cet égard continuant toujours dans les journaux, sous l'influence des mêmes inspirations qui l'ont fait surgir, je crois utile de vous communiquer une lettre que je viens de recevoir de M. Benedetti, et dans laquelle il rétablit, d'après la connaissance personnelle qu'il a de la négociation dont il s'agit, la vérité des faits.

Vous trouverez ce document sous ce même pli, et vous pouvez le communiquer à lord Granville. Je suis convaincu qu'après ces franches explications, le Gouvernement de la Reine et l'opinion publique, en Angleterre, verront qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter plus longtemps aux prétendues révélations de M. de Bismarck.

A court d'arguments pour défendre la politique suivie par lui dans la question qui a été cause de la guerre, le Chancelier fédéral espérait tromper l'opinion publique sur la nature de notre politique. Il n'y a pas réussi jusqu'ici, et quelles que soient les nouvelles assertions qu'il met en avant dans sa dépêche au comte Bernstorff, dont vous m'avez communiqué la substance par le télégraphe, il ne réussira pas à se débarrasser de la responsabilité de cette dépêche, jusqu'à tant que je la connaisse *in extenso*, et sois à même d'y donner le plus absolu démenti.

Vous pouvez, si vous le jugez utile, laisser cette lettre dans les mains de lord Granville, en même temps que vous lui donnerez copie de celle de M. Benedetti.

Signé : GRAMONT.

N° 268

LE COMTE BENEDETTI AU DUC DE GRAMONT.

Paris, le 29 juillet 1870.

Monsieur le duc, si injuste qu'elles fussent, je n'ai pas cru convenable de relever les appréciations dont j'ai été personnellement l'objet quand on a appris en France que le prince de Hohenzollern avait accepté la couronne d'Espagne. Ainsi que mon devoir me le commandait, j'ai laissé au Gouvernement de l'Empereur le soin de les redresser. Je ne puis garder le même silence devant l'usage que M. le comte de Bismarck a fait d'un document auquel il cherche à donner une valeur qu'il n'a jamais eue, et je demande à Votre Excellence de rétablir les faits dans toute leur exactitude.

Il est de notoriété publique que M. le comte de Bismarck nous a offert, avant et pendant la dernière guerre, de contribuer à réunir la Belgique à la France en compensation des agrandissements qu'il ambitionnait et qu'il a obtenus pour la Prusse. Je pourrais à cet égard invoquer le témoignage de toute la diplomatie européenne, qui n'a rien ignoré. Le Gouvernement de l'Empereur a constamment décliné ces ouvertures, et l'un de vos prédécesseurs, M. Drouyn de Lhuys, est en mesure de donner à cet égard des explications qui ne laisseraient subsister aucun doute.

Au moment de la conclusion de la paix de Prague, et en présence de l'émotion que soulevait en France l'annexion du Hanovre, de la Hesse électorale et de la ville de Francfort à la Prusse, M. de Bismarck témoigna de nouveau le plus vif désir de rétablir l'équilibre rompu par ces acquisitions. Diverses combinaisons, respectant l'intégrité des États voisins de la France et de l'Allemagne, furent mises en avant; elles devinrent l'objet de plusieurs entretiens, pendant lesquels M. de Bismarck inclinait toujours à faire prévaloir ses idées personnelles.

Dans une de ces conversations, et afin de me rendre un compte exact de ses combinaisons, j'ai consenti à les transcrire en quelque sorte sous sa dictée. La forme, non moins que le fond, démontre clairement que je me suis borné à reproduire un projet conçu et développé par lui. M. de Bismarck garda cette rédaction, voulant la soumettre au roi. De mon côté, je rendis compte, en substance, au Gouvernement impérial des communications qui m'avaient été faites.

L'Empereur les repoussa dès qu'elles parvinrent à sa connaissance.

Je dois dire que le roi de Prusse lui-même ne parut pas vouloir en

agréer la base, et depuis cette époque, c'est-à-dire pendant les quatre dernières années, je ne suis plus entré dans aucun nouvel échange d'idées à ce sujet avec M. de Bismarck. Si l'initiative d'un pareil traité eût été prise par le Gouvernement de l'Empereur, le projet aurait été libellé par le ministère, et je n'aurais pas eu à en produire une copie écrite de ma main ; il eût été, d'ailleurs, autrement rédigé, et il aurait donné lieu à des négociations qui eussent été simultanément poursuivies à Paris et à Berlin. Dans ce cas, M. de Bismarck ne se serait pas contenté d'en livrer indirectement le texte à la publicité, au moment surtout où Votre Excellence rectifiait, dans des dépêches qui étaient insérées au *Journal officiel*, d'autres erreurs qu'on cherchait également à propager. Mais pour atteindre le but qu'il s'est proposé, celui d'égarer l'opinion publique et de prévenir les indiscretions que nous aurions pu nous permettre nous-même, il a usé de cet expédient qui le dispensait de préciser à quel moment, dans quelles circonstances et de quelle manière ce document avait été transcrit. Il s'est évidemment flatté de suggérer, grâce à ces omissions, des conjectures qui, en dégageant sa responsabilité personnelle, devaient compromettre celle du Gouvernement de l'Empereur. De pareils procédés n'ont pas besoin d'être qualifiés : il suffit de les signaler, en les livrant à l'appréciation du public européen.

Veuillez agréer, etc.

Signé : V. BENEDETTI.

N° 269.

LE COMTE DE BISMARCK AUX REPRÉSENTANTS DE LA CONFÉDÉRATION
DE L'ALLEMAGNE DU NORD A L'ÉTRANGER.

(*Circulaire.*)

Berlin, le 29 juillet 1870.

Monsieur, en répondant à l'attente exprimée dans le Parlement anglais par lord Granville et M. Gladstone, que des communications ultérieures seraient faites par les deux puissances intéressées relativement au projet de traité, j'ai préalablement répondu par une communication, en date du 28, adressée par le télégraphe au comte de Bernstorff.

La forme télégraphique ne me permettait qu'un court exposé, que je complète maintenant par la voie écrite.

Le document publié par le *Times* n'est pas la seule proposition qui nous ait été faite dans le même sens par la France. Déjà, avant la

guerre du Danemark, des agents français, officieux et non-officieux, avaient fait des tentatives auprès de moi pour amener une alliance entre la France et la Prusse, dans un but d'agrandissements réciproques. Je n'ai pas besoin de vous faire observer que la croyance du Gouvernement français à la possibilité d'une pareille transaction avec un ministre allemand, dont la position est une conséquence de son accord complet avec le sentiment national allemand, ne peut s'expliquer que par le fait que les hommes d'État de la France ne connaissent pas les conditions fondamentales de l'existence des autres peuples.

Si les agents du Cabinet français avaient été capables d'observer les relations allemandes, on ne se serait jamais livré à Paris à l'illusion que la Prusse accepterait de régler ses affaires allemandes avec l'aide de la France. Votre Excellence est aussi au courant que moi de l'ignorance où sont les Français au sujet de l'Allemagne.

Les efforts du Gouvernement français pour réaliser ses projets avides sur la Belgique et les frontières rhénanes, avec l'assistance de la Prusse, étaient déjà venus à ma connaissance avant 1862, par conséquent, avant mon entrée aux affaires étrangères; mais je ne puis me considérer comme ayant mission de faire entrer dans le domaine des négociations internationales ces communications qui étaient d'une nature personnelle, et je crois devoir retenir les documents intéressants et résultant d'entretiens et de lettres privés que je pourrais fournir pour éclairer cette affaire.

Les tendances ci-dessus mentionnées du Gouvernement français se manifestent d'abord par l'attitude qu'il observa en notre faveur lors du conflit prusso-danois.

L'irritation que la France ressentit ensuite contre nous à l'occasion du traité de Gastein, provenait de la crainte que la consolidation durable de l'alliance prusso-autrichienne ne fit perdre au Cabinet de Paris les fruits de cette attitude.

Déjà, avant 1865, la France avait compté sur une guerre entre nous et l'Autriche, et elle se rapprocha volontiers de la Prusse dès que nos rapports avec Vienne commencèrent à s'altérer. Avant que la guerre de 1866 éclatât, des propositions m'ont été faites, en partie par des parents de S. M. l'empereur des Français, en partie par des agents confidentiels.

Ces propositions avaient toujours en vue des transactions tendant à amener des agrandissements réciproques. Tantôt il s'agissait du Luxembourg ou de la frontière de 1814 avec Landau et Sarrelouis; tantôt, d'un but plus étendu, d'où la Suisse française et la question de savoir où il fallait tracer en Piémont la frontière, par rapport à la langue, n'étaient pas exclus.

En mai 1866, ces insinuations prirent la forme d'une proposition d'alliance offensive et défensive, dont l'extrait suivant est resté entre mes mains :

« 1° En cas de congrès, poursuivre d'accord la cession de la Vénétie à l'Italie et l'annexion des duchés à la Prusse.

« 2° Si le congrès n'aboutit pas, alliance offensive et défensive.

« 3° Le roi de Prusse commencera les hostilités dans les dix jours qui suivront la séparation du congrès.

« 4° Si le congrès ne se réunit pas, la Prusse attaquera trente jours après la signature du présent traité.

« 5° L'Empereur des Français déclarera la guerre à l'Autriche dès que les hostilités seront commencées entre l'Autriche et la Prusse (en trente jours, 300,000 hommes).

« 6° On ne fera pas de paix séparée avec l'Autriche.

« 7° La paix se fera sous les conditions suivantes :

« La Vénétie à l'Italie et les territoires allemands ci-dessous à la Prusse (sept à huit millions d'âmes au choix) ; plus la réforme fédérale dans le sens prussien.

« Pour la France, le territoire entre la Moselle et le Rhin sans Coblenz et Mayence.

« 8° Convention militaire et maritime entre la France et la Prusse aussitôt qu'on aurait l'adhésion du roi d'Italie. »

La force de l'armée par laquelle l'Empereur devait nous aider, en vertu de l'article 5, était fixée à 300,000 hommes.

Le chiffre de la population dont la France voulait s'agrandir, s'élevait, suivant le calcul des Français (qui n'est pas d'accord avec le chiffre réel), à 1,300,000 âmes.

Toute personne bien au courant de l'histoire diplomatique et militaire de 1866, apercevra à travers ces clauses la politique que la France poursuivait à la fois vis-à-vis de l'Italie, avec laquelle elle négociait également en secret, et plus tard vis-à-vis de la Prusse et de l'Italie.

Après que nous eûmes rejeté en juin 1866 le projet d'alliance susmentionné, nonobstant des avertissements réitérés, et presque menaçants, le Gouvernement français, qui ne comptait plus que sur le triomphe de l'Autriche, espérait pouvoir nous exploiter, en échange du secours de la France, après notre défaite éventuelle, défaite que la politique française commençait à préparer diplomatiquement de tous ses efforts.

Votre Excellence sait que le congrès, dont il est question dans le projet d'alliance et qui a été proposé encore plus tard, aurait eu pour résultat de mettre fin à notre alliance avec l'Italie, conclue pour trois mois, sans que cette alliance eût pu lui être utile.

Votre Excellence sait aussi comment la France s'est efforcée, par

les conventions ultérieures relativement à Custozza, de préjudicier à notre situation et d'amener notre défaite si c'était possible.

Les *angoisses patriotiques* de M. Rouher sont un commentaire de la politique ultérieure de la France. Depuis lors, la France n'a pas cessé de nous tenter par des offres aux dépens de l'Allemagne et de la Belgique.

Je n'ai jamais pensé qu'il fût possible d'accepter des offres de cette nature. Je croyais bien qu'il était utile, dans l'intérêt de la paix, de laisser aux diplomates français les illusions qui leur sont particulières, aussi longtemps que cela serait possible, sans faire même de promesses verbales.

Je présumais que l'anéantissement des espérances françaises compromettrait la paix, qu'il était dans l'intérêt de l'Allemagne et de l'Europe de maintenir. Je n'étais pas de l'avis de ces hommes politiques qui conseillaient de ne pas empêcher la guerre par tous les efforts, parce qu'elle était en tous cas inévitable.

Personne ne peut pénétrer les desseins de la Providence, et je considérais une guerre même heureuse comme un malheur, que la politique devait s'efforcer d'épargner aux peuples. Je ne pouvais pas compter sur la possibilité de modifications éventuelles dans la constitution et dans la politique de la France, qui feraient disparaître la nécessité d'une guerre entre les deux peuples. Par ces motifs, je me taisais sur les demandes qui m'avaient été faites, et je négociais dilatoirement, sans jamais faire de promesse.

Lorsque les négociations avec le roi des Pays-Bas pour l'acquisition du Luxembourg eurent échoué, la France me renouvela ses propositions précédentes concernant la Belgique et l'Allemagne du Sud.

C'est alors qu'eut lieu la communication du manuscrit de M. Benedetti. Supposer que l'ambassadeur de France ait formulé ces propositions de sa propre main, me les ait remises et les ait débattues à plusieurs reprises en modifiant des textes que je faisais changer, tout cela sans l'autorisation de son souverain, est complètement invraisemblable; et il ne l'est pas moins que l'empereur Napoléon n'ait pas adhéré à la demande de la cession de Mayence, demande qui me fut faite officiellement par l'ambassadeur impérial dans le courant de 1866, avec menace de guerre en cas de refus.

Les diverses phases de mauvaise humeur et d'envie de faire la guerre de la France que nous avons traversées de 1866 à 1869, coïncident assez bien avec la bonne et la mauvaise disposition aux négociations que les agents français croyaient trouver chez moi.

De même que j'avais été avisé, dans le temps, par un personnage haut placé qui n'a pas été étranger à ces négociations, que, dans le cas d'une occupation de la Belgique, nous trouverions bien notre Bel-

gique ailleurs, de même on m'a donné à entendre dans une occasion antérieure que, à la solution de la question d'Orient, la France ne chercherait pas sa part en Orient, mais bien sur ses frontières immédiates. Je pense que la conviction qu'on ne saurait arriver par nous à une augmentation du territoire français, a seule décidé l'Empereur à l'obtenir par une guerre contre nous.

J'ai même lieu de croire que, si la publication du traité n'avait pas eu lieu, la France nous aurait fait, après l'achèvement de nos armements mutuels, l'offre de mettre à exécution les propositions qu'on nous avait faites antérieurement, lorsque nous nous serions trouvés ensemble à la tête d'un million de soldats bien armés, en face de l'Europe non armée, c'est-à-dire, de faire la paix avant ou après la première bataille, sur la base des propositions de M. Benedetti aux dépens de la Belgique.

Relativement au texte de ces propositions, je fais observer que le projet de traité est entièrement écrit de la main de M. Benedetti et sur du papier de l'ambassade de France, et que les ambassadeurs et ministres d'Autriche, d'Angleterre, de Russie, de Bade, de Bavière, de Belgique, de Hesse, d'Italie, de Saxe, de Turquie et de Wurtemberg, qui ont vu l'original, ont reconnu l'écriture de M. Benedetti.

A l'article 1^{er}, M. Benedetti renonça, dès la première lecture, à la clause finale (et il la mit entre parenthèse), après que je lui eus fait observer qu'elle faisait supposer une immixtion de la France dans les affaires intérieures de l'Allemagne.

M. Benedetti fit spontanément, en ma présence, une correction moins importante à l'article 2.

Le 24, j'informai lord Loftus de l'existence du document en question, et, devant le doute qu'il émit, je l'invitai à en prendre connaissance; ce qu'il fit le 27, et il se convainquit alors que le manuscrit était de son ancien collègue français.

Si, aujourd'hui, le cabinet impérial nie les efforts par lesquels il s'est évertué à nous gagner depuis 1864, par des promesses ou des menaces, et cela sans interruption, la chose s'explique facilement par la situation politique actuelle.

Recevez, etc.

Signé : DE BISMARCK.

N° 270.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

Foreign-Office, le 29 juillet 1870.

Mylord, l'ambassadeur de France est venu me voir le 28, pour me donner communication d'une dépêche qu'il avait reçue du ministre des Affaires étrangères de France, relative au prétendu projet de traité publié dans le *Times*.

Dans cette dépêche, dont M. de La Valette a bien voulu me donner lecture, le duc de Gramont fait observer que la forme elle-même du traité et les termes employés montrent clairement l'origine de ce document et ne peuvent tromper personne.

Ceux qui ont suivi attentivement la marche des affaires de l'Europe depuis l'avènement au pouvoir de M. de Bismarck, savent de quel côté sont parties ces suggestions qui sont maintenant attribuées à la France.

Depuis l'année 1865, M. de Bismarck a constamment fait tous ses efforts pour réaliser ses propres plans en attirant l'attention de la France sur un agrandissement territorial. Il a déclaré à M. Lefebvre de Béhaine, alors chargé d'affaires à Berlin, que la Prusse serait disposée à reconnaître le droit de la France d'étendre ses frontières partout où la langue française était parlée, indiquant ainsi certains cantons suisses, en outre de la Belgique.

Le Gouvernement français refusa de prêter l'oreille à ces ouvertures.

L'année suivante, aussitôt après la bataille de Sadowa, de semblables propositions furent faites à Brün, à M. de Béhaine, et à cette occasion, le comte de Bismarck lui dit que la conduite de la France était toute tracée. Le Gouvernement français devait s'adresser au roi des Belges et lui expliquer que l'accroissement inévitable du territoire prussien et l'influence gagnée par la Prusse devenaient inquiétants pour sa sécurité, et que le meilleur moyen d'éviter ces conséquences dangereuses, était d'unir les destinées de la Belgique et de la France, par des liens si étroits que la monarchie belge dont l'autonomie serait d'ailleurs respectée, deviendrait au nord un boulevard pour la sûreté de la France.

En suite, rapportant une conversation qu'il eut avec le comte de Bismarck, en juillet 1866, l'ambassadeur français informe son Gouvernement qu'il n'annonce rien de nouveau, en disant que M. de Bismarck est d'avis qu'une compensation devrait être cherchée par la

France en Belgique, et s'efforce à arriver à une entente à cet égard. Le Gouvernement de l'Empereur refusa de prêter l'oreille à ces propositions, et lorsque, plus tard, il songea à une rectification de frontières, il refusa expressément de prononcer même le nom de la Belgique.

Le duc de Gramont objecte, d'ailleurs, que si le Gouvernement avait réellement eu de tels desseins sur la Belgique, il lui eût été facile de les mettre à exécution avec l'assistance de la Prusse qui ne songeait qu'à assurer les fruits de ses victoires : ces propositions furent reprises lors de l'affaire du Luxembourg, elles furent reçues avec froideur et rejetées catégoriquement par l'Empereur.

Enfin le Gouvernement français a chargé M. de La Valette de donner à l'Angleterre l'assurance que l'initiative de toutes ces propositions était entièrement due à la Prusse.

M. de La Valette m'a déclaré ensuite qu'il avait reçu, par le télégraphe, des instructions lui prescrivant de me dire que le document publié par le *Times* avait été écrit par M. Benedetti, mais sous la dictée de M. de Bismarck, qui voulait entraîner la France dans une conspiration contre les libertés de la Belgique, et que ce projet a toujours été repoussé.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 271.

LE COMTE DE GRANVILLE A M. DUBS PRÉSIDENT DU CONSEIL
FÉDÉRAL SUISSE.

Foreign-Office, le 29 juillet 1870.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre que vous m'avez adressée le 19 courant pour m'informer au nom du Conseil fédéral suisse que c'est l'intention de la Confédération suisse de garder une attitude de stricte neutralité pendant le présent état de guerre qui a éclaté entre LL. MM. l'Empereur des Français et le Roi de Prusse, aussi longtemps que cette neutralité sera respectée par les autres puissances, et en s'en référant au droit d'occupation de la Savoie par le Gouvernement fédéral en cas de guerre.

En vous remerciant de cette communication, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien exprimer au Gouvernement fédéral la satisfaction avec laquelle le Gouvernement de S. M. a appris son intention de garder une attitude neutre pendant la guerre.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 272.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 29 juillet 1870.

Mylord, Votre Seigneurie a appris par mon télégramme d'avant-hier, que le Gouvernement français avait fait part au nonce et au ministre d'Italie, à Paris, de son intention de retirer ses troupes de Rome. M. de Gramont m'a donné verbalement cette après-midi quelques renseignements à cet égard.

Il m'a dit que cette mesure avait été prise il y a trois jours, que le 5 du mois prochain avait été fixé pour la date de l'embarquement des troupes. Le Gouvernement de l'Empereur, a-t-il ajouté, a la pleine confiance que la sécurité du Pape ne sera pas mise en danger, et que la convention de septembre 1864 sera fidèlement observée par l'Italie. Il était fortifié dans cette croyance en voyant que le langage prudent et élevé de M. Visconti avait été accueilli par l'approbation et les applaudissements du Parlement italien. Il croyait donc en conclure que le pays, en général, ainsi que le Gouvernement, verrait l'avantage d'être fidèle aux engagements contractés avec la France.

Je suis, etc.

Signé : LYONS.

N° 273.

LETTRE DU ROI DE PRUSSE AU PAPE (1).

Berlin, le 30 juillet 1870.

Très-auguste Pontife, je n'ai pas été surpris, mais profondément ému, en lisant les paroles touchantes tracées par votre main pour faire entendre la voix du Dieu de la paix. Comment mon cœur pourrait-il ne pas écouter un appel aussi puissant ? Dieu m'est témoin que ni moi ni mon peuple n'avons désiré ni provoqué la guerre. En obéissant aux devoirs sacrés que Dieu impose aux souverains et aux nations, nous prenons l'épée pour défendre l'indépendance et l'honneur de la patrie, et nous serons toujours prêts à la déposer dès que ces biens peuvent être sauvegardés. Si Votre Sainteté pouvait m'offrir,

(1) Voir N° 223 la lettre du Pape.

de la part de celui qui, si inopinément, a déclaré la guerre, l'assurance de dispositions sincèrement pacifiques et des garanties contre le retour d'une semblable atteinte à la paix et à la tranquillité de l'Europe, ce ne sera certainement pas moi qui refuserai de les recevoir des mains vénérables de Votre Sainteté, uni comme je suis avec elle par des liens de la charité chrétienne et d'une sincère amitié.

Signé : GUILLAUME.

N° 274.

M. DE THILE AU COMTE DE BISMARCK.

Berlin, le 30 juillet 1870.

M. le comte, j'ai l'honneur de transmettre à V. E. les explications suivantes, relativement à une dépêche de M. Benedetti, publiée à Paris le 27 de ce mois, et se rapportant à une prétendue conversation que j'aurais eue avec lui le 31 mars 1869, touchant la candidature du prince de Hohenzollern. Je ferai d'abord remarquer que l'intention du Gouvernement espagnol d'offrir la couronne d'Espagne au prince de Hohenzollern n'est venue à ma connaissance qu'au milieu du mois de mars de 1870, et que depuis cette époque il n'a jamais été question de cette affaire entre M. Benedetti et moi.

Je ne me rappelle pas avoir eu précédemment avec M. Benedetti un entretien sur cette candidature, et notamment au mois de mars 1869 ; mais je ne puis pas affirmer non plus qu'un pareil entretien n'a pas eu lieu, car, vu les nombreuses conversations que j'ai journellement avec les ministres étrangers, un entretien ayant pour objet un bruit qui, à cette époque, ne pouvait être rangé que dans la catégorie des rumeurs plus ou moins banales, entretien qui, par conséquent, ne présentait pour moi aucun intérêt, peut être sorti de ma mémoire après seize mois.

Si une telle conversation a eu lieu, je ne puis que m'être borné à avouer ma complète ignorance de la candidature en question, car la nouvelle de cette candidature, je le répète, ne m'a été rapportée qu'un an après l'entretien prétendu. Il n'est pas probable que j'aie donné une forme solennelle à l'aveu de mon ignorance, vu que ce procédé n'est pas dans mes habitudes.

Je rappellerai finalement que M. Rancès, dont il est question dans la dépêche de M. Benedetti, et qui était, à cette époque, ministre d'Espagne à Vienne, s'est occupé très-activement dans les cercles

politiques de Berlin, pendant son séjour dans cette capitale au mois de mars 1869, de la candidature du duc de Montpensier.

Agréez, etc.

Signé : DE TRILE.

N° 275.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

Foreign-Office, le 30 juillet 1870.

Mylord, le Gouvernement de l'Empereur a déjà été informé de la satisfaction avec laquelle la déclaration de Sa Majesté Impériale, qu'elle respecterait la neutralité de la Belgique, avait été accueillie par le Gouvernement de la Reine.

Nous avons reçu une pareille assurance de la part du roi de Prusse, mais nous remarquons que l'Empereur et le Roi, tous deux, soumettent chacun leurs assurances à la condition que le respect de cette neutralité sera observé également par l'autre partie, ce qui semble indiquer de leur part l'opinion que la déclaration de chacun d'eux n'est pas complète.

Il n'y a aucun doute sur l'obligation pour ces deux puissances de se conformer à un traité qu'elles ont individuellement signé avec la Grande-Bretagne et d'autres grandes puissances. Mais si le Gouvernement de l'Empereur, décidé pour sa part à maintenir la neutralité de la Belgique, désirait avoir l'assurance que le Gouvernement prussien de son côté était également décidé à agir de même, le Gouvernement de la Reine est disposé à consigner leur détermination commune dans un acte solennel, soit traité, soit protocole.

J'ai écrit dans ce sens à notre ambassadeur à Berlin.

Le Gouvernement de la Reine est persuadé, quoiqu'il ne leur ait fait aucune communication à ce sujet, que les autres puissances qui ont participé au traité actuel de garantie, adopteront aisément la même ligne de conduite. Je n'ai pas besoin d'insister sur la portée qu'un pareil engagement, même en pleine guerre, aurait pour calmer l'inquiétude générale qui, à présent, trouble naturellement les puissances neutres.

J'ai, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 276.

LORD LOFTUS AU COMTE DE GRANVILLE.

Berlin, le 30 juillet 1870.

Mylord, j'ai vu une photographie du traité original proposé par le comte Benedetti au comte de Bismarck, et je vous en enverrai un exemplaire aussitôt que je l'aurai reçu, le comte de Bismarck n'ayant pu m'en donner un à temps pour le départ du courrier de ce soir.

Le projet de traité est tout entier de la main du comte Benedetti. En réponse à une remarque d'une personne que le comte Benedetti avait écrit ce projet sous la dictée du comte de Bismarck, Son Excellence m'a dit aujourd'hui que ce projet est écrit sur du papier français ou, en tout cas, sur un papier dont on ne se sert pas au ministère des Affaires étrangères de Prusse. Son Excellence ajouta que, s'il avait été écrit dans son cabinet sous sa dictée, le comte Benedetti n'aurait pas apporté avec lui son propre papier.

Les corrections sont au crayon de la même écriture que le texte du traité.

Le comte de Bismarck m'a dit, aujourd'hui, que le comte Benedetti avait apporté la pièce avec lui, et la lui avait lue.

Dans l'article 1^{er}, le comte de Bismarck me dit qu'il avait fait une objection à la phrase dans laquelle la sanction et l'appui de la France étaient offerts à la Prusse pour le maintien de la Confédération de l'Allemagne du Nord. Le texte original est ainsi rédigé.

« S. M. l'Empereur des Français admet et reconnaît les acquisitions que la Prusse a faites à la suite de la dernière guerre qu'elle a soutenue contre l'Autriche et contre ses alliés, ainsi que les arrangements pris ou à prendre pour la constitution d'une Confédération de l'Allemagne du Nord, s'engageant en même temps à prêter son appui à la conservation de l'œuvre. »

Le comte de Bismarck me dit que la Prusse ne pourrait jamais être redevable à la France de sa position future en Allemagne, et que pas un ministre allemand ne pourrait accepter une pareille position, c'est alors que le comte Benedetti consentit à effacer ce paragraphe, et il fit une parenthèse au crayon.

Dans l'article 2, le comte de Bismarck fit observer au comte Benedetti que le roi de Prusse ne pouvait pas proposer au roi de Hollande de céder le grand-duché de Luxembourg, et la correction de cet article fut faite alors par le comte Benedetti lui-même.

Le comte de Bismarck ajouta que le comte Benedetti lui laissa le projet pour le montrer au Roi, et apparemment oublia de le réclamer.

Le comte de Bismarck dit enfin qu'il avait toujours tenu le Gouvernement français dans l'espoir trompeur de conclure un arrangement dans le sens de ses propositions, — dans l'intérêt de la paix, — étant convaincu qu'un refus aurait pour conséquence immédiate une rupture entre la France et la Prusse.

Il avait espéré, qu'avec le temps, le Gouvernement français finirait par reconnaître la sagesse de renoncer à ces projets ambitieux et qu'ainsi la guerre pourrait être évitée.

Du jour où le Gouvernement français s'aperçut que ses espérances étaient illusoires, sa détermination de faire la guerre fut prise.

J'ai, etc.

Signé : A. LOFTUS.

N° 277.

PROCLAMATION DU ROI DE PRUSSE AU PEUPLE PRUSSIEN.

Berlin, le 31 juillet 1870.

A mon peuple.

En me rendant aujourd'hui à l'armée afin de combattre pour l'honneur de l'Allemagne et pour la conservation de nos biens les plus précieux, je veux, en considération de l'élan unanime de mon peuple, accorder une amnistie pour tous les crimes et délits politiques.

J'ai chargé le ministre d'Etat de me soumettre un décret à cet effet.

Mon peuple sait comme moi que la rupture de la paix, ni aucune provocation à la guerre ne sont certainement venues de notre côté.

Mais provoqués, nous sommes décidés, comme nos pères, en mettant notre ferme confiance en Dieu, à soutenir la lutte pour le salut de la patrie. »

Signé : GUILLAUME.

N° 278.

PROCLAMATION DU PRINCE ROYAL.

Le 31 juillet 1870.

Soldats de la troisième armée,

Comme commandant en chef de la troisième armée, nommé par Sa Majesté le roi de Prusse, je salue les troupes mises dès aujourd'hui sous mes ordres, celles des royaumes de Prusse, de Bavière, de Wurtemberg et celles du grand-duché de Bade. Je suis fier et heureux de marcher contre l'ennemi à la tête des fils réunis de toutes les provinces de l'Allemagne, notre patrie, pour défendre la cause nationale, le droit et l'honneur de l'Allemagne. Nous allons nous engager dans une lutte longue et difficile, mais connaissant notre juste cause, plein de confiance en votre bravoure, en votre persévérance et en votre discipline, nous sommes sûr d'un résultat victorieux. Restons donc unis dans une fraternité d'armes, afin que nous puissions, Dieu aidant, déployer nos étendards sur de nouvelles victoires pour la gloire et la paix de l'Allemagne unie.

Signé : FRÉDÉRIC-GUILLAUME, prince royal.

N° 279.

L'EMPEREUR NAPOLEON AU DUC DE GRAMONT.

Saint-Cloud, le 12 juillet 1870.

Mon cher duc, en réfléchissant à nos conversations d'aujourd'hui, et en relisant la dépêche du prince Antoine, je vois qu'il faut accentuer davantage la dépêche que vous avez dû envoyer à Benedetti en faisant ressortir les points suivants :

- 1° Nous avons eu affaire à la Prusse et non à l'Espagne;
- 2° La dépêche du prince Antoine, adressée à Paris, est un document non officiel pour nous, que personne n'a été chargé en droit de nous communiquer;
- 3° Le prince Léopold a accepté la candidature au trône d'Espagne, et c'est le père qui renonce;
- 4° Il faut donc que Benedetti insiste, comme il en a l'ordre, pour

avoir une réponse catégorique par laquelle le Roi s'engagerait, pour l'avenir, à ne pas permettre au prince Léopold (qui n'est pas engagé) de suivre l'exemple de son frère, et de partir un beau jour pour l'Espagne ;

5° Tant que nous n'aurons pas une communication officielle d'Ems, nous ne sommes pas sensés avoir eu de réponse à nos justes demandes ;

6° Tant que nous n'aurons pas cette réponse, nous continuerons nos armements ;

7° Il est donc impossible de faire une communication aux Chambres avant d'être mieux renseignés.

Recevez, etc.

Signé : NAPOLEON.

NOTA. Cette lettre, publiée par le duc de Gramont dans son ouvrage : *La France et la Prusse avant la Guerre*, nous est parvenue trop tard pour être placée à son ordre chronologique parmi les documents du mois de septembre.

N° 280.

LE MARQUIS DE LA VALETTE AU COMTE DE GRANVILLE.

Londres, le 4^{er} août 1870.

Monsieur le comte, le Gouvernement de l'Empereur a décidé, en raison des circonstances actuelles, que la formalité du passeport serait, pendant la durée de la guerre, rétablie d'une manière générale à l'égard de tout voyageur étranger désirant sortir de France ou pénétrer sur le territoire français.

J'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence cette décision, qui se justifie aussi bien par l'intérêt même des sujets britanniques que par des considérations de sécurité publique. Le Gouvernement de l'Empereur, Votre Excellence ne l'ignore pas, bien qu'en consentant, sur la demande d'un certain nombre d'Etats étrangers, à supprimer la formalité du passeport, s'est expressément réservé le droit de la rétablir, lorsque les circonstances l'exigeraient.

Veuillez, etc.

Signé : LA VALETTE.

N° 281.

LE COMTE APPONYI AU COMTE DE BEUST.

(Télégramme.)

Londres, le 1^{er} août 1870.

Je viens de recevoir de lord Granville la communication suivante :

L'Angleterre a adressé une note aux deux puissances belligérantes dans laquelle elle prend acte avec satisfaction des garanties données au respect de la neutralité de la Belgique. Elle propose, en même temps, aux deux puissances de signer un traité ou un protocole avec l'Angleterre pour confirmer et compléter cette déclaration.

La note exprime l'espoir qu'une pareille entente, même pendant la guerre, contribuerait beaucoup à rassurer les pays neutres et que, par conséquent, d'autres puissances garantes y accèderaient volontiers.

N° 282.

SIR A. PAGET AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait).

Florence, le 1^{er} août 1870.

Dans la séance de la Chambre des Députés du 25 juillet, dans le cours du débat sur la politique extérieure et intérieure du Gouvernement, M. Sella a présenté une demande de crédit additionnel de 15 millions pour le budget de l'armée et d'un million pour celui de la marine.

Cette demande a été renvoyée devant une commission qui s'est prononcée unanimement en sa faveur, et, dans la séance publique d'hier le crédit a été voté.

La somme demandée pour l'armée est destinée à couvrir les frais d'appel sous les armes de deux classes, celle pour la marine, à l'équipement et l'armement de trois bâtiments cuirassés, en ce moment en commission à Venise.

Dans une entrevue que j'ai eue il y a deux jours avec M. Visconti-Venosta, j'ai fait allusion au bruit généralement répandu que les deux autres classes étaient sur le point d'être rappelées et que d'autres préparatifs militaires allaient être faits. Je demandai à Son Excellence si tel était réellement le cas, et dans l'affirmative, si la

conclusion à en tirer était que la politique de neutralité, proclamée par le Gouvernement italien, serait probablement modifiée.

M. Visconti-Venosta m'a répondu qu'aucune décision n'avait encore été prise au sujet d'enrôlements additionnels de troupes au delà de celles qui avaient été déjà appelées, que la politique du Gouvernement continuait à rester la même, à savoir : le désir de conserver la neutralité et de localiser la guerre ; mais que personne ne pouvait prévoir la tournure que prendraient les événements et jusqu'à quel point dans certaines éventualités, il serait possible à une puissance d'adhérer pour l'avenir à une politique qui, pour le moment, pouvait être son but à poursuivre. Le fait est, dit-il, que l'Italie est peut-être de tous les pays de l'Europe celui chez lequel le désarmement a été poussé jusqu'à ses dernières limites ; l'armée, avant l'appel des deux classes qui venait d'avoir lieu, était même au-dessous du chiffre qu'elle devrait avoir pour être en état de faire face à tous ses devoirs ordinaires même dans les temps de la paix la plus profonde. Il semblait désirable, en conséquence, que des mesures fussent prises pour mettre le pays dans un tel état de défense qu'il fût possible au Gouvernement de maintenir sa politique actuelle, d'être préparé à toutes les éventualités ou de donner plus de poids à ses conseils, lorsque le moment viendra de se joindre aux efforts des autres puissances pour mettre un terme à la guerre.

N° 283.

M. MÉLÉGARI, MINISTRE D'ITALIE, AU PRÉSIDENT DU CONSEIL
FÉDÉRAL SUISSE.

Berne, le 4^{er} août 1870.

M. Pioda a remis à M. le chevalier Visconti-Venosta la note par laquelle le Conseil fédéral porte à la connaissance du Gouvernement royal l'attitude que, conformément aux traités, la Suisse estime devoir prendre en présence de la déclaration de guerre de la France à la Prusse et à ses alliés.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi d'Italie, est, par conséquent, chargé de donner acte de cette communication à Son Excellence le président de la Confédération, et de l'assurer de la véritable satisfaction avec laquelle le Gouvernement de Sa Majesté a accueilli les franches explications que le

haut Gouvernement fédéral a bien voulu lui donner en cette occasion.

Le soussigné prie, etc.

Signé : MELEGARI.

N° 284.

LE BARON DE HOCHSCHILD AU COMTE DE GRANVILLE.

Londres, le 4^{er} août 1870.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi de Suède et de Norwége, a l'honneur de notifier à Son Excellence M. le comte de Granville, principal secrétaire d'État de Sa Majesté britannique pour les Affaires étrangères, que la déclaration de guerre adressée par le Gouvernement impérial de France à celui de Sa Majesté le roi de Prusse ayant été portée officiellement à la connaissance du Gouvernement du roi de Suède et Norwége, Sa Majesté a résolu d'observer dans la guerre qui vient d'éclater une stricte neutralité, se réservant la faculté d'interdire aux bâtiments de guerre des parties belligérantes l'entrée de certains ports de guerre des Royaumes-Unis.

Le soussigné, etc.

Signé : HOCHSCHILD.

N° 285.

PROCLAMATION DU ROI DE PRUSSE A L'ARMÉE.

Mayence, le 2 août 1870.

Soldats, toute l'Allemagne, animée par le même sentiment, se trouve sous les armes contre un État voisin qui nous a déclaré la guerre sans motif et par surprise.

Il s'agit de la défense de notre patrie et de nos foyers menacés.

Je prends le commandement des armées réunies et je vais marcher contre un adversaire qu'un jour nos pères ont combattu glorieusement dans la même situation.

L'attention pleine de confiance de toute la patrie, la mienne est fixée sur vous.

Dieu sera avec notre juste cause.

Signé : GUILLAUME.

N° 286.

PATENTE DU GRAND DUC DE SAXE-WEIMAR.

Wilhelmsthal, le 2 août 1870.

Nous, Charles-Alexandre, etc., après avoir pris la détermination de nous rendre à l'armée allemande qui, actuellement, est en campagne contre l'ennemi, et où nous resterons quelque temps, moi et mon bien-aimé fils, le grand-duc héréditaire qui est déjà parti pour l'armée, nous avons décidé de confier, pendant mon absence et celle de notre fils, le Gouvernement du pays à notre bien-aimée épouse, la grande-duchesse, en vertu du § 63 de la loi sur la réorganisation des autorités d'État, du 5 mars 1850. En portant cette décision à la connaissance publique, nous espérons que toutes nos autorités et tous nos sujets observeront l'obéissance due à notre épouse et lui garderont la fidélité invariable, et nous confions le pays à la protection de Dieu tout-puissant.

N° 287.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

(Extrait.)

Foreign-Office, le 2 août 1870.

J'ai eu une entrevue avec l'ambassadeur de France qui m'a lu une dépêche du duc de Gramont. Son Excellence a ajouté qu'il avait compris ma proposition comme étant une offre de défendre, d'accord avec la France, la neutralité de la Belgique, dans le cas où elle serait violée par l'autre belligérant.

J'ai répondu qu'il avait parfaitement compris la signification, que le Gouvernement de la Reine attachait à cette proposition qui avait en effet cet objet.

Je lui dis que j'étais satisfait d'apprendre que M. de Gramont n'élevait aucune objection à ce qu'une proposition pareille fût faite à Berlin. La question de réserver les obligations du premier traité et aussi la limite de temps, après l'exécution des articles d'un traité de paix, entre les belligérants, la convention proposée resterait en vigueur, serait matière à discussion, lors de la rédaction de ladite convention.

N° 288.

M. ROEST DE LIMBOURG AU PRÉSIDENT DU CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
AU SUJET DE LA NEUTRALITÉ HELVÉTIQUE.

La Haye, le 2 août 1870.

Monsieur le Président, j'ai eu l'honneur de recevoir, par l'entremise du consul général des Pays-Bas à Berne, la communication du Conseil fédéral, en date du 18 juillet, dans laquelle il déclare, en vertu du mandat spécial que l'Assemblée fédérale lui a conféré, que la Suisse maintiendra et défendra, pendant la guerre qui se prépare, sa neutralité et l'intégrité de son territoire par tous les moyens dont elle dispose.

Le Conseil fédéral ajoute ensuite quelques explications sur la position que prendra la Suisse, entre autres au sujet des parties de la Savoie qui doivent, aux termes des traités, jouir d'une neutralité identique à celle de la Suisse.

Le Gouvernement du Roi, qui a également déclaré vouloir maintenir et défendre la neutralité du royaume des Pays-Bas, a pris connaissance avec un profond intérêt de ce document important.

Je saisis, etc.

Signé : ROEST DE LIMBOURG.

N° 289.

BULLETIN POLITIQUE DU *Journal officiel* DU SOIR, DU 3 AOÛT 1870.

Ce n'est pas à l'Allemagne que nous faisons la guerre, c'est à la Prusse ou, pour mieux dire, c'est à la politique du comte de Bismarck. Ménageant les sentiments patriotiques et respectant les principes de nationalité, l'Empereur et son Gouvernement n'avaient jamais eu pour la race allemande qu'une attitude franchement amicale. En arrêtant à Villafranca la marche victorieuse de nos troupes, S. M. avait voulu surtout s'épargner le regret de combattre l'Allemagne pour affranchir la Péninsule. Lorsque, en juin 1860, l'Empereur se rendit à Bade, il trouva le roi Guillaume, alors prince régent de Prusse, les rois de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe et de Hanovre, les grands-ducs de Hesse-Darmstadt, de Bade, de Saxe-Weimar, les

ducs de Cobourg et de Nassau, et, en leur donnant les assurances les plus sympathiques, il offrit loyalement à ces princes son amitié et celle de la France. Lorsque le roi Guillaume, en octobre 1861, se rendit à Compiègne, il reçut un accueil courtois et empressé. Avant Sadowa, l'Empereur écrivait à M. Drouyn de Lhuys, alors son ministre des Affaires étrangères, une lettre qui formulait le programme le plus favorable à la prospérité de la Confédération germanique, aux aspirations et aux droits de la nation allemande. Accorder à la Prusse toutes les satisfactions compatibles avec la liberté, l'indépendance et l'équilibre de l'Allemagne; maintenir à l'Autriche sa grande position parmi les populations germaniques; assurer aux États secondaires une union plus intime, une organisation plus puissante, un rôle plus important, tel était le plan proposé par S. M. La réalisation de ces idées, si conformes aux vœux et aux intérêts de toutes les populations allemandes, eût été le triomphe du droit et de la justice; elle aurait épargné à l'Allemagne tous les malheurs du despotisme et de la guerre.

Comparons au programme, qui était celui de l'Empereur, les théories que le comte de Bismarck est parvenu à mettre en pratique. Depuis de longues années une paix profonde existait entre tous les Allemands; à cette paix le ministre prussien a substitué une guerre qui a détruit la Confédération germanique et creusé un abîme entre l'Autriche et la Prusse. En excluant de l'Allemagne une monarchie qui en était une des principales forces, M. de Bismarck a trahi la patrie commune. Pour augmenter la Prusse, il a sensiblement amoindri l'Allemagne, et le jour n'est pas loin, où, de l'autre côté du Rhin, tous les vrais patriotes lui en feront un reproche amer. Non content de déchirer tous les liens qui unissaient la Prusse à la Confédération germanique, il n'a pas craint de dépouiller brutalement des princes dont le seul crime avait été la fidélité aux devoirs fédéraux. Que les pays annexés à la Prusse comparent leur sort actuel à leur situation avant 1866. Tranquilles, riches, honorés, payant très-peu d'impôts, ils présentaient l'image de la prospérité morale et matérielle. Des dynasties populaires établissaient un accord intime entre les populations et le Gouvernement. Aujourd'hui, ces pays regrettent profondément leurs princes. Écrasés sous le poids de taxes excessives, ruinés dans leur vie commerciale et industrielle, obligés de confier aux femmes les travaux agricoles, ils vont être forcés de prodiguer leur or et leur sang pour une politique dont ils détestent les violences. Hanovriens, Hessois, habitants de Nassau et de Francfort, ce n'était pas assez pour vous d'être les victimes de l'ambition de M. de Bismarck. Le ministre prussien veut que vous deveniez ses complices; vous étiez dignes d'une meilleure cause.

C'est une réflexion douloureuse de constater jusqu'où peut se

laisser entraîner un souverain qui, au lieu d'obéir aux inspirations de son esprit et de son cœur, se place sous la domination d'un ministre sans scrupules. Où est le temps où le roi Guillaume disait en acceptant la régence : « La Prusse ne doit faire en Allemagne que des conquêtes morales. » Si l'on avait dit alors à ce prince, dont les intentions étaient loyales et qui avait le respect du droit, qu'un jour viendrait où il déposséderait violemment, sans cause et sans prétexte, les princes les plus respectables de l'Allemagne, où il arracherait non-seulement la couronne, mais la fortune privée à un souverain aussi irréprochable que le roi de Hanovre, où il souffletterait sur les joues de l'antique ville libre de Francfort les gloires séculaires de l'Allemagne, jamais il n'eût voulu croire à une telle prédiction. Ne se défiera-t-il donc jamais d'un ministre qui osait lui reprocher hier encore d'avoir fait un accueil courtois au représentant de la France, et qui soutenait à l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin que cette conduite excitait en Prusse une indignation générale ?

Si nous avons vu avec regret les excès commis contre les princes de l'Allemagne du Nord, nous n'avons pas été moins affligés des traitements que l'on a fait supporter aux princes du Sud. Les populations de l'Allemagne méridionale seraient-elles en droit d'avoir du ressentiment contre la France ? La Bavière, le lendemain de Sadowa, ne s'adressait-elle pas à nous pour sauver l'intégrité de son territoire, et ne nous empressions-nous pas de répondre à ce vœu ? Qui a demandé pour les États du Sud une existence internationale indépendante ? Qui désirait que les souverains de ces pays, au lieu d'être transformés en préfets couronnés, conservassent toutes les prérogatives d'une souveraineté réelle, qui eût la garantie de l'indépendance et de la liberté de leurs États ? Pleins de respect pour les qualités de ces populations braves, honnêtes et laborieuses, nous savons qu'autant elles feraient volontiers une guerre véritablement nationale, autant elles sont attristées de faire une guerre purement prussienne. Nos sympathies traditionnelles pour les États du Sud survivent à la guerre même, et nous espérons que l'heure arrivera où ces peuples s'apercevront que nous étions leurs vrais amis.

L'Empereur l'a dit dans sa proclamation : il veut que les pays qui composent la grande race germanique disposent librement de leurs destinées. Délivrer l'Allemagne de l'oppression prussienne, concilier avec les droits des souverains les légitimes aspirations des peuples, arrêter des empiétements excessifs qui sont une menace pour l'Europe, préserver la nationalité danoise d'une ruine complète, conquérir une paix équitable et durable, fondée sur la modération, sur la justice et sur le droit, telle est la pensée générale qui préside à la lutte actuelle.

La guerre qui commence n'est point de notre part une guerre d'ambition, c'est une guerre d'équilibre. C'est la défense du faible contre le fort, la réparation de grandes iniquités, le châtimement d'actes injustifiables. Loin d'obéir à des idées de rancune ou de haine, nous avons le calme que donne l'accomplissement d'un devoir, nous en appelons en toute confiance à l'opinion publique, arbitre des peuples et des rois. Nous désirons que l'Allemagne, au lieu de mettre ses forces au service de l'ambition et de l'égoïsme prussiens, rentre dans les voies de la sagesse et de la prospérité. L'avenir prouvera l'élévation des vues de la politique impériale, et les Allemands eux-mêmes finiront par rendre justice à la loyauté de la France et de son souverain.

N° 290.

DÉCRET D'AMNISTIE ACCORDÉE PAR LE ROI GUILLAUME.

Mayence, le 3 août 1870

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, roi de Prusse, etc., nous voulons, à l'occasion de l'unanimité patriotique, avec laquelle notre peuple s'allie à nous pendant la lutte actuelle qui nous a été imposée, accorder une amnistie à tous les individus dont les peines n'ont pas encore été exécutées et qui ont été condamnés par nos tribunaux à l'emprisonnement, à l'amende, aux frais de procès, à la privation des droits civiques et à la surveillance de la police pour avoir commis :

Un acte de trahison d'État ou un acte d'offense envers Sa Majesté le Roi ou bien envers un membre de la famille royale, ou enfin un acte d'attaque contre une puissance alliée;

Un crime ou un délit entraînant la privation des droits civiques;

Un crime ou délit prévu par les §§ 87 à 93 inclusivement et par les §§ 97 à 103 inclusivement du Code pénal, concernant la résistance aux autorités et le trouble de la tranquillité publique;

Ou un délit de presse, suivant la loi sur la presse du 12 mai 1851 (*Recueil de lois*, p. 273), ou enfin un acte contre la loi sur les réunions publiques, du 11 mars 1850 (*Recueil de lois*, p. 277).

Quant aux jugements qui seront rendus à partir d'aujourd'hui contre les délits commis avant cette date, et qui tombent sous le décret actuel, nous attendrons des rapports officiels de notre ministre de la Justice ou de celui de la Guerre, si le jugement a été prononcé par la justice militaire. Ces cas qui, tombant sous le décret actuel,

ont été en même temps jugés pour un autre délit, et dont la punition dépasse le minimum de la peine légale du dernier délit, sans qu'on puisse reconnaître du jugement quelle est la proportion des peines pour chacun des délits isolément, sont également à soumettre à notre décision.

Notre ministre d'État est chargé de faire publier immédiatement ce décret d'amnistie et de le faire exécuter.

Signé: GUILLAUME.

Contre-signé : COMTE DE BISMARCK SCHÖNHAUSEN. — DE ROON. —
COMTE DE ITZENPLITZ. — DE MUHLER. — DE SELCHOW. — COMTE
D'EULENBURG. — LEONHARDT. — CAMPHAUSEN.

N° 291.

LE COMTE DE BISMARCK AU COMTE DE BERNSTORFF, A LONDRES.

(Télégramme.)

Par suite de la publication de la dépêche du duc de Gramont, du 27 juillet (1), je charge Votre Excellence de faire au comte de Granville, la déclaration suivante :

Je n'ai jamais eu l'occasion d'avoir avec M. Lefebvre de Béhaine, secrétaire de l'ambassade française, aucune conversation politique de l'importance qu'il donne aujourd'hui pour plaire à son chef. A Brunn, cela n'aurait pas été même possible, puisque, durant mon séjour, M. Lefebvre était absent, ayant été envoyé par son chef à Vienne. L'idée qui m'est attribuée d'avoir préparé la voie à l'annexion de la Belgique à la France, n'a jamais été avancée par moi, mais m'a, au contraire, été suggérée par le prince Napoléon.

(1) N° 259.

N° 292.

LE DUC DE GRAMONT AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE L'EMPEREUR
A L'ÉTRANGER.

(Circulaire.)

Paris, le 4 août 1870.

Monsieur, nous connaissons aujourd'hui le développement du télégramme adressé par M. le comte de Bismarck à l'ambassadeur de

Prusse à Londres, pour annoncer à l'Angleterre les prétendus secrets dont le Chancelier fédéral se disait le dépositaire. Sa dépêche n'ajoute aucun fait essentiel à ceux qu'il avait avancés. Nous y trouvons seulement quelques invraisemblances de plus. Nous ne les relèverons pas. L'opinion publique a déjà fait justice d'affirmations qui n'empruntent aucune autorité à l'audace avec laquelle on les répète, et nous considérons comme définitivement acquis, en dépit de toute dénégation, que jamais l'empereur Napoléon n'a proposé à la Prusse un traité pour prendre possession de la Belgique. Cette idée appartient à M. de Bismarck; c'était un des expédients de cette politique sans scrupules qui, nous l'espérons, touche à son terme.

Je m'abstiendrais donc de revenir sur des assertions dont la fausseté est aujourd'hui manifeste, si l'auteur de la dépêche prussienne, avec une absence de tact que je constate pour la première fois à ce degré dans un document diplomatique, n'avait cité des parents de l'Empereur comme porteurs de messages et de confidences compromettantes. Quelle que soit la répugnance avec laquelle je me vois contraint, pour suivre le Chancelier prussien, de m'engager dans une voie si contraire à mes habitudes, je surmonte ce sentiment parce qu'il est de mon devoir de repousser les perfides insinuations qui, dirigées contre des membres de la famille impériale, cherchent évidemment à atteindre l'Empereur lui-même.

C'est à Berlin que M. de Bismarck, prenant l'initiative des idées dont il veut aujourd'hui nous attribuer la première conception, sollicitait en ces termes le prince français qu'il fait, au mépris de toutes les convenances, intervenir aujourd'hui dans sa polémique :

« Vous cherchez, lui disait-il, une chose impossible; vous voulez prendre les provinces du Rhin, qui sont allemandes. Pourquoi pas ne vous adjoindre la Belgique, où existe un peuple qui a la même origine, la même religion, et qui parle la même langue? J'ai déjà fait dire cela à l'Empereur; s'il entrait dans mes vues, nous l'aiderions à prendre la Belgique. Quant à moi, si j'étais le maître et que je ne fusse pas gêné par l'entêtement du Roi, cela serait déjà fait. »

Ces paroles du Chancelier prussien ont été pour ainsi dire littéralement répétées à la Cour de France par le comte de Goltz. Cet ambassadeur s'en cachait si peu que le nombre est considérable des témoins qui l'ont entendu. J'ajouterai qu'à l'époque de l'exposition universelle les ouvertures de la Prusse furent connues de plus d'un haut personnage, qui en prit bonne note et s'en souvient encore. Ce n'était pas, d'ailleurs, chez le comte de Bismarck une idée passagère, mais bien un projet concerté, auquel se rattachaient ses plans ambitieux, et il en poursuivait l'exécution avec une persévérance que prouvent assez ses nombreuses excursions en France, soit à Biarritz, soit ailleurs. Il

échoua devant la volonté inébranlable de l'Empereur, qui refusa toujours de s'associer à une politique indigne de sa loyauté.

Je quitte maintenant ce sujet, que j'ai abordé pour la dernière fois, avec la ferme intention de n'y plus revenir, et j'arrive au point véritablement nouveau de la dépêche de M. de Bismarck :

« J'ai lieu de croire, dit-il, que si la publication du projet de traité n'avait pas eu lieu, la France nous aurait fait, après l'achèvement de nos armements mutuels, l'offre de mettre à exécution les propositions qu'elle nous avait faites antérieurement, dès que nous nous serions trouvés ensemble à la tête d'un million de soldats bien armés, en face de l'Europe non armée, c'est-à-dire de faire la paix avant ou après la première bataille sur la base des propositions de M. Benedetti, aux dépens de la Belgique. »

Il ne saurait convenir au Gouvernement de l'Empereur de tolérer une pareille assertion. A la face de l'Europe, les ministres de Sa Majesté mettent M. de Bismarck au défi d'alléguer un fait quelconque pouvant faire supposer qu'ils aient manifesté directement ou indirectement, par la voie officielle ou par le canal d'agents secrets, l'intention de s'unir à la Prusse pour accomplir avec elle sur la Belgique l'attentat consommé sur la Hanovre.

Nous n'avons ouvert aucune négociation avec M. de Bismarck, ni sur la Belgique, ni sur tout autre sujet. Bien loin de chercher la guerre, comme on nous en accuse, nous avons prié lord Clarendon d'intervenir auprès du ministre prussien pour provoquer un désarmement réciproque, — mission importante dont lord Clarendon, par amitié pour la France et par dévouement aux idées de paix, consentit à se charger confidentiellement. Voici en quels termes M. le comte Daru, dans une lettre du 4^{er} février, expliquait les intentions du Gouvernement à M. le marquis de La Valette, notre ambassadeur à Londres :

« Il est certain que je ne me mêlerais point de cette affaire, et que je ne demanderais pas à l'Angleterre de s'en mêler, s'il s'agissait purement et simplement d'une démarche banale et de pure forme, faite uniquement pour fournir à M. de Bismarck l'occasion d'exprimer une fois de plus son refus. C'est une démarche ferme, sérieuse, positive, qu'il s'agit de faire.

« Le principal secrétaire d'Etat semble prévoir que M. de Bismarck éprouvera un premier mouvement de mécontentement et d'humeur. Cela est possible, mais non certain. Dans cette prévision, il est peut-être bon de préparer le terrain, de manière à éviter une réponse négative dès le début.

« Je suis convaincu que la réflexion et le temps amèneront le Chancelier à prendre en sérieuse considération la démarche de

l'Angleterre; si, dès le premier jour, il n'a pas repoussé toute ouverture, l'intérêt de la Prusse et de l'Allemagne entière parlera bien vite assez haut pour adoucir ses résistances. Il ne voudra pas soulever contre lui l'opinion de son pays tout entier. Quelle serait sa position, en effet, si nous lui ôtions le seul prétexte derrière lequel il puisse se réfugier, à savoir, l'armement de la France? »

Le comte de Bismarck répondit d'abord qu'il ne pouvait prendre sur lui de faire part au Roi des suggestions du Gouvernement britannique, et qu'il était assez au courant de la manière de voir de son souverain pour pressentir ses impressions. Le roi Guillaume verrait certainement, disait-il, dans la démarche du Cabinet de Londres, la preuve d'un changement dans les dispositions de l'Angleterre à l'égard de la Prusse. En résumé, le Chancelier fédéral déclarait « qu'il était impossible à la Prusse de modifier un système militaire entré si profondément dans les traditions du pays, qui formait une des bases de sa constitution, et n'avait rien que de normal. »

M. le comte Daru ne s'arrêta point devant cette première réponse. le 13 février il écrivait à M. de La Valette :

« J'espère que lord Clarendon ne se tiendra pas pour battu et ne se découragera pas. Nous lui donnerons prochainement l'occasion de revenir à la charge, si cela lui convient, et de reprendre la conversation interrompue avec le Chancelier fédéral. Notre intention est, en effet, de diminuer notre contingent; nous l'aurions diminué beaucoup si nous avions obtenu une réponse favorable du Chancelier de la Confédération du Nord; nous le diminuerons moins, puisque la réponse est négative, mais nous le diminuerons. La réduction sera, j'espère, de 10,000 hommes; c'est le chiffre que je proposerai.

« Nous affirmerons de la sorte par les actes, qui valent toujours mieux que les paroles, nos intentions, notre politique. Neuf contingents, réduits de 10,000 hommes chacun, font une diminution totale de 90,000 hommes. C'est déjà quelque chose, c'est un dixième de l'armée existante; je regrette de ne pouvoir faire plus. La loi du contingent sera déposée prochainement. Lord Clarendon jugera alors s'il est à-propos de représenter à M. de Bismarck que le Gouvernement prussien, seul en Europe, ne fait point de concession à l'esprit de paix, et qu'il se place ainsi dans une situation grave au milieu des sociétés européennes, pour qu'il donne des armes contre lui à tout le monde, y compris les populations accablées sous le poids des charges militaires qu'il leur impose. »

Le comte de Bismarck, vivement pressé, crut nécessaire d'entrer dans quelques explications nouvelles avec lord Clarendon.

Ces explications, telles que nous les connaissons par une lettre de M. de La Valette, en date du 23 février, étaient pleines de réticences.

Le Chancelier de la Confédération prussienne, revenant sur sa première détermination, avait entretenu le roi Guillaume de la proposition recommandée par l'Angleterre; mais Sa Majesté l'avait déclinée. A l'appui de ce refus, le Chancelier alléguait la crainte d'une alliance éventuelle de l'Autriche avec les Etats du Sud de l'Allemagne, et les velléités d'agrandissement que pourrait avoir la France. Mais il mettait en avant surtout les préoccupations que lui inspirait, disait-il, la politique de la Russie, et s'engageait, à ce propos, dans des considérations particulières sur la Cour de Pétersbourg, que je préfère passer sous silence, ne pouvant me résoudre à reproduire des insinuations blessantes.

Telles sont les fins de non-recevoir que le comte de Bismarck opposait aux loyales et consciencieuses instances renouvelées itérativement par lord Clarendon, à la demande du Gouvernement de l'Empereur.

Si donc l'Europe est restée en armes, si un million d'hommes sont à la veille de se heurter sur les champs de bataille, il n'est plus permis de le contester, la responsabilité d'un tel état de choses appartient à la Prusse, car c'est elle qui a repoussé toute idée de désarmer, lorsque nous lui en faisons parvenir la proposition et que nous commençons par en donner l'exemple.

Cette conduite ne s'explique-t-elle pas d'ailleurs par le fait qu'à l'heure même où la France confiante diminuait son contingent, le Cabinet de Berlin organisait dans l'ombre la candidature provocatrice d'un prince Prussien?

Quelles que soient les calomnies inventées par le Chancelier fédéral, nous sommes sans crainte; il a perdu le droit d'être cru. La conscience de l'Europe et l'histoire diront que le Prusse a cherché la guerre actuelle, en infligeant à la France, préoccupée du développement de ses institutions politiques, un outrage qu'aucune nation fière et courageuse n'aurait pu accepter sans mériter le mépris des peuples.

J'ai, etc.

Signé : GRAMONT.

N° 293.

M. GEO. H. YEAMAN A M. FISH.

Légation des États-Unis, Copenhague, le 5 août 1870.

Monsieur, en ce qui concerne la neutralité du Danemark dans le présent conflit entre la Prusse et la France, il s'est passé dernièrement ici deux faits d'un certain intérêt.

Le Gouvernement danois a interdit l'exportation de chevaux, ordre qu'il a parfaitement le droit de donner, simplement comme règlement de commerce, mais qui est manifestement en vue des nécessités possibles de la situation actuelle.

L'autre fait est l'arrivée dans cette capitale, il y a quelques jours, du marquis de Cadore, ancien ministre de France à Munich, résidence qu'il a quittée après que la Bavière a si promptement épousé la cause de l'Allemagne, et qui, d'après ce que l'on dit et croit généralement, arrive ici en qualité d'envoyé extraordinaire en mission spéciale auprès de ce Gouvernement.

Naturellement, une pareille visite en la circonstance a excité un très-grand intérêt et une très-vive curiosité dans les cercles politiques et diplomatiques. Mais bien peu de chose, et en réalité, rien n'a encore transpiré sur l'objet de sa visite. Il ne peut y avoir de doute qu'il a quitté Paris pour un objet important, et probablement muni d'instructions définies. Mais de tout ce qu'on a pu apprendre ici, il paraît avoir parlé et agi si peu, que cela a donné à supposer, qu'en arrivant ici il aura trouvé son programme changé ou modifié. La déclaration de neutralité du Danemark pourrait avoir à peine été connue officiellement, et peut-être non publiquement à Paris, lors de son départ, il a voyagé tout le temps de Cherbourg par mer et dans le temps qu'il a mis à arriver ici, la publication par le comte de Bismarck des propositions diplomatiques de la France relatives au sort de la Belgique et même la question des duchés pendante entre le Danemark et la Prusse peuvent avoir fait comprendre au cabinet de Paris qu'un effort sérieux et couronné de succès fait par la France pour entraîner le Danemark dans la guerre, pourrait coûter trop cher sous la forme d'autres complications. Cela pourrait, en effet, entraîner l'Angleterre et la Belgique dans la guerre et donner encore une plus grande cause de mécontentement à la Russie. Naturellement, l'explication de l'inactivité apparente du marquis de Cadore ne repose que sur des conjectures, mais elle a quelque apparence d'être fondée. Tout en étant presque certain qu'il est venu ici pour un but important et défini, j'ai lieu de douter s'il est formellement et officiellement accrédité auprès du Gouvernement danois, et je sais que jusqu'à hier au soir il n'était pas considéré comme tel par le Gouvernement et n'avait pas établi des rapports officiels avec lui.

Le sujet est devenu un dilemme intéressant et important pour le corps diplomatique, d'autant plus que la plupart de mes collègues recommandent activement au Danemark les désirs de leurs propres gouvernements qu'il garde sa neutralité.

J'ai, etc.

Signé : G. H. YEAMAN.

N° 294.

ORDRE DU JOUR DU PRINCE FRÉDÉRIC-CHARLES.

Quartier général, Hombourg, le 6 août 1870.

Soldats de la deuxième armée! vous mettez le pied sur le sol français. Sans aucune raison, l'empereur Napoléon a déclaré la guerre à l'Allemagne, et son armée est notre ennemie. Le peuple français n'a pas été consulté, sur son intention de faire une guerre sanglante aux Allemands, ses voisins, par conséquent, nous n'avons aucun motif d'être ses ennemis.

N'oubliez pas de prouver aux habitants paisibles de la France que dans notre siècle, deux peuples civilisés, même à la guerre, savent respecter les droits de l'humanité.

Montrez aux Français que le peuple allemand est non-seulement grand et brave, mais aussi civilisé et généreux vis-à-vis de l'ennemi.

Signé : FRÉDÉRIC-CHARLES, prince de Prusse.

N° 295.

LE COMTE DE REUST AU COMTE APPONYI, A LONDRES.

Vienne, le 6 août 1870.

J'ai reçu votre rapport du 1^{er} de ce mois qui me transmet une copie de la dépêche adressée identiquement par lord Granville à Berlin et à Paris, au sujet de la reconnaissance de la neutralité belge.

Dans cette pièce, ainsi que dans le billet qui en accompagne l'envoi, lord Granville exprime l'espoir que le Gouvernement Impérial et Royal serait prêt à adopter la même ligne de conduite que le Gouvernement de Sa Majesté britannique.

Ayant participé au traité qui garantit la neutralité de la Belgique, le Gouvernement Impérial et Royal ne peut en principe que partager les vues du Gouvernement britannique à ce sujet.

En ce qui concerne toutefois la suggestion actuelle de l'Angleterre, nous devons nous borner à observer que, lord Granville ayant pris

cette initiative sans nous consulter, nous croyons devoir attendre l'accueil que ses ouvertures auront rencontré auprès des puissances belligérantes avant d'émettre une opinion.

Veillez vous exprimer dans ce sens envers le principal secrétaire d'État qui voudra bien, je l'espère, vous tenir au courant du résultat de sa démarche.

Recevez, etc.

Signé : DE BEUST.

N° 296.

M. D'ANETHAN, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BELGIQUE,
A SON COLLÈGUE LE MINISTRE DE LA GUERRE.

Bruxelles, le 6 août 1870.

Monsieur le ministre, la guerre qui se produit entre deux États voisins de nos frontières pourrait donner lieu à des éventualités qu'il convient de prévoir.

Le territoire de la Belgique est inviolable de droit, aucune force étrangère ne peut prétendre à y pénétrer ou à le traverser malgré nous, et si une tentative de ce genre était faite, notre armée, se trouvant en cas de légitime défense, aurait à repousser l'agresseur par tous les moyens en son pouvoir.

Mais en dehors de ce cas qui, j'aime à le croire, ne se réalisera point, il faut peut-être s'attendre à voir soit des soldats isolés, soit des corps de troupes refoulés par l'ennemi jusque sur notre sol.

Laisser ces soldats ou ces troupes regagner leur patrie serait leur permettre de recommencer la lutte alors que, si notre territoire ne leur avait pas servi d'asile, ils eussent été faits prisonniers; ce serait donc indirectement augmenter l'armée de l'un ou l'autre des belligérants, contrairement aux obligations qui découlent de la neutralité.

En semblable occurrence, il faudrait désarmer, même par la force, les bandes qui chercheraient un refuge chez nous, interner les soldats et sous-officiers, et ne laisser circuler les officiers que s'ils donnent par écrit leur parole d'honneur qu'ils ne repasseront point la frontière.

Quant aux armes, elle ne pourraient être restituées qu'après la conclusion de la paix.

Je vous prie de vouloir bien donner aux chefs de corps des instructions dans le sens des principes qui viennent d'être exposés et qui sont, du reste, conformes au droit des gens.

Signé : D'ANETHAN.

N° 297.

PROCLAMATION DE L'IMPÉRATRICE RÉGENTE.

Paris, le 7 août 1870.

Français,

Le début de la guerre ne nous est pas favorable; nos armes ont subi un échec; soyons fermes dans ce revers, et hâtons-nous de le réparer.

Qu'il n'y ait parmi nous qu'un seul parti, celui de la France; qu'un seul drapeau, celui de l'honneur national.

Je viens au milieu de vous, fidèle à ma mission et à mon devoir; vous me verrez la première au danger pour défendre le drapeau de la France.

J'adjure tous les bons citoyens de maintenir l'ordre. Le troubler serait conspirer avec nos ennemis.

Palais des Tuileries, 7 août, onze heures du matin.

Signé : EUGÉNIE.

(Suivent les noms des ministres.)

N° 298.

PROCLAMATION DU MINISTÈRE

Paris, le 7 août 1870.

Français, jusqu'à cette heure, nous avons toujours donné sans réserve toutes les nouvelles que nous avons reçues.

Nous continuons à le faire.

Cette nuit, nous avons reçu les dépêches suivantes :

« Metz, minuit et demi.

« Le maréchal Mac-Mahon a perdu une bataille; sur la Sarre, le général Frossard a été obligé de se retirer; cette retraite s'opère en bon ordre; tout peut se rétablir. »

Signé : NAPOLEON.

« Metz, le 7 août 3 heures 30 minutes du matin.

« Mes communications étant interrompues avec le maréchal de Mac-Mahon, je n'ai pas eu de nouvelles de lui jusqu'à hier. C'est le général de Laigle qui m'a annoncé que Mac-Mahon avait perdu une bataille contre des forces considérables, et qu'il se retirait en bon ordre.

« D'un autre côté, sur la Sarre, un engagement a commencé vers une heure. Il ne paraissait pas très-sérieux, lorsque petit à petit les masses ennemies se sont accrues considérablement, cependant sans obliger le 2^e corps à reculer. Ce n'est qu'entre six et sept heures du soir que les masses ennemies devenant toujours plus compactes, le 2^e corps et les régiments qui le soutiennent se sont retirés sur les hauteurs. La nuit a été calme. Je vais me placer au centre de la position. »

Signé : NAPOLEON.

« Metz, le 7 août, 4 heures 30 minutes du matin.

Le major général au ministre de l'Intérieur.

« Après une série d'engagements dans lesquels l'ennemi a déployé des forces considérables, le maréchal de Mac-Mahon s'est replié en arrière de sa première ligne.

« Le corps de Frossard a eu à lutter hier depuis deux heures contre une armée ennemie tout entière. Après avoir tenu dans ses positions jusqu'à six heures, il a opéré sa retraite en bon ordre.

« Les détails sur nos pertes manquent. Nos troupes sont pleines d'élan. La situation n'est pas compromise; mais l'ennemi est sur notre territoire, et un sérieux effort est nécessaire. Une bataille paraît imminente. »

En présence de ces graves nouvelles, notre devoir est tracé. Nous faisons appel au patriotisme et à l'énergie de tous.

Les Chambres sont convoquées.

Nous mettons d'urgence Paris en état de défense; pour faciliter l'exécution des préparatifs militaires, nous déclarons l'état de siège.

Pas de défaillances! Pas de divisions! Nos ressources sont immenses. Luttons avec fermeté, et la patrie sera sauvée!

Par l'Impératrice Régente :

Signé : ÉMILE OLLIVIER, GRAMONT, CHEVANDIER
DE VALDRÔME, SAGRIS, DEJEAN, LOUVET.
RIGAULT DE GENOUILLY, PLICHON,
MÉGE, MAURICE RICHARD, E. DE PARIEU.

N° 299.

LE COMTE DE BEUST AU COMTE DE CHOTEK, A SAINT-PÉTERSBOURG.

(Télégramme.)

Vienne, le 7 août 1870.

Le comte Gortschakof nous a fait parvenir, par l'intermédiaire du comte de Bray, des communications très-satisfaisantes. Il est d'accord avec l'Angleterre, qu'il convient de faire entendre des paroles de paix dès qu'une rencontre importante entre les deux armées aura eu lieu. Il désire qu'on profite du rapprochement inauguré par l'archiduc Albert pour assimiler l'attitude des deux cours impériales. La politique de la Russie, d'après les assurances du Chancelier, sera une politique de paix en Occident comme en Orient. Déclarez hautement que vous applaudissez à ce langage et faites ressortir que votre dépêche du 4 prévenait les intentions de l'Empereur, et a pour but d'engager un échange continu d'idées avec le cabinet de Saint-Pétersbourg.

N° 300.

PROCLAMATIONS DU MINISTÈRE AUX FRANÇAIS ET AUX PARISIENS.

Paris, le 8 août 1870.

Français, nous vous avons dit toute la vérité.

Maintenant, à vous de remplir votre devoir ; qu'un même cri sorte de toutes les poitrines d'un bout de la France à l'autre !

Que le peuple entier se lève, frémissant, dévoué, pour soutenir le grand combat !

Quelques-uns de nos régiments ont succombé sous le nombre : notre armée n'a pas été vaincue.

Le même souffle intrépide l'anime toujours !

Soutenons-la !

A l'audace momentanément heureuse, opposons la ténacité qui dompte le destin ! replions-nous sur nous-mêmes, et que nos envahisseurs se heurtent contre un rempart invincible de poitrines humaines !

Comme en 1792 et comme à Sébastopol, que nos revers ne soient que l'école de nos victoires !

Ce serait un crime de douter un instant du salut de la patrie, et surtout de n'y pas contribuer.

Debout ! donc, debout !

Et vous, habitants du Centre, du Nord et du Midi, sur qui ne pèse pas le fardeau de la guerre, accourez d'un élan unanime au secours de vos frères de l'Est !

Que la France, une dans les succès, se retrouve plus une encore dans les épreuves !

Et que Dieu bénisse nos armes !

Signé : ÉMILE OLLIVIER, duc de GRAMONT, CHE-
VANDIER DE VALDRÔME, général vi-
comte DEJEAN, amiral RIGAUT DE
GENOUILLY, PLICHON, LOUVET, MÉGE,
MAURICE RICHARD, E. DE PARIEU.

Parisiens ! notre armée se concentre et se prépare à un nouvel effort.

Elle est pleine d'énergie et de confiance.

S'agiter à Paris, ce serait combattre contre elle et affaiblir, au moment décisif, la force morale qui lui est nécessaire pour vaincre.

Nos ennemis y comptent.

Voici ce qu'on a saisi sur un espion prussien amené au quartier général :

Courage ! Paris se soulève. L'armée française sera prise entre deux feux.

Nous préparons l'armement de la nation et la défense de Paris.

Demain, le Corps législatif joindra son action à la nôtre.

Que tous les bons citoyens s'unissent pour empêcher les rassemblements et les manifestations !

Ceux qui sont pressés d'avoir des armes n'ont qu'à se présenter aux bureaux de recrutement : il leur en sera donné de suite pour aller à la frontière.

Signé : ÉMILE OLLIVIER, duc de GRAMONT, CHE-
VANDIER DE VALDRÔME, RIGAUT DE GE-
NOUILLY, général DEJEAN, SEGRIS, PLI-
CHON, LOUVET, MÉGE, MAURICE RI-
CHARD, E. DE PARIEU.

N° 301.

BULLETIN POLITIQUE HEBDOMADAIRE DU *Journal officiel* DU SOIR.

Paris, le 8 août 1870.

Nous en appelons avec confiance à la sagesse des gouvernements et des peuples pour arracher l'Europe au despotisme prussien et pour nous aider, soit par des alliances, soit par des sympathies, à sauver l'équilibre général.

Il ya lieu de signaler déjà de bons sytmpômes.

L'Angleterre, pleinement satisfaite par nos déclarations si catégoriques, si loyales au sujet de la neutralité belge, couvre notre frontière du Nord, en se montrant prête à la défendre, du côté de la Belgique, si la Prusse voulait la violer à cet endroit.

La Suède, la Norwège, le Danemark ont une attitude frémissante de patriotisme.

L'empereur de Russie honore notre ambassadeur d'une bienveillance toute particulière, et les organes les plus autorisés de la presse russe tiennent un langage défavorable à la cause prussienne.

Ceux des journaux viennois qui avaient d'abord montré timidement certaines sympathies pour M. de Bismarck, sont obligés de céder à l'opinion publique et tiennent un langage conforme aux véritables intérêts de l'Autriche.

L'empereur François-Joseph, le roi Victor-Emmanuel et leurs gouvernements nous témoignent des dispositions de plus en plus satisfaisantes. L'Autriche et l'Italie arment avec activité. Les deux ministères de Vienne et de Pesth obéissent à une pensée commune, et le moment approche où la Prusse rencontrera de ce côté les embarras les plus sérieux et les plus graves.

Notre diplomatie ne sera pas moins active que notre armée ; la France fait un effort suprême. Confiance ! confiance ! Notre patriotisme est à la hauteur de tous les périls : et plus les circonstances sont graves, plus la nation aura d'énergie.

Toutes les divisions cessent.

La presse française exprime unanimement les idées les plus pratiques et les plus nobles. Le concours du Sénat et du Corps législatif va prêter à nos troupes une force nouvelle, et la France de 1870 montrera aux peuples de l'Europe que nous n'avons pas dégénéré.

Il y a dans la vie des peuples des heures solennelles, décisives, où Dieu leur donne l'occasion de montrer ce qu'ils sont et ce qu'ils peu-

vent. Ce moment est venu pour la France. On a prétendu quelquefois qu'intépide dans l'élan du succès, la grande nation supportait difficilement des revers. Ce qui se passe devant nous dément cette calomnie. L'attitude de la population n'est pas du découragement, c'est de la rage, rage patriotique et sublime, dirigée contre les envahisseurs de la France, où ils doivent trouver leur tombeau. Tous les Français vont se lever comme un seul homme. Ils songent à leurs ancêtres et à leurs descendants. Derrière eux ils ont des siècles de gloire ; devant eux un avenir que leur héroïsme doit rendre libre et puissant.

Jamais la patrie n'a été mieux préparée à l'esprit de dévouement et de sacrifice. Jamais elle n'a pu voir d'une manière plus imposante et plus grandiose ce qu'il y a de vigueur et de fierté dans le caractère national. Elle crie avec enthousiasme : Debout ! debout ! Aux armes Vaincre ou mourir est sa devise.

A l'heure où nos soldats défendent héroïquement le sol de la patrie, l'Europe s'inquiète avec raison des succès de la Prusse. On ne sait jusqu'où irait l'ambition de cette insatiable puissance si elle était surexcitée par un triomphe définitif : c'est une loi invariable de l'histoire que tout peuple qui, par des convoitises exagérées, trouble l'équilibre général, provoque contre ses victoires une réaction et tourne tous les autres peuples contre lui.

Cette vérité ne peut manquer d'être encore une fois prouvée par les faits.

Qui donc ne serait pas atteint par la résurrection de l'empire d'Allemagne ? Qui donc peut désirer que la mer du Nord et la Baltique deviennent des lacs prussiens ?

Est-ce la Suède, la Norvège, le Danemark, que le triomphe de la Prusse anéantirait ?

Est-ce la Russie, intéressée plus qu'aucune autre puissance à sauver l'équilibre du Nord contre les convoitises germaniques ?

Est-ce l'Angleterre, opposée, comme grande puissance maritime et comme protectrice du Danemark aux progrès de la marine prussienne ?

Est-ce la Hollande, déjà si menacée par les intrigues audacieuses de M. de Bismarck ?

Quant à l'Autriche, le rétablissement d'un empire d'Allemagne au profit de la maison de Hohenzollern serait le coup le plus fatal qui pût être porté, non-seulement à la dynastie des Hapsbourg, mais à l'existence même de la monarchie austro-hongroise.

La Prusse essaiera certainement de faire des promesses au cabinet de Vienne, mais on sait la foi qu'on doit ajouter aux paroles de M. de

Bismarck. Une prétendue garantie, quelle qu'elle fût, serait-elle jamais plus forte que les liens qui unissaient la Prusse à la Confédération germanique, et que la Prusse, au mépris de tous ses devoirs, de toutes ses obligations, a si violemment déchirés ?

Un triomphe des Hohenzollern ne serait pas moins funeste à l'Italie qu'à l'Autriche. Un empire germanique voudrait à tout prix des côtes. Il lui en faudrait au Midi comme au Nord. Il voudrait Venise et Trieste, comme Kiel et Amsterdam. La régénération de l'Italie serait compromise.

N° 302.

ORDONNANCE ROYALE POUR PROHIBER L'EXPORTATION ET LE TRANSIT D'ARMES, MUNITIONS DE GUERRE, ETC, PAR TOUTES LES FRONTIÈRES DE LA CONFÉDÉRATION.

Kaiserslautern, le 8 août 1870.

Nous Guillaume, etc.

Ordonnons,

Art. 1. L'exportation et le transit d'armes de toute espèce, de munitions de guerre de toute espèce, en particulier projectiles, poudre, capsules, soufre, salpêtre, sont désormais prohibés sur toutes les frontières de l'Union.

La disposition de l'article 2 de notre décret relatif à l'introduction de l'exportation et du transit d'armes et munitions de guerre, en date du 16 dernier (1), est applicable à cette prohibition.

Art. 2. La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication.

Signé : GUILLAUME.

Contre-signé : BISMARCK.

(1) N° 144.

N° 303.

PROCLAMATION DU ROI DE PRUSSE A SON ARMÉE.

Hombourg, le 8 août 1870.

Soldats, déjà une grande partie de notre armée, occupée à poursuivre l'ennemi refoulé après des sanglants combats, a passé la fron-

tière. Aujourd'hui et demain, plusieurs corps d'armée vont entrer dans le territoire français.

J'attends de vous que vous tiendrez à honneur de vous signaler en pays ennemi, surtout par l'excellente discipline dont jusqu'à ce jour vous avez donné le glorieux exemple. Nous ne faisons pas la guerre aux habitants paisibles de la France, et le premier devoir d'un soldat loyal est de protéger la propriété privée, de ne pas souffrir que la haute réputation de notre armée soit atteinte, ne fût-ce que pour un fait isolé de manque de discipline.

Je compte sur l'esprit élevé qui anime l'armée; je ne compte pas moins sur la sévérité et sur la circonspection de tous les chefs.

Signé : GUILLAUME.

N° 304.

LE COMTE APPONYI AU COMTE DE BEUST.

Londres, le 8 août 1870.

Lord Granville m'a envoyé hier le texte des actes concernant la neutralité belge.

Vous verrez, monsieur le comte, par le contenu de ces pièces, qu'il s'agit de traités formels que le Gouvernement britannique propose aux deux puissances belligérantes pour la sauvegarde de la Belgique pendant la guerre actuelle. La reine de la Grande Bretagne s'engage, dans ce but, à coopérer par ses forces de terre et de mer avec la France ou la Confédération du Nord, contre celle des deux puissances qui violerait cette neutralité. Il est bien entendu que la coopération anglaise ne s'étendra pas au delà des limites de la Belgique, et n'implique pas une participation de l'Angleterre aux opérations générales de la guerre. Le traité restera en vigueur pendant toute la durée de la guerre et les douze mois qui suivront la ratification d'un traité entre les deux belligérants. Après l'expiration de ce délai, l'indépendance et la neutralité de la Belgique continueront à être garanties, comme par le passé, par l'article 1^{er} du traité de quintuple alliance du 19 avril 1839.

Un mémorandum joint au projet de traité stipule que les puissances contractantes ne pourront occuper aucune des forteresses de la Belgique sans le consentement de l'une et de l'autre, et qu'à la conclu-

sion de la paix toutes les troupes étrangères, qui pourraient se trouver sur le territoire belge, l'évacueront immédiatement.

La tournure que les événements de la guerre semble prendre depuis quelques jours pourrait bien rendre ce traité superflu.

Agréez, etc.

Signé : APPONYI.

P. S. — Au moment d'expédier ce rapport, j'apprends que la Prusse a déjà accepté et signé le traité, mais que la France hésite encore.

N° 305.

DISCOURS DU ROI DES BELGES A L'OUVERTURE DES CHAMBRES.

Bruxelles, le 8 août 1870.

Messieurs, au moment où les événements du dehors exaltent dans nos cœurs le sentiment de la patrie commune, il me tardait de voir la représentation nationale réunie autour de moi. J'ai l'espoir que le fléau de la guerre n'ensanglantera pas notre sol; que la Belgique, inoffensive et bienveillante envers tous, ne verra pas enfreindre une neutralité qui lui a été imposée et garantie par chacune des cinq grandes puissances de l'Europe.

L'empereur des Français m'a écrit que son intention formelle, conforme à ses devoirs internationaux, est de respecter la neutralité de la Belgique, S. M. I. m'a exprimé en même temps son désir d'être confirmée dans l'opinion où elle était que la Belgique fera elle-même respecter sa neutralité par tous les moyens en son pouvoir. J'ai été heureux d'affirmer, dans ma réponse, que l'Empereur ne s'était pas mépris sur nos intentions.

Le Gouvernement de S. M. le roi de Prusse s'est également empressé de me donner l'assurance écrite que la neutralité belge sera respectée par lui tant que l'autre partie belligérante ne l'aura pas violée.

Parmi les témoignages bienveillants que j'ai reçus des puissances étrangères, je me plais à mentionner, avec une reconnaissance que tout le pays partagera, la sollicitude du Gouvernement de S. M. la reine de la Grande-Bretagne pour les intérêts de la nationalité belge

et le généreux appui que ces sentiments ont rencontré dans le Parlement comme dans l'opinion publique de l'Angleterre.

De son côté, la Belgique, dans la position que le droit international lui fait, ne méconnaîtra ni ce qu'elle doit aux autres États ni ce qu'elle se doit à elle-même. Elle saura pendant la guerre conserver à sa consciencieuse neutralité le caractère loyal et sincère qu'elle s'est toujours efforcée de donner à ses relations pendant la paix.

Conformément aux vœux des belligérants eux-mêmes, elle se tiendra prête à se défendre avec toute l'ardeur de son patriotisme et toutes les ressources qu'une nation puise dans l'énergie de sa volonté. Déjà mon Gouvernement a pris, sous sa responsabilité, les mesures que les circonstances réclamaient et auxquelles l'approbation des deux Chambres ne fera pas défaut.

Au milieu des préoccupations qui dominent si naturellement vos esprits, le Gouvernement ne vous soumettra pendant votre session extraordinaire que quelques projets de loi d'une nature urgente, dont l'adoption ne saurait être ajournée à d'autres temps.

La Belgique, Messieurs, a déjà été soumise à plus d'une épreuve périlleuse : aucune n'a eu la gravité de celle qu'elle traverse aujourd'hui. Par sa prudence, par ses loyaux sentiments, par son ferme patriotisme, elle saura s'y montrer digne d'elle-même, digne de l'estime que les autres nations lui accordent, digne de la prospérité que lui ont assurée ses libres institutions. Le peuple belge a la profonde conscience de son droit ; il connaît le prix des biens que, depuis quarante ans, il a si heureusement acquis, si honorablement possédés. Il n'est pas près d'oublier que ce qu'il a à conserver aujourd'hui, c'est le bien-être, la liberté, l'honneur, l'existence même de la patrie. Devant une cause aussi sacrée, tous les cœurs belges s'unissent dans l'accomplissement de tels devoirs. Peuple et roi n'auront à jamais qu'une âme et qu'un cri : Vive la Belgique indépendante ! Dieu veille sur elle et protège ses droits !

N° 306.

M. JAY A M. FISH.

(Télégramme.)

Légation des Etats-Unis. Vienne, le 8 août 1870.

L'Autriche refuse l'alliance que lui a offerte la France. Les préparatifs de guerre et les fortifications sont continués, mais seulement comme précaution et pour la défense.

Signé : JAY.

N° 307.

TRAITÉ ENTRE LA PRUSSE ET LA GRANDE BRETAGNE AU SUJET DE
L'INDÉPENDANCE ET DE LA NEUTRALITÉ DE LA BELGIQUE.

Londres, le 9 août 1870.

Sa Majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté le roi de Prusse désirant, dans le moment actuel, consigner dans un acte solennel leur détermination bien arrêtée de maintenir l'indépendance et la neutralité de la Belgique telles qu'elles sont établies par l'article 7 du Traité signé à Londres, le 19 avril 1839, entre la Belgique et les Pays-Bas, lequel article a été déclaré par le Traité quintuple de 1839 avoir la même force et la même valeur que s'il était textuellement inséré dans ledit quintuple Traité, leurs dites Majestés ont résolu de conclure entre elles un Traité séparé, qui, sans infirmer et sans affaiblir les conditions du quintuple Traité susmentionné, serait un acte subsidiaire et accessoire à l'autre. C'est pourquoi leurs Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Sa Majesté la reine du royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Granville George comte *Granville*, lord Leveson, pair du Royaume-Uni, chevalier du très-noble ordre de la Jarretière, conseiller de Sa Majesté Britannique en son Conseil privé, lord Gardien des Cinq Ports et connétable du château de Douvres, chancelier de l'Université de Londres, principal secrétaire d'État de Sa Majesté britannique pour les Affaires étrangères ;

Et Sa Majesté le roi de Prusse, Son Excellence, le ministre d'État, Albert comte de *Bernstorff-Stintzenbourg*, grand-croix de l'ordre de l'Aigle Rouge aux feuilles de chêne et grand-commandeur de l'ordre royal de la maison de Hohenzollern en diamants, etc., ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi pour la Confédération de l'Allemagne du Nord auprès de Sa Majesté britannique.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont concerté et conclu entre eux les articles suivants :

Art. 1. Sa Majesté le roi de Prusse ayant déclaré que, malgré les hostilités dans lesquelles la Confédération de l'Allemagne du Nord se trouve actuellement engagée avec la France, sa volonté bien arrêtée est de respecter la neutralité de la Belgique aussi longtemps que cette

neutralité sera respectée par la France, Sa Majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande déclare, de son côté, que si, pendant ces hostilités, les armées de la France venaient à violer ladite neutralité, elle serait prête à coopérer avec Sa Majesté Prussienne pour la défense de cette même neutralité, de la manière qui pourra être concertée mutuellement, en employant pour cet objet ses forces navales et militaires, dans le but d'assurer et de maintenir, de concert avec Sa Majesté Prussienne, en ce moment et plus tard, l'indépendance et la neutralité de la Belgique.

Il est clairement entendu que Sa Majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ne s'engage pas, par ce Traité, à prendre part à aucune des opérations générales de guerre qui se poursuivent en ce moment entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et la France, en dehors des limites de la Belgique telles qu'elles sont établies par le Traité du 19 avril 1839, entre la Belgique et les Pays-Bas.

Art. 2. Sa Majesté le roi de Prusse s'engage de son côté, dans le cas prévu par l'article précédent, à coopérer avec Sa Majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, en employant ses forces militaires et navales dans le but susmentionné, et, le cas échéant, à concerter avec Sa Majesté les mesures qui devront être prises, séparément ou en commun, pour assurer la neutralité et l'indépendance de la Belgique.

Art. 3. Ce Traité sera obligatoire pour les hautes parties contractantes pendant la durée de la guerre actuelle entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et la France et pendant douze mois après la ratification du Traité de paix conclu entre les belligérants; et à l'expiration de ce temps, l'indépendance et la neutralité de la Belgique continueront, en ce qui regarde les hautes parties contractantes, à reposer, comme jusqu'ici, sur l'article 1 du quintuple Traité du 19 avril 1839.

Art. 4. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le 9 août, l'an de grâce 1870.

(L. S.) *Signé* : GRANVILLE.

(L. S.) *Signé* : BERNSTORFF.

N° 308.

COMMUNICATION DE M. ÉMILE OLLIVIER AU CORPS LÉGISLATIF,
SÉANCE DU 9 AOUT 1870.

M. Émile Ollivier, *garde des sceaux*. — Messieurs, l'Empereur vous a promis que l'Impératrice vous appellerait si les circonstances devenaient difficiles. Nous n'avons pas voulu attendre pour vous réunir que la situation de la patrie fût compromise...

M. Tachard. — La patrie est compromise, envahie !

M. le président Schneider. — Ne la compromettons ni à droite ni à gauche en compromettant la dignité de nos délibérations. (Très-bien ! très-bien !)

M. Latour du Moulin. — C'est l'incurie du ministère qui a compromis la patrie.

M. le marquis de Piré, *placé sur un des bancs de la gauche*. — La patrie n'est jamais compromise. (Bruit.) Inspirons-nous des Espagnols qui ont défendu la leur pied à pied.

M. le président Schneider. — Monsieur de Piré, veuillez vous asseoir.

Permettez-moi de vous dire que ce qui peut compromettre la patrie, c'est de porter le trouble et l'agitation dans les délibérations du Corps législatif. (Marques nombreuses d'approbation.)

M. le marquis de Piré, *avec animation*. — C'est ce que je dis, et je parle au nom de la patrie... (Les députés qui entourent l'honorable membre s'efforcent de le calmer.)

M. le président Schneider. — Nous entrons dans une série de faits qui demandent du calme dans nos délibérations, et je dois faire à M. de Piré, patriote et homme d'honneur, un appel pour qu'il ne donne pas, par un excès de zèle, un déplorable exemple. (Très-bien ! très-bien !)

M. le garde des sceaux, *continuant*. — Nous vous avons appelés au moment des premières difficultés !

Quelques corps de notre armée ont éprouvé des échecs ; mais la plus grande partie n'a été ni vaincue, ni même engagée. (Très-bien ! très-bien ! — Protestations à gauche.)

M. le marquis d'Andelarre. — Ayons donc au moins la dignité du silence !

M. le garde des sceaux. — Veuillez me laisser continuer.

Celle qui été repoussée ne l'a été que par des forces quatre ou

cinq fois plus considérables, et elle a déployé dans le combat un héroïsme sublime...

De tous côtés. Nous n'en doutons pas! Oui, oui! (Bravos et applaudissements prolongés.)

Voix à gauche. Mais elle a été compromise!

M. Jules Favre. — Oui, par l'impéritie de son chef! (Exclamations et réclamations bruyantes.)

Descendez de la tribune! C'est une honte! — (Bruit et agitation.)

M. le président Schneider. — Vous ne voulez pas même entendre les faits. Prenez garde à la responsabilité que vous assumez. (Très-bien! très-bien!)

M. Roulleaux-Dugage. — Si le tumulte continue, je demande que la Chambre se forme en comité secret.

M. le président Schneider. — Délibérons en paix, et entendons d'abord la lecture que nous fait M. le ministre!...

M. Emmanuel Arago. — Pour le salut public, que les ministres disparaissent!

M. le président Schneider. — Écoutez d'abord la déclaration du Gouvernement; nous verrons après quelles seront les délibérations que la Chambre aura à prendre. (Oui! oui! — Très-bien! très-bien!)

M. le garde des sceaux. — Elle a, disais-je, déployé un héroïsme sublime, qui lui vaudra une gloire au moins égale à celle des triomphateurs. (C'est très-vrai!). Tous nos soldats qui ont combattu, comme ceux qui attendent l'heure de combattre, sont animés de la même ardeur, du même élan, du même patriotisme, de la même confiance dans une revanche prochaine. (Oui! oui! — Très-bien! très-bien!)

Aucune de nos défenses naturelles ou de nos forteresses n'est entre les mains de l'ennemi, nos ressources immenses sont intactes. Au lieu de se laisser abattre par des revers, que cependant il n'attendait pas, le pays sent son courage grandir avec les épreuves. (C'est vrai. — Très-bien! très-bien!)

M. Jules Favre. — Oui, malgré son Gouvernement, le pays est patriotique; mais il est indignement gouverné!

M. Segris, *ministre des finances*. — Il l'a été si bien par vous!

M. le garde des sceaux. — Nous vous demandons de nous aider à organiser le mouvement national et à organiser la levée en masse de tout ce qui est valide dans le pays.

M. de Jouvencel. — Non! non! pas avec vous! Vous êtes celui de tous avec lequel ce serait le plus impossible. Vous nous avez dit : « C'est la paix! » Et quelques jours après c'était la guerre! (Rumeurs.)

M. Eugène Pelletan. — Vous avez perdu le pays. Il ne se sauvera que malgré vous!

M. Emmanuel Arago. — Tous les sacrifices, oui tous, mais sans vous. (Bruit.)

M. le président Schneider. — Messieurs, si vous aimez mieux les cris violents et confus qu'une étude et une délibération, je vous en laisse la responsabilité. (Marques d'approbation.)

M. le marquis de Piré. — Il est honteux de discuter à l'heure qu'il est !... (Bruit.) Vous devriez être tous unanimes, quand même les ministres auraient tous les torts. (Bruit.)

M. Gambetta. — Nous demandons que M. le marquis de Piré regagne sa place.

M. le président Schneider. — J'espère, en tout cas, que, dans tout ce qui vient d'être dit, M. de Piré verra un avertissement ajouté à celui que je lui ai donné tout à l'heure.

Un membre à gauche. — M. de Piré occupe la place de M. Jules Favre. Je demande à M. Jules Favre de me la céder.

M. le marquis de Piré. — Venez la prendre. Je suis prêt à la rendre à M. Jules Favre, mais à vous, jamais ! (Oh ! oh ! — Nouveau bruit.)

M. Vast-Vimeux. — En vérité, messieurs, vous faites les affaires de la Prusse !

M. le garde des sceaux. — Tout est préparé. Paris va être en état de défense...

Une voix à gauche. — Et il est en état de siège !

M. le garde des sceaux. — ... et son approvisionnement est assuré pour longtemps. La garde nationale sédentaire s'organise partout... (Exclamations et à gauche. — Approbations au centre.)

Les régiments de pompiers de Paris, les douaniers seront réunis à l'armée active.

Tous les hommes de l'inscription maritime qui ont plus de six ans de service sont rappelés.

Nous abrégeons les formalités auxquelles sont assujettis les engagements volontaires.

Nous comblons avec nos forces disponibles les vides de notre armée, et pour pouvoir les combler plus complètement et réunir une armée de 450,000 hommes, nous vous proposons d'abord d'augmenter la garde nationale mobile en y appelant tous les hommes mariés de 25 à 30 ans...

M. Raspail. — Je demande la parole.

M. le garde des sceaux. — Et de nous accorder la possibilité d'incorporer la garde mobile dans l'armée active et d'appeler sous le drapeau tous les hommes disponibles de la classe 1870. (Approbations.)

Ne reculant devant aucun des devoirs que les événements nous

imposent, nous avons mis en état de siège Paris et les départements que l'ennemi menace.

Aux ressources dont ils disposent contre nous, les Prussiens espèrent ajouter celle qui naîtrait de nos discordes intestines...

A gauche. Allons donc !

M. Eugène Pelletan *et autres membres à gauche.* C'est une indignité !

M. Rampont. — Retirez ce mot-là, monsieur le ministre.

M. Eugène Pelletan. — Oui, qu'on retire le mot, ou je demande le rappel à l'ordre du ministre !

M. le garde des sceaux... — et ils considèrent le désordre à Paris comme leur valant une armée. (Nouvelles interruptions à gauche.)

Cette espérance impie ne se réalisera pas. Non, l'immense majorité de Paris conservera son attitude patriotique !

Quant à nous, nous ferons appel, pour nous aider, non-seulement à la garde nationale courageuse et dévouée de Paris, mais à la garde nationale de la France entière... (Très-bien ! très-bien !) Et nous défendrons l'ordre avec d'autant plus de fermeté d'âme que, dans cette occasion surtout, l'ordre c'est le salut...

Au centre et à droite. Très-bien ! très-bien !

M. le garde des sceaux. — Maintenant, messieurs, en réponse aux interruptions que j'ai recueillies pendant une lecture que je ne devais pas discontinuer, un seul mot, et pour n'y plus revenir.

Les circonstances sont telles que ce serait manquer à ce qu'on doit à la patrie que de mettre une minute la discussion sur les personnes. (Exclamations ironiques à gauche.)

Il est un temps de parler pour des hommes de cœur, et il est un temps de se taire. Pour nous, ministres, en ce qui nous concerne personnellement, c'est le temps de se taire.

Qu'on nous accuse?... Nous ne sommes pas vaincus, grâce au ciel, mais nous paraissions l'être... Qu'on doute de notre capacité à soutenir le poids des événements...

A gauche. Oui ! nous en doutons !

M. le garde des sceaux — Qu'on accumule les reproches et les paroles cruelles ; nous garderons le silence le plus complet. Nous ne répondrons que lorsqu'il s'agira de défendre les mesures que nous proposons, ou d'écarter celles que nous croyons nuisibles.

Et si la Chambre ne se place pas derrière nous. . (Exclamations et protestations à gauche). Je vais donner à ma pensée une forme plus nette.

La Chambre manquerait au premier de ses devoirs, si elle restait derrière nous, ayant dans l'esprit ou dans le cœur la moindre

défiance. (Nouvelles exclamations à gauche.) Je lui demande donc, — et c'est là la seule prière que je lui adresse, en montant peut-être pour la dernière fois à cette tribune..

Un membre à gauche Nous l'espérons bien, pour le salut de la patrie ! (Réclamations sur divers bancs).

M. le garde des sceaux. — Je crois que ce que je dis ne peut en quoi que ce soit nuire au salut de la patrie. (Parlez ! parlez !)

J'adresse une dernière supplication à la Chambre : ne perdons pas notre temps en discussions. Agissons ! Si vous croyez, — et Dieu sait avec quelle ardeur nous soutiendrons les hommes que vous honorerez de votre confiance, — si vous croyez que d'autres plus que nous peuvent offrir à vous, au pays, à l'armée, à la défense nationale les garanties dont elle a besoin, ne discutez pas, ne faites pas de discours ; demandez les urnes du scrutin, et jetez des boules signifiant que nous n'avons pas votre confiance, qu'à la suite un nouveau ministère s'organise ; et qu'il n'y ait aucune suspension dans l'action publique.

Croyez-moi, retenez ce qui n'est que retours en arrière et récriminations. Nous ne voulons pas nous soustraire à vos accusations, nous vous appartenons ; vous nous reprendrez quand vous voudrez, nous serons toujours là pour subir et vos reproches et vos anathèmes. Mais je vous en supplie, aujourd'hui, à l'heure actuelle, ne songez qu'au péril public, ne songez qu'à la patrie. Renvoyez-nous, si vous voulez, tout de suite et sans phrase, car ce qu'il faut, avant tout, ce n'est pas pérorer, ce n'est pas discuter, c'est agir !

Voix nombreuses. C'est vrai ! c'est vrai !

N° 309.

CONSTITUTION DU NOUVEAU MINISTÈRE FRANÇAIS.

Le 9 août 1870.

Le général de division de *Montauban*, comte de Palikao, ministre de la Guerre.

M. *Henri Chevreau*, ministre de l'Intérieur.

M. *Magne*, ministre des Finances.

M. *Grandperret*, ministre de la Justice.

Le Prince de la *Tour d'Auvergne*, ministre des Affaires étrangères.

L'amiral *Rigault de Genouilly*, ministre de la Marine et des Colonies.

M. Jules *Brame*, ministre de l'Instruction publique.

Le baron Jérôme *David*, ministre des Travaux publics.

M. Clément *Duvernois*, ministre de l'Agriculture et du Commerce.

M. *Busson-Billault*, ministre président le conseil d'État.

N° 310.

LE MARQUIS DE LA VALETTE AU COMTE DE GRANVILLE.

Londres, le 9 août 1870.

Monsieur le comte, en se déclarant prêt à accepter, en principe, l'arrangement proposé par le cabinet de Londres pour la garantie effective de la neutralité de la Belgique, le Gouvernement de l'Empereur avait exprimé le désir de voir modifier quelques-unes des clauses de cet acte.

Les modifications n'ayant pu, en raison des circonstances, être apportées au texte même du traité, il a été convenu entre les deux gouvernements que le Cabinet de Londres donnerait, dans une dépêche officielle, sur les différentes clauses qui avaient soulevé des objections de la part du Gouvernement de l'Empereur, des explications de nature à constater la portée de ces dispositions.

Votre Excellence a bien voulu déjà adresser dans ce sens, le 6 de ce mois, à l'ambassadeur de la Reine à Paris, une dépêche destinée à être mise sous les yeux de M. le duc de Gramont. En raison, toutefois, de l'importance d'un document destiné à fixer l'interprétation d'un acte solennel, le Gouvernement de l'Empereur désirerait que les explications du cabinet de Londres pussent revêtir la forme plus officielle d'une dépêche qui me serait adressée en réponse à la présente communication, et qui répondrait aux points suivants. Le Gouvernement de l'Empereur désire qu'il soit bien entendu :

1. Que dans aucune des éventualités auxquelles le traité pourra donner lieu, l'une des parties contractantes n'occupera une des forteresses de la Belgique sans s'être préalablement concertée, à ce sujet, avec l'autre partie contractante.

2. Que l'Angleterre engagera le Gouvernement belge à opposer, le cas échéant, une résistance effective, et à défendre activement par les armes la neutralité du pays ; et que d'un autre côté, la coopération de l'Angleterre ne devra, dans aucun cas et sous aucune forme, porter atteinte à la liberté d'action de la France pour la défense de son territoire.

3. Que le territoire de la Belgique sera évacué par toutes les forces des deux parties contractantes immédiatement après la conclusion du traité de paix.

4. Enfin, que la clause de l'article 3 qui a pour objet de maintenir le traité pendant douze mois après les ratifications du traité de paix, a été uniquement proposé par le Gouvernement de la Reine en vue de donner le temps nécessaire à l'exécution des articles dudit traité.

Dans le cas où, comme j'en ai la conviction, Votre Excellence n'élèverait aucune objection contre ce mode de procéder, je lui serais très-reconnaissant de vouloir bien m'adresser une communication qui pût constater l'entente complète des deux gouvernements sur les différents points que je viens de spécifier.

Veuillez, etc.

Signé : LA VALETTE.

N° 311.

LE COMTE DE GRANVILLE AU MARQUIS DE LA VALETTE.

Foreign-Office, le 9 août 1870.

Monsieur l'ambassadeur, j'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence, en date, de ce jour m'informant que tout en se déclarant prêt à accepter en principe l'arrangement proposé par le Gouvernement de la Reine pour la garantie effective de la neutralité de la Belgique, le Gouvernement avait exprimé le désir de voir modifier quelques-unes des clauses, et comme ces modifications n'avaient pu être insérées dans le texte même du traité, il avait été convenu qu'elles seraient expliquées dans une dépêche de moi à l'ambassadeur de Sa Majesté britannique à Paris.

Votre Excellence ajoute que lord Lyons a donné communication de ma dépêche, mais que le Gouvernement Impérial, en raison de l'importance d'un document destiné à fixer un acte solennel, désirait que les explications que j'avais données à lord Lyons et qui ont été rapportées par lord Lyons à M. de Gramont pussent revêtir la forme plus officielle d'une note qui serait adressée par le Gouvernement de la Reine à Votre Excellence.

Votre Excellence récapitule ensuite les divers points sur lesquels le Gouvernement de l'Empereur désire recevoir ces explications.

Les 1^{er}, 3^e et 4^e sont identiques à ceux contenus dans ma dépêche à

lord Lyons, dont j'ai donné copie à Votre Excellence le jour où elle a été écrite, et je n'hésite pas à répéter :

En ce qui regarde le premier que le Gouvernement de la Reine est d'avis que dans aucune des éventualités auxquelles le traité pourra donner lieu, l'une des parties contractantes n'occupera une des forteresses de la Belgique, sans s'en être préalablement concertée avec l'autre partie ;

Quant au 3^e que le Gouvernement de la Reine entend que le territoire de la Belgique sera immédiatement évacué par toutes les forces des deux parties après la ratification du traité de paix ;

Pour le 4^e que le Gouvernement de la Reine a proposé le maintien du traité pendant douze mois après la ratification du traité de paix en vue de donner le temps nécessaire à l'exécution des articles dudit traité. Étant bien convenu, comme il est dit plus haut, que les forces des deux parties évacueront le territoire de la Belgique immédiatement après la ratification du traité de paix, le délai de 12 mois suffirait pour résoudre les mêmes difficultés, que ce traité a pour but de prévenir, qui pourraient survenir avant l'exécution d'un traité de paix.

Le second point, sur lequel Votre Excellence demande des explications et dont je n'ai pas parlé dans ma dépêche à lord Lyons, est le suivant :

Que l'Angleterre, le cas échéant, engageât le Gouvernement belge à opposer une résistance effective et à défendre activement par les armes la neutralité du pays ; et que d'un autre côté la coopération de l'Angleterre, ne devrait en aucun cas et sous aucune forme, porter atteinte à la liberté d'action de la France pour la défense de son territoire.

Le Gouvernement adhère complètement à ces demandes et peut en vérité à peine concevoir qu'aucun doute ait pu exister à cet égard.

Je suis etc.

Signé : GRANVILLE.

N^o 342.

LE MARQUIS DE LA VALETTE AU COMTE DE GRANVILLE.

Londres, le 9 août 1870.

Monsieur le comte, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence a bien

voulu m'adresser aujourd'hui en réponse à celle que j'avais eu l'honneur de lui écrire à la même date.

Je me trouve dès lors en mesure d'annoncer à Votre Excellence que je suis autorisé par le Gouvernement de l'Empereur à adhérer en son nom au traité qui lui a été proposé par le cabinet de Londres pour la garantie effective de la neutralité de la Belgique. Je le signerai aussitôt que j'aurai reçu les pleins pouvoirs que j'attends à cet effet.

Veuillez, etc.

Signé : LA VALETTE.

N° 313.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU DANEMARK AUX
CONSULS.

(Circulaire.)

Copenhague, le 9 août 1870.

« Depuis le commencement de la guerre franco-allemande on a adressé au ministère plusieurs demandes concernant la vente de navires par les sujets d'une des puissances belligérantes aux sujets danois. Sous ce rapport je suis obligé d'appeler l'attention sur le passage du § 18 de l'Instruction, pour les consuls danois à l'étranger. Voici la teneur de ce passage : « Pendant toute la durée de la « guerre on ne doit pas livrer de certificats intérimaires pour un « navire, vendu aux Danois par les sujets d'une des puissances belligé-
« rantes, avant que notre consul n'y soit autorisé par notre ministère
« des affaires étrangères. » — Je fais observer que le ministère, en donnant une pareille autorisation, ne garantit pas la validité d'une telle vente par la puissance belligérante. Le ministère peut donner du moins une telle garantie à l'égard de la France. Suivant les règles depuis longtemps pratiquées, cette puissance validait les ventes de ce genre, contractées après le commencement de la guerre. Enfin, je vous recommande expressément, Monsieur, une grande surveillance, pour que les informations, comprises dans les paragraphes ci-dessus mentionnés, soient strictement appliquées aux ventes de navires qui se passent chez vous. »

N° 314.

M. GEO. H. YEAMAN A M. FISH.

Légation des États-Unis, Copenhague, le 9 août 1870.

Monsieur, en me référant à ma dépêche du 5 courant, il paraît que le marquis de Cadore n'a pas encore été présenté officiellement au Roi ni au Gouvernement danois, malgré qu'il ait eu plusieurs entrevues. A-t-il conclu ou proposé quelque chose de défini ? Il est impossible de le savoir, quoiqu'il y ait beaucoup de probabilité qu'il n'a rien fait.

L'opinion générale se confirme ici que cela ne peut s'expliquer que par les considérations que j'ai suggérées dans ma précédente dépêche, et par ce fait additionnel que les victoires brillantes sur lesquelles on comptait tout d'abord pour aider la diplomatie française n'ont pas eu lieu.

L'opinion publique ici est complètement opposée et hostile à la Prusse, elle est aussi belliqueuse que possible sans actuellement pousser l'armée et la marine dans le conflit. Dans les cercles politiques danois, la déclaration de neutralité du Gouvernement est critiquée en ce sens que cette neutralité semble plutôt être l'incident que l'objet du document, cette critique n'est probablement pas soutenue par le fait quoique amenée par sa forme, car le Gouvernement paraît agir sérieusement, et les événements qui pourront se passer sur les champs de bataille affaibliront peut-être l'ardeur du public, ou du moins en arrêteront l'expression.

Les principaux journaux, dans leurs discussions à ce sujet, soutiennent une thèse qui n'est pas très-rassurante pour le cabinet de Berlin si elle est techniquement vraie, que la neutralité est seulement au plus un état de paix, qu'elle dépend des circonstances, et, comme la paix, peut être abandonnée lorsque les circonstances, les intérêts, la politique ou le devoir désignent la guerre comme la meilleure ligne de conduite à tenir.

Pour le moment il n'y a aucune crainte que le Gouvernement renonce à sa politique de neutralité et prenne part à la guerre.

J'ai, etc.

Signé : GEO. H. YEAMAN.

N° 315.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

Foreign-Office, le 10 août 1870.

Mylord, l'ambassadeur de Prusse m'a plusieurs fois entretenu de divers bruits sur lesquels il a cherché à se renseigner auprès de moi.

Le premier est qu'un traité avait été conclu entre la France et l'Italie, en vertu duquel cette dernière devait fournir à la France 100,000 hommes et aurait obtenu le droit d'occuper Rome après la paix.

J'ai dit au comte de Bernstorff que je ne croyais pas à l'existence d'un pareil traité; que le Gouvernement italien avait communiqué à celui de la Reine qu'il avait reçu une telle demande de la France et qu'il désirait obtenir l'aide du Gouvernement de S. M. britannique pour résister à cette pression; sur la réponse que, quoique ce ne fût pas la politique actuelle de l'Angleterre de prendre des engagements positifs pour une neutralité combinée, cependant elle serait prête si par là elle pourrait aider l'Italie à résister à cette pression extérieure, à s'accorder avec l'Italie pour que ni l'une ni l'autre n'abandonnent la neutralité sans un échange d'idées, et sans annoncer réciproquement tout changement de politique. Le Gouvernement a donné chaleureusement son assentiment à cet arrangement.

Un autre bruit était la négociation d'une alliance entre la France et l'Autriche combinée avec une organisation armée de la Gallicie. J'ai annoncé au comte de Bernstorff que j'avais déjà cru nécessaire d'avertir (warn) le Gouvernement autrichien que beaucoup de circonstances avaient créé des soupçons sur la neutralité dans l'esprit des Gouvernements russe et prussien; mais que j'avais reçu du Gouvernement autrichien l'assurance qu'il était libre de tout engagement et qu'il serait prêt à se concerter avec le Gouvernement de Sa Majesté pour une neutralité continue.

Quant au troisième bruit d'un traité secret signé à Vienne entre la France, l'Autriche, l'Italie et la Turquie pour se garantir mutuellement leurs territoires et pour se réunir à la France dans le cas de revers essuyés par cette dernière, je ne pouvais que dire que je n'en avais aucune connaissance, et que je ne croyais pas qu'un tel traité avait été signé.

Le comte de Bernstorff a aussi appelé mon attention sur le Danemark que la Prusse craint de voir engagé dans cette guerre par la

pression de la France; le roi de Danemark désire être soutenu contre cette pression, et le cabinet de Saint-Pétersbourg désirait faire de concert avec l'Angleterre une démarche en commun à Paris à cette fin. Mais j'ai rappelé à Son Excellence que je lui avais déjà trois fois suggéré combien il serait désirable que la Prusse enlevât au Danemark, par un arrangement amical, la tentation de céder aux sollicitations de la France; et j'ai ajouté que, la semaine dernière, j'avais obtenu l'autorisation du cabinet de faire dire au baron Brunnow que je serais prêt à me concerter avec lui, sur le temps et la manière de faire une représentation à la France pour l'engager (urging) à ne pas pousser le Danemark à une politique tellement contraire aux intérêts de ce pays.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 316.

TRAITÉ ENTRE LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE, AU SUJET DE
L'INDÉPENDANCE ET DE LA NEUTRALITÉ DE LA BELGIQUE.

Londres, le 11 août 1870.

Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur des Français, désirant dans le moment actuel, consigner dans un acte solennel leur détermination bien arrêtée de maintenir l'indépendance et la neutralité de la Belgique, telles qu'elles sont établies par l'article 7 du traité signé à Londres, le 19 avril 1839, entre la Belgique et les Pays-Bas, lequel article a été déclaré par le traité quintuple de 1839 avoir la même force et la même valeur que s'il était textuellement inséré dans ledit quintuple traité, Leurs dites Majestés ont résolu de conclure entre elles un traité séparé, qui, sans infirmer et sans affaiblir les conditions du quintuple traité sus-mentionné, serait un acte subsidiaire et accessoire à l'autre. C'est pourquoi Leurs Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Granville George, comte *Granville*, lord Leveson, pair du Royaume-Uni, chevalier du très-noble ordre de la Jarretiére, conseiller de Sa Majesté Britannique en son Conseil privé, lord Gardien des Cinq Ports et connétable du château de Douvres, chancelier de l'Uni-

versité de Londres, principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les Affaires étrangères.

Et Sa Majesté l'Empereur des Français, Son Excellence le marquis de *La Valette*, membre de son Conseil privé, Sénateur, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur, son ambassadeur près Sa Majesté Britannique.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont concerté et conclu entre eux les articles suivants :

Art. 1^{er}. Sa Majesté l'Empereur des Français ayant déclaré que, malgré les hostilités dans lesquelles la France se trouve actuellement engagée avec la Confédération de l'Allemagne du Nord et ses alliés, sa volonté bien arrêtée est de respecter la neutralité de la Belgique aussi longtemps que cette neutralité sera respectée par la Confédération de l'Allemagne du Nord et ses alliés, Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande déclare, de son côté, que si, pendant ces hostilités, les armées de la Confédération de l'Allemagne du Nord et de ses alliés venaient à violer la diteneutralité, elle serait prête à coopérer avec Sa Majesté Impériale pour la défense de cette même neutralité, de la manière qui pourra être concertée mutuellement, en employant pour cet objet ses forces navales et militaires, dans le but d'assurer et de maintenir de concert avec Sa Majesté Impériale, en ce moment et plus tard, l'indépendance de la neutralité de la Belgique.

Il est clairement entendu que Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ne s'engage pas, par ce traité, à prendre part à aucune des opérations générales de la guerre qui se poursuivent en ce moment entre la France et la Confédération de l'Allemagne du Nord et ses alliés, en dehors des limites de la Belgique telles qu'elles sont établies par le traité du 19 avril 1839, entre la Belgique et les Pays-Bas.

Art. 2. Sa Majesté l'Empereur des Français s'engage, de son côté, dans le cas prévu par l'article précédent, à coopérer avec Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, en employant ses forces militaires et navales dans le but sus-mentionné, et, le cas échéant, à concerter avec Sa Majesté les mesures qui devront être prises, séparément ou en commun, pour assurer la neutralité et l'indépendance de la Belgique.

Art. 3. Ce traité sera obligatoire pour les hautes parties contractantes pendant la durée de la guerre actuelle entre la France et la Confédération de l'Allemagne du Nord et ses alliés, et pendant douze mois après la ratification du traité de paix conclu entre les belligé-

rants, et à l'expiration de ce temps, l'indépendance et la neutralité de la Belgique continueront, en ce qui regarde les hautes parties contractantes, à reposer, comme jusqu'ici, sur l'article premier du quintuple traité du 19 avril 1839.

Art. 4. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le onze août de l'an de grâce mil huit cent soixante-dix.

(L. S.) *Signé* : GRANVILLE.

(L. S.) *Signé* : LA VALETTE.

N° 317.

NOTIFICATION DU BLOCUS DU LITTORAL DE LA PRUSSE ET DES ÉTATS
ALLEMANDS DANS LA MER DU NORD PAR LE VICE-AMIRAL FOURICHON,
COMMANDANT EN CHEF DE L'ESCADRE FRANÇAISE.

Héligoland, le 12 août 1870.

Nous, soussigné, vice-amiral commandant en chef les forces navales de S. M. l'Empereur des Français dans la mer du Nord ;

Vu l'état de guerre existant entre la France et la Prusse, ainsi que les États de la Confédération de l'Allemagne du Nord, agissant en vertu des pouvoirs qui nous appartiennent,

Déclarons :

Qu'à partir du 15 août 1870, le littoral de la Prusse et de la Confédération de l'Allemagne du Nord, s'étendant de l'île Baltrum au nord de l'Eider, avec ses ports, fleuves, havres, rades et criques, est tenu en état de blocus effectif par les forces navales placées sous notre commandement, et que les bâtiments amis ou neutres auront un délai de dix jours pour achever leur chargement et quitter les lieux bloqués.

Les limites géographiques de ce blocus sont :

Le méridien de 5° (cinq degrés) de longitude orientale de Paris, jusqu'au parallèle de 54° 5' (cinquante-quatre degrés cinq minutes) de latitude nord.

Le parallèle jusqu'à la longitude de 5° 45' (cinq degrés quarante-cinq minutes) de Paris.

Puis le méridien 5° 45' (cinq degrés quarante-cinq minutes) jusqu'au parallèle de 54° 20' (cinquante-quatre degrés vingt minutes) de latitude.

Et enfin ce dernier parallèle jusqu'à la côte.

Il sera procédé contre tout bâtiment qui tenterait de violer ledit blocus, conformément aux lois internationales et aux traités en vigueur avec les puissances neutres.

A bord de la *Magnanime*, frégate cuirassée de S. M. l'Empereur des Français, stationnée entre l'île anglaise d'Héligoland et la côte prussienne.

Le vice-amiral commandant en chef,
Signé : FOURICHON.

N° 318.

PROCLAMATION DU ROI DE PRUSSE AUX HABITANTS DES TERRITOIRES
FRANÇAIS OCCUPÉS PAR LES TROUPES ALLEMANDES.

Le 12 août 1870.

Nous Guillaume, roi de Prusse, faisons savoir ce qui suit aux habitants des territoires français occupés par les armées allemandes. L'empereur Napoléon ayant attaqué par terre et par mer la nation allemande, qui désirait et désire encore vivre en paix avec le peuple français, j'ai pris le commandement des armées allemandes pour repousser l'agression et j'ai été amené par les événements militaires à passer les frontières de la France. Je fais la guerre aux soldats et non aux citoyens français. Ceux-ci continueront, par conséquent, à jouir d'une entière sécurité pour leurs personnes et leurs biens, aussi longtemps qu'ils ne se priveront pas eux-mêmes, par des entreprises hostiles contre les troupes allemandes, du droit de leur accorder ma protection.

Les généraux commandants des différents corps détermineront par des dispositions spéciales qui seront portées à la connaissance du public les mesures à prendre envers les communes ou les personnes qui se mettraient en contradiction avec les usages de la guerre; ils régleront de la même manière tout ce qui se rapporte aux réquisitions qui seront jugées nécessaires pour les besoins des troupes, et ils fixeront la différence du cours entre les valeurs allemandes et françaises, afin de faciliter les transactions individuelles entre les troupes et les habitants.

Signé : GUILLAUME.

N° 319.

ORDRE DU JOUR DU PRINCE ROYAL DE PRUSSE.

Quartier général de Petersbach, le 12 août 1870.

Soldats de la 3^e armée ! Nous avons franchi la frontière française avec le combat victorieux de Wissenbourg, et ensuite au moyen de la victoire éclatante à Woerth nous avons forcé l'ennemi d'évacuer l'Alsace, enfin nous avons traversé les Vosges en avançant bien loin dans le pays de France et nous avons gagné la communication avec la 1^e et la 2^e armée, dont les succès ont également obligé l'ennemi de reculer. Grâce à votre bravoure admirable et à vos sacrifices, grâce à votre courage avec lequel vous supportez toutes les difficultés et à vos efforts, nous avons obtenu des résultats considérables. Je vous remercie au nom du roi de Prusse, notre commandant en chef, ainsi qu'au nom des princes d'Allemagne réunis. Je suis fier de me trouver à la tête d'une armée à laquelle l'ennemi n'a pu résister jusqu'à présent et dont les exploits font l'admiration de notre patrie allemande.

Signé : FRÉDÉRIC-GUILLAUME, prince royal de Prusse.

N° 320.

M. DE THILE AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE LA CONFÉDÉRATION
DE L'ALLEMAGNE DU NORD PRÈS DES GOUVERNEMENTS DE L'ALLE-
MAGNE DU SUD.

(*Circulaire.*)

Berlin, le 12 août 1870.

Monsieur, vous connaissez par les journaux la circulaire, en date du 4 du mois courant (n° 292), qui a été adressée par le duc de Gramont aux légations françaises et qui a été publiée par le *Journal officiel*. Malgré le peu de foi que méritent et que rencontrent les communications récentes du Gouvernement impérial, je crois ne pas devoir négliger de caractériser, comme elle le mérite, une des contre-vérités renfermées dans cette circulaire. Je désire parler du propos attribué à M. le comte de Bismarck, d'après lequel il redouterait une alliance éventuelle de l'Autriche avec les États de l'Allemagne du Sud.

Je ne doute point, il est vrai, que les Gouvernements de l'Allemagne du Sud, abstraction faite des rapports que les traités ont établis entre nous, n'aient puisé dans notre attitude à leur égard et dans leur propre conviction, la persuasion qu'une semblable appréhension ne saurait nous atteindre.

Mais comme cette allégation se rapporte à un objet qui n'a jamais donné lieu qu'à des pourparlers tout confidentiels, et comme les Gouvernements restés étrangers à ces pourparlers ne possèdent par conséquent pas les moyens de vérifier l'allégation de M. le duc, je dois tout au moins à l'histoire de la compléter en déclarant ce propos de M. de Bismarck, que le duc prétend avoir emprunté à une lettre du marquis de La Valette, ambassadeur français à Londres, comme absolument controuvé. Au commencement de cette année, le comte de Clarendon proposa confidentiellement à M. le chancelier fédéral de faire prendre par la Confédération de l'Allemagne du Nord l'initiative d'une réduction générale des forces militaires; mais il renonça à sa proposition par suite des objections soulevées par nous.

Ces objections, au sujet desquelles je n'ai pas à m'expliquer aujourd'hui, étaient principalement fondées sur ce fait qu'en présence de la différence des systèmes militaires des divers pays et notamment de l'Allemagne du Nord et de la France, l'exécution et le contrôle d'un désarmement proportionnel offriraient les plus grandes difficultés. La lettre du comte de Bismarck sur cette question ne fait aucune mention des Etats de l'Allemagne du Sud, et il n'en a pas été question davantage, d'après la déclaration officielle du comte de Bernstorff, dans les entretiens que celui-ci a eus au sujet de la proposition.

Je vous prie de donner lecture du présent office à M. le ministre des Affaires étrangères et de lui en remettre copie.

Signé : DE THILE.

N° 321.

LE BARON DE BEAULIEU AU COMTE DE GRANVILLE.

Légation de Belgique, Londres, ce 12 août 1870.

Mylord, suivant les instructions dont votre Excellence avait bien voulu le munir, le ministre de Sa Majesté Britannique à Bruxelles, M. Lumley, a confidentiellement communiqué à M. le baron d'Anethan,

ministre des Affaires étrangères, le projet de traité identique à conclure par le Royaume-Uni avec la Prusse et la France pour rappeler par un acte solennel, à l'occasion de la guerre qui vient d'éclater, leur ferme détermination de maintenir l'indépendance et la neutralité de la Belgique.

Je suis chargé, mylord, de remercier votre Excellence de cette communication, que M. le baron d'Anethan a reçue avec un intérêt particulier, et d'exprimer au même temps la profonde reconnaissance dont le Gouvernement du Roi est pénétré pour ce nouveau et éclatant témoignage de la vive sollicitude du Gouvernement de Sa Majesté Britannique envers la Belgique.

En m'acquittant de cette agréable mission, je saisis, etc.

Signé : BEAULIEU

N° 322.

LE COMTE DE GRANVILLE AUX REPRÉSENTANTS DE LA GRANDE-BRETAGNE.

Circulaire).

Foreign-Office, le 42 août 1870.

Le Gouvernement de Sa Majesté a appris avec le plus grand regret qu'en Allemagne l'impression est que l'Angleterre est sortie de l'attitude de neutralité (qu'elle a déclaré vouloir conserver), en donnant à la France des facilités pour obtenir certains articles de guerre, tels que munitions, chevaux et houille, facilités qui n'auraient point été accordées dans le même degré aux Etats alliés allemands.

Il est naturel, au moment d'une excitation telle que celle qui existe aujourd'hui, que la nation allemande se montre plus susceptible qu'en temps ordinaire touchant l'attitude des puissances restées en dehors de la lutte; et l'on ne peut s'étonner de voir les Allemands accepter comme des faits de simples rumeurs sans fondement, et qu'ils condamnent, sans examen préalable, comme violation de la loi des neutres, des procédés que, en temps ordinaire, et avec l'impartialité de jugement qui les distingue, ils auraient reconnu être conformes absolument aux coutumes et à la bienveillance internationales.

Sans aucun délai, aussitôt après l'échange des déclarations de guerre, le Gouvernement de S. M. a annoncé la détermination prise par la Grande-Bretagne de maintenir sa position de neutralité envers les

belligérants, position jusqu'ici fidèlement conservée. Il n'est point vrai qu'aucunes facilités aient été données, ou aucunes restrictions imposées qui n'aient été communes aux deux belligérants.

Les démarches du Gouvernement de S. M. ont été strictement conformes aux précédents et aux principes de toute nation neutre, y compris la Prusse, dans les guerres récentes. On voudrait, paraît-il, que la Grande-Bretagne fit davantage, et que non-seulement elle imposât à ses sujets les obligations de la loi des neutres, mais qu'elle étendît ces obligations d'une façon qui n'est pas ordinaire.

Il faudrait qu'elle ne se contentât point de défendre l'exportation des articles de contrebande de guerre, mais qu'elle prévînt cette exportation, en décidant elle-même ce qui doit et ce qui ne doit pas être considéré comme article de contrebande, et qu'elle surveillât ses ports, en sorte qu'aucun de ces objets n'en sortît.

Il suffit de réfléchir pour comprendre que ce devoir ne peut incomber à aucun des pouvoirs neutres. Chaque nation apprécie différemment et selon les circonstances ce qui doit être regardé comme article de contrebande de guerre, et aucune décision générale n'a été arrêtée à ce sujet. Aujourd'hui, on se plaint hautement de l'exportation de houille pour la France; mais des écrivains prussiens de grande réputation ont déclaré que la houille n'est point article de contrebande, et qu'aucune puissance neutre ou belligérante ne peut prétendre le contraire. Mais, en supposant que ce point soit résolu clairement, il n'est pas douteux que le caractère de contrebande dépend de la destination de l'objet exporté, et les puissances neutres ne peuvent prévenir l'exportation de tels articles pour un port neutre; comment donc savoir, au moment du départ du bâtiment chargé, si la déclaration faite de la destination est vraie ou spécieuse? La question de destination doit être résolue par la Cour des prises d'un des belligérants, et la Prusse ne pourrait rendre le Gouvernement britannique responsable si un bâtiment anglais chargé d'article de contrebande de guerre est capturé au moment où il entrerait dans un port français.

Le Gouvernement de S. M. ne doute pas que, lorsque l'apaisement des esprits sera fait, la nation allemande ne rende justice à l'Angleterre, reconnaissant que rien n'a été négligé pour observer strictement et loyalement la neutralité; et, ce qui autorise cette conviction, c'est qu'elle se rappellera que la Prusse, se trouvant dans la position dans laquelle se trouve aujourd'hui la Grande-Bretagne, a tenu la même conduite, et s'est vue, elle aussi, impuissante pour maintenir ses sujets dans la stricte obligation de ne pas exporter des munitions de guerre.

Pendant la guerre de Crimée, armes et munitions étaient librement

exportées de Prusse en Russie, et des armes de manufacture belge traversaient le territoire prussien, malgré le décret du Gouvernement prussien prohibant le transport d'armes venant d'Etats étrangers.

En se reportant à ces faits, la nation allemande appréciera avec plus de justice la position actuelle du Gouvernement de S. M.

Quant à l'exportation de chevaux et de munitions, il est constaté par les derniers rapports de la douane que le nombre des chevaux exportés pour l'Allemagne et la Belgique, en juillet et août, est d'environ 413, et pour la France, de 583.

Les mêmes rapports officiels constatent que pendant la même période, aucune munition de guerre n'a été exportée pour la France, et que les exportations suivantes ont été faites en destination des ports allemands, belges et hollandais : 369 liv. st. pour la Belgique en munitions d'artillerie, un quintal de projectiles, 5 quintaux pour Hambourg et 32 pour la Hollande. Il n'est point mal à propos de faire remarquer ici les réflexions adressées dernièrement à un ministre étranger à Washington par le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, touchant les devoirs des neutres pour le commerce des articles de contrebande de guerre.

On prétend qu'il a dit que les armes et les munitions ont toujours été considérées comme articles de légitime commerce par les neutres pendant la guerre, et que les Etats-Unis revendiquent le droit de les fournir à tous les belligérants indistinctement, ajoutant que pendant le cours de la guerre civile en Amérique des quantités considérables de ces articles ont été reçues d'Angleterre, de France et de Belgique.

Il est encore bon d'observer que le Gouvernement belge (bien que, par un récent décret, il ait prohibé le transit et l'exportation provisoires d'armes et de munitions de guerre) excepte de cette prohibition les articles qui sont clairement destinés à une puissance neutre et qu'il se réserve formellement pour l'avenir la liberté d'exportation.

Je suis, etc.

Signé : GRANYILLE.

N° 323.

LORD BLOOMFIELD AU COMTE DE GRANVILLE.

Vienne, le 12 août 1870.

Mylord, lorsque je me trouvais avec le comte de Beust, aujourd'hui, il m'a dit que le comte Apponyi lui avait fait part de votre empressement à saisir la première opportunité pour suggérer des propositions de paix entre la France et la Prusse. Pour le moment il ne voyait aucun jour à entamer des négociations avec l'un ou l'autre belligérant, et il ajouta que si la fortune favorisait les armes de la Prusse, comme elle l'avait fait jusqu'ici, il craignait qu'il n'y eût aucune chance de traiter de la paix, jusqu'à ce que les armées allemandes soient arrivées sous les murs de Paris.

J'ai, etc.

Signé : BLOOMFIELD.

N° 324.

SIR A. BUCHANAN AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait).

Saint-Petersbourg, le 12 août 1870.

Au sujet de la dépêche de votre Seigneurie, du 4 courant, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai donné communication au prince Gortschakoff du texte du traité proposé par le Gouvernement de la Reine à la France et à la Prusse pour maintenir la neutralité de la Belgique. Le prince m'a répondu que l'Empereur n'aurait pas refusé de signer une convention rappelant la détermination de la Russie en commun avec les autres signataires du traité de 1839, de maintenir la neutralité de la Belgique; mais Sa Majesté ne saurait s'engager à prendre part aux mesures coercitives que le gouvernement britannique était disposé à adopter, d'accord avec la France et la Prusse, dans le cas où l'une de ces deux puissances viendrait à violer le territoire belge. Le prince Gortschakoff ajouta que dans le cas où la stipulation du traité à cet égard aurait à être mise à exécution, il serait possible de tirer une ligne qui permettrait au Gouvernement britannique de coopérer avec un des belligérants à la défense de la Bel-

gique sans devenir partie participante à la guerre existant entre eux.

Je répondis que le Gouvernement russe ayant exprimé le désir d'arriver à une entente avec le Gouvernement britannique en vue de restreindre la guerre dans ses présentes limites, je regrettais qu'il ne pût pas signer en commun avec le Gouvernement de la Reine une convention qui, non-seulement empêcherait les hostilités de s'étendre jusqu'à la Belgique, mais manifesterait une identité d'action entre les deux Gouvernements qui pourrait exercer une influence morale importante sur la solution d'autres questions qui surgiraient de la guerre.

N° 325.

M. DUBBS A M. KERN.

Berne, le 12 août 1870.

La note de M. le duc de Gramont, ministre des Affaires étrangères de France, datée du 25 juillet (1), a été remise par M. le ministre de France à Berne, le 27 juillet, au Conseil fédéral suisse, en réponse à la déclaration de la neutralité de la Confédération et à la question des portions neutralisées de la Savoie du 18 juillet. Vous exposerez, à ce sujet, dès que l'occasion s'en présentera, à Son Excellence le ministre des Affaires étrangères, ce qui suit :

Le Conseil fédéral regarde aussi de son côté comme inopportun de reprendre la discussion sur cette question.

C'est avec satisfaction qu'il a pris acte du fait que le Gouvernement impérial ne conteste pas les droits de la Suisse. Mais une erreur qui s'est glissée dans la note de M. le duc de Gramont lui paraît devoir être rectifiée. M. de Gramont semble partir de l'idée que le Conseil fédéral aurait promis de ne prendre aucune mesure sans une entente préalable avec le Gouvernement français. Le Gouvernement fédéral n'a cependant nullement exprimé cette pensée dans la déclaration de neutralité, et il se réfère pour cela aux termes même de cette déclaration :

« Le Conseil fédéral ferait usage de ce droit, si les circonstances « lui paraissaient l'exiger, pour la défense de la neutralité suisse et

(1) N° 241.

« de l'intégrité du territoire de la Confédération; toutefois, il respectera scrupuleusement les restrictions que les traités apportent à l'exercice du droit dont il s'agit, et il s'entendra à cet égard avec le Gouvernement français. »

Ce n'est point sur le droit lui-même ou sur l'usage de ce droit, dans un cas spécial, que le Conseil fédéral a fait mention d'une entente préalable, mais sur le mode de procéder relatif à l'exécution de ce droit, comme les mots : « à cet égard » le donnent clairement à entendre. S'il en eût été autrement, le Conseil fédéral aurait placé son droit entre les mains du Gouvernement français. Le Conseil fédéral entend se réserver, comme cela est dans la compétence de tout ayant droit, la faculté d'apprécier, suivant les circonstances, s'il y a lieu de faire usage de son droit. Si ce cas devait se présenter, il s'empresse-rait d'en informer à temps le Gouvernement français, afin que celui-ci pût éventuellement retirer ses troupes et afin de faciliter une entente sur l'exercice des pouvoirs civils et militaires auxquels la Suisse ne saurait prétendre en ce qui la concerne.

Comme le Conseil fédéral ne saurait se ranger à l'opinion qui paraît ressortir de la réponse de M. le duc de Gramont, il vous charge de vous exprimer dans ce sens vis-à-vis de S. E. le Ministre des Affaires étrangères.

Veillez aussi attirer l'attention de M. le Ministre sur le fait que les droits assurés à la Suisse par les traités ne sauraient être modifiés par de simples négociations entre la France et d'autres puissances, et que le Conseil fédéral croit devoir réserver sa participation et son consentement à toute modification éventuelle de l'état des choses actuellement établi. La nécessité de procéder à une révision de cet état de choses est aussi reconnue par la Suisse. Si l'article 2 du traité conclu à Paris, le 26 mars 1860, n'a pas encore été exécuté, cela n'a pas dépendu de la Suisse, et le Conseil fédéral se déclare prêt à s'associer, dès que les circonstances s'y prêteront, aux démarches qui pourraient être tentées dans le but d'arriver à une entente sur cette question.

Veillez laisser une copie de la présente, et agréez, etc.

Pour le Conseil fédéral, le président de la Confédération,

Signé : DUBBS.

N° 326.

L'AMIRAL RIGAUT DE GENOUILLY AUX PRÉFETS MARITIMES, CHEFS
DU SERVICE DE LA MARINE, ETC.

Paris, le 13 août 1870.

Messieurs, j'ai été consulté sur l'application, à des cas particuliers, de la circulaire en date du 26 juillet dernier (1), par laquelle j'ai notifié aux autorités maritimes la décision impériale insérée au *Journal officiel* du 20 du même mois (2), relativement à la protection assurée aux bâtiments de commerce ennemis qui sont venus ou qui viendront dans les ports de l'Empire, ignorant l'état de guerre, ainsi qu'aux bâtiments de la Confédération du Nord, qui ont pris des cargaisons à destination de France, et pour compte français, dans les ports ennemis ou neutres antérieurement au 19 juillet, date de la déclaration de guerre.

Après m'être concerté avec M. le ministre des Affaires étrangères, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la décision de Sa Majesté comporte l'application des règles suivantes qui embrassent l'ensemble des éventualités dont se préoccupe notre commerce maritime.

1° Tout bâtiment ennemi allant de ports neutres ou ennemis ailleurs qu'en France, quelle que soit l'époque à laquelle il a mis en mer et quelle que soit la nationalité des propriétaires de la cargaison, est passible de capture, sauf restitution ultérieure du chargement, s'il y a lieu, aux propriétaires français ou neutres ;

2° L'exception établie en faveur des chargements pour compte français, sous pavillon ennemi, ne s'étend pas aux navires allemands qui ont pour destination un port neutre, ni à ceux dont le chargement pour la France n'était pas commencé avant la rupture de la paix, bien que leur affrètement soit d'une date antérieure à la guerre ;

3° L'exemption de capture et la garantie d'un sauf-conduit pour retourner, le moment venu, dans le port d'attache, accordé aux navires ennemis chargés pour compte français, s'applique, non-seulement au bâtiment qui a pris la mer avant le 19 juillet, mais encore à celui qui prouvera avoir commencé de charger avant cette date ;

4° Le même privilège est acquis aux navires qui, *affrétés avant la*

(1) N° 231.

(2) N° 194.

guerre dans les régions transatlantiques ou dans l'Indo-Chine, auraient trouvé ou reçu dans les ports d'arraisonnement l'ordre d'amener leur cargaison en France.

J'ajoute qu'il y a lieu de faire courir, à dater du jour de l'arrivée en France, le délai de trente jours accordé pour le départ aux navires ennemis entrés dans nos ports, sans avoir connu l'état de guerre. Cependant ce délai peut être raccourci si vous jugez que la présence des navires ennemis entraînant des inconvénients, il y a intérêt à mettre les capitaines en demeure de prendre immédiatement des saufs-conduits destinés à assurer leur retour au port d'attache.

Je vous prie de vouloir bien porter ces solutions à la connaissance du commerce maritime.

Recevez, etc.

Le Ministre de la marine,

Signé : RIGAULT DE GENOUILLY.

N° 327.

PROCLAMATION DU ROI DE PRUSSE.

Quartier général de Saint-Avoid, le 13 août 1870.

Nous Guillaume, roi de Prusse, avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La conscription est abolie dans toute l'étendue du territoire français occupé par les troupes allemandes.

Art. 2. Les agents des autorités civiles qui contreviendraient à la disposition contenue dans l'article précédent, soit en opérant ou en facilitant le tirage des conscrits, soit en les engageant à s'y soumettre ou en leur délivrant des ordres de départ ou par tout autre moyen qu'il soit, seront destitués de leurs fonctions, et détenus en Allemagne, jusqu'à ce qu'il soit statué ultérieurement sur leur mise en liberté.

Art. 5. Les généraux commandant les différents corps des armées allemandes sont chargés de veiller à l'exécution du présent décret qui acquerra force de loi pour chaque département occupé par les troupes allemandes aussitôt qu'il sera affiché dans une des localités qui en font partie.

Signé : GUILLAUME.

N° 328.

ARRÊTÉ DES COMMANDANTS DE L'ARMÉE CONFÉDÉRÉE RELATIF AUX
MESURES A PRENDRE DANS LES PAYS FRANÇAIS ENVAHIS.

Le 43 août 1870.

Nous, général commandant la... armée allemande ; vu la proclamation de S. M. le roi de Prusse, qui autorise les généraux commandant en chef les différents corps de l'armée allemande à établir des dispositions spéciales ;

Relativement aux mesures à prendre contre les communes et les personnes qui se mettraient en contradiction avec les usages de la guerre ;

Relativement aux réquisitions qui seront jugées nécessaires pour les besoins des troupes, et tendantes à fixer la différence de cours entre les valeurs allemande et française.

Avons arrêté et arrêtons les dispositions suivantes que nous portons à la connaissance du public :

1^o La juridiction militaire est établie par la présente. Elle sera appliquée dans toute l'étendue du territoire français occupé par les troupes allemandes à toute action tendant à compromettre la sécurité de ces troupes, à leur causer des dommages ou à prêter assistance à l'ennemi. La juridiction militaire sera réputée en vigueur et proclamée pour toute l'étendue d'un canton, aussitôt qu'elle sera affichée dans une des localités qui en font partie.

2^o Toutes les personnes qui ne font pas partie de l'armée française et n'établiront pas leur qualité de soldat par des signes extérieurs et qui :

(a) Serviront l'ennemi en qualité d'espions ;

(b) Egareront les troupes allemandes quand elles seront chargées de leur servir de guides ;

(c) Tueront, blesseront ou pilleront des personnes appartenant aux troupes allemandes ou faisant partie de leur suite ;

(d) Détruiront des ponts ou des canaux, endommageront les lignes télégraphiques ou les chemins de fer, rendront les routes impraticables, incendieront des munitions, des provisions de guerre, ou les quartiers de troupes ;

(e) Prendront les armes contre les troupes allemandes.

Seront punis de la peine de mort.

Dans chaque cas, l'officier ordonnant la procédure instituera un

conseil de guerre chargé d'instruire l'affaire et de prononcer le jugement. Les conseils de guerre ne pourront condamner à une autre peine qu'à la peine de mort. Leurs jugements seront exécutés immédiatement.

3° Les communes auxquelles les coupables appartiendront, ainsi que celles dont le territoire aura servi à l'action incriminée, seront passibles, dans chaque cas, d'une amende égale au montant annuel de leur impôt foncier.

4° Les habitants auront à fournir ce qui est nécessaire pour l'entretien des troupes. Chaque soldat recevra par jour 750 grammes de pain, 500 grammes de viande, 550 grammes de lard, 30 grammes de café, 60 grammes de tabac ou 5 cigares, un demi-litre de vin ou 1 litre de bière, ou 1/10^e de litre d'eau-de-vie.

La ration à livrer par jour pour chaque cheval sera de 6 kilos d'avoine, 2 kilos de foin, 1 kilo 1/2 de paille.

Pour les cas où les habitants préféreront une indemnité en argent à l'entretien en nature, l'indemnité est fixé à 2 fr. par jour pour chaque soldat.

5° Tous les commandants de corps détachés auront le droit d'ordonner la réquisition de fournitures nécessaires à l'entretien de leurs troupes. La réquisition d'autres fournitures jugées indispensables dans l'intérêt de l'armée ne pourra être ordonnée que par les généraux et les officiers faisant fonctions de généraux.

Sous tous les rapports, il ne sera exigé des habitants que ce qui est nécessaire pour l'entretien des troupes, et il sera délivré des reçus officiels pour toutes les fournitures.

Nous espérons, en conséquence, que les habitants ne feront aucune difficulté de satisfaire aux réquisitions qui seront jugées indispensables.

6° A l'égard des transactions individuelles entre les troupes et les habitants, nous arrêtons que 8 silbergros ou 28 kreutzer équivalent à 1 franc.

Le général commandant en chef la... armée allemande.

N° 329.

M. GEO.-H. YEAMAN A M. FISH.

Légation des États-Unis, Copenhague, le 43 août 1870.

Monsieur, le marquis de Cadore est parti hier; s'il a conclu quelque chose ici, c'est ce que personne ne sait, et la croyance générale

Quartier impérial de Metz, le 14 août 1870.

En vous quittant pour aller combattre l'invasion, je confie à votre patriotisme la défense de cette grande cité. Vous ne permettrez pas que l'étranger s'empare de ce boulevard de la France, et vous rivaliserez de dévouement et de courage avec l'armée.

Je conserverai le souvenir reconnaissant de l'accueil que j'ai trouvé dans vos murs, et j'espère que dans des temps plus heureux, je pourrai revenir vous remercier de votre noble conduite.

Signé : NAPOLÉON.

N° 331.

ORDRE DE CABINET DU ROI DE PRUSSE.

Quartier général de Herny, le 14 août 1870.

J'ordonne par la présente que les districts occupés de l'Alsace soient soumis à l'administration d'un gouverneur général de l'Alsace, pour lequel le ministre de la guerre, d'accord avec le chancelier de la Confédération du Nord, aura à rédiger mes instructions et à les soumettre à mon approbation. Je nomme général gouverneur de l'Alsace, le général-lieutenant, comte de Bismarck-Bohlen, commandant de Berlin et chef de la gendarmerie, etc.

Signé : GUILLAUME.

mutuellement l'intégrité
menacés d'une agression,
Pour liées, en pareille co
de prendre sans retard, et d
decliner sous aucun prest
arrangements militaires
commandes par leur intérêt
conformément aux clau
Prévisions ci-dessus énonc

venant existant entre les deux
convaincus d'autre part que
attendre ce résultat, propre
à assurer le maintien de la
généralité, il leur importe de
se faire sur des questions qui
leur leur relations futures,
sola de conclure un traité
effet, et nommé en conséquence
leurs Plénipotentiaires, avoir
M. a. a.

M. a. a.

Lesquels, après avoir échangé
leurs pouvoirs trouvés en bonne
forme, sont convenus des
suivants :

Art. I

M. l'Empereur des Français
reconnait les acquisitions
faites à la suite de
guerre.





à prêter son appui à la cause
de cette œuvre.]

Art. II

S. M. le Roi de Prusse
se faciliter à la France l'acq
on d'Alsace; à cet effet la
Majesté entrera en négociation
S. M. le Roi des Pays Bas pour
déterminer à faire, à l'Empereur
Français, la cession de ses droits
sur ce Duché; moyennant la
compensation qui sera jugée
ou autrement. ~~De son côté, l'~~
~~des Français s'engage à assu~~
~~charger personnellement que cette~~
~~peut compenser.~~

Art. III

S. M. l'Empereur des Français
s'opposera pas à une union
de la confédération du Nord avec

Art IV.

Au cas où le Roi de Prusse, ou l'Empereur des Français serait par les circonstances, appelé à faire des troupes en Belgique ou à la rive, accordera le concours de la France et il la soutiendra toutes ses forces de terre et de mer et contre toute puissance qui cette éventualité lui déclarerait la guerre.

Art V.

Pour assurer l'entière exécution des dispositions qui précèdent, S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur des Français contractent, par le présent traité, une alliance offensive et défensive qu'ils s'engagent mutuellement à maintenir; -
M. M. s'obligent, en outre et

Déclarons :

Qu'à partir du 15 août 1870, les ports, havres, rades, criques, etc., etc., compris entre 53 degrés 25 minutes et 55 degrés 53 minutes de latitude nord, 7 degrés 6 minutes et 18 degrés 55 minutes de longitude est (méridien de Paris), seront tenus en état de blocus effectif par les forces navales placées sous notre commandement, et que les bâtiments amis ou neutres auront un délai de dix jours pour achever leur chargement et quitter les lieux bloqués.

Il sera procédé, contre tout bâtiment qui tenterait de violer ledit blocus, conformément aux lois internationales et aux traités en vigueur avec les puissances neutres.

A bord de la *Surveillante*, frégate cuirassée de S. M. l'Empereur des Français.

Le vice-amiral, sénateur, commandant en chef l'escadre cuirassée du Nord,

Signé · comte BOUET-WILLAUMEZ.

N° 333.

BULLETIN POLITIQUE HEBDOMADAIRE DU *Journal officiel*.

Le 15 août 1870.

L'opinion publique en Europe rend justice au courage héroïque de nos soldats et à l'énergie avec laquelle la nation tout entière, qui se lève comme un seul homme, s'apprête à réparer un revers imprévu.

Nos adversaires avaient compté sur des divisions de partis, qui

auraient été une trahison à la cause nationale. Le patriotisme des Chambres et du pays a déjoué ce calcul. Au Corps législatif, la droite et la gauche ont rivalisé d'ardeur pour pousser jusqu'à leur dernière limite la vigueur et l'esprit de dévouement de la France.

Le nouveau ministère a trouvé dans les représentants du pays le concours le plus actif et le plus loyal.

La séance du 10 août marquera parmi les plus nobles journées de nos annales parlementaires. Jamais nation n'a obéi à des sentiments plus élevés. Cette attitude des Chambres a été pour nos troupes un encouragement et une récompense. Nos soldats sentent qu'ils ont derrière eux la nation tout entière, et que l'heure approche où l'ennemi sera chassé de nos foyers !

Sous le rapport diplomatique, l'ensemble de la situation témoigne des efforts efficaces qui ont été faits pour mettre sur un bon pied nos relations avec les puissances en ce qui touche la crise actuelle.

Au début de la lutte, le comte de Bismarck poursuivait les combinaisons suivantes :

1° Éveiller contre nous les susceptibilités de l'Angleterre, sous prétexte des affaires de Belgique ;

2° Cimentier une alliance entre la Prusse et la Russie ;

3° Nous brouiller avec l'Espagne à propos de l'incident Hohenzollern ;

4° Nous aliéner l'Italie au sujet de la question romaine.

L'ensemble de ce plan a complètement échoué.

L'Angleterre, pleinement rassurée par nos déclarations si nettes et si loyales, vient de signer avec nous un traité qui nous est aussi utile qu'à la Belgique elle-même, et qui assure notre frontière du Nord.

La Russie non-seulement n'a pas signé de traité avec la Prusse, ainsi que M. de Bismarck l'espérait, mais l'opinion publique, dans toute l'étendue de l'empire du czar, a montré une attitude de plus en plus défavorable à l'extension exagérée de la monarchie prussienne.

Bien loin de nous être hostile, l'Espagne ne nous a témoigné que des dispositions empreintes de la cordialité la plus parfaite.

Il en a été de même de l'Italie. D'accord avec le cabinet de Florence, nous nous sommes replacés sur le terrain de la convention du 15 septembre, et la solution intervenue s'est accomplie à la satisfaction commune, sans soulever la moindre difficulté.

Ainsi donc, ni à Londres, ni à Saint-Petersbourg, ni à Madrid, ni à Florence M. de Bismarck n'a réussi dans le programme qu'il s'était tracé.

Les sympathies du Danemark à notre égard continuent à être aussi vives qu'avant la guerre; notre escadre est devant le port de Kiel, et de grands événements auront lieu de ce côté.

Les armements de l'Autriche et de l'Italie se complètent.

Il ne saurait être question un instant de négociations pacifiques.

Au moment où la guerre ne fait que commencer, où le sentiment national se prononce avec une énergie admirable, l'idée d'une défaillance ne peut venir à aucun Français.

Nos relations avec l'étranger sont ce qu'elles doivent être, et le nouveau ministre des Affaires étrangères trouvera le terrain bien préparé pour poursuivre l'œuvre commencée par son prédécesseur.

N° 334.

LE COMTE DE GRANVILLE A LORD LYONS, A PARIS.

Foreign-Office, le 16 août 1870.

Mylord, M. de La Valette m'a dit aujourd'hui que le Gouvernement français avait des raisons pour supposer que le prince Gortschakoff avait informé le chargé d'affaires de Russie à Paris que l'Angleterre était convenue avec l'Italie qu'aucune d'elles ne renoncerait à la neutralité sans avoir prévenu l'autre, et que le Gouvernement britannique avait proposé de faire un semblable arrangement avec les grandes puissances neutres et les puissances de second ordre. L'empereur de Russie, ajouterait le télégramme, aurait donné son entière approbation à cette proposition.

M. de La Valette me demanda si le fait constaté par le prince Gortschakoff était exact, quelle était la nature de l'engagement auquel il se référait; s'il était conclu; et si l'on se proposait de le rendre général. Je répondis que la chose était vraie en elle-même; que la nature de l'engagement n'avait pas d'autre portée que celle représentée; qu'il n'y aurait ni traité, ni protocole, mais simplement un échange de dépêches qui, néanmoins, n'avait pas encore eu lieu, et qu'on examinait en ce moment la question de rendre un pareil arrangement général.

Je dis à M. de La Valette que je répondais à ses questions, malgré que je ne pusse admettre, d'aucun des belligérants qui ne m'avait point tenu informé des propositions qu'il aurait faites aux puissances neutres, le droit de me demander des explications sur les rap-

ports que j'avais eus avec elles ; mais dans mon désir de conserver les sentiments d'amitié qui existaient entre l'Angleterre et la France, j'allais lui dire comment cette proposition avait surgi.

Plusieurs puissances, lui dis-je, depuis le commencement de la guerre avaient proposé de former une neutralité combinée de toutes les puissances neutres. Le Gouvernement de la Reine s'est toujours opposé à un pacte formel, tout en exprimant son désir d'échanger librement des idées sur les moyens de circonscrire la guerre ou qui pourrait tendre à une perspective quelconque de paix.

Le Gouvernement italien m'a informé la semaine dernière qu'il désirait toujours conserver la neutralité. Je répondis que j'étais toujours opposé à un engagement formel, mais que si le Gouvernement italien désirait échanger une assurance que la Grande-Bretagne et l'Italie ne se départiraient pas de leur neutralité sans s'en prévenir réciproquement, j'étais disposé à le faire.

Je dis encore à M. de La Valette que j'avais informé le Gouvernement russe de ce qui s'était passé entre les Gouvernements de la Reine et de l'Italie, et lui avais demandé si quelque arrangement de ce genre entre les gouvernements neutres ne pourrait pas être utile aux plus petits États qui désiraient garder la neutralité ; et que le Gouvernement avait été de cet avis, sans toutefois qu'il y ait eu le temps de faire d'autres démarches.

J'ajoutai que j'avais invité M. de La Valette à venir me voir aujourd'hui dans le but de lui faire part de ce qui avait été fait.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 335.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Paris, le 46 août 1870.

Le prince de la Tour d'Auvergne est arrivé l'avant-dernière nuit de Vienne. Je l'ai vu ce matin pour la première fois depuis son arrivée.

Il m'a dit qu'il avait appris par une dépêche du marquis de La Valette que le Gouvernement de la Reine avait pris part à l'établissement d'une ligue ou arrangement entre les puissances neutres à l'effet qu'aucune d'elles ne renonçât à sa neutralité, sans s'être entendu

préalablement avec les autres. Le Gouvernement français, dit-il, n'avait à faire aucune objection à une entente entre les puissances neutres. La France, il en était certain, pouvait compter sur l'amitié de la Grande-Bretagne; car jamais les rapports entre les deux nations n'avaient été certainement aussi intimes et aussi cordiales que sous le règne du présent Empereur. Il a toute raison de croire que l'empereur de Russie a des sentiments d'amitié à l'égard de la France et un vif désir de maintenir l'équilibre de l'Europe. L'Autriche n'a pas été pressée par lui lors de son séjour à Vienne dont il venait d'arriver, de prendre cause pour l'un ou l'autre des belligérants dans la présente guerre; mais il y avait rencontré une sympathie bien décidée pour la France. Il pouvait compter sur le bon vouloir de l'Italie. La France n'avait donc aucun motif d'alarme d'une entente entre ces puissances quant au but qu'elles poursuivraient.

En même temps, continua le prince, il est évident que dans les circonstances actuelles, la France ne peut accepter d'offre de médiation d'aucun côté. Elle a éprouvé des revers au commencement de la campagne, mais elle n'a aucune raison de désespérer de les réparer. Elle ne pourrait traiter tant qu'elle avait les moyens de continuer la guerre sur un pied d'égalité et de chasser les Prussiens de France. Si la fortune de la guerre devait se déclarer encore contre elle, elle résistera encore pied à pied, quand ce ne serait que pour laisser à ses amis une occasion de l'aider à obtenir des termes équitables de paix. Il y a deux conditions qu'il regarde comme indispensables en toute circonstance, l'intégrité du territoire de la France et le maintien de la dynastie.

Il n'avait jamais entendu sans impatience, ajouta-t-il, ces Français qui avaient parlé d'aller à Berlin et d'anéantir la monarchie prussienne. Il avait toujours été convaincu que les autres puissances interviendraient pour empêcher, soit la France soit la Prusse, de devenir le maître absolu de l'Europe.

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME DES ONZIÈME ET DOUZIÈME ANNÉE

(1871-1872)

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

RELATIFS A LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE 1870-1871.

1869 MARS.

27. *France.* Le comte Benedetti au marquis de La Valette. Arrivée de M. Rancès à Berlin. Songerait-on de nouveau au prince de Hohenzollern pour la couronne d'Espagne..... 5

31. *France.* Le comte Benedetti au marquis de La Valette. Conversation avec M. de Thile qui a engagé sa parole d'honneur, qu'il n'a été fait par M. Rancès aucune allusion à la candidature du prince Léopold..... 6

1869 MAI.

44. *France.* Le comte Benedetti au marquis de La Valette. Conversation avec le comte de Bismarck. Son opinion sur les dangers pour le prince Léopold de son avènement au trône d'Espagne. M. Benedetti n'accorde pas une confiance absolue aux explications de M. de Bismarck..... 8

1870 JUIN.

30. *France.* Le comte Benedetti au duc de Gramont. Relations de la Prusse avec la Russie, la Prusse recherche son alliance dans le cas d'un conflit en Occident, mais n'engagera pas l'Allemagne en Orient..... 40

1870 JUILLET.

3. *France.* Le duc de Gramont à M. Le Sourd, chargé d'affaires à Berlin. Demande de renseignements au sujet de la candidature au trône d'Espagne offerte au prince Léopold de Hohenzollern par une députation envoyée par le maréchal Prim..... 42

1870 JUILLET.

3. *France*. M. Mercier de Lostende au duc de Gramont. Télégramme. L'affaire Hohenzollern paraît fort avancée sinon décidée..... 42
3. *France*. M. Mercier de Lostende au duc de Gramont. Conversation avec le maréchal Prim. Annonce de la candidature Hohenzollern. Nécessité d'un roi pour l'Espagne. Tentatives avortées du Cabinet de Madrid..... 43
4. *France*. M. Le Sourd au duc de Gramont. Télégramme. Conversation avec M. de Thile. L'affaire n'existe pas pour le Gouvernement Prussien qui l'ignore et qui dégage sa responsabilité..... 8
5. *France*. M. Le Sourd au duc de Gramont. Télégramme. Conversation avec le Ministre d'Espagne. L'offre au prince de Hohenzollern n'est pas démentie, l'acceptation du Prince remonte à quatre mois. La responsabilité de l'affaire incombe au maréchal Prim..... 47
5. *France*. M. Mercier de Lostende au duc de Gramont. Lettre d'acceptation du prince Léopold. Préoccupation du maréchal Prim sur l'effet que la chose produira en France. Craintes d'une guerre civile en Espagne..... 48
5. *Grande-Bretagne*. M. Layard au comte de Granville. Télégramme. Le prince Léopold de Hohenzollern proposé pour candidat au trône d'Espagne. Convocation des Cortès pour le 20..... 49
5. *Grande-Bretagne*. Lord Lyons au comte de Granville. Le duc de Gramont déclare que la candidature Hohenzollern ne sera pas tolérée. Les bons offices du Gouvernement anglais demandés pour éviter les dangers qui menacent la paix de l'Europe..... 49
6. *France*. Déclaration du duc de Gramont au Corps législatif. Candidature du prince Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne..... 20
6. *Autriche-Hongrie*. Le comte de Beust au baron de Münch, à Berlin. Opinion de l'Autriche sur la candidature Hohenzollern qui est un événement gros de conséquences pour la paix européenne. Appréhension de complications sérieuses..... 24
6. *Grande-Bretagne*. Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Conversation avec M. de La Valette qui presse le Gouvernement anglais de s'efforcer d'arrêter l'installation du prince Léopold. Bons offices promis..... 23
6. *Grande-Bretagne*. Le comte de Granville à lord Loftus, à Berlin. Insister auprès de la Prusse sur le danger et l'imprudence de la candidature du prince Léopold. Remarques sur le secret des négociations..... 24
6. *Grande-Bretagne*. Lord Loftus au comte de Granville. Langage de M. de Thile au sujet de la candidature Hohenzollern..... 26
7. *France*. Le duc de Gramont à M. Le Sourd, à Berlin. Émotion en France. L'intervention du Roi montrerait le désir de la Prusse de resserrer les liens qui l'unissent à la France et d'en assurer la durée..... 27
7. *France*. Le duc de Gramont au comte Benedetti, à Wildbad. Télégramme. Ordre de se rendre à Ems..... 29
7. *France*. Le duc de Gramont au comte Benedetti, à Wildbad. Envoi des documents relatifs à la question Hohenzollern. Demander l'intervention du Roi pour qu'il conseille au prince de revenir sur son acceptation..... 29

4870 JUILLET.

7. <i>France</i> . Le duc de Gramont au comte Benedetti, à Wildbad. Demander une réponse catégorique. Nécessité de ne pas laisser gagner du temps par des réponses évasives. C'est la paix ou la guerre.....	34
7. <i>France</i> . M. Mercier de Lostende au duc de Gramont. Télégramme. Conversation avec le maréchal Prim.....	32
7. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte Dubsky, à Madrid. L'idée de la candidature Hohenzollern ne peut avoir qu'un effet déplorable....	33
7. <i>Espagne</i> . M. Sagasta aux agents diplomatiques de l'Espagne à l'étranger. Circulaire sur la candidature offerte au prince de Hohenzollern qui ne doit affecter en rien les relations amicales de l'Espagne avec les autres puissances.....	33
7. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à M. Layard, à Madrid. Télégramme du 5 juillet (N° 44) reçu. Insister sur l'abandon du projet Hohenzollern. Gravité de la question d'après la déclaration du duc de Gramont.....	36
7. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à M. Layard, à Madrid. Entrevue avec le Ministre d'Espagne. L'Angleterre demande qu'il ne soit pas donné suite à la candidature Hohenzollern. Le Ministre d'Espagne repousse toute intention hostile à l'égard de la France et en réfèrera à son Gouvernement..	37
7. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Loftus au comte de Granville. Conversation avec le baron de Thile. Nouvelles reçues de Madrid.....	39
7. <i>Grande-Bretagne</i> . M. Layard au comte de Granville. Communication au Gouvernement espagnol du télégramme du comte de Granville. Langage du Régent.....	39
7. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Déclaration de M Emile Ollivier au Corps législatif que la France désire la paix.....	40
7. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Conversation avec M. Emile Ollivier. Remarques sur la déclaration au Corps législatif....	44
7. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Explications du duc de Gramont sur la déclaration au Corps législatif et sur la nécessité de satisfaire l'opinion publique. Il demande les bons offices de l'Angleterre, à Berlin et à Madrid, pour conserver la paix de l'Europe. Son opinion sur ce qu'il y aurait de mieux à faire à cet égard. Aucune réponse reçue de la Prusse et une réponse non-satisfaisante de l'Espagne.....	42
7. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Conversation avec le chargé d'affaires de Prusse, qui considère que la déclaration du duc de Gramont a été faite avec trop de hâte, et exprime la croyance que ni le Roi, ni le comte de Bismarck étaient prévenus de l'offre faite au prince Léopold. Sur le pouvoir du Roi d'empêcher son acceptation.....	45
8. <i>France</i> . Le duc de Gramont au comte Benedetti, à Ems. Télégramme. Annoncer son arrivée à Ems et ne pas quitter Ems sans le prévenir.....	46
8. <i>France</i> . Le duc de Gramont au comte Benedetti, à Ems. Envoi du télégramme Mercier de Lostende (N° 22).....	46
8. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le prince de Metternich au comte de Beust. Conversation avec le duc de Gramont.....	46

1870 JUILLET.

8. *Grande-Bretagne*. Le comte de Granville à lord Lyons. Entrevue avec le comte de Bernstorff. La Prusse désavoue toute connaissance des négociations et repousse toute responsabilité. Le Roi ne défendrait pas cependant au prince Léopold d'accepter la couronne..... 48
8. *Grande-Bretagne*. Le comte de Granville à M. Layard, à Madrid. Lui communiquer les dépêches de Lord Lyons. Signaler le danger de la crise actuelle et presser le Gouvernement espagnol de l'éviter..... 49
8. *Grande-Bretagne*. Lord Lyons au comte de Granville. Conversation avec le duc de Gramont. Ses remerciements pour les assurances amicales de l'Angleterre. Aucune réponse de Prusse. Les préparatifs militaires vont commencer. Le duc déclare que le Roi avait connaissance de l'affaire Hohenzollern. La renonciation personnelle du prince Léopold serait néanmoins une solution de la question. Prière au Gouvernement anglais d'user de son influence..... 51
9. *France*. M. Mercier de Lostende au duc de Gramont. Télégramme. Conversation avec le Régent d'Espagne..... 52
9. *France*. Le duc de Gramont au comte Benedetti, à Ems. Télégramme. Ne faire aucune démarche auprès du prince Léopold..... 53
9. *France*. Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Arrivé à Ems, doit voir le Roi aujourd'hui..... 53
9. *France*. Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Audience avec le Roi fixée entre trois et quatre heures..... 53
9. *France*. Le duc de Gramont au comte Benedetti, à Ems. Télégramme. Faire valoir les précédents du droit public européen, en Belgique, en 1834, en Grèce, en 1862..... 53
9. *France*. Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Conversation avec M. de Werther, il est difficile, sinon impossible, au roi de Prusse, d'exhorter le prince Léopold à renoncer à sa candidature. Succès de sa mission paraît incertain..... 54
9. *France*. Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Entretien avec le roi de Prusse qui attend une réponse du prince Léopold..... 55
9. *France*. M. Mercier de Lostende au duc de Gramont. Télégramme. Le Régent ne peut agir en dehors du maréchal Prim, il est très-désireux de trouver une sortie..... 56
9. *France*. Le comte Benedetti au duc de Gramont. Entretien avec le roi de Prusse..... 56
9. *France*. Le comte Benedetti au duc de Gramont. Lettre confidentielle sur son entretien avec le roi de Prusse..... 62
9. *France*. Le général Fleury au duc de Gramont. Réception cordiale de l'empereur Alexandre qui a de fortes raisons de croire que la candidature Hohenzollern n'aboutira pas. Le prince Gortschakoff a fait entendre à Berlin ce langage..... 63
9. *Grande-Bretagne*. Le comte de Granville à lord Lyons. Opinion de l'Angleterre sur la candidature Hohenzollern. Recommander la modération.. 64

1870 JUILLET.

9. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville, à lord Lyons. Regrets du langage peu mesuré du Gouvernement français et de la presse.....	65
9. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons. Conversation avec le ministre d'Italie sur les efforts pour conserver la paix.....	66
9. <i>Grande-Bretagne</i> . M. Bonar au comte de Granville. Conversation avec le Président de la Confédération suisse sur l'état des choses.....	67
9. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Paget au comte de Granville. Conversation avec M. Visconti Venosta. Instructions envoyées au Ministre d'Italie à Madrid.	67
9. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Buchanan au comte de Granville. Langage du général Fleury au prince Gortschakoff.....	68
9. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Bloomfield au comte de Granville. Conversation avec le comte de Beust.....	69
10. <i>France</i> . Le duc de Gramont au comte Benedetti, à Ems. Télégramme. Obtenir une réponse décisive. Impossible d'attendre plus longtemps sous peine d'être devancé par la Prusse dans les préparatifs de guerre.....	70
10. <i>France</i> . Le duc de Gramont au comte Benedetti, à Ems, Télégramme. Envoyer une dépêche à lire aux Chambres.....	70
10. <i>France</i> . Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Confirmation de sa dépêche relative à son entretien avec le roi de Prusse.....	71
10. <i>France</i> . Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Aucune audience nouvelle avec le roi de Prusse.....	71
10. <i>France</i> . Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Rencontré le Roi qui n'a encore eu aucune réponse du prince Leopold et qui le recevra le lendemain.....	72
10. <i>France</i> . Le duc de Gramont au comte Benedetti, à Ems. Télégramme. Dernier télégramme reçu tronqué et dénaturé.....	72
10. <i>France</i> . Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Retard dans la transmission du télégramme et erreurs attribués à un violent orage dans la vallée du Rhin.....	73
10. <i>France</i> . M. Mercier de Lostende au duc de Gramont. Envoi d'un agent par le Régent pour engager le prince Léopold à retirer sa candidature..	73
10. <i>France</i> . Le duc de Gramont au comte Benedetti. Impossible d'attendre plus longtemps, la Prusse rappelle ses hommes en congé : si le Roi ne veut pas conseiller au prince Léopold de renoncer, c'est la guerre immédiate.....	73
10. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons. Conversation avec le marquis de La Valette.....	74
10. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Communication au duc de Gramont de ses dépêches des 6, 8, 9 courant. (Nos 45, 36, 50, 54 et 52.).....	75
10. <i>Grande-Bretagne</i> . M. Layard au comte de Granville. Observations adressées au Gouvernement espagnol.....	77
11. <i>France</i> . Le duc de Gramont au comte Benedetti. Télégramme. L'opinion public déborde le Gouvernement, il faut absolument une réponse négative ou affirmative.....	77

1870 JUILLET.

44. <i>France</i> . Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Audience du Roi.....	78
44. <i>France</i> . Le comte Benedetti au duc de Gramont. Audience du Roi.....	79
44. <i>France</i> . Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Départ de M. de Werther pour Paris.....	83
44. <i>France</i> . Communication du duc de Gramont au Corps législatif....	83
44. <i>France</i> . Le comte Benedetti au duc de Gramont. Le Roi déclare qu'il ne peut et ne veut rien prendre sur lui dans la question Hohenzollern, et qu'il attend la communication du prince Léopold qui ne peut tarder à lui parvenir.....	85
44. <i>France</i> . Le duc de Gramont au comte Benedetti. Télégramme. Le Gouvernement français demande que le Roi défende au prince Léopold de persister dans sa candidature.....	86
44. <i>France</i> . Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Arrivée de M. Daru. Envoi à Paris de M. de Bourqueney.....	86
44. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au prince de Metternich, à Paris. Considérations sur la candidature Hohenzollern. Action diplomatique à Berlin en faveur d'une solution pacifique désirée par l'Europe.....	87
44. <i>Belgique</i> . Note du <i>Moniteur officiel</i> . Le Gouvernement belge n'a fait aucune réponse à la communication qui lui a été faite par le Cabinet de Madrid au sujet de la candidature Hohenzollern.....	88
44. <i>Grande-Bretagne</i> . Le vice-amiral Harris au comte de Granville. Communication faite par le Ministre d'Espagne au Gouvernement des Pays-Bas.....	89
44. <i>Grande-Bretagne</i> . M. Layard au comte de Granville. Efforts du Gouvernement italien en faveur de la paix. Ton modéré à Madrid.....	89
44. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Buchanan au comte de Granville. Conseils donnés à Berlin par la Russie.....	90
44. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Bloomfield au comte de Granville. Rapports peu satisfaisants reçus par le comte de Beust.....	94
42. <i>France</i> . L'Empereur Napoléon au duc de Gramont. Points à faire ressortir dans sa dépêche à M. Benedetti.....	303
42. <i>France</i> . Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Annonce de sa dépêche relative à son entretien avec le roi de Prusse.....	92
42. <i>France</i> . Le comte Benedetti au duc de Gramont. Explications sur son attitude dans ses entretiens avec le roi de Prusse.....	92
42. <i>France</i> . Le duc de Gramont au comte Benedetti, à Ems. Télégramme. Acceptation du délai demandé par le roi de Prusse, pour connaître les intentions du prince Léopold.....	94
42. <i>France</i> . Le duc de Gramont au comte Benedetti, à Ems. La participation du roi de Prusse à la renonciation du prince Léopold doit à tout prix être consentie par lui.....	94
42. <i>France</i> . Le duc de Gramont au comte Benedetti, à Ems. Télégramme. La réponse du prince Léopold doit arriver demain. Le comte de Bismarck est attendu demain à Ems.....	95

4870 JUILLET.

42. *France*. Le duc de Gramont au comte Benedetti, à Ems. Il est nécessaire que le roi de Prusse s'associe à la renonciation du prince de Hohenzollern..... 95
42. *Confédération de l'Allemagne du Nord*. Le baron de Werther au roi de Prusse, à Ems. Entrevue avec le duc de Gramont et M. Emile Ollivier.. 96
42. *Grande-Bretagne*. Lord Lyons au comte de Granville. Conversation avec le duc de Gramont. Recommandé la modération. Etat de l'opinion publique en France..... 98
42. *Grande-Bretagne*. Lord Lyons au comte de Granville. Conversation avec le duc de Gramont. La question n'est pas résolue à l'égard de la Prusse..... 99
42. *Grande-Bretagne*. Sir A. Page au comte de Granville. Déclaration de M. Visconti Venosta dans les Chambres italiennes..... 401
42. *Grande-Bretagne*. Lord Loftus au comte de Granville. Conversation avec M. de Thile. Arrivée de M. Bismarck à Berlin, annoncée pour la soirée. Départ du baron de Werther d'Ems pour Paris. Attitude des Etats de l'Allemagne du Sud..... 402
42. *Grande-Bretagne*. Lord Loftus au comte de Granville. Langage du baron de Thile. Communication aux Gouvernements de l'Allemagne du Sud. 402
42. *Grande-Bretagne*. Lord Loftus au comte de Granville. Communication de sa dépêche du 6 (N° 46) au baron de Thile..... 403
42. *Grande-Bretagne*. M. Layard au comte de Granville. Communication des dépêches de lord Granville au Gouvernement espagnol qui atteste son désir de conserver la paix..... 404
42. *Hohenzollern*. Renonciation du prince de Hohenzollern. Lettre du prince Antoine au Président du Conseil des ministres d'Espagne.. 406
43. *France*. Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Le roi de Prusse refuse de l'autoriser à annoncer que si le prince Léopold revenait à son projet, il y mettrait obstacle..... 407
43. *France*. Le duc de Gramont au comte Benedetti, à Ems. Télégramme. La renonciation Hohenzollern, telle qu'elle a été communiquée, ne satisfait pas aux justes demandes de la France, et n'offre aucune garantie pour l'avenir, si le Roi ne dit pas qu'il ne permettra pas au prince de revenir sur sa renonciation..... 407
43. *France*. Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Le comte de Bismarck, fatigué, se serait arrêté à Berlin..... 408
43. *France*. Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Le Roi lui a fait part de la résolution du prince de Hohenzollern par une communication faite par un de ses aides de camp. Sollicité une nouvelle audience. Peu d'espoir d'obtenir aucune concession..... 408
43. *France*. Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Le Roi ne veut pas reprendre la discussion relative aux assurances demandées, il ne peut faire plus que de donner son approbation entière et sans réserve au désistement du prince Léopold..... 409

1870 JUILLET.

13. <i>France</i> . Le comte Benedetti au duc de Gramont. Entretien avec le roi de Prusse sur la promenade publique d'Ems. Son refus de faire aucune concession nouvelle.....	409
13. <i>France</i> . Communication du duc de Gramont au Corps législatif. Les négociations avec la Prusse ne sont pas encore terminées.....	412
13. <i>France</i> . Le duc de Gramont au comte Benedetti, à Ems. Surexcitation du sentiment français. Tenter un dernier effort auprès du Roi. Revenir à Paris avec une réponse affirmative ou négative.....	413
13. <i>Prusse</i> . Télégramme du Gouvernement. Refus du roi de Prusse de recevoir de nouveau M. Benedetti.....	414
13. <i>Prusse</i> . Rapport officiel sur ce qui s'est passé à Ems, rédigé sous la surveillance du Roi.....	414
13. <i>Prusse</i> . Rapport du colonel Radziwill au Roi, sur ce qui s'est passé à Ems.....	415
13. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Regrets que la renonciation Hohenzollern n'ait pas été acceptée comme solution de la question.....	417
13. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons. Observations sur l'affirmation du duc de Gramont, que l'Angleterre reconnaît la légitimité des demandes de la France.....	418
13. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Conversation avec le marquis de La Valette, pour le presser d'accepter la renonciation du prince Léopold.....	418
13. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Désappointement au sujet du langage du duc de Gramont au Corps législatif..	420
13. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Envoi de sa lettre au duc de Gramont, à la réunion du Conseil des ministres.....	420
13. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au duc de Gramont. Envoi de la substance du télégramme, du 8, du comte de Granville.....	421
13. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Annonce du duc de Gramont au Corps législatif.....	421
13. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Conversation avec le duc de Gramont, quant aux termes d'après lesquels la France considérerait la question comme finalement réglée.....	422
13. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Conversation avec le duc de Gramont. Langage attribué au comte de Granville à Stuttgart..	424
13. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord A. Loftus au comte de Granville. Conversation avec le comte de Bismarck.....	425
13. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Bloomfield au comte de Granville. Conseils donnés par l'Autriche à la France. Sentiments de l'Allemagne du Sud..	427
14. <i>France</i> . Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Son départ pour Paris.....	428
14. <i>France</i> . Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Départ du roi de Prusse pour Berlin annoncé pour le 15.....	429

1870 JUILLET.

44. <i>France</i> . Le comte Benedetti au duc de Gramont. Télégramme. Vu à la gare le Roi, qui s'est borné à lui dire qu'il n'avait plus rien à lui communiquer.....	429
44. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Contradiction au sujet du langage attribué à Stuttgart au comte de Granville..	429
44. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Réponse à No 446. L'Angleterre a recommandé au roi de Prusse de faire part à la France son consentement à la renonciation du prince Léopold.....	430
44. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Effet produit par un article de la <i>Gazette du Nord</i> (voir No 406) annonçant le refus du Roi de recevoir M. Benedetti.....	431
44. <i>Grande-Bretagne</i> . M. Layard au comte de Granville. Renonciation du prince Léopold.....	432
44. <i>Grande-Bretagne</i> . M. Layard au comte de Granville. Communication du Ministre d'Italie, à Madrid.....	433
45. <i>France</i> . Déclaration du duc de Gramont au Sénat et de M. Emile Ollivier au Corps législatif. Exposé des négociations à Ems. Refus du Roi de recevoir M. Benedetti. C'est la guerre!.....	433
45. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le prince de Metternich au comte de Beust. Exposé de la situation, la guerre semble inévitable à moins d'efforts tentés par les tierces puissances en faveur de la paix.....	435
45. <i>Etats-Unis d'Amérique</i> . Message du président Grant au Congrès. Communications postales menacées par le dissentiment entre la France et la Prusse.....	437
45. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Loftus, à Berlin. Conversation avec le comte de Bernstorff. Le Gouvernement prussien repousse la suggestion que le Roi notifie à la France son consentement à la renonciation du prince Léopold.....	438
45. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Conversation avec M. de La Valette au sujet des demandes de la France à la Prusse.....	439
45. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Recommandant la médiation. Rappel du protocole du Congrès de Paris.....	440
45. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville au vice-amiral Harris, à La Haye. Conversation avec le Ministre des Pays-Bas, au sujet de la neutralité de la Hollande.....	444
45. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Communication au duc de Gramont des télégrammes et dépêches de lord Granville.....	442
45. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Conversation avec le duc de Gramont sur sa communication des dépêches et télégrammes de lord Granville.....	444
45. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Assurances du duc de Gramont relativement à la neutralité de la Belgique.....	447
45. <i>Luxembourg</i> . M. Servais au vice-amiral Harris. Note sur la démolition des fortifications de Luxembourg.....	447

1870 JUILLET.

45. Suisse. Décisions prises par le Conseil fédéral en vue de la guerre entre la France et la Prusse.....	450
46. France. Réponse de l'Empereur au discours de M. Rouher lors de la présentation du Sénat, à Saint-Cloud.....	452
46. France. Le duc de Gramont au baron de Beyens. Neutralité de la Belgique.....	453
46. Confédération de l'Allemagne du Nord. Déclaration du comte de Bismarck au Bundesrath sur le conflit avec la France.....	454
46. Prusse. Réponse du roi Guillaume à l'adresse de la Chambre de commerce de Hambourg, exprimant des sentiments de dévouement et la déclaration d'être prête à tous les sacrifices.....	458
46. Confédération de l'Allemagne du Nord. Ordonnance royale défendant l'exportation et le transit d'un certain nombre de marchandises.....	444
46. Etats-Unis d'Amérique. M. Fish à M. Hoffmann, à Paris. Protection des Allemands du Nord en France.....	459
46. Etats-Unis d'Amérique. M. Bancroft à M. Fish. Déclaration de guerre. Aucune excuse pour la faire. Bateaux-poste de l'Allemagne du Nord. Enthousiasme en Allemagne.....	459
46. Grande-Bretagne. Le comte de Granville à lord Loftus, à Berlin. Faire part au comte de Bismarck des assurances de la France au sujet de la neutralité belge.....	464
46. Grande-Bretagne. Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Pour suggérer une déclaration des belligérants dans le sens de la Déclaration de Paris du 16 avril 1856.....	464
46. Grande-Bretagne. Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Remercier le Gouvernement français pour sa déclaration relative à la neutralité de la Belgique.....	462
46. Grande-Bretagne. Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Les sujets français dans la Confédération de l'Allemagne du Nord pris sous la protection de l'Angleterre.....	462
46. Grande-Bretagne. Lord Lyons au comte de Granville. Communication au Gouvernement français des propositions de médiation.....	463
46. Grande-Bretagne. Lord Lyons au comte Granville. Au sujet des occasions qu'il a eues de voir M. de Gramont.....	465
46. Grande-Bretagne. Lord Loftus au comte de Granville. Efforts du Gouvernement italien en faveur du maintien de la paix; attitude du Gouvernement prussien.....	466
46. Grande-Bretagne. Lord Loftus au comte de Granville. Rapport de l'aide de camp du roi de Prusse sur ses rapports avec M. Benedetti.....	466
46. Grande-Bretagne. Lord Loftus au comte de Granville. Rentrée du Roi à Berlin, enthousiasme de la population.....	467
46. Grande-Bretagne. Lord Loftus au comte de Granville. La neutralité de la Hollande, de la Belgique et du Luxembourg sera respectée par le Gouvernement prussien.....	468

1870 JUILLET.

46. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Bloomfield au comte de Granville. Assurances non officielles de la neutralité de l'Autriche aussi longtemps que la Russie maintiendra la sienne	468
46. <i>Suisse</i> . Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la situation actuelle de la Suisse et les mesures à prendre pour la défense de sa neutralité	469
47. <i>France</i> . Le duc de Gramont au marquis de La Valette. Le soin de la dignité de la France ne lui permet plus d'accepter une action médiatrice.	473
47. <i>France</i> . Le duc de Gramont à M. Kern, concernant le respect de la neutralité de la Suisse par la France	474
47. <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . M. de Itzeuplitz aux présidents de Königsberg, Stettin, Hanovre et Kiel. Les bâtiments marchands français dans les ports allemands; délai de six semaines à partir du commencement des hostilités	474
47. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Note du duc de Gramont au sujet du temps à accorder aux bâtiments neutres	475
47. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Communication au Gouvernement français de la dépêche de Lord Granville au sujet de la déclaration maritime	476
47. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Loftus au comte de Bismarck, pour presser le Gouvernement de l'Allemagne du Nord d'avoir recours au 23 ^e protocole du Congrès de Paris de 1856	477
47. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir H. Howard au comte de Granville. Détermination de la Bavière de coopérer avec la Prusse à la guerre contre la France..	478
47. <i>Grande-Bretagne</i> . Le vice-amiral Harris au comte de Granville. Assurances du ministre de France à La Haye sur la neutralité du Luxembourg	479
48. <i>Prusse</i> . Réponse du Roi à l'adresse du magistrat et du Conseil municipal de Berlin	479
48. <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Circulaire du comte de Bismarck aux agents diplomatiques à l'étranger, au sujet de la déclaration de guerre dont la responsabilité retombe tout entière sur la France	480
48. <i>Prusse</i> . Le comte de Bismarck à lord Loftus. Réponse à son offre de médiation du 17	483
48. <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Ordonnance relative à la capture et la saisie, comme prise de guerre, des bâtiments de commerce français.	484
48. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Assurances de la France au sujet de la neutralité du Luxembourg et des Pays-Bas	485
48. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Déclaration de guerre envoyée le 17 à Berlin. Conversation avec M. de Gramont sur le refus de la France de faire appel à une médiation	486
48. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Loftus au comte de Granville. Conversation avec le comte de Bismarck, ses regrets au sujet de la guerre	486
48. <i>Grande-Bretagne</i> . M. Bonar au comte de Granville. Assurances de la France, de la Prusse et de Bade au sujet de la neutralité suisse	486

1870 JUILLET.

48. <i>Grande-Bretagne</i> . Le vice-amiral Harris au comte de Granville. La neutralité des Pays-Bas sera respectée par la France et par la Prusse. Promesse du Gouvernement de l'Allemagne du Nord de respecter la neutralité du Luxembourg si la France agit de même.....	486
48. <i>Suisse</i> . Déclaration du Conseil fédéral concernant la neutralité suisse.....	488
49. <i>France</i> . M. Le Sourd au comte de Bismarck. Déclaration de guerre à la Prusse.....	489
49. <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Discours du roi de Prusse à l'ouverture du Reichstag.....	490
49. <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Déclaration du comte de Bismarck Reichstag pour annoncer la remise de la déclaration de guerre de la France.....	492
49. <i>Prusse</i> . Le comte de Bismarck au comte de Bernstorff, à Londres. Sur la déclaration de guerre.....	492
49. <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Notification aux sujets allemands servant dans l'armée française de retourner en Allemagne.....	493
49. <i>Prusse</i> . Ordonnance de M. de Roon et du comte d'Eulenburg pour défendre de délivrer des certificats d'exemption et des passeports aux personnes soumises au service militaire.....	494
49. <i>Etats-Unis d'Amérique</i> . M. Fish à M. Washburne, à Paris. Ordre de prendre sous sa protection les Allemands du Nord résidant en France, si la France y consent.....	494
49. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville aux lords de l'Amirauté. Neutralité de l'Angleterre.....	498
49. <i>Grande-Bretagne</i> . Proclamation de neutralité.....	495
49. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Le gouvernement français ne peut pas accepter de médiation. Conversation avec M. de La Valette.....	200
49. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Bloomfield, à Vienne. Efforts du Gouvernement austro-hongrois à Berlin en faveur de la paix. Conversation avec le comte Apponyi.....	201
49. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Bloomfield, à Vienne. Conversation avec le comte Apponyi. L'Autriche a recommandé à Madrid le retrait de la candidature du prince Léopold, et à Paris la modération ..	202
49. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Proposition de la Bavière rejetée par le roi de Prusse. Conversation avec le duc de Gramont.....	204
49. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Commerce des neutres. Conversation avec le duc de Gramont.....	205
49. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir H. Howard au comte de Granville. Préparatifs de guerre en Bavière. Demande de subsides aux Chambres.....	205
20. <i>France</i> . Bulletin politique hebdomadaire du <i>Journal officiel</i>	206

1870 JUILLET.

20. <i>France</i> . Déclaration du duc de Gramont au Sénat et au Corps législatif.....	209
20. <i>France</i> . Note du <i>Journal officiel</i> au sujet de la résidence, en France, des sujets de la Prusse et des pays alliés de la Prusse et aux bâtiments de commerce ennemis.....	210
20. <i>France</i> . Le duc de Gramont à lord Lyons. Envoi de sa déclaration au Corps législatif et de la note du <i>Journal officiel</i> (Nos 493 et 494) relative aux neutres.....	211
20. <i>Grande-Bretagne. France</i> . Protocole de la remise des archives de l'ambassade française à Berlin, entre les mains de lord Loftus.....	211
20. <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Ordonnance royale pour prohiber l'exportation et le transit d'avoine, son, blé, bêtes à cornes, etc.....	212
20. <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Adresse du Reichstag au Roi.....	213
20. <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Discours du comte de Bismarck au Reichstag.....	215
20. <i>Prusse</i> . Le roi Guillaume au roi de Bavière. Télégramme. Pris le commandement de l'armée bavaroise, félicitations sur son attitude vraiment allemande.....	217
20. <i>Bade</i> . Le Grand-Duc au prince royal de Prusse. Félicitation sur sa nomination au commandement en chef de l'armée du Midi.....	218
20. <i>Bavière</i> . Discours du comte Bray à la Chambre des députés de Munich.....	218
20. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust aux représentants de l'Empereur à l'Etranger. Attitude de l'Autriche dans le conflit.....	219
20. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. La proposition bavaroise mentionnée dans n° 489 n'a pas été recommandée par l'Angleterre à la Prusse.....	220
20. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à sir A. Buchanan à Saint-Petersbourg. Proposition du baron Brunnow, dans le but d'éviter la guerre, de consigner dans un protocole la renonciation du prince Léopold.....	221
20. <i>Suisse</i> . Proclamation du Conseil fédéral au peuple.....	222
20. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Buchanan au comte de Granville. Déclaration de l'empereur de Russie en faveur du maintien de la neutralité aussi longtemps que les intérêts de la Russie ne seront pas compromis.....	224
20. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Bloomfield au comte de Granville. Langage du comte de Beust sur l'attitude de l'Autriche.....	225
21. <i>France</i> . Note du <i>Journal officiel</i> au sujet de la déclaration du 16 juillet de M. Emile Ollivier au Corps législatif.....	226
21. <i>France</i> . Le duc de Gramont aux représentants de l'Empereur à l'étranger. — Circulaire. — Explications sur les négociations et les faits qui ont amené la rupture entre la France et la Prusse.....	229
21. <i>Prusse</i> . Ordonnance royale pour fixer un jour de prières publiques.....	233
21. <i>Prusse</i> . Le comte de Bismarck au sujet de la neutralité suisse.....	234
21. <i>Belgique</i> . M. d'Anethan aux Agents diplomatiques de la Belgique à l'étranger. Neutralité de la Belgique.....	234

1870 JUILLET.

24. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Conversation avec M. de La Valette. Neutralité de la Belgique, de la Hollande, du Luxembourg et de la Suisse: Neutralité de l'Angleterre.....	236
24. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Loftus à Berlin. Conversation avec le comte de Bernstorff au sujet de l'exportation de chevaux et de charbons d'Angleterre.....	238
24. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville au vice-amiral Harris à La Haye. Satisfaction de la détermination de la Hollande de conserver la neutralité.	238
24. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Traitement des bâtiments marchands et des sujets des Etats belligérants.....	239
22. <i>France</i> . Proclamation de l'Empereur aux Français.....	240
22. <i>France</i> . Réponse de l'Empereur au discours de M. Schneider, président du Corps législatif.....	244
22. <i>France</i> . Le marquis de La Valette au comte de Granville. Déclaration de guerre, le Gouvernement français observera la Déclaration du 46 avril 1856 et demande l'exacte observation d'une stricte neutralité de la part des autorités et sujets anglais.....	243
22. <i>Prusse</i> . Le comte de Bismarck au baron de Nothomb. Respect de la neutralité de la Belgique.....	244
22. <i>Belgique</i> . Déclaration de neutralité.....	244
22. <i>Etats-Romains</i> . Lettre du Pape au roi de Prusse pour offrir sa médiation.	245
22. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Bâtiments ennemis avec chargements anglais pour ports anglais et pour comptes anglais, leur position.....	246
22. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Loftus au comte de Granville. Contradiction du langage attribué à lord Granville à Stuttgart, communiquée à M. de Thile.	248
22. <i>Suisse</i> . Le Président du Conseil fédéral au comte de Granville. Convention de Genève pour les secours aux militaires blessés.....	248
23. <i>France</i> . Proclamation de l'Empereur à l'escadre du Nord, lue par l'Impératrice.....	250
23. <i>France</i> . Note du <i>Journal officiel</i> sur l'application des articles additionnels à la Convention de Genève sur le sort des blessés en campagne....	250
23. <i>France</i> . Le duc de Gramont à lord Lyons. Réponse à sa note du 22 (N° 224).....	251
23. <i>Prusse</i> . Le comte de Bismarck à lord Loftus. L'Allemagne observera les principes de la Déclaration de Paris du 46 avril 1856.....	252
23. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Loftus au comte de Granville. Conversation avec M. de Thile, au sujet de la neutralité de la Belgique.....	252
23. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir H. Howard au comte de Granville. Compliments échangés par télégraphe entre les rois de Prusse et de Bavière....	253
23. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir H. Howard au comte de Granville. Arrangements pour la protection des nationaux français en Bavière et des nationaux bavarois en France.....	254
23. <i>Russie</i> . Déclaration de neutralité.....	255

1870 JUILLET.

24. <i>France</i> . Le duc de Gramont aux Agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger. Circulaire pour expliquer et défendre la politique de la France, réponse aux documents publiés à Ems.....	255
24. <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Ordonnance royale relative aux armements maritimes volontaires (marine auxiliaire).....	258
24. <i>Prusse</i> . Le comte de Bernstorff au comte de Granville. Représentations au sujet de l'approvisionnement de la flotte française par des houilleurs anglais.....	260
24. <i>Italie</i> . Note du <i>Journal officiel</i> . Neutralité de l'Italie.....	260
24. <i>Russie</i> . Note de la <i>Gazette officielle</i> sur la neutralité russe.....	261
25. <i>France</i> . Note du <i>Journal officiel</i> . Règles à observer à l'égard des neutres en temps de guerre.....	261
25. <i>France</i> . Le duc de Gramont au Conseil fédéral suisse, au sujet des parties de la Savoie qui, aux termes des stipulations de 1845, se rattachent au système de la neutralité suisse.....	262
25. <i>Prusse</i> . Proclamation du Roi au peuple allemand.....	263
25. <i>Danemark</i> . Déclaration de neutralité.....	264
25. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Envoi d'un projet de traité entre la France et la Prusse relatif à la Belgique publié par le <i>Times</i>	265
25. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Approuve son langage au sujet de la distinction à établir entre les bâtiments ennemis en destination pour les ports français et pour les ports neutres..	267
25. <i>Grande Bretagne</i> . M. Layard au comte de Granville. Le Gouvernement espagnol n'avait aucune raison de s'attendre à une opposition violente de la France à l'élection du prince Léopold.....	267
25. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Buchanan au comte de Granville. Aucun soldat ne sera mis en mouvement en Russie tant que l'Autriche restera inactive et qu'aucun mouvement insurrectionnel n'éclatera en Pologne.....	268
26. <i>France</i> . Note du <i>Journal officiel</i> . Interdiction des communications télégraphiques entre la France et la Confédération de l'Allemagne du Nord.	269
26. <i>France</i> . Note du <i>Journal officiel</i> . La houille n'est pas considérée comme contrebande de guerre.....	269
26. <i>France</i> . Bulletin politique hebdomadaire du <i>Journal officiel</i>	270
26. <i>France</i> . L'amiral Rigault de Genouilly aux consuls généraux et consuls de France à l'étranger. Instructions sur les prises qui seront conduites dans les consulats par les bâtiments de la marine impériale.....	273
26. <i>Wurtemberg</i> . Le Roi au roi de Prusse. Télégramme. Les troupes wurtembergeoises mises sous le commandement du roi de Prusse.....	275
26. <i>Espagne</i> . M. Sagasta au Régent. Projet de décret sur la neutralité de l'Espagne.....	276
26. <i>Espagne</i> . Déclaration de neutralité.....	277
26. <i>États-Romains</i> . Déclaration de neutralité.....	279

1870 JUILLET.

26. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons. Conversation avec M. de La Valette, au sujet du projet de traité entre la France et la Prusse, publié par le <i>Times</i>	279
26. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons. Renseignements de lord Loftus sur le projet de traité entre la France et la Prusse, publié par le <i>Times</i>	280
26. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Loftus au comte de Granville. Copie autographiée du projet de traité entre la Prusse et la France publié par le <i>Times</i>	284
27. <i>France</i> . Le duc de Gramont au marquis de La Valette, à Londres. Sur le projet de traité publié par le <i>Times</i>	282
27. <i>Bavière</i> . Mémoire du comte Bray, au sujet de l'allégation d'un journal français prétendant qu'il avait cherché à influencer sur le vote des Chambres en recourant sciemment à une allégation mensongère.....	284
27. <i>Danemark</i> . Loi pour prohiber l'exportation des chevaux.....	285
28. <i>France</i> . Note du <i>Journal officiel</i> sur le projet de traité publié par le <i>Times</i>	285
28. <i>France</i> . Proclamation de l'Empereur à l'armée à Metz.....	286
28. <i>Prusse</i> . Réponse du Roi à la ville d'Hadersleben.....	286
28. <i>Prusse</i> . Le comte de Bismarck au comte de Bernstorff. Projet de traité entre la France et la Prusse.....	287
28. <i>Oldenbourg</i> . Allocution du Grand-Duc aux troupes.....	288
29. <i>France</i> . Le duc de Gramont au marquis de La Valette, à Londres. Envoi d'une note de M. Benedetti au sujet du projet de traité secret.....	289
29. <i>France</i> . Le comte Benedetti au duc de Gramont. Projet de traité secret entre la France et la Prusse.....	290
29. <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Circulaire du comte de Bismarck aux représentants diplomatiques à l'étranger. Détails sur des pourparlers antérieurs au projet de traité entre la France et la Prusse.....	294
29. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Substance d'une dépêche du duc de Gramont communiquée par le marquis de La Valette.....	296
29. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à M. Dubs, Président du Conseil fédéral suisse. Neutralité de la Suisse.....	297
29. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Le duc de Gramont fait part de son intention de rappeler les troupes françaises de Rome.....	298
30. <i>Prusse</i> . Lettre du Roi au Pape en réponse à sa lettre du 22 juillet.	298
30. <i>Prusse</i> . M. de Thile au comte de Bismarck. Réponse à la note de M. Benedetti, du 27 juillet.....	299
30. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Proposition d'un traité au sujet de la neutralité de la Belgique.....	300
30. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Loftus au comte de Granville. Le projet de traité entre la France et la Prusse est de la main de M. Benedetti : enverra une copie photographique. Explications du comte de Bismarck..	304

1870 JUILLET.

34. <i>Prusse</i> . Proclamation du Roi au peuple.....	302
31. <i>Prusse</i> . Proclamation du prince royal de Prusse aux soldats de la troisième armée.....	303

1870 AOUT.

4. <i>France</i> . Le marquis de La Valette au comte de Granville. Rétablissement des passe-ports par ordre du Gouvernement français.....	304
1. <i>Autriche</i> . Le comte Apponyi au comte de Beust. Efforts de l'Angleterre pour garantir la neutralité de la Belgique.....	305
1. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Paget au comte de Granville. Préparatifs militaires en Italie.....	305
1. <i>Italie</i> . M. Melegari au président du Conseil fédéral suisse. Attitude de la Suisse en présence de la guerre.....	306
1. <i>Suède et Norvège</i> . Le baron de Hochschild au comte de Granville. Détermination de la Suède d'observer la neutralité.....	307
2. <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Proclamation du roi de Prusse pour annoncer qu'il prend le commandement des armées alliées.....	307
2. <i>Saxe-Weimar</i> . Patente du Grand-Duc nommant la grande-Duchesse régente.....	308
2. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons. Satisfaction de la réception de la proposition du duc de Gramont d'une nouvelle convention belge. Conversation avec M. de La Valette.....	308
2. <i>Pays-Bas</i> . M. Roest de Limbourg au Président du Conseil fédéral suisse. Neutralité Suisse.....	309
3. <i>France</i> . Bulletin politique du <i>Journal officiel</i>	309
3. <i>Prusse</i> . Décret d'amnistie du roi Guillaume.....	312
3. <i>Prusse</i> . Le comte de Bismarck au comte de Bernstorff, à Londres. Nie l'exactitude des rapports de M. Lefèbvre de Béhaine sur les conversations relatives à la Belgique.....	313
4. <i>France</i> . Le duc de Gramont aux Agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger. Au sujet du projet de traité concernant la Belgique.....	313
5. <i>Etats-Unis d'Amérique</i> . M. Yeaman à M. Fish. Attitude du Danemark. Arrivée de M. de Cadore.....	317
6. <i>Prusse</i> . Ordre du jour du prince Frédéric-Charles aux soldats de la 2 ^e armée. L'Allemagne fait la guerre à l'empereur Napoléon et non aux Français.....	319
6. <i>Autriche</i> . Le comte de Beust au comte Apponyi, à Londres. Au sujet de la reconnaissance de la neutralité belge.....	319
6. <i>Belgique</i> . M. d'Anethan à son collègue le ministre de la guerre. Instructions au sujet des bandes de soldats qui chercheraient refuge sur le territoire belge.....	320
7. <i>France</i> . Proclamation de l'Impératrice Régente.....	321
7. <i>France</i> . Proclamation du Ministère.....	321

1870 AOUT.

7. <i>Autriche</i> . Le comte de Beust au comte de Chotek, à Saint-Pétersbourg. La politique de la Russie, d'après les assurances du prince Gortschakoff, est une politique de paix.....	323
8. <i>France</i> . Proclamations du Ministère aux Français et aux Parisiens.....	323
8. <i>France</i> . Bulletin politique hebdomadaire du <i>Journal officiel</i>	325
8. <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Ordonnance royale pour prohiber l'exportation et le transit d'armes, munitions de guerre, etc., par toutes les frontières de la Confédération.....	327
8. <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Proclamation du roi de Prusse à l'armée, pour recommander la discipline. Quartier général de Hombourg.....	327
8. <i>Autriche</i> . Le comte Apponyi au comte de Beust. Traité pour assurer la neutralité de la Belgique.....	328
8. <i>Belgique</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Chambres.....	329
8. <i>Etats-Unis d'Amérique</i> . M. Jay à M. Fish. L'Autriche refuse l'alliance offerte par la France.....	330
9. <i>Grande-Bretagne — Prusse</i> . Traité pour l'indépendance et la neutralité de la Belgique.....	331
9. <i>France</i> . Communication de M. Emile Ollivier au Corps législatif..	333
9. <i>France</i> . Constitution du nouveau Ministère.....	337
9. <i>France</i> . Le marquis de La Valette au comte de Granville. Modifications demandées par la France au traité relatif à la neutralité de la Belgique, comme condition de son acceptation.....	338
9. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville au marquis de La Valette. Réponse à sa lettre de ce jour.....	339
9. <i>France</i> . Le marquis de La Valette au comte de Granville. Accepte le traité relatif à la Belgique et le signera aussitôt qu'il aura reçu ses pleins pouvoirs.....	340
9. <i>Danemark</i> . Le ministre des Affaires étrangères aux Consuls. Vente de navires.....	341
9. <i>Etats-Unis d'Amérique</i> . M. Yeaman à M. Fish. Le marquis de Cadore à Copenhague. L'opinion publique hostile à la Prusse. Thèse des journaux sur ce qu'est la neutralité.....	342
10. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons. Explications avec M. Bernstorff au sujet de prétendus traités secrets entre la France et l'Italie et d'autres puissances.....	343
11. <i>Grande-Bretagne — France</i> . Traité au sujet de l'indépendance et de la neutralité de la Belgique.....	344
12. <i>France</i> . Notification du blocus du littoral de la Prusse et des Etats Allemands dans la mer du Nord.....	346
12. <i>Prusse</i> . Proclamation du roi de Prusse aux habitants des territoires français occupés par les troupes allemandes. Je fais la guerre aux soldats et non aux citoyens français.....	347
12. <i>Prusse</i> . Ordre du jour du prince royal aux soldats de la 3 ^e armée.....	348

1870 AOÛT.

42. <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . M. de Thile aux Agents diplomatiques de la Confédération. Réponse à la circulaire du duc de Gramont, du 4 août.....	348
42. <i>Belgique</i> . Le baron de Beaulieu au comte de Granville. Reconnaissance de la Belgique pour le nouveau traité destiné à assurer sa neutralité.....	349
42. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville aux représentants de l'Angleterre à l'étranger. Explications au sujet de l'impression qui règne en Allemagne que l'Angleterre s'est départie de sa neutralité en faveur de la France au sujet des approvisionnements en charbons, chevaux et munitions de guerre.....	350
42. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Bloomfield au comte de Granville. Langage de M. de Beust au sujet d'une médiation.....	353
42. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Buchanan au comte de Granville. Refus de la Russie d'accéder au traité de la neutralité de la Belgique.....	353
42. <i>Suisse</i> . M. Dubbs à M. Kern, à Paris. Réponse à la note de M. de Gramont, du 25 juillet. (N ^o 241.).....	354
43. <i>France</i> . Le ministre de la Marine aux préfets maritimes. Traitement des bâtiments de commerce ennemis.....	353
43. <i>Prusse</i> . Proclamation du Roi pour abolir la conscription dans les territoires occupés par les troupes allemandes.....	357
43. <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Arrêté des commandants de l'armée relatif aux mesures à prendre dans les pays français envahis....	358
43. <i>États-Unis d'Amérique</i> . M. Yeaman à M. Fish. Départ de M. de Cadore de Copenhague. Neutralité du Danemark assurée pour le moment.....	359
44. <i>France</i> . Proclamation de l'Empereur aux habitants de Metz... ..	360
44. <i>Prusse</i> . Ordre de cabinet du roi de Prusse pour nommer un gouverneur général de l'Alsace.....	360
45. <i>France</i> . Notification du blocus des côtes de la Confédération de l'Allemagne du Nord dans la Baltique.....	364
45. <i>France</i> . Bulletin politique hebdomadaire du <i>Journal officiel</i>	364
46. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris. Arrangement avec l'Italie pour le maintien de la neutralité. Conversation avec M. de La Valette.....	363
46. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Entente entre les Neutres, projets de la France, conversation avec le prince de La Tour d'Auvergne.....	364

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME DES ONZIÈME ET DOUZIÈME
ANNÉES.

F. AMYOT.